

DEMAIN
BARCELONE
AU FUTUR

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12856 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 30 MAI 1986

La main tendue de l'Afrique

Il est douteux que la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'Afrique se termine le 31 mai par une mobilisation des bonnes volontés aussi spectaculaire que les marathons, à participation payante, organisés dimanche dernier dans plusieurs capitales en prélude à cet événement. Les ministres venus à New-York ne représentent pas tous des monstres froids pour lesquels l'aide au développement n'est qu'une arme parmi d'autres dans les luttes idéologiques et idéologiques. Même les plus généreux cependant doivent prendre en compte une conjoncture économique qui incite davantage aux restrictions budgétaires qu'aux libéralités.

Les Etats-Unis, le Japon, la France, la Grande-Bretagne et la RFA ont tenu un langage identique pour repousser poliment la demande de moratoire d'une dette évaluée à quelque 57 milliards de dollars, estimant que l'ONU n'était pas un « cadre approprié » pour trouver la solution du problème. Ces pays font des promesses d'aide supplémentaire, mais assorties d'un plaidoyer pour l'initiative privée, décidément dans l'air du temps. Les propos de M. George Shultz sont proches des vus de la « cellule africaine » de M. Chirac. Avant cette session, on soulignait dans l'entourage du premier ministre français que la seule innovation possible en matière de coopération bilatérale consisterait à contribuer à la création de petites entreprises rentables chez nos partenaires sans réduire pour autant les aides publiques.

Cette session, sans précédent, est due à la détermination de M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais et président en exercice de l'OUA. Fort de sa réputation de modérateur, il s'était déjà employé à convaincre l'Occident que son intérêt bien compris est d'imposer des réformes au gouvernement de l'Afrique du Sud pour que celle-ci ne bascule pas dans une situation révolutionnaire. Son autre ambition est de faire signer par l'Afrique et les pays industrialisés un « contrat » basé sur la confiance qui préserverait ce continent d'une faillite dont ses fournisseurs et clients pâtiraient nécessairement un jour.

Sauf s'il s'agit de suggérer que ce contrat éviterait à ses bénéficiaires de sombrer dans le totalitarisme, la formule « plan Marshall pour l'Afrique », employée dans les couloirs de l'ONU, n'est guère heureuse. La situation actuelle de l'Afrique ne rappelle en rien celle de l'Europe d'après guerre. Allant vers les 600 millions d'habitants à la fin du siècle, au taux actuel de fécondité, l'Afrique « continent vital » est menacé de surpopulation en regard à la faiblesse de ses ressources alimentaires. Un des engagements du « contrat » prévoyait de consacrer le quart des investissements africains à l'agriculture, contre 5 % en moyenne jusqu'à présent.

As cours de cette concertation internationale pour réunir au moins une partie des 45 millions de dollars d'aide supplémentaire demandés par l'Afrique, le représentant de l'URSS a jugé bon de s'en tenir à un long réquisitoire contre le « néocolonialisme ». Antenne que même les pays « progressistes » semblaient moins disposés que naguère à prendre pour argent comptant. Après une longue période de méfiance acrimonieuse, deux ministres malgaches séjournaient actuellement à Paris pour convaincre les chefs d'entreprise français de s'intéresser davantage à leur pays. Renouant à accuser de tous leurs maux l'ancien colonisateur, bien des responsables africains reconnaissent leurs propres erreurs de gestion et se disent prêts à les corriger. Dans une conjoncture plutôt sombre, cette prise de conscience permet d'espérer en l'avenir de l'Afrique.

(Lire nos informations page 6.)

LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE ET LA RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL

M. Chirac engage à nouveau la responsabilité du gouvernement

M. Jacques Chirac a engagé ce jeudi 29 mai la responsabilité de son gouvernement sur le collectif budgétaire, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. C'est la troisième fois que le premier ministre utilise cette procédure. Il justifie son attitude par l'« obstruction » de l'opposition. Cette procédure contraignante est aussi destinée à résister aux pressions exercées par la majorité. Le collectif budgétaire sera considéré comme adopté si la motion de censure que doit déposer le Parti socialiste n'obtient pas la majorité absolue des députés.

M. Jacques Chirac conduit sa majorité au canon. Ce rythme ne lui déplaît certainement pas, car il correspond assez bien à son tempérament. Mais le premier ministre se serait probablement passé volontiers d'utiliser une troisième fois l'article 49-3. En effet, si ce nouveau recours à cette procédure contraignante ne constitue pas tout à fait une preuve de faiblesse, ce n'est certainement pas la confirmation d'une position de force.

Depuis qu'il est à l'hôtel Matignon, le maire de Paris a présenté trois textes aux députés et trois fois il a dû recourir à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, ce qui revient, en clair, à dire aux élus du 16 mars : vous prenez tel quel le texte que je vous présente ou vous renversez mon gouvernement. Certes, la première fois, dans la discussion de la loi d'habi-

litation économique et sociale, il s'agissait de mettre fin à un débat que la gauche voulait plus long que ne le souhaitait la droite. Mais, la deuxième fois, sur le retour au scrutin majoritaire, M. Chirac a usé de cette arme tout simplement parce qu'il n'était pas persuadé que tous les élus de sa majorité le suivraient sans manifester leur grogne par leur vote, ou leur abstention.

Aujourd'hui, il y a un peu des deux dans l'attitude du premier ministre. La majorité se laissait aller à une certaine surenchère, agglomérée par le Front national, tandis que les communistes et les socialistes voulaient débattre plus longtemps qu'il n'est de coutume pour un collectif budgétaire.

THÉRIER BREHNER

(Lire la suite page 7.)

M. Léotard définit le processus de privatisation de TF 1

Invité à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le mercredi 28 mai, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a précisé le processus de privatisation de TF 1 : 40 % du capital de la chaîne seront cédés au public, 10 % aux salariés. Le futur opérateur gardera le contrôle avec 50 %. Le ministre a confirmé la baisse de la redevance et le maintien de la publicité sur les chaînes publiques. Par ailleurs, M. Léotard n'a pas caché ses ambitions présidentielles.

(Lire page 9 l'article de JEAN-FRANÇOIS LACAN.)



A LA RECHERCHE D'UN DIFFICILE ÉQUILIBRE

La Sécurité sociale entre deux maux

Pour la sécurité sociale le gouvernement n'a le choix qu'entre augmenter les cotisations, réduire — ou du moins restreindre — les prestations ou faire les deux : la hausse des cotisations n'est plus absorbée comme naguère par l'augmentation de la production et par l'inflation. Les questions sont donc : quand, à quel rythme, dans quelles proportions et pour qui.

Le chômage ne permet pas d'autre issue avant longtemps : les mesures prévues pour lutter contre celui des jeunes vont se traduire dans un premier temps par un transfert de plusieurs milliards de francs des entreprises au bud-

get de l'Etat, c'est-à-dire, en définitive, de l'ensemble des Français.

La situation est assez claire sur le plan technique, à défaut de l'être sur le plan politique. « Techniquement », il n'y a pas de menace immédiate : le régime général, qui couvre les salariés du secteur privé, soit 60 % des actifs, n'est pas encore en déséquilibre. En dépit de la dramatisation pratiquée par le gouvernement actuel, « héritage » oblige, pour faire pièce à l'optimisme du précédent, le déficit du régime général ne devrait pas dépasser une quinzaine de milliards de francs à la

fin de 1986 : guère plus de 2 % de ses dépenses, guère plus de la moitié de ses réserves de trésorerie.

Mais la situation va ensuite s'assombrir, et durablement, même si le déficit de 1987 n'atteint pas le chiffre pessimiste de 40 milliards de francs annoncé par la direction du budget.

Ces difficultés ne concernent pas que le régime général : ainsi, le déficit de la caisse d'assurance-maladie des travailleurs indépendants devrait en 1986 atteindre 700 millions de francs, soit 4 % de ses dépenses. La caisse de retraite des agents des collectivités locales entrera dans la zone rouge l'an

prochain ; la majorité des « régimes spéciaux » du secteur public et celui des agriculteurs, n'équilibrent leurs comptes depuis des années que grâce à des subventions croissantes de l'Etat et à l'aide des voisins, entre autres du régime général.

Responsable principal de cette dégradation : les retraites. A législation inchangée, l'allongement de la vie, celui des carrières validées et l'avancement de l'âge de départ à la retraite accroissent inéluctablement les charges des régimes.

GUY HERZLICH

(Lire la suite page 28.)

RAVALEMENT DE FAÇADE A L'OCCASION DU MUNDIAL

Le Mexique, les butts et les haricots

De notre envoyé spécial

Mexico. — « Le Mexique est toujours debout. » A la veille du Mondial, le slogan s'étale sur les murs, orne les voitures de police, les pelisses masquant les démolitions. Comme s'il fallait convaincre les Mexicains, les encourager à continuer à avoir confiance en eux-mêmes et en leur pays.

Apparemment, le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour panser les nombreuses plaies encore béantes de la capitale et pour recevoir fastueusement les visiteurs attendus avec impatience. Les Mexicains de la rue, eux, semblent moins directement passionnés par la rencontre sportive que par les quelques menus avantages qu'ils espèrent en tirer. Un décalage très net apparaît entre les préoccupations des autorités, mécontentes des critiques exprimées à l'étranger, et les soucis d'une majorité de la population, entraînée dans le tourbillon des problèmes quotidiens. Et quand le mécontentement apparaît sous forme d'insurrection morale affirmant « No queremos goles, queremos frijoles » (1), ce qui est la manière mexicaine de dire « assez de jeux, nous voulons du pain », une équipe municipale de nettoyage est dépêchée d'urgence afin de le faire disparaître.

Chacun convient finalement que la crise n'est plus seulement économique et sociale, mais morale et politique. Le double séisme de septembre dernier a joué un rôle de catalyseur, et a fait vaciller les idées traditionnelles, pourtant solidement ancrées, sur l'immuable stabilité politique mexicaine. Les remous du marché pétrolier n'ont rien arrangé.

Pour les responsables politiques, il s'agit de servir les rangs, de colmater les brèches et d'imposer une certaine austerité à une classe moyenne peu disposée à être la seule à en faire les frais. A Mexico même, la délinquance de droit commun augmente et inquiète les autorités. Cela n'empêche pas l'assouciement la plus totale de régner dans les centres de loisirs de Mexico, où cadres supérieurs, hauts fonctionnaires et proches des cercles gouvernementaux vont passer les fins de semaine dans d'anciennes haciendas reconstruites en hôtels de luxe.

Comme trop souvent ici, le fardeau le plus lourd retombe sur les moins favorisés. Les principales victimes du tremblement de terre sont les habitants des zones pauvres. L'incurie des responsables chargés de reloger les victimes et l'extrême lenteur des travaux alimentent un mécontentement latent.

Le mécontentement s'explique et l'on voit les cahutes mises à la disposition des sinistrés dans le cadre du programme officiel dit de rénovation des logements populaires. Non seulement les emplacements choisis laissent songeur — des rangées de baraquements dressés au milieu de la folle circulation du trafic urbain des autoroutes de la capitale — mais le matériel utilisé ne vaut pas grand-chose : du carton pressé et enduit d'un dérivé du pétrole pour les parois, une charpente de bois léger et de la tôle pour le toit.

Une alibi suffit à les faire flamber, et de récents incendies, peut-être intentionnels, en ont ravagé un certain nombre. Les sinistrés refusent parfois d'occuper ce qu'ils appellent des « poulaillers ». Les familles nombreuses préfèrent encore s'entasser dans des mansardes de fortune bâties à la hâte avec des matériaux de récupération des immeubles effondrés ou évacués. Les responsables admettent qu'à peine 0,4 % de ce qui a été détruit a été reconstruit, et leur intention est de rebâtir 44 000 logements dans le courant de l'année. On estime à 120 000 le nombre de familles sinistrées.

JEAN-CLAUDE BUHNER

(Lire la suite page 5.)

(1) « Nous ne voulons pas des buts, mais des haricots ».

Apostrophes
le 30 mai

YVES MONTAND
présente

MARCEL
PAGNOL
JEAN DE
FLORETTE

Un grand livre
pour
un grand film

سكوا من الأصل

étranger

EUROPE

URSS

Près de mille personnes de la région de Tchernobyl ont été affectées par des radiations dangereuses

De notre correspondant

Moscou. — Près de mille personnes de la région de Tchernobyl ont subi une irradiation dangereuse pour leur santé, a révélé mercredi 28 mai M. Goussakov, radiologiste en chef de l'hôpital numéro 6 de Moscou. C'est la première fois qu'un chiffre aussi élevé est cité officiellement. Les autorités affirment jusqu'ici que trois cents personnes seulement avaient été hospitalisées. M. Goussakov ne précise d'ailleurs pas quel est l'état de santé de ce millier de patients. Ce chiffre implique en tout cas que des habitants des localités voisines de la centrale — et pas seulement des ouvriers présents sur le site — ont été atteints de même que des pompiers par des radiations (1).

Plusieurs vedettes des variétés soviétiques ont annoncé d'autre part qu'elles participeraient vendredi 30 mai à un concert au bénéfice des victimes de Tchernobyl, la première initiative de ce genre en URSS. Le

concert devait avoir lieu dans un stade de la capitale constrait pour les Jeux olympiques de 1980 et qui peut accueillir vingt-cinq mille personnes. La chanteuse Alla Pougatchova, les groupes de rock Antipope, Bravo et Krait devaient se produire à cette occasion. Le concert est intitulé « Compte numéro 904 », l'intitulé bancaire sur lequel peuvent être versés les dons aux victimes.

Contrôles alimentaires

La *Literaturnaya Gazeta* s'est de son côté préoccupée, mercredi de l'innocuité des produits alimentaires vendus à Moscou. Des lecteurs avaient écrit à l'hebdomadaire, pleins de gratitude pour les explications fournies dans un précédent numéro par le premier vice-ministre de la Santé. Mais il leur restait des doutes tenaces. Une journaliste de la *Literaturnaya Gazeta* a donc arpenté les marchés de Moscou, un dosimètre à la main. On lui a

affirmé qu'aucune denrée n'était mise en vente sans contrôle préalable et défilance aux vendeurs d'un certificat indispensable pour obtenir un état et une balance. Environ trois mille contrôles sont ainsi effectués chaque jour. Ils se sont révélés positifs dans sept cas le 14 mai et six le 16 mai. Une seule anomalie a été constatée depuis cette date, le 20 mai. Un garde de l'ambassade de France n'a sans doute pas eu de chance. Le rôti de veau qu'il avait acheté s'est révélé dangereusement radioactif. Ce rôti a été expédié à Paris pour être analysé.

La *Literaturnaya Gazeta* a enfin publié en première page, mercredi, un poème sur Tchernobyl. « J'entends de nouveaux les herbes chanter en reprenant avec d'autres la route de Tchernobyl. La terre se ressaisit après avoir surmonté la mort », écrit Leonid Vycheslavsky. L'hebdomadaire reconnaît que son but est de « ramener la tranquillité » dans l'esprit de ses lecteurs. Des bruits inquiétants continuent cependant à parvenir à Moscou. Il

semble ainsi que la dose de radiation subie par un habitant de Kiev en vingt jours soit actuellement équivalente à celle qui est admise pour une année entière. On parle d'autre part de pillages dans la zone interdite de 30 kilomètres autour de la centrale. Dans les *Investia* de mercredi, le vice-ministre de l'intérieur de l'Ukraine affirme que seul « un petit voleur » a été arrêté dans la zone interdite, et garantit aux personnes évacuées que leurs logements sont « toujours surveillés ». Ce « petit voleur » visitait d'ailleurs les maisons abandonnées à la recherche de vodka. Selon une rumeur plus inquiétante qui circule à Moscou, des soldats sont chargés dans la zone interdite d'abattre des chiens errants qui présentent des symptômes bizarres.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) L'hebdomadaire *les Nouvelles de Moscou*, publiée jeudi 29 mai, annonce pour sa part que plus de deux cent vingt mille personnes ont subi des examens médicaux à la suite de la catastrophe.

Autriche

Les conversations en haut lieu du « simple soldat » Waldheim

Le « simple soldat » Waldheim — comme se qualifie lui-même le candidat à la présidence de la République autrichienne, lorsqu'il évoque son service dans l'armée du Reich — a participé à plusieurs reprises à des réunions restreintes avec le responsable du haut commandement du groupe E de la Wehrmacht, le général Erich Schmidt-Richberg. Le Congrès juif mondial, toujours prodigue d'éléments nouveaux sur le passé de M. Waldheim, a présenté mercredi 28 mai à New-York des documents secrets de l'armée allemande, provenant des archives américaines, qui citent M. Kurt Waldheim parmi les trois personnes ayant participé à des réunions au cours desquelles il fut question notamment de l'utilisation des otages pour prévenir les opérations de sabotage et de l'opération Viper, nom de code d'un programme de « nettoyage » de certaines zones de résistance en Grèce, qui s'est traduit par la destruction de nombreux villages.

L'un des documents, daté du 20 mai 1944, indique que M. Kurt Waldheim a fait un rapport au général Schmidt-Richberg sur la situation en Méditerranée, en Italie et dans les Balkans, et que l'on discute, au cours de la même réunion, du projet d'entasser des otages à l'avant d'un train traversant le Péloponnèse, pour dissuader les partisans de toute attaque. La troisième personne présente à cette réunion était un autre lieutenant, du nom de Frey.

Un autre document, daté du 13 juin 1944, indique que, lors d'une autre réunion des trois mêmes hommes, M. Kurt Waldheim a fait un rapport sur le travail forcé en Grèce.

Le troisième document (9 août 1944) stipule que les trois hommes ont évoqué le succès de l'opération Viper. Dans un rapport ultérieur (18 août 1944) des services de renseignement de la Wehrmacht, cette opération est décrite de la façon suivante : « Viper : nettoyage avec destruction de tous les villages sans affrontement important avec l'ennemi. » — (Reuters, UPL)

L'étrange persécution d'un soviétique marié à une Française

De notre correspondant

Moscou. — Un Soviétique marié à une Française, M. Vladimir Pavlenko, a été inculpé, mercredi 28 mai, qu'il ne serait jamais autorisé à se rendre en France. Son épouse, enseignante à Saint-Etienne et qui vient régulièrement le voir avec un visa de tourisme, a de son côté été avertie que celui-ci expirerait le 15 juin prochain et ne serait pas renouvelé. « Le fait que nous vous ayons autorisée à vous marier n'implique pas que nous soyons obligés de vous laisser vivre ensemble », leur a déclaré, impavide, M. Kouznetsov, le chef du bureau de l'OVIR (l'organisme qui délivre les visas de sortie).

La situation de M. Pavlenko est désormais totalement absurde. Douze jours après son mariage, en mai 1985, il a été chassé de l'université de Moscou, où il était chercheur en économie et informatique.

Il a accompli depuis de vaines démarches pour trouver un travail dans ses compétences. Sa qualification est reconnue, puisqu'il a reçu le prix de l'Académie des sciences pour les jeunes économistes en 1986 de la grande Encyclopédie soviétique. M. Pavlenko ne peut donc ni travailler ni quitter le pays. Dès novembre dernier, il avait été convoqué par la milice, qui l'avait accusé de « parasitisme social » et enjoint de reprendre un emploi avant le fin de l'année. M. Pavlenko est, d'autre part, en butte à toutes sortes de brimades. Il reçoit d'innombrables lettres anonymes injurieuses, il a été frappé à plusieurs reprises dans la rue par des inconnus, dont une fois si violemment qu'il a dû être soigné pendant deux mois. Sa mère a également été agressée alors qu'elle revenait du marché.

Un curieux personnage qu'il a connu à l'université s'acharne contre lui, vient terroriser sa mère chez elle, écrit à son père pour lui faire le procès de l'édu-

cation qu'il a donnée à son fils, écrit même à sa femme en France pour la dissuader de venir voir son mari en URSS. La milice, avertie, n'intervient pas. Des témoins surgis de nulle part affirment, après les agressions dont M. Pavlenko et sa mère ont été victimes, que ceux-ci ont eu un accident d'autobus...

C'est acharnement est inhabituel à plus d'un titre, même si les autorités, ici, ne favorisent guère les mariages entre Soviétiques et étrangers. En tant qu'informaticien, M. Pavlenko, qui est âgé de trente-quatre ans, a favorisé l'achat par l'université de Moscou de petits ordinateurs scolaires de fabrication française. On lui reproche maintenant d'avoir tout insignifiant été le début pour quitter l'URSS. Il semble qu'on veuille faire de lui un exemple pour dissuader d'autres universitaires de haut niveau de se marier avec des étrangers. Ceci expliquerait l'étrange persécution dont il est victime.

D. Dh.

● A propos de l'affaire Mikhailov. — Le *Monde* avait signalé dans ses éditions du 23 mai l'ouverture à Leningrad d'un nouveau procès contre M. Gueorgui Mikhailov, amateur d'art, accusé de « dilapidation, altération ou destruction d'un bien soumis à inventaire ou à solde ». Nous écrivions que M. Mikhailov, déjà condamné dans le passé, exposait dans son appartement des tableaux d'artistes non conformes « et en vendait à l'occasion ». M. Veronique Marchal, épouse française de M. Mikhailov, nous prie de signaler que ce dernier « a toujours été avec la dernière énergie avoir jamais tiré un quelconque profit de son activité de collectionneur, qu'il a exercé dans le but désintéressé de promouvoir la peinture non conformiste ».

UNE CONSÉQUENCE INDIRECTE DE LA CATASTROPHE

En Finlande : le Parti rural a menacé de quitter le gouvernement

De notre correspondant

Stockholm. — La catastrophe de Tchernobyl a indirectement donné quelques soucis ces derniers jours au premier ministre social-démocrate finlandais, M. Kalevi Sorsa. La coalition de son gouvernement de coalition quadripartite a été mise à l'épreuve, une fois de plus, par une initiative inattendue du parti rural, de tendance populiste, qui sait exploiter rapidement les changements de direction des vents et les mouvements de l'opinion publique.

En déposant la semaine passée au Parlement une proposition visant le démantèlement avant l'an 2000, des quatre réacteurs nucléaires actuellement en service en Finlande, les ruraux ont essayé de se refaire une popularité parmi les Finlandais, de plus en plus réservés à l'égard de l'énergie atomique. A moins d'un an des législatives, les sondages ne leur accordent, en effet, que 4,5 % des intentions de vote, soit 5,2 points de moins qu'aux élections de 1983.

Vennamo père et fils

Cette proposition « concrète » présentée par le député Pentti Ketunen et qui devait en principe être discutée au Parlement, mardi 27 mai, n'a pas pu du tout au premier ministre, entre autres parce qu'elle constituait une forme de désaveu de la politique énergétique du gouvernement. Vendredi 23 mai, M. Sorsa avait convoqué les dirigeants des groupes parlementaires des quatre partis de la coalition et menacé de démissionner si les ruraux ne rentraient pas leur motion. Ceux-ci avaient refusé de céder à l'ultimatum.

La crise était-elle inévitable ? On les ruraux allaient-ils rentrer dans le rang après ce mouvement d'humeur

électorale, comme ils l'ont déjà fait plusieurs fois depuis leur entrée au gouvernement en 1983 ? A quel-ques mois des législatives, il n'était pas exclu qu'ils choisissent de passer dans l'opposition pour tenter de se refaire une santé.

Les deux personnalités marquantes du parti sont M. Veikko Vennamo, fondateur du mouvement, chef du groupe parlementaire et populiste à souhait, et son fils, M. Pekka Vennamo, président du parti, qui, lui, tient généralement des propos plus prudents, car il est ministre adjoint des finances. Or, ce fameux vendredi 23 mai, c'est le père, intraitable, qui a parlé au nom de son parti, le fils étant malade. Quatre jours plus tard, celui-ci était rétabli, tandis que « papa Vennamo » était en voyage. Les choses se sont donc arrangées à la dernière minute, les ruraux ont accepté de retirer leur proposition sur le nucléaire et choisi de rester au gouvernement, pour mieux défendre « le petit peuple et les pauvres de Finlande ».

Les Vennamo et leurs amis estiment avoir été victimes de pressions intolérables de la part des députés des autres formations de la coalition, sur une question pour laquelle ils prétendent avoir « le soutien de 80 % du peuple finlandais ». Pour ne pas perdre complètement la face, ils ont maintenant une proposition allant dans le même sens, mais qui a été présentée par un député « à titre individuel » et immédiatement rejetée.

A dix mois des élections, il est compréhensible que chacun des partis membres d'une coalition qui en comprend quatre s'efforce de se démarquer et d'accentuer son profil particulier. Mais le premier ministre estime que cette dernière querelle — qualifiée de farce par certains — n'est pas digne d'un débat politique de qualité.

ALAIN DEBOVE.

Danemark

Le prince héritier Frederik fait son entrée dans la vie publique

De notre correspondant

Copenhague. — Le 20 juin prochain, le prince héritier Frederik de Danemark, fils aîné de la reine Margrethe II et du comte Henri de Monpezat (d'origine française), passera son baccalauréat comme des centaines de jeunes gens de son âge. Mais, auparavant, il aura subi une épreuve beaucoup plus difficile sous les yeux de milliers d'examinateurs attentifs : les télespectateurs de son pays.

Le 26 mai, en effet, il a atteint sa majorité — dix-huit ans — et cette date a marqué son entrée officielle dans la vie publique. Désormais, il assistera aux conseils des ministres avec sa mère, et les présidera quand celle-ci sera absente ou empêchée. On ne compte pas les associations sportives, scientifiques ou human-

itaires qui ont déjà exprimé le désir de l'avoir comme parrain. Le Parlement lui a voté une liste civile personnelle (il a donc cessé de vivre grâce à l'argent de ses parents) et, dans quelque temps, il déménagera pour s'installer dans le palais Christian-VIII, qui, sur la place d'Amalienborg, fait pendant au palais Christian-IX, où il a été élevé.

Le hundi 26 mai, le prince, après s'être engagé devant le gouvernement à respecter la Constitution, a traversé Copenhague dans une calèche, au côté de la reine, dans des rues noires de monde. Le soir, le futur Frederik X a prononcé son premier discours public. Les Danois ont ainsi découvert avec surprise un adolescent — qu'ils connaissent encore très peu — charmant et décontracté, prenant son rôle très au sérieux.

CAMILLE OLSEN.

FRANCOPHONIE

SELON UN SONDAGE IPSOS

88 % des Français jugent « important » de développer l'usage de la langue française dans le monde

Des banques ou des hôtels parisiens répondant en anglais aux lettres de leurs clients francophones ; de hauts fonctionnaires hexagonaux s'exprimant publiquement en anglais dans les organisations internationales ; les communications dans le seul anglais de l'*International Press Service* de M. Jean-Marie Drot, « director of the French Academy in Rome », en d'autres termes, la Villa Médicis, etc.

Chaque jour amène son petit exemple tendant à démontrer que le sort de la francophonie est le dernier souci de nombre de Français. Le Haut Conseil (international) de la francophonie, réuni à Paris du 28 au 30 mai (le *Monde* du 28 mai), sous la présidence de M. Mitterrand, a d'ailleurs choisi pour thème de cette session « Francophonie et opinion publique », sur la base d'un rapport établi sous l'égide de M. Stelio

Farandjis (France), secrétaire général du Haut Conseil.

Or voici qu'un sondage IPSOS, réalisé pour cet organisme auprès d'un échantillon national représentatif de 900 personnes âgées de quinze ans et plus, vient de suggérer que le manque d'intérêt pour la francophonie affecte plus « l'élite », le commun des mortels. D'abord, 68 % des Français savent ce qu'est la francophonie (l'ensemble des pays, des gens utilisant le français), mais surtout, 88 % d'entre eux jugent important (52 % « très important » et 36 % « assez important » de développer l'usage du français dans le monde ; seuls 9 % pensent que cela est « peu » ou « pas important » et 3 % ne se prononcent pas ; les sommets ou réunions francophones internationales paraissent efficaces à 63 % des Français (18 % sont contre et 19 % sans opinion) pour

faire avancer la cause de leur langue sur la planète ; 73 % d'entre eux estiment toutefois que ce but sera atteint par l'enseignement et la culture (20 % par l'économie).

Si 4 % seulement des personnes sondées pensaient que plus de vingt pays (en fait, plus de quarante) emploient actuellement le français, 32 % savaient que de plus en plus de gens (en chiffre absolu) parlent le français dans le monde (environ 120 millions de locuteurs réels, soit le double d'il y a trente-cinq ans) ; 88 % des habitants de l'Hexagone sont en mesure de dire qu'on parle français en Belgique, 79 % au Québec, 54 % à Madagascar et 30 % au Liban, pourcentages relativement honorables pour une nation qui ne vit pas le nez sur la mappemonde ; 52 % de nos compatriotes savent que le français reste l'idome majeur dans les universités des pays arabes

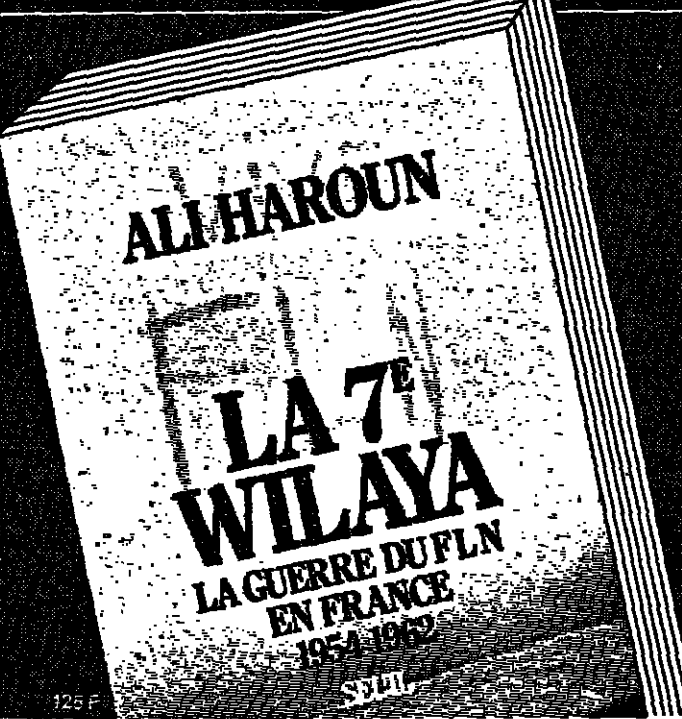
comme le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie.

Si 52 % également des Français se sentent plus proches d'un étranger francophone que d'un ressortissant d'un pays voisin de la France ne sachant pas leur langue, en revanche seulement 33 % d'entre eux éprouvent un sentiment d'appartenance à la communauté francophone plus forte que celui qui les lie à la Communauté européenne (58 %), laquelle inclut, il est vrai, des peuples parlant français.

Si les Français ont du mal à donner le nom d'un organisme international privé utilisant le français — 28 % citent tout de même Médécine sans frontières et 21 % la Croix-Rouge — en contrepartie, ils n'éprouvent pas de mal à énumérer, dans leurs lectures, des auteurs francophones étrangers ou d'origine étrangère.

J.-P. P.-H.

LA GUERRE DU FLN EN FRANCE



Ali Haroun, un des dirigeants de la fédération de France du FLN, livre aujourd'hui son témoignage serin, précis et concret. Il décrit les structures et les trafics d'armes, les attentats et les faux papiers, les filières et les complicités ; il raconte encore la collecte des cotisations qui vont grossir le trésor de guerre du FLN, les projets d'évasion de Ben Bella, mais aussi la répression et la prison. Ce récit vivant, qui est fondé sur une collection unique d'archives inédites, est surtout une contribution indispensable à l'histoire de la guerre d'Algérie.

SEUIL

DIPLOMATIE

UNE DÉCLARATION DU MINISTRE AMÉRICAIN DE LA DÉFENSE

Selon M. Weinberger, les Etats-Unis « ne sont plus liés » par les accords SALT-2

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis « ne sont plus liés » par le traité SALT-2, et le plafond de mille trois cent vingt vecteurs à ogives multiples fixé par l'accord soviéto-américain de 1979 sera dépassé à l'automne prochain lorsque l'Amérique mettra en service son cent trente et unième bombardier B-52 équipé de missiles de croisière, a déclaré mercredi 28 mai M. Weinberger, ministre américain de la Défense.

Parfaitement conforme aux souhaits profonds et bien connus du chef du Pentagone, cette déclaration ne doit pas être prise pour argent comptant, car l'attitude à adopter vis-à-vis du dernier en date des accords SALT est l'objet d'une constante lutte d'influence dans l'entourage de M. Reagan. M. Weinberger peut n'avoir cherché qu'à promouvoir sa position en tant que l'officier. En outre, si une nouvelle rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev doit bien avoir lieu à la fin de l'année, comme on le redit beaucoup dans les milieux

diplomatiques américains, on voit mal la Maison Blanche prendre l'initiative, à la veille de ce sommet, de rendre définitivement caduc un texte qui symbolise largement le contrôle des armements — dans ses espoirs comme dans ses illusions.

Il reste que la déclaration de M. Weinberger se fonde sur une interprétation parfaitement légitime de la décision rendue publique la veille par M. Reagan (*le Monde* du 29 mai).

Le président avait en effet annoncé à la fois que les Etats-Unis continueraient, dans l'immédiat, à respecter le traité et qu'ils poursuivraient le déploiement des B-52 armés de missiles de croisière. Concrètement, M. Reagan avait ordonné le démantèlement de deux sous-marins nucléaires afin de compenser l'introduction d'un nouveau sous-marin. Mais l'on avait de surcroît fait valoir, dans certains milieux officiels, que la mise en service du futur et désormais fameux cent trente et unième B-52 pourrait, à son tour, être compensée par le démantèlement de deux sous-marins

supplémentaires en invoquant les mêmes raisons d'« économie » que mardi, puisque leur modernisation est effectivement très coûteuse.

La déclaration de M. Weinberger ne suffit pas en elle-même à invalider cette lecture. Il est, en revanche, troublant que le secrétaire à la Défense se soit aventuré à tenir des propos aussi catégoriques et que le plus modéré des actuels responsables de la politique américaine de contrôle des armements, M. Paul Nitze, ait déclaré, ce jeudi, au *Washington Post* que l'interprétation de M. Weinberger est « correcte ». En même temps pourtant, selon M. Nitze, le président serait résolu à « revoir le dossier » si le Kremlin répondait aux préoccupations américaines.

Pour être sans doute plus proche qu'il n'avait d'abord semblé d'une dénonciation américaine de SALT-2, on n'y est donc pas encore tout à fait. Mais l'enjeu de la réunion, cette année, d'un nouveau sommet s'est singulièrement alourdi en deux jours.

BERNARD GUETTA.

RÉUNIE A HALIFAX

La session ministérielle de l'OTAN doit permettre aux Américains et aux Européens de s'expliquer sur leurs divergences

Halifax (AFP, Reuters). — Les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN se réunissent, jeudi 28 et vendredi 30 mai à Halifax (Canada), pour la session de printemps du conseil de l'Alliance.

La réunion n'a pas d'ordre du jour déterminé, les ministres pouvant aborder librement tous les sujets qui leur semblent devoir être discutés. Lord Carrington, secrétaire général de l'organisation, a indiqué qu'il n'était pas certain, pour cette raison, et contrairement à la tradition, qu'un communiqué soit publié à l'issue des travaux, dont la nouvelle procédure marque, selon lui, « une approche plus approfondie des sujets les plus difficiles », à la façon des réunions ministérielles de la CEE.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, devait ouvrir la réunion par un exposé consacré au durcissement des relations entre Moscou et Washington depuis la relative détente observée lors de la rencontre entre MM. Reagan et Gorbatchev, en novembre dernier à Genève. L'état des pourparlers, qui ont repris dans la cité helvétique, devait également être évoqué, de même que celui des négociations de Vienne sur la réduction des armements conventionnels.

S'agissant des rapports Est-Ouest, certaines divergences d'appréciation — qui s'étaient déjà manifestées

entre les Américains, d'une part, certains Européens (dont la RFA et la France), de l'autre, sur le comportement à adopter à l'égard des Soviétiques, lors de la récente conférence de Berlin (*le Monde* du 28 mai), — pourraient être de nouveau observées à Halifax et faire l'objet d'une explication de part et d'autre.

L'« affaire des passeports »

Les ministres de l'OTAN devaient également, selon toute vraisemblance, évoquer la reprise de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), en novembre prochain à Vienne, l'éventualité d'un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev avant la fin de l'année, les suites du raid américain contre la Libye et l'« affaire des passeports » à Berlin.

Sur ce dernier point, on a noté que les Soviétiques étaient restés en retrait par rapport aux Allemands de l'Est, lorsque ceux-ci ont décidé d'exiger des diplomates occidentaux en poste à Berlin-Est qu'ils présentent un passeport diplomatique pour se rendre dans le secteur ouest de la capitale. Par ailleurs, les diplomates des trois puissances occupantes occidentales — Etats-Unis, France et Grande-Bretagne — n'ont pas eu, mercredi, à subir ces contrôles, dont on continue, du côté est-allemand, à minimiser la portée.

A TRAVERS LE MONDE

THAILANDE

Le bombardement d'un camp de réfugiés cambodgiens fait onze morts

Aranyaprathet. — Un camp de réfugiés khmers proche de la frontière avec le Cambodge, celui de Site-B, a été bombardé ce jeudi 29 mai. Onze réfugiés, dont deux enfants, ont été tués et une trentaine d'autres blessés. Des sources militaires thaïlandaises ont déclaré que les obus venaient du côté cambodgien de la frontière. Mais des membres des organisations d'assistance étrangères ont dit qu'il s'agissait sans doute de combats entre résistants khmers. Le camp de Site-B, situé à 50 kilomètres au sud d'Aranyaprathet, principale ville thaïlandaise de la région, abrite une trentaine de milliers de civils cambodgiens, ainsi qu'un nombre indéterminé de combattants khmers rouges. C'est le plus grave incident, sur cette frontière, depuis plusieurs mois. — (UPI.)

ARGENTINE

Un bateau de pêche taiwanais attaqué au large des Malouines

Buenos-Aires. — Un marin taiwanais a été tué, et trois autres ont été blessés lors de l'attaque de leur bateau de pêche par un patrouilleur de la marine de guerre argentine, a-t-on appris ce jeudi 29 mai, à Buenos-Aires. L'incident a eu lieu au large des Malouines, à la limite de la zone d'exclusion de 320 kilomètres fixée par les Britanniques, mais dans des eaux dont Buenos-Aires revendique la souveraineté. Le bateau taiwanais pêchait sans autorisation. Le patrouilleur argentin a recueilli les survivants. A Londres, un responsable du ministère de la Défense a indiqué que les Argentins avaient refusé une offre des militaires britanniques basés aux Malouines, qui proposaient de se porter au secours des marins du chalutier taiwanais et dont le capitaine aurait refusé d'obéir aux injonctions du patrouilleur, qui lui intimait l'ordre de gagner les côtes argentines. — (AFP, Reuters.)

(Publié)

PLUTOT QU'UNE « ÉCOLE DE COMMERCE » EN FRANCE

DIPLOME de BUSINESS aux USA



Dans une grande université de Californie ou de Floride. Durée 12 mois. Il faut avoir de 18 à 35 ans, niveau bac min. Stage anglais préalable si nécessaire. Doc. contre 5 timbres. U.S.A.-French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94.

AMÉRIQUES

Brésil

DEVANT LES HÉSITATIONS ET LES RECLADES DU GOUVERNEMENT Le ministre chargé de la réforme agraire a donné sa démission

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Nouveaux remous sur le front de la réforme agraire. Alors que les assassinats de petits paysans et de syndicalistes agricoles se poursuivent dans le pays, le ministre chargé de la réforme, M. Nelson Ribeiro, a tiré la conclusion d'un an d'hésitations et de reculs du gouvernement : le mercredi 28 mai, il a démissionné. Choisi par Tancredino Neves — le président mort sans avoir occupé son poste — en raison des appuis qu'il comptait dans l'Eglise, c'est à celle-ci que M. Ribeiro avait dû garder son portefeuille lors du remaniement ministériel de février dernier, alors que le chef de l'Etat, M. Sarney, pensait déjà à le remplacer.

Depuis, le ministre avait pratiquement perdu toute autorité : l'an dernier, il avait déjà dû accepter l'amputation du projet de réforme lancé par son ministère, lequel prévoyait la redistribution d'ici à la fin du siècle, de 480 millions d'hectares — soit la moitié du territoire — et l'« installation » de sept millions de familles de paysans. Après plusieurs mois d'une campagne acharnée des grands propriétaires terriens, M. Sarney avait adopté un plan nettement en retrait par rapport au projet initial, mais que le ministre estimait capable néanmoins de remodeler le paysage foncier et d'apporter la paix dans les campagnes.

En fait, la situation n'a cessé de se dégrader. Le chef de l'Etat a remis, de mois en mois, l'application effective du plan et c'est seulement il y a deux semaines qu'il a donné le signal du départ. Alors que le gouvernement s'était fixé comme objectif de donner des terres à cent cinquante mille familles, avant la fin de l'année, seulement huit mille familles sont en passe actuellement de recevoir des titres de propriété en vertu d'expropriations d'urgence faites par le président de la République sur environ 400 000 hectares situés dans des zones de conflit.

Repartir à zéro

La philosophie même de la réforme semble avoir changé. Les auteurs du premier projet stipulaient que des expropriations seraient nécessaires pour donner des terres aux millions de paysans qui n'en ont pas ou pas assez. Ils prévoyaient de s'attaquer au latifundia, non donné aux domaines agricoles d'une certaine extension ou qui soit tout ou partie improductifs. Sous la pression des lobbies agricoles, le président et ses conseillers ont abandonné cette ambition : le plan adopté en octobre 1985 pour être appliqué jusqu'à la fin de 1989 prévoit que le partage des terres sera négocié plutôt qu'imposé et que les expropriations, autant que possible, seront évitées.

Un nouveau pas dans l'abandon a été fait avec l'élaboration, en soutien d'un deuxième plan — appelé « plan conducteur » — par les militaires qui siègent au conseil de sécurité national et par le chef du cabinet civil de la présidence, M. Marco Maciel, l'un des transfuges de l'ancien régime installés aux postes de commande de la « nouvelle République ».

Partant du principe qu'il faut faire ce qui est possible et pas seulement ce qui est souhaitable, ce nouveau plan — du moins ce qu'on en sait, car il n'a pas été officiellement présenté — prévoit de redistribuer les terres qui appartiennent à l'Etat avant de partager celles des latifundistes, et de laisser à des commissions locales le soin de décider des zones à réformer en priorité. Autrement dit, on en revient à ce qui a été fait sous le régime militaire, disent les partisans de M. Nelson Ribeiro : l'Etat distribue ce qu'il possède et ne touche pas à la structure de la propriété.

Le coup de grâce a été donné au ministre démissionnaire avec la nomination, il y a un mois, à la tête de l'organisme chargé d'appliquer la réforme, l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire), d'un homme jugé plus proche des grands propriétaires que des petits paysans, M. Pedro Dantas. Cette nomination a suscité une levée de boucliers parmi les techniciens du ministère et dans les syndicats

agricoles. « Pedro Dantas est un réactionnaire, dit le président de la Confédération des travailleurs agricoles, M. José Francisco da Silva. Pour lui, la réforme consiste à acheter leurs terres aux grands propriétaires et non à les expropriés ».

M. Sarney a profité de la démission forcée de son ministre pour repartir à zéro. Le nouveau président de l'INCRA quittera lui aussi son poste et laissera le champ libre à une personnalité qui, en principe, devrait être moins contestée. En outre, M. Sarney a appelé pour remplacer M. Nelson Ribeiro un homme peu suspect de sympathie avec les possesseurs : M. Dante de Oliveira, maire de Curitiba (Mato Grosso), surnommé « l'homme des directives » pour avoir été l'auteur, en 1984, de l'amendement constitutionnel qui prévoyait le rétablissement de l'élection du président de la République au suffrage universel — amendement qui ne fut pas voté, mais qui donna lieu à une impressionnante mobilisation populaire. Homme de gauche, lié aux luttes syndicales et à la réforme agraire, M. Dante de Oliveira ne peut que plaire à priori au monde paysan. La présidence a annoncé qu'il choisira lui-même le nouveau président de l'INCRA.

La conférence épiscopale a réagi avec humeur au départ de M. Nelson Ribeiro : « Un tel changement

nous préoccupe et ne peut que retarder la réforme agraire », a déclaré son président, Dom Ivo Lorscheiter. A propos de la réforme, l'évêque a ajouté qu'il fallait « des faits concrets et immédiats » sous peine, pour la nouvelle République, de « se désolidariser ». L'Eglise perd un allié de taille avec M. Nelson Ribeiro dans un domaine où elle lutte depuis des années en risquant la vie des prêtres qui défendent les petits paysans. Trois semaines après l'assassinat du Père Josimo Moraes Tavares sous les balles d'un « pistolet » (homme de main) de grands propriétaires du Goiás et du Maranhão, elle constate qu'aucun des assassins n'a encore été arrêté. Soumise aux attaques de ses adversaires traditionnels (l'armée, les associations patronales), il lui a fallu aussi affronter les critiques — matinales — du ministre de la Justice, M. Paulo Brossard, qui elle pouvait espérer trouver un défenseur. M. Brossard a en effet déclaré que la réforme agraire était l'affaire du gouvernement et d'aucune autre entité, allusion transparente à l'Eglise, dont c'est le principal cheval de bataille. Il a donc formulé — de façon voilée — un jugement que n'aurait pas désavoué l'ancien régime, qui disait que la place des prêtres était à l'Eglise et non ailleurs.

Ch. V.

Etats-Unis

Une commission officielle conclut au caractère pernicieux pour la société de la pornographie

Correspondance

Washington. — La lutte contre la pornographie aux Etats-Unis continue avec des fortunes diverses et, en tout cas avec presque toujours, de vives controverses. Ainsi, avant même d'être rendu public, le rapport d'une commission du ministère de la Justice sur les effets sociaux de la pornographie est vigoureusement contesté, y compris par plusieurs membres de la commission. Si l'on en croit des indications publiées par le *New York Times*, la commission aurait conclu à l'existence d'un lien de cause à effet entre la pornographie et les violences sexuelles.

Prudemment, la commission reconnaît que les preuves scientifiques décisives manquent. Néanmoins, elle affirme que la « matériel » (livres, photographies, films) pornographique pousse ceux qui y sont exposés à commettre des actes antisociaux, notamment des viols, ou, en tout cas, à accepter avec complaisance toutes les formes de violences sexuelles. Tout en se prononçant contre l'interdiction de ce matériel, la commission recommanderait l'application plus rigoureuse des lois contre l'obscénité et l'aggravation des peines contre les contrevenants aux lois et règlements en la matière édictés par les Etats ou les municipalités.

Avis divergents

L'intérêt majeur de ce rapport est que ses conclusions sont diamétralement opposées à celles de la commission présidentielle de 1970. Cette dernière avait, en effet, estimé qu'aucune preuve n'avait été apportée sur un lien entre la pornographie et des actes antisociaux ou même des désordres psychiques. Elle était même allée plus loin en recommandant que soient éliminées toutes les restrictions concernant l'achat par les adultes de matériel « pornographique ». La présente commission Meese, du nom de l'actuel ministre de la Justice, estime que le rapport de 1970 est dépassé, compte tenu des changements et progrès intervenus dans les techniques de diffusion des images et des sons. D'autre part, à la différence de précédentes enquêtes, elle affirme que l'industrie pornographique est liée à des organisations criminelles comme la Cosa Nostra.

Au sein de la commission Meese, plusieurs experts con-

statent ces conclusions. Ils reconnaissent, certes, l'effet nocif pour la société des films ou livres où la femme est soumise à un traitement humiliant et dégradant, bref, où l'équilibre des relations sexuelles n'est pas respecté. Mais ce sont les images de violence — et elles sont nombreuses — qui sont les plus dangereuses, estime ainsi le professeur Donnerstein. Avec un ou deux autres de ses collègues, il fait une différence entre la pornographie « douce » et la pornographie « dure ».

Certains soulignent aussi que la commission aurait dû étendre le champ de ses auditions en consultant, par exemple, les spécialistes de l'institut de justice criminelle de Copenhague. Dans une étude, ils ont établi que dans les pays européens ayant abrogé toutes les restrictions à la vente de matériel pornographique, le nombre des viols a diminué au cours des dernières décennies ou est resté constant.

Les divers groupes de défense des libertés civiles craignent que le rapport de la commission Meese, au sein de laquelle les conservateurs sont majoritaires, n'ouvre la voie à des mesures de censure ou, en tout cas, à des restrictions sévères sur la distribution ou la diffusion de livres, magazines, films, etc.

Certaines organisations féministes se retrouvent dans le même camp que les conservateurs. Elles considèrent, en effet, que la pornographie viole les droits civiques de la femme. Jusqu'à nouvel ordre, cependant, le Cour suprême n'a pas retenu cet argument et a rejeté comme inconstitutionnelles les lois ou ordonnances s'y référant.

A dire vrai, en admettant que la pornographie ait un effet pernicieux sur la société, lutter contre elle est devenu de plus en plus difficile, en raison même de sa « démocratisation ». Le matériel pornographique, d'abord réservé à ceux ayant les moyens de l'acheter, est maintenant accessible aux moins privilégiés. Et le développement des vidéo cassettes vide les frontières et les cinémas spécialisés de leur clientèle. La pornographie s'est installée à domicile. Tout au plus, les combattants de la lutte antipornographique peuvent espérer une application plus rigoureuse des lois existantes et la décision volontaire des grandes chaînes de magasins de ne plus exposer à leur clientèle magazines et livres controversés.

HENRI PIERRE.

VENDEZ
TOUTE L'ANNÉE
LIVRES - DISQUES
ATA
SACELP
2, rue de l'Ecole-de-Médecine
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
75006 Paris
M. Odeon - RER Luxembourg

Le pren

Ravak

Tous les jo

Le comment
Les reporta
spéciaux du

AMÉRIQUES

Brésil

Le premier congrès des «enfants de la rue»

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Il y a les professeurs, les employés de banque, les ouvriers de l'industrie. Il y a les fonctionnaires et les commerçants. Il y a les mineurs, les Noirs, les homosexuels, les Indiens. Et il y a aussi au Brésil les «enfants de la rue». Sept millions d'enfants abandonnés dans un pays où la moitié des soixante-trois millions de mineurs sont considérés comme «carentes», c'est-à-dire manquant du strict nécessaire.

Jusqu'ici on n'osait pas parler d'eux comme d'une catégorie sociale. Voilà qui est fait. Depuis le lundi 26 mai, les «enfants de la rue» tiennent leur congrès. Le premier congrès national des gosses qui couchent sous les ponts ou à même le trottoir, enveloppés d'un journal. Et qui, dans la journée, se débrouillent avec la peur bleue de la police, synonyme

pour eux de sévices, de viol, de prison.

Plus de quatre cents gosses aux corps maigrichons, aux voix enrouées, venus de tous les coins du Brésil, certains après deux ou trois jours d'autocar. Difficile, a priori, de les distinguer des autres enfants. Quand ils parlent, pourtant, on les reconnaît : un vocabulaire qui n'est pas de leur âge, une vie qu'on n'imagine pas être la leur.

Ils ont même assimilé le mot — «mineurs» — par lequel les désignent l'assistance sociale. Invités comme de vrais «congressistes» à parler devant la télé, ils ont presque le détachement des experts quand ils exposent leurs «problèmes». Jusqu'au moment où un regard un peu plus dur, une voix étouffée, les montrent tout à coup en train de souffrir, en direct.

Interviews d'enfants. L'un a treize ans et, depuis l'âge de six

ans, il travaille la nuit dans les marchés. Encore heureux quand on le paie. Car les gamins sont les souffre-douleur, les esclaves modernes, des commerçants. Un autre ramasse les vieux papiers. Quelquefois, il vole. Si un policier l'arrête, le plus souvent il le bat et lui prend son butin — il cherche donc autre chose à voler.

Des filles, treize ans, qui sont mères après avoir été violées. Des gosses d'ours de chausseurs, d'autres guides touristiques, d'autres qui font les courses ou portent les paquets contre un pourboire. Le standing, c'est d'être gosses dans une administration et de servir cinq, six fois, par jour le café aux employés.

Enfants qui travaillent en bandes, qui ont leurs hiérarchies. Les plus grands qui rackettent les plus petits et, partout, la violence de la police. «Sur dix plaintes, six concernent la violence», dit l'un des organisateurs du congrès. Des cinq commissions formées

par les enfants pendant leurs trois jours de débats à Brasília, l'une traite de la violence, les autres de la famille, de la santé, du travail, de l'organisation. Chacune avec son badge de couleur : vert, blanc, bleu, orange et rose pour ceux qui parlent de coups subis.

Comme de vrais «congressistes», les enfants, mardi, ont visité le Parlement. Certains ont retrouvé leurs habitudes et se sont endormis dans les couloirs. Comme de vrais «congressistes» aussi ils espèrent être reçus par le président Sarney. Un prêtre de Belém, le Père Bruno Sechi, et diverses organisations sont à l'origine de cette «rencontre nationale» des «enfants de la rue». Le but, outre de confronter des «expériences», d'organiser la «solidarité», c'est de se faire connaître aux autres Brésiliens, du moins à ceux, si nombreux, qui, à force de les croiser partout, finissent par ne plus les voir.

CHARLES VANHECKE.

Mexique

Ravalement de façade pour le Mondial

(Suite de la première page.)

Le tremblement de terre a aussi permis de mettre en lumière des pratiques ignorées de l'opinion publique. Ainsi, dans la zone rose, la plus touristique de la capitale avec ses nombreux hôtels, ses boutiques et ses restaurants, des ateliers semi-clandestins ont été découverts. De jeunes ouvrières travaillaient pour des salaires nettement inférieurs aux barèmes officiels, pourtant déjà dérisoires.

Cette main-d'œuvre bon marché, formée essentiellement de mères ou de femmes célibataires, était rémunérée à environ 48 % du salaire minimum de 1 650 pesos par jour. Avec un dollar valant environ 500 pesos, cela représente un peu plus de trois dollars. Pour huit heures de travail, les mères ne percevaient donc guère plus d'un dollar et demi, sans la moindre garantie. Il est question de porter le salaire minimum quotidien à 2 000 pesos, mais, comme au cours des trois premiers mois de l'année, l'inflation s'est élevée à quelque 19 %, on imagine les conditions de vie de ces ouvrières !

A en croire avocats et intellectuels qui essaient de leur venir en aide depuis le tremblement de terre, elles seraient plusieurs dizaines de milliers dans cette situation, mais à peine trois à quatre mille se seraient présentés pour tenter d'obtenir des indemnités ou pour s'affilier à des «syndicats» lancés par de petits groupes d'activistes, afin de faire valoir leurs droits.

Le réveil politique que certains attendaient n'a toujours pas eu lieu. Les militants les plus enthousiastes hier se montrent moins sûrs. Ainsi, dans le vaste bidonville de Nezahualcoyotl, ils ne font guère recette. Les porte-parole de la gauche — aussi restreinte que fragmentée — admettent qu'il est chaque jour plus difficile d'avoir des contacts suivis et fructueux avec les habi-

tants de ces zones de misère : leur préoccupation fondamentale est de survivre, de trouver un petit métier leur permettant d'assurer, plutôt mal que bien, la nourriture quotidienne. Pour eux, le Mondial est avant tout l'occasion d'aller se poster autour des stades pour cirer des souliers, vendre des boissons, des badges, des biscuits ou des souvenirs de pacotille, afin de faire rentrer quelque argent monnaie dans l'escarcelle familiale.

Drogue et violence

Un prêtre qui vit depuis plusieurs années dans la colonie El Sol aux confins de Nezahualcoyotl constate un accroissement alarmant du trafic de drogue et une nette augmentation de la violence. Celle-ci se traduit par des rixes à la sortie des petits bals du samedi soir, des bagarres sanglantes et sans motif, ou encore des coups de main contre des voisins apparemment un peu moins mal lotis. Il critique les dépenses somptuaires pour aménager les abords des stades ou les centres de communications, alors que dans la zone de Nezahualcoyotl, le transport public est déficient, 750 000 personnes n'ont pas d'emploi, les fonds manquent pour installer des canalisations et l'éclairage public, les conditions d'hygiène et d'approvisionnement en eau sont notoirement insuffisantes. Pour lui : «Le Mexique est un navire en train de sombrer sous les effets conjugués du fardeau de la dette et de la chute des prix des produits pétroliers. Le capitaine fait en sorte que le peuple ne s'en rende pas compte, mais déjà les rats quittent le bateau. Le Mexique se trouve en état d'insolvabilité, et le gouvernement ne veut pas le reconnaître.»

La situation économique demeure préoccupante. Les dirigeants s'efforcent de répondre aux exigences des bailleurs de fonds étrangers. En même temps,

ils exhortent leurs concitoyens à manifester leur patriotisme en rapatriant les fonds placés à l'étranger.

Patrons et industriels continuent pour leur part à faire preuve de la plus grande prudence, car les signes de reprise se font toujours attendre, tandis que les remous du marché pétrolier ne sont pas de nature à ranimer des enthousiasmes défilants. Des experts affirment que, si le gouvernement avait contrôlé au cours des dix dernières années la fuite des capitaux, la dette du Mexique ne dépasserait guère 12 milliards de dollars au lieu de 100 milliards.

Ils assurent que les capitaux mexicains ayant trouvé refuge au-delà de la frontière représentent au moins la moitié de la dette. D'autre part, les économistes évaluent à 6 milliards de dollars la diminution des revenus des exportations de brut pour 1986, en raison de la baisse des prix.

Augmentation de la pollution

Le séisme a fait resurgir des problèmes d'environnement, trop longtemps négligés sinon ignorés. La pollution à Mexico augmente, et l'air est chaque mois moins respirable. Des personnalités parmi les plus prestigieuses du pays ont formé le Groupe des cent, qui compte aujourd'hui quelque quatre cents membres, des intellectuels de toutes les sensibilités résolus à essayer de limiter les dégâts avant qu'il ne soit trop tard. Leur tâche n'est pas aisée, car, si leurs déclarations sont publiées, lues et commentées, l'écho qu'elles éveillent est mince. Leur réflexion met en cause les options des autorités, sans pouvoir exercer d'influence notable sur la définition de programmes engageant l'avenir. Et leur approche se heurte à la question de la corruption, que nul ne peut se permettre de dénoncer ouvertement, à l'exception du président.

Certes, M. Miguel de la Madrid s'est courageusement lancé dans la bataille contre cette lépre qui ronge le système. La récente extradition par les Etats-Unis de l'ancien chef de la police de la capitale, l'ex-général Arturo Durazo, qui a été mis sous les verrous, s'inscrit dans cette campagne. Mais, pour un gros poisson capturé, combien de pêcheurs en eau trouble de moindre envergure, tout aussi maléfiques, toujours en liberté et s'accommodant fort bien de pratiques douteuses ?

Revenus de bien des illusions, les Mexicains se bornent à hausser les épaules.

«Nous sommes à la fin d'un cycle politique, et la crise que nous traversons est à la fois économique, politique et morale. Ne pas le voir, c'est être aveugle», nous dit Octavio Paz. «En cette fin de régime, l'idéologie est en déclin, les modèles cubain et russe se sont transformés en contre-modèles, et, dans un pays aussi centralisé que le nôtre, les forces d'opposition sont rejetées à la périphérie. La nécessité de la régionalisation ne cesse cependant de se presser, alors que le décalage reste grand entre parole et réalité. Pour envisager une véritable démocratisation, il conviendrait de rééquilibrer les priorités, redécouvrir l'agriculture et rendre sa spécificité à la province. Autant de tâches urgentes, qui exigent aussi bien une prise de conscience dans les milieux dirigeants que des moyens pratiques pour les mener à bien. C'est peut-être l'unique chance de sortir de l'ornière.»

«Le Mexique est un pays sur-réaliste», se complaisent à répéter amicalement ceux qui le connaissent et l'apprécient. Ni Baudouin, ni Arnaud, ni tant d'autres ne les démentiraient. C'est probablement vrai. Mais les Mexicains, eux, commencent à en avoir assez d'être les éternels di-dons de la farce.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

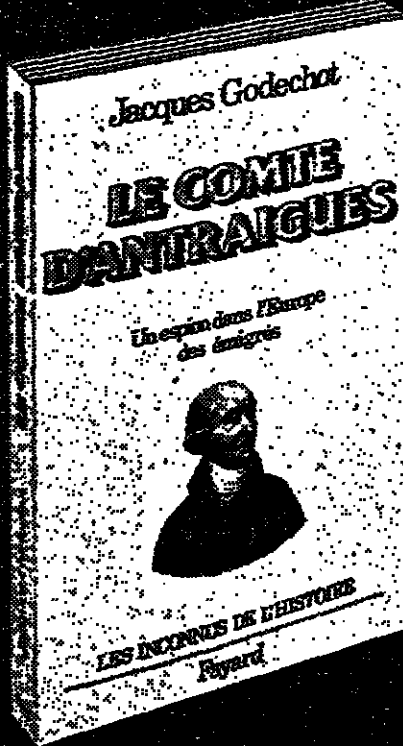
L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

L'histoire tragique du comte d'Antraigues inaugure celle des révolutionnaires et des contre-révolutionnaires professionnels. Bonaparte cherche à traiter avec d'Antraigues parce qu'il craint ce que l'autre sait. Jacques Godechot éclaire parfaitement cette partie de poker dont d'Antraigues sort gagnant.

Georges Soffert, Le Figaro.

Un tableau haut en couleur et instructif des intrigues et mentalités dans l'Europe de la Révolution.

Jean-Maurice de Montremy, La Croix.



Collection "Les Inconnus de l'Histoire" dirigée par Jean Montalbetti.

326 p. 95 F.

FAYARD

L'EVENEMENT

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

CHIRAC

MAIS POURQUOI FAIT-IL CETTE TETE-LA ?

LA COHABITATION : ça cafouille
LA BOURSE : ça déraille
L'INFORMATION : ça chatouille
LA TELE : ça ratatouille
LA SECURITE : ça grattouille

et aussi...

NOTRE DOSSIER SPECIAL FOOT-MUNDIAL : Pour tout comprendre

fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal

spécialisé depuis 41 ans

En vente partout, 4 F et 30, r. Malte, 75011 PARIS. Tél. : 48-05-30-30

boutiques, bureaux, locaux commerciaux

« Les Annonces »

Tous les jours la page spéciale «Mundial»

Le commentaire complet des matchs de la nuit.
Les reportages et les enquêtes des envoyés spéciaux du Monde

Le Monde

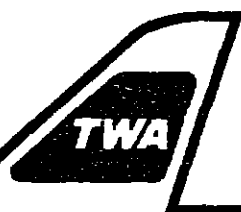


Prenez votre petit-déjeuner à l'européenne !



Départ de Paris CDG 1
vers Zürich à 8h55,
Genève à 9h00
et Milan à 9h00.
Contactez TWA au 47.20.62.11
ou votre agent de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.



politique

Le gouvernement engage sa responsabilité sur le collectif budgétaire

Le gouvernement a engagé sa responsabilité sur le vote du collectif budgétaire par l'Assemblée nationale en première lecture. M. Jacques Chirac est venu l'annoncer aux députés ce jeudi à 7 h 40 après une longue nuit de discussion et d'incidents. Il a ainsi fait voter l'article 49 de la Constitution qui lui permet de passer outre à la majorité absolue des députés pour faire voter le projet de loi de finances. La loi d'habilitation économique et sociale, le retour au scrutin majoritaire. Cette fois, il utilise cette procédure contraignante pour mettre fin à une surchauffe de certains élus de sa majorité et à la volonté de la gauche de débattre longuement et profondément d'un texte qu'elle juge important. Surtout, c'est pour le gouvernement une tentative pour

sortir d'un piège dans lequel il a l'impression de s'être laissé enfermer. L'article 47 de la Constitution précise en effet que « si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de quarante jours après le dépôt d'un projet (de loi de finances) le gouvernement saisit le Sénat ». Or ce collectif a été enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 18 avril. Le délai de quarante jours a donc été franchi le mercredi 28 mai à minuit, d'où la tentative de la majorité de faire voter ce texte au cours de la séance ouverte quelques heures auparavant. C'était techniquement impossible. Mais cette disposition constitutionnelle s'applique-t-elle aux lois de finances rectificatives ?

Tout le monde n'en est pas convaincu. Certes, la loi organique de 1959 assimile les collectifs aux lois de finances elles-mêmes. Mais l'esprit de cette contrainte issue de la Constitution est de protéger le gouvernement contre les lenteurs du Parlement et non pas de le gêner. Or, cette fois, c'est lui qui n'a pas le droit de débattre de la discussion du collectif que le 22 mai, préférant faire débattre les députés d'abord de ses deux autres projets de loi. Ensuite, cette originalité de la Constitution de 1958 cherche à éviter que, le 1^{er} janvier, le gouvernement ne soit pas doté d'une loi lui permettant de recouvrer les impôts et les taxes et d'engager les dépenses. Un collectif lui n'est pas indispensable au bon fonctionnement financier de l'Etat.

Le gouvernement n'a pas voulu prendre de risques avec le Conseil constitutionnel.

Les socialistes et les membres du Front national estiment déjà que la procédure suivie est contraire à la Constitution.

La gauche surtout se plaint que l'engagement de sa responsabilité par le gouvernement l'empêche de s'exprimer sur des sujets qui lui tiennent à cœur et qui n'avaient pas été encore abordés dans la discussion du collectif : la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, le rétablissement de l'anonymat sur l'or, les conséquences financières des privatisations.

Le marathon interrompu

7 h 40, ce jeudi : M. Jacques Chirac, après un pas décisif, a décidé de passer outre à la majorité absolue des députés pour faire voter le projet de loi de finances. Une longue nuit agitée prend fin. Le début de ce marathon prématinier interrompu avait pourtant été calme, même si l'annonce que le conseil des ministres avait autorisé, mercredi, le gouvernement à utiliser l'article 49-3 de la Constitution avait soulevé de nombreuses interrogations.

Après les questions d'actualité, la discussion budgétaire avait repris son bonhomme de chemin. M. Pascal Arrighi (FN, Bouches-du-Rhône), qui souhaitait la suppression de la troisième voie d'accès à l'ENA, s'était vu répondre par le ministre du budget, M. Alain Juppé, qu'il n'était « pas loin de partager son analyse, mais qu'une telle décision était impossible en cours d'année. Le ministre délégué continuait à défendre avec ferveur la politique de son gouvernement, jugeant « démagogique » la plupart des critiques qui lui étaient adressées.

Quelques bruyantes montées de fièvre provoquaient des prises de bec entre M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), qui présidait la séance, et M. André Fauriol (RPR, Calvados). Le gouvernement devait, comme à l'ordinaire, faire face aux demandes plus ou moins pressantes de sa majorité : sur la suppression du remboursement de l'avortement (voir p. 4), sur la pénalisation fiscale des couples mariés par rapport aux concubins. Sur ce dernier point, M. Michel Debré n'acceptait de retirer un amendement qui obligeait « les concubins notaires » à faire une déclaration fiscale commune que sur la promesse du ministre que des « mesures allant dans ce sens » seraient prises pour le budget 87. L'ancien premier ministre menaçait : « Vous ne retrouverez en face de vous dans six mois... »

Pas de difficulté, en revanche, pour les modifications à la fiscalité des SICAV et des fonds de placement. Même M. Christian Pierret (PS, Vosges) reconnaissait que le gouvernement proposait un dispositif judicieux. M. Juppé pouvait se contenter de menacer d'user du « vote bloqué » pour faire rentrer dans le rang ceux de ses amis qui, comme M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) et M. Gilbert Gaudier (UDF, Paris), auraient aimé que les entreprises disposent d'un délai jusqu'à la fin de l'année 1986 pour se préparer à cette nouvelle législation.

Tout allait bien aussi lors de la discussion des nouvelles facilités accordées aux capitaux investis dans les départements et territoires d'outre-mer. D'autant qu'après

concertation avec les élus des DOM-TOM, le gouvernement avait encore obtenu le soutien des députés de la majorité. La déduction fiscale de 50 % à 100 % des capitaux investis et en autorisant les réductions d'impôts pour ceux qui achèteraient des logements neufs ou souscriraient des parts de sociétés outre-mer.

Il était 2 h 35 du matin. Restaient encore à examiner plus de soixante amendements, soit, à l'allure habituelle de la discussion d'une loi de finances, près de dix heures de travail. M. Pierret demandait donc : « Est-il sage de poursuivre un débat aussi important à une heure pareille ? ». M. Philippe Mestre (UDF, Vendée), qui présidait la séance, lui répondait fermement : « Le gouvernement a demandé que le débat aille à son terme aujourd'hui. Comme à de rien n'était, il restait en discussion un des multiples amendements de M. Charles Revet (UDF, Seine-Maritime) qui cherchaient à alléger la fiscalité agricole. L'extrême droite s'associait, une fois n'est pas coutume, avec la gauche. M. Bruno Gollisch (FN, Rhône) affirmait : « Le gouvernement ne peut pas nous faire s'écrouler la nuit. Le PS demandait une première suspension de séance d'une heure. M. Mestre lui accordait dix minutes. La bataille de procédure commençait.

La pendule tourne

A la reprise de la séance, M. Jacques-Roger Machart (PS, Haute-Garonne) demandait tout simplement six heures de suspension de séance et un vote sur ce souhait. Au nombre des présents, la majorité était minoritaire. Le président faisait alors état d'une demande de scrutin émise par le gouvernement. Hurlements à gauche et à l'extrême droite : de quoi se mêlait l'exécutif ! Opportunément surgissait alors une autre demande de scrutin public émise cette fois par l'UDF. Devant la manœuvre, le PS, le PC et le Front national refusaient de participer à ce vote. L'extrême droite prenait le relais des socialistes pour demander une suspension de séance. Même scénario. M. Philippe Baslamet (PS, Hauts-de-Seine) revenait à la charge et, au nom de son groupe, demandait une suspension qui ne pouvait lui être refusée. Mais M. Mestre, d'autorité, ramenait l'heure souhaitée à cinq minutes. A la reprise, M. Juppé se faisait menaçant : « C'est ou non du gouvernement et du premier ministre que j'ai demandé que la discussion se poursuive à son terme. Il y a à l'évidence volonté de blocage de certains groupes de cette Assemblée. Le gouvernement ne cédera pas. »

De rappels au règlement en suspensions de séance, la pendule avait

tourné. Il était 4 h 05. M. André Rosset, ministre chargé des relations avec le Parlement, venait d'arriver. A 4 h 22, bel effort, l'Assemblée parvenait à débattre, l'espace de quelques minutes, d'un des amendements de M. Revet. Un c'était possible, plus c'était trop pour les socialistes. M. Goux le disait cette fois nettement. M. Mestre, tentant de calmer les choses, accordait généreusement une demi-heure de suspension.

A la reprise, les députés pouvaient débattre de quelques amendements agricoles, mais M. Juppé empêchait qu'ils soient mis aux voix. L'œil encore vif, il avait remarqué l'arrivée de M. Pierre Joxe. Il savait bien qu'un président de groupe pouvait demander la constitution du quorum (la moitié des membres de l'Assemblée présents dans le Palais), faute de quoi la séance serait automatiquement levée. Et le gouvernement devrait attendre une heure avant d'en convoquer une autre.

A son banc, M. Joxe laissait discuter quelques amendements. On a même failli en arriver jusqu'à celui qui demandait le rétablissement du privilège des bouillieurs de cru. A 5 h 25, le président du groupe socialiste sortait quand même de sa fausse torpeur : « L'Assemblée délibère dans des conditions anticonstitutionnelles. Le gouvernement est forcé de son fait. Nous ne voulons pas utiliser la procédure, mais débattre au fond. Vous ne supprimez pas l'impôt sur les grandes fortunes à la sauve. » M. Mestre tentait bien de faire poursuivre le débat. Il n'y parvenait pas. M. Michel d'Ornano accusait M. Joxe d'« impudence ».

Suspension encore... généreusement accordée par M. Mestre. A 6 heures, on commence enfin à

débattre de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes. Mais M. Arrighi revient à la charge : « A l'heure qu'il est, il faut encore huit heures de débat. Cette discussion est anticonstitutionnelle. Mes amis et moi, nous nous considérons comme des spectateurs de ce qui doit se passer au Sénat et nous quittons l'hémicycle. » En 6 h 20, M. Juppé comprend qu'il ne s'en sortira pas. C'est lui, cette fois, qui demande que la séance soit suspendue.

Alertés de la fâcheuse tournure des événements, M. Balladur puis M. Chirac déboulent à l'Assemblée nationale, s'enferment dans le bureau des ministres et, au terme d'une nouvelle suspension opportuniste demandée par le RPR, le premier ministre engage la responsabilité de son gouvernement, à 7 h 40, conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

M. Chirac estime que le collectif budgétaire, « acte essentiel » de sa politique économique, a été longuement débattu par la commission des finances de l'Assemblée, que le débat public a été d'une « durée tout à fait exceptionnelle ». Il déplore « une violation évidente d'obstruction manifestée par l'opposition », dénonce cette technique de « provocation », qu'il assimile à un « petit jeu d'ordre purément politicien ».

Socialistes et communistes protestent de leur bonne foi, faiblement il est vrai, compte tenu de l'épuisement général. Dans les couloirs, sur le chemin du premier café noir du matin, M. Joxe trouve la force d'ironiser sur l'utilisation répétitive de l'article 49-3, que M. Chirac a brandi pour la troisième fois : « 49-3, 49-3, 49-3... »

Th. B.

M. Chirac a recours à l'article 49-3

(Suite de la première page.)

En outre, le recours au 49-3 permet à M. Chirac de sortir d'un piège dans lequel il a l'impression de s'être laissé enfermer : le respect de la Constitution, qui impose un délai de quarante jours pour le vote des lois de finances par l'Assemblée nationale.

Cet article existe d'ailleurs à cette fin. Instruits par l'expérience de la IV^e République, les constituants de 1958 ont voulu donner au gouvernement, par ce mécanisme autoritaire, un moyen de mettre clairement les députés devant leurs responsabilités. M. Raymond Barre y a eu recours huit fois, M. Pierre Mauroy sept fois, et M. Laurent Fabius, qui est resté à l'hôtel Matignon moins longtemps qu'eux, quatre fois. Si l'esprit des institutions réserve son utilisation pour l'adoption de projets importants, nul ne peut nier que les trois textes auxquels M. Chirac s'est associé appartiennent à cette catégorie.

Son utilisation coup sur coup est en partie la conséquence de la faiblesse numérique de la majorité au Palais-Bourbon, mais la souligne aussi ouvertement ne saurait être positif pour l'image du gouvernement. D'autant qu'elle prive le Parlement de sa fonction primordiale : faire la loi, surtout quand celle-ci est combinée, comme dans les deux premiers cas, avec le recours aux ordonnances. Elle peut aussi constituer un sujet de conflit avec le président de la République qui ne cesse de souligner les droits du Parlement.

La proportionnelle, avait-on pensé, allait transférer une partie du pouvoir de l'Elysée au Palais-

Bourbon. Il apparaît maintenant que les mécanismes de la Constitution permettent à l'hôtel Matignon de s'en saisir pleinement. Les députés de la majorité, pour l'instant, l'acceptent ; mais combien de temps cela durera-t-il ? D'autant que la pression socialiste ne va pas se relâcher lors des discussions à venir. Les prochains débats pourraient contraindre M. Chirac à engager encore sa responsabilité sur le vote des projets sur la presse et la communication audiovisuelle... Les patrons ne répondent pas assez vite à son souhait de relance, le Parlement le freine dans son action à l'Assemblée nationale comme au Sénat, où la gauche lui oppose toutes les entraves possibles dans la discussion du projet de loi d'habilitation économique et sociale...

Dans les difficultés qu'il rencontre pour l'adoption du collectif budgétaire, le gouvernement porte seul une grande part de responsabilité. S'il craint des ennuis avec le Conseil constitutionnel, c'est parce qu'il a mal maîtrisé les mécanismes de discussion parlementaire. Pour marquer symboliquement leur retour aux affaires, le RPR et l'UDF ont d'abord voulu faire discuter des deux projets qui leur avaient servi d'ornement. Les deux courants de la majorité se heurtent maintenant à un problème de délais constitutionnels. Paradoxalement, la droite offre ainsi l'image d'une force maladroite dans l'art de gouverner, comme si elle avait quitté le pouvoir depuis beaucoup plus de cinq ans.

THIERRY BRÉHIER.

Le gouvernement riposte plus vivement aux attaques de l'opposition

M. Jacques Chirac s'est entretenu pendant une heure en tête à tête avec M. François Mitterrand mercredi 28 mai à l'Elysée avant la réunion du conseil des ministres. Ils ne s'étaient pas vus depuis une semaine, une semaine pendant laquelle diverses déclarations de l'un ou de l'autre ont fourni matière à exégèse... c'est le moins que l'on puisse dire.

Il semble qu'au cours de cet entretien des malentendus aient été dissipés. Telle était, du moins, l'impression ressentie par les membres du gouvernement, qui ont notamment enregistré comme un signe de non-agression le fait que M. Mitterrand n'ait pas réitéré contre les mesures sécuritaires adoptées par le conseil des ministres ses réserves de naguère. Ils ont même eu le sentiment que la coexistence entre les deux pôles de l'exécutif

telle qu'elle se pratique depuis le 22 mars n'était nullement remise en cause et que le président de la République avait moins que jamais l'intention de se livrer à des « escarmouches ».

Le gouvernement étant ainsi laissé libre de mettre en œuvre son programme sous réserve du « pouvoir d'arbitrage » du chef de l'Etat, M. Chirac entend utiliser davantage la totalité des moyens constitutionnels et politiques dont il dispose. Au titre des premiers, il a été autorisé par le conseil à utiliser l'article 49-3 pour faire adopter le collectif budgétaire (lire d'ailleurs p. 4). Au titre des seconds il a demandé aux membres du gouvernement, qu'il reçoit individuellement ou par groupes, de faire preuve de plus de volonté et de plus de rapidité dans la mise en œuvre du programme du gouvernement.

Il souhaite également que la « communication » de l'action du gouvernement soit organisée plus efficacement et que notamment l'élaboration des réformes dans la phase où des avis différents s'expriment ne prête pas lieu à controverses avant que les arbitrages ne soient prononcés et les décisions du gouvernement définitivement arrêtées.

Le premier ministre admet que le problème des « fuites » ou des indiscretions est aujourd'hui plus difficile à contrôler en raison de l'existence d'instances d'examen des projets dans lesquelles ne figurent pas que des « amis » du gouvernement et des partisans de la nouvelle politique. A ce niveau, la coexistence n'est pas la « connivence ».

M. Chirac souhaite enfin que les membres du gouvernement, chacun dans son domaine, ne laissent pas les

attaques de l'opposition sans répliques et que le procès de la gestion de l'ancienne majorité soit instruit à chaque occasion. Dès mercredi après-midi, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, on a pu noter le ton plus ferme et plus offensif sur lequel les ministres ont riposté aux députés socialistes.

M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a proposé du déficit de la balance. M. Stéphan, ministre des affaires sociales et de l'emploi, sur la Sécurité sociale, M. Barzach, ministre de la santé, à propos de la politique familiale, M. Léotard, ministre de la culture et de la communication, sur la privatisation de TF 1, ont été les plus mordants pour dénoncer la gestion de leurs prédécesseurs.

ANDRÉ PASSERON.

Le remboursement de l'IVG rediscuté par le Parlement

Que la Sécurité sociale rembourse l'interruption volontaire de grossesse (IVG) a toujours été jugé scandaleux par la droite. Comme les abolitionnistes ont un temps essayé de mettre à mort la peine capitale en supprimant les crédits du bureau, d'anciens ont essayé cette fois d'user de la procédure financière pour renverser le débat sur ce problème de société.

M. Bernard Savy (RPR, Nièvre), et Mme Yvonne Plat (FN, Var) ont tous deux déposé des amendements supprimant le crédit de 200 millions qui permet à l'Etat de rembourser à la Sécurité sociale le coût des avortements. « C'est un choix individuel qui ne doit pas être financé par la collectivité. Cet argent serait plus utile aux jeunes chômeurs ou aux retraités », a dit M. Savy. « Si vous ne voulez pas laisser vivre des Français, n'importe pas aux familles qui élèvent leurs enfants le coût de ces mises à mort que sont les avortements », a dit Mme Plat.

Et, quand M. Jean-Charles Marchais (FN, Hérault) a fait remarquer : « Il existe ici une majorité prête à voter ces amendements », nul n'a pu le démentir.

Le gouvernement ne voulait pas qu'une telle décision fût prise à l'occasion d'un débat budgétaire.

M. Alain Juppé l'a dit. Pour imposer son choix, il n'a pu que demander un vote bloqué. Supprimer les crédits pour l'avortement aurait amené en même temps à refuser l'ouverture de toute nouvelle dépense. Impossible pour la majorité.

C'était reculer pour mieux sauter. Le gouvernement n'a pas l'intention de refuser ce débat délicat. Interrogé par M. Henri Bayard (UDF, Loire) lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, M. Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé et à la famille, a annoncé qu'il aurait lieu lors de la discussion sur la politique familiale du gouvernement. Refusant de préjuger ce que décidera alors le Parlement, elle a quand même expliqué qu'il faut aider les femmes à ne pas être contraintes « de recourir à l'interruption volontaire de grossesse », « cet ultime recours ». Pour cela, elle veut développer « l'information sur la contraception ». Elle a ajouté que, quelle que soit la décision finalement prise par le législateur, il sera nécessaire de « conserver un dispositif permettant de ne priver aucune femme de la possibilité de choisir l'IVG pour insuffisance de ressources ».

Th. B.

Les « fachos » et les « punks » entrent en scène

Le petit monde politique pour- suit en bousculant sa semaine « spéciale coiffure ». Après « M. Donald », célèbre Figaro illico qui s'est fait des cheveux devant la justice en début de semaine, les députés ont défilé le champ des coupes, mercredi 28 mai, au cours des questions orales au gouvernement à l'Assemblée nationale. Poils ras et crêtes de huron étaient les invités inviolables de l'hémicycle.

Les crânes rasés ont fait leur apparition sur une question de M. Yves Guéna (RPR, Dordogne) relative à une thèse universitaire sur l'existence des chambres à gaz pendant la dernière guerre, soutenue l'an dernier à Nantes. « Un peuple est ce qu'en fait l'histoire. Le nôtre est fait de certitudes inscrites au fil des siècles et imprimées dans notre souvenir », a affirmé l'ancien ministre avant de demander au gouvernement « non seulement de dénoncer la procédure [universitaire] mais de condamner la thèse ».

Très digne, M. Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, qui avait déjà pris position contre ce curieux travail, a indiqué : « Aucun vrai argument

scientifique ne permet de soutenir l'insoutenable et de nier le martyre de millions d'hommes et de femmes ». Soulignant que « le sujet et le contenu d'une thèse n'ont pas à être approuvés par l'administration, ni par le ministre », M. Devaquet a précisé qu'un enquête a été demandée au recteur de l'académie de Nantes afin de savoir si les règles de procédures « ont été respectées ». Il a ensuite remarqué que le jugement favorable du jury nantais portait « atteinte à tous les autres » jurys.

Sur les bancs du Front national, on s'agite sérieusement et on vocifère. Dans son jolli costume bleu layette, M. Jean-Marie Le Pen (FN, Paris), est rouge de colère. M. Bruno Gollisch (FN, Rhône) n'en peut plus : « Vous l'avez vu, cette thèse ? », lance-t-il au ministre. M. Guy Ducloux (PC, Hauts-de-Seine) entre dans la danse : « Silence, fascistes ! Silence, les nazis ! », M. Gollisch n'en a cure. M. Ducloux ramet ça : « Les fachos se taisent ! ». M. Jacques Chaban-Delmas met le holé. Se tournant vers les bancs communistes, il réclame le silence, « de ce côté », mais d'abord de celui-ci, ajoute-t-il à l'adresse de l'extrême-droite.

M. Devaquet peut enfin annoncer qu'il va prendre « très rapidement les dispositions nécessaires » pour que « toutes les thèses soient examinées avec les mêmes exigences ». On applaudit dans les travées RPR, UDF, PS et M. Ducloux qui approuvait du chef finit par approuver des mains. Isolé dans son groupe, M. François Bachelot (FN, Seine-Saint-Denis) suit le mouvement général sous l'œil torve de ses collègues impassibles.

Les crêtes de huron sont arrivées en fin de séance avec M. Robert Pandraud, M. Paulette Nevoux (PS, Val-de-Marne) a, en effet, interrogé le ministre délégué chargé de la sécurité sur l'interpellation récente « sans motif » d'adolescents au Forum des Halles par des fonctionnaires de police qui n'ont pas jugé utile de prévenir les parents des interpellés.

Démarche chaloupée qui rappelle étrangement celle d'un coq dans une basse-cour, M. Pandraud s'est dirigé vers le micro sous les « braves » du groupe RPR. Il a d'abord reproché aux socialistes d'employer « le vieux langage démodé que vous aviez tenu de 1968 à 1981 ». Applaudissements à droite, interruptions à gauche.

Affirmant que le renforcement de la présence policière est réclamé par tous au Forum, même par les touristes, le ministre précise qu'il a « permis d'intervenir rapidement quand un groupe de « punks » (sic) s'est mis à jeter des bouteilles de bière ». Ce manquement personnel du terme punk provoque l'hilarité des socialistes et du public.

Après cette diversion linguistique, M. Pandraud revient à la question posée pour reconnaître qu'« une erreur grave a été commise par les fonctionnaires de la brigade des mineurs ». Enquête a été diligentée et rapport sera remis. « J'en tirerai les conclusions », assure le ministre. Il s'engage à prendre des sanctions « qui pourront être lourdes si la faute est grave » non sans menacer ses arrières pour ne pas effrayer la maréchassée. « Mais s'ils sont victimes de dénégations calomnieuses, ajoute M. Pandraud, j'assurerais avec la même vigueur leur défense et je n'hésiterai pas à porter plainte. » Out, voilà tout le monde rassuré. Les crânes rasés et autres crêtes de huron n'ont plus qu'à bien se tenir.

OLIVIER BIFFAUD.

صحة من الاموال

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée, le mercredi 28 mai 1986. Au terme du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant.

SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

La garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres quatre projets de loi relatifs à la sécurité des personnes et des biens.

Ces textes ont pour but de renforcer l'efficacité de la justice pénale à tous les stades du processus judiciaire et de lutter ainsi plus efficacement contre les diverses formes de criminalité et de délinquance.

I. - Il s'agit, par la réforme de la législation des contrôles et vérifications d'identité, d'améliorer la prévention des infractions les plus courantes qui, par leur fréquence, créent et entretiennent en chacun un sentiment d'insécurité.

En cas de refus de justifier de l'identité ou si les renseignements fournis sont manifestement inexacts, il pourra être procédé à la prise d'empreintes digitales ou de photographies.

II. - Dans le même esprit, il s'agit d'accroître la poursuite de ces infractions en donnant son plein essor à la procédure de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel, dont la collégialité assure et garantit les droits des justiciables.

III. - Il s'agit également de doter la justice des moyens juridiques indispensables à la lutte contre les atteintes à la sûreté de l'Etat et contre le terrorisme. A cet effet, une définition spécifique et précise des actes de terrorisme résulte d'une liste objective de crimes et délits, et de l'intention de leurs auteurs de troubler gravement la paix publique par l'initiative ou la terreur.

En conséquence, les affaires de cette nature seront centralisées dans des formations spécialisées des juridictions parisiennes. Les autres juridictions pourront toutefois en connaître si elles ne sont pas requises de se dessaisir. A cet égard, la garde des sceaux, ministre de la justice, adressera aux parquets les instructions nécessaires afin que les juridictions compétentes de Paris soient tenues immédiatement infor-

mées de toute affaire de terrorisme survenant sur le territoire.

Par ailleurs, lorsque ces affaires seront de nature criminelle, elles seront jugées par une cour d'assises composée uniquement de magistrats professionnels, semblable à celle instituée en 1982 pour juger d'infractions en matière militaire ou de sûreté de l'Etat.

D'autres mesures sont prévues afin de mieux lutter contre le terrorisme : la garde de vue pourra, comme en matière d'infraction sur les stupéfiants, être portée à quatre jours ; l'interdiction de séjour sera de droit ; des exemptions ou réductions de peine pourront, comme cela existe dans les législations des autres Etats européens, être admises en faveur des criminels qui empêcheront la réalisation d'attentats terroristes ou en dénonceront les auteurs.

IV. - Il s'agit enfin de redonner sa cohérence et sa pleine signification au régime de l'exécution des peines d'emprisonnement par un contrôle plus réel des réductions de peine par l'instauration, à l'appréciation des cours d'assises, d'une période de sûreté pouvant atteindre une durée de trente ans. Cette période sera limitée au cas des personnes condamnées à la réclusion à perpétuité pour les crimes les plus odieux ; par son incompressibilité d'une durée de vingt ans, elle permettra d'apporter une solution réaliste et équilibrée au grave problème posé par l'absence de peine de substitution à la peine de mort.

Ces projets sont conformes aux engagements du gouvernement tels qu'ils ont été exposés par le premier ministre devant le Parlement. Ils marquent la détermination totale du gouvernement de rétablir la sécurité des personnes et des biens, dans le strict respect des droits de la défense et des libertés individuelles et en pleine conformité avec les principes définis par la convention européenne des droits de l'homme.

COMMERCE EXTERIEUR

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre délégué chargé du commerce extérieur ont présenté au conseil des ministres une communication sur la situation et les perspectives du commerce extérieur.

1) Les résultats du commerce extérieur en 1985 et au début de 1986 mettent en évidence une perte

de compétitivité des entreprises françaises depuis 1982.

Le déficit du commerce extérieur s'est établi en 1985 aux environs de 24 milliards de francs. L'excédent commercial industriel a baissé l'an dernier de 14 milliards de francs, revenant de 97 milliards en 1984 à 83 milliards en 1985 ; les résultats des quatre premiers mois de 1986 confirment cette dégradation.

Ces résultats décevants en termes de balance commerciale vont de pair

avec un tassement de nos parts de marché depuis 1980, du fait notamment :

- D'une hausse des prix et des coûts qui, sur l'ensemble de la période, est demeurée plus rapide que chez nos concurrents ;

- D'une structure des prélèvements obligatoires qui pénalise les entreprises françaises par rapport aux exportateurs étrangers ;

- Mais aussi d'un dynamisme commercial insuffisant de nos entreprises.

2) La nouvelle politique économique et financière.

Les résultats enregistrés en matière de solde industriel confirment le diagnostic que le gouvernement a porté sur l'économie française et qui inspire la nouvelle politique économique et financière.

Ainsi, pour améliorer l'environnement de nos entreprises et compenser le handicap que constituent pour leur compétitivité les écarts de hausse de prix avec nos concurrents, le gouvernement a pris des mesures de grande ampleur : réajustement monétaire, libération des prix, libération des changes, allègement des charges fiscales, baisse des taux d'intérêt en particulier.

Ces décisions très importantes visent à permettre aux entreprises de lutter à armes égales avec les entreprises étrangères. Elles seront complétées par des mesures propres au commerce extérieur.

3) Les perspectives du commerce extérieur.

Ces mesures ne porteront leurs fruits que progressivement. L'excédent de nos échanges industriels restera encore insuffisant pendant plusieurs mois. Toutefois, la modération du déficit énergétique permettra de dégager un excédent substantiel de la balance des transactions courantes en 1986.

ACTION DE LA FRANCE DANS LE PACIFIQUE SUD

Le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud a présenté au conseil des ministres une communication sur les perspectives d'action de la France dans cette zone.

Le Pacifique sud constitue un enjeu important pour la France par ses richesses maritimes potentielles, mais aussi par les possibilités de développement des investissements

et du commerce français dans l'ensemble du Pacifique.

Les territoires français du Pacifique sud, malgré leur faible population, ont une vocation naturelle à assumer le rayonnement de la France, notamment par la mobilisation de leurs équipements publics. Leurs excellents réseaux de télécommunications sont un atout pour les investisseurs et les hommes d'affaires. Leurs infrastructures portuaires et aéroportuaires permettent un trafic important, y compris un trafic de transit vers d'autres destinations. Le nombre de sièges offerts en matière de transport aérien doit d'ailleurs être augmenté.

Dans le domaine économique, nos territoires sont autant de vitrines des réalisations des entreprises, et des administrations françaises. Ils peuvent également être un lien de recueil d'informations commerciales et industrielles pour les pays de la zone. C'est pourquoi la création d'un centre d'information et de diffusion sera favorisée.

Dans le domaine scientifique et technique, l'importance de nos implantations permet d'apporter une réponse adaptée aux besoins des Etats de la région, notamment dans le cadre de la commission du Pacifique sud.

Dans le domaine culturel enfin, la francophonie est un atout dans une région à dominante anglophone. Elle doit aboutir à renforcer les échanges, notamment avec les universités des grands pays anglosaxons. Les cultures insulaires, de leur côté, seront mises en valeur en France métropolitaine et en Europe. Le projet le plus important en ce domaine est celui d'une université du Pacifique, adaptée aux besoins océaniques, dont les premiers éléments pourraient voir le jour rapidement.

Le secrétaire d'Etat a souligné la nécessité d'une politique de communication visant à mieux faire connaître la présence et les réalisations de la France.

ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager devant l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la responsabilité du gouvernement sur le vote du projet de loi de finances rectificative pour 1986.

Selon un sondage BVA - Paris-Match

BAISSE DES COTES DE POPULARITE DE MM. CHIRAC ET MITTERRAND

Selon un sondage réalisé par BVA auprès de neuf cent cinquante-cinq personnes interrogées entre le 15 et le 21 mai et publié par Paris-Match ce 29 mai, la cote de popularité de M. Jacques Chirac accuse une baisse de 8 points. Si 45 % des personnes interrogées font confiance au premier ministre (au lieu de 53 % en avril), le pourcentage des mécontents passe de 38 à 41 %.

La cote de M. François Mitterrand se dégrade également, mais moins : 49 % des personnes interrogées lui font confiance (au lieu de 52 %) et 37 % (au lieu de 38 %) sont d'un avis contraire. Cette dégradation s'inscrit dans un mouvement général de reflux, dont toutes les personnalités politiques pâtissent.

La baisse la plus spectaculaire est celle de M. François Léotard, qui perd 10 points, avec 36 % d'avis favorables. Ce reflux profite essentiellement à M. Raymond Barre, qui redevient, devant M. Chirac, la personnalité de droite la plus populaire avec 49 % d'avis favorables. A gauche, M. Michel Rocard reste en tête, toutes tendances confondues, avec 53 % d'avis positifs.

En cas d'élection présidentielle, 38 % des électeurs de gauche estiment que M. Mitterrand serait leur meilleur candidat (au lieu de 31 % en avril) et 32 % préféreraient M. Rocard (au lieu de 35 %).

A droite, l'avance prise par M. Chirac sur M. Barre, dans l'électorat favorable à la majorité, s'accroît puisque 47 % des personnes interrogées soutiennent la candidature du premier ministre, contre 21 % celle du député du Rhône, alors que les pourcentages étaient respectivement de 45 % et de 24 % le mois dernier.

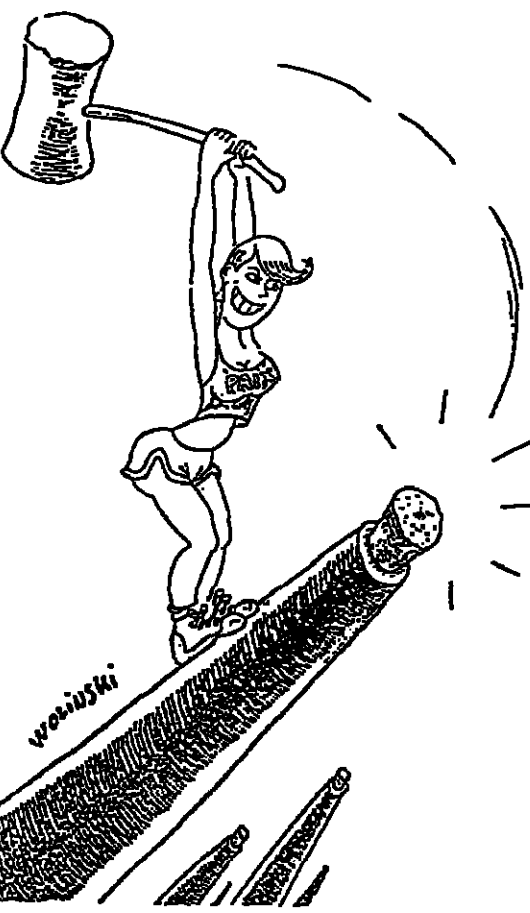
RECTIFICATIF. - M. Jean Peyrelevade, président-directeur général de la Compagnie financière de Suez, nous prie de préciser qu'il n'appartient pas au « groupe des experts » du PS, contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 27 mai.

Festival pour la Paix Paris/15 juin 1986

Bois de Vincennes

Pelouse de Reuilly

APPEL
DES CENT



- Avec l'ONU et tous les peuples du monde ;
- Avec l'Appel des Cent en France, célébrons, à l'unisson, l'Année internationale de la paix.

La diversité de nos choix idéologiques ne saurait justifier la dispersion des forces pacifiques.

La cause de la paix nous fait un devoir de nous rencontrer, d'agir ensemble pour :

- stopper la folie de la course aux armements et conjurer le péril nucléaire ;
- que l'argent dilapidé pour la préparation du suicide collectif soit affecté à la vie, à l'élimination de la faim dans le monde ;
- faire triompher la raison et respecter le droit de l'homme le plus sacré : LE DROIT A LA VIE.

Le 15 juin, le Bois de Vincennes à Paris sera le carrefour international de la paix ! Ne manquez pas ce rendez-vous de la bonne volonté et de l'espérance.

Vous y trouverez :

- un espace international ;
- des mouvements pacifistes français ;
- un espace enfance ;
- des expositions.

Vous pourrez :

- rencontrer des scientifiques, des médecins, des enseignants, des artistes, des sportifs...
- connaître les réalisations des collectifs locaux de l'Appel des Cent.

Et : SPECTACLE NON-STOP (jazz, classique, chanson française...).

Pour mener à bien cette initiative, l'Appel des Cent a impérativement besoin du soutien financier de chaque ami de la paix.

Nous vous demandons instamment de nous apporter ce soutien selon vos moyens.

Votre argent, c'est le nerf de la paix.

RENDEZ-VOUS à 10 h 30, PLACE DE LA NATION

Nom
Prénom
Adresse
Profession ou qualité

Renvoyez ce bon de soutien complété à
« Les Amis de l'Appel des Cent ».



APPEL DES CENT
67, rue de l'Aqueduc
75010 Paris. Tél. 42.03.15.33

L'Amicale des anciens déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie communique

Une nouvelle fois l'insidieuse propagande qui tend à nier l'extermination de six millions d'êtres humains en raison de leur appartenance à de prétendues « races inférieures » s'est manifestée par la soutenance d'une thèse universitaire visant à contester une des preuves de ce génocide.

Alors que des témoins directs de ce crime sont encore en vie, les falsificateurs sont à l'œuvre pour innocenter les assassins nazis.

L'Amicale d'Auschwitz vous demande de manifester votre indignation devant ces menées et de lui apporter votre soutien dans sa lutte.

Vos lettres, vos témoignages, vos dons, votre adhésion nous aideront à faire prévaloir la vérité.

Amicale d'Auschwitz
10, rue Leroux, 75116 Paris

La religion... sans retour ni détour Le christianisme a-t-il un avenir ?

J. Baubérot, S. Breton, G. Defois, M. Gaucher,
J. Greisch, J. Grosjean, M. Lonsdale, P. Manent,
J. Moint, J.C. Renard, Mgr Vilnet.

ESPRIT

15, rue Jacob, 75006 Paris C.E.P. Paris 1194-61 W
Tél. (1) 46 33 25 45 En Belgique et chez votre libraire

Numéro spécial 22 F

POLITIQUE

A « L'HEURE DE VÉRITÉ » D'ANTENNE 2

M. Léotard affirme son ambition présidentielle

Il y a un an, quand on lui demandait s'il lui arrivait de s'imaginer en président de la République, M. François Léotard faisait preuve d'une touchante modestie : « Quand j'ai cette idée-là, je la chasse, car elle est inutile et nuisible », déclarait-il le 6 mai 1985 lors de sa première grande prestation télévisée. C'était déjà... l'« Heure de vérité » d'Antenne 2. Aujourd'hui, « cette idée-là », M. Léotard, devenu ministre de la culture et de la communication, ne la chasse plus. Mieux, il l'entretient : « Il faudra bien compter avec moi », a-t-il dit avec assurance, mercredi soir 28 mai, sur la même antenne, au cours de la même émission.

L'affirmation de cette ambition légitime ne constitue pas, à vrai dire, une révélation. Toute la stratégie personnelle du secrétaire général du Parti républicain est tendue vers le pouvoir présidentiel. Elle se fonde sur la construction d'une image personnelle qui puisse incarner, aux yeux de l'opinion publique, sans léser sur les ressources du marketing politique, ce « libéralisme à visage humain » dont le maître de Fréjéas se veut le champion. Elle s'inscrit, au demeurant, dans la ligne d'une formation qui se

plait à répéter qu'elle est devenue « la troisième force parlementaire ».

S'étant mis, ainsi, « en situation de spectacle vivant », selon l'expression de son ami et secrétaire d'Etat, Philippe de Villiers, M. Léotard a confirmé ses incontestables talents. Les résultats de cette nouvelle prestation ont de quoi le satisfaire : les téléspectateurs interrogés par la SOFRES au cours de l'émission l'ont trouvé, dans leur grande majorité, sympathique (61 %), sincère (59 %), compétent (44 %).

En outre, le ministre de la culture et de la communication est actuellement servi par les circonstances. Il fait monter les enchères pour son parti au sein de la majorité au moment où M. Jacques Chirac traverse une passe difficile. Du même coup, il renvoie sur la touche les deux autres challengers de sa propre famille politique, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui déploie justement beaucoup d'efforts pour essayer de rebondir en se servant du Parti républicain, et M. Raymond Barre, toujours silencieux.

Dans ce contexte, M. Léotard a pu s'offrir le luxe de se montrer extrêmement loyal avec

son premier ministre, dont il a pris la défense dans les démentis de celui-ci avec les journalistes de télévision... tout en s'en démarquant : « Toute espèce de pression, qu'elle soit morale, psychologique ou politique sur les journalistes, est à condamner », a-t-il souligné.

En passage, le ministre de la culture et de la communication a eu également un mot très sévère pour M. François Mitterrand, lorsqu'il a affirmé son « immense respect pour la fonction de président de la République » : « Je dis bien la fonction... », a-t-il souligné. Tout le monde a compris en quelle estime il tient l'homme...

En revanche, M. Léotard pêche toujours par un certain déphasage entre la forme séduisante de son discours et le fond de sa pensée, qui reste obscure dès qu'il s'agit de préciser des idées générales. Le ministre de la culture et de la communication a encore des progrès à accomplir s'il ne veut pas laisser au bout du compte l'impression qu'il participe lui-même à cette « esbrouffe » qu'il dénonce si volontiers chez ses adversaires.

ALAIN ROLLAT.

Après avoir une nouvelle fois, en guise d'« ouverture », résumé et donné son sentiment à propos de l'affaire des colonnes de Buren du Palais-Royal, M. François Léotard aborde le principal sujet de la soirée : la télévision.

Le ministre de la culture et de la communication déclare tout d'abord : « Est-ce que l'information est un service public ? (...) Nous, libéraux, nous disons « non ». (...) L'information est une liberté. Je dois dire que les trois points qui nous séparent des socialistes, un vrai débat, ce n'est pas un débat d'insultes, c'est un débat de citoyens (...). L'information n'est pas un service public, c'est une liberté (...). Les ondes ne sont pas la propriété de l'Etat, c'est la propriété des citoyens (...). La communication, c'est l'affaire de l'entreprise. Vous avez là l'essentiel du débat qui nous sépare des étatistes, des dirigistes et des libéraux... »

A propos des récentes déclarations de M. Jacques Chirac sur le comportement de certains journalistes de télévision, M. Léotard affirme : « Tout le monde est nerveux dans ce petit monde qu'on appelle le « microcosme ». (...) Je voudrais dire « on se calme ». Pour quoi ? (...) Quelle est la menace, la vraie menace, que M. Chirac a fait planer sur les Français ? (...) Menace terrifiante à l'avenir : c'est de faire le quart d'heure de Fabius tous les mois (...). Effectivement, les Français sont terrorisés, car ils savent qu'il sera meilleur que Fabius... »

Deuxième réflexion : moi, je respecte parfaitement ce qui est votre propriété, incontestable, liberté de journaliste, de dire ce que vous avez envie de dire en conscience. Profondément, j'ai mis le fer dans une plaie qui est celle du service public (...), c'est-à-dire de gens « je parle dans les partis politiques, je ne parle pas des journaux », qui, dans les partis politiques, utilisent le service public pour se cacher derrière lui et pour amener leurs petits camarades.

« Nous avons vu, en 1981, des responsables de parti, avec des listes, se promener dans les rédactions en disant : « l'exige que mon camarade qui est communiste soit à

tel endroit pour l'information », (...) nous avons vu cela (...).

« J'espère, poursuit M. Léotard, que plus jamais on ne posera le problème des revanches, des menaces, des humiliations, des vexations, comme on les a connues en 1981-1982 (...). Il y a eu des dizaines et des dizaines de journalistes qui ont été déplacés (...). Il n'y en a pas eu un jusqu'à présent (...) Et je voudrais que ce soit définitivement impossible... »

M. Léotard compare ensuite, en matière de télévision, « le service public à une sorte de péniche, une belle péniche qui est amarrée sur la Seine, et je vais vous dire par rapport à cela ce que je veux faire. (...) Moi, je voudrais faire une flotte qui va vers le grand large. Dans cette flotte, il peut y avoir un bateau amiral, pourquoi pas Antenne 2 ? (...) Il peut y avoir un patrouilleur, pourquoi pas FR 3 ? (...) Et puis, il y a deux bateaux de course, TF1 et la 5 qui seront deux bateaux qui vont vers le large, un peu plus vite parce qu'ils seront allégés quant à leurs contraintes, quant à leur poids, et ils auront une gestion meilleure que celle qu'on connaît aujourd'hui.

« La péniche, d'un côté, la flotte qui va vers le grand large de l'autre (...) c'est peut-être cela (...) et, dans cette flotte, il y a un bateau qui s'appelle Antenne 2 et qui peut être un bateau de référence, celui vers lequel on regarde. Cela peut être cela une partie de la réponse... »

A M^{me} Françoise Giroud, éditorialiste au *Nouvel Observateur* et ancien ministre, M. Léotard indique d'abord qu'il est « un ministre heureux », qu'il a « un moral d'acier ». « Je vais vous dire pourquoi (...), ce ne sont pas les gens que vous citez (voir : MM. Giscard d'Estaing, Balladur, Chirac) qui me préoccupent parce que ce sont des gens avec lesquels je travaille tous les jours et, surtout, parce que je fais ce que je crois et je fais ce que j'aime... »

« Ce que nous voulons, explique ensuite M. Léotard, c'est introduire un équilibre entre un secteur public - j'ai bien dit « secteur » et pas « service », ce n'est pas la même chose - et un secteur privé. Cet équilibre est celui que j'ai décrit tout à l'heure, un secteur public : Antenne 2 et FR 3 ; un secteur privé : TF1 et la 5... »

Selon le ministre de la culture et de la communication, « il n'y a pas la place, en France, pour une chaîne supplémentaire : il n'y a pas la place, ce n'est pas vrai... »

« J'ai gagné des arbitrages »

M. Léotard décrit ensuite « le schéma qui va être retenu pour la privatisation de TF1 » : « 50 % à celui qui va être l'opérateur, 40 % au public, c'est-à-dire qu'en fait c'est la rationalisation, si vous le permettez, c'est-à-dire qu'on redonne aux citoyens ce qui leur avait été confisqué par l'Etat (...) et 10 % aux salariés de la chaîne s'ils le désirent... »

Ainsi, contrairement à la possibilité qui avait été un moment évoquée, l'opérateur aura « bien évidemment » la majorité.

J'ai gagné des arbitrages, ce n'est pas le seul, mais j'ai gagné notamment celui-là (...), commente M. Léotard, qui précise à propos du mode d'acquisition de TF1 : « Je suis la commission (...). J'ai devant moi des gens qui veulent acquiescer cette chaîne, qui sont des investisseurs. Sur quoi dois-je me déterminer ? (...) Une fois que le prix a été fixé par l'Etat, puisque c'est un actif public, sur quoi dois-je me

déterminer ? (...) Je ne me détermine pas sur le prix, je me détermine sur ce que chacun est capable de proposer en termes de programmes, et notamment de créations françaises... »

« Et, tout simplement, la personne qui viendra devant moi et qui me dira : Monsieur la commission ou Madame la commission, je mets trois cent cinquante heures de programmes français, mon voisin en met deux cent cinquante. Eh bien ! C'est moi qui aurai l'attribution. Je peux vous dire que cette compétition-là, au plan culturel, elle est la seule de nature à remporter le morceau... »

D'autre part, si le cahier des charges n'est pas respecté, la future commission nationale de la communication et des libertés « aura la possibilité de retirer l'attribution ».

« Pourquoi pas ? »

Une précision nuancée de M. Léotard : « Dans la loi sur l'audiovisuel (...), il y aura des dispositions qui permettront d'éviter un excès de concentration, comme d'ailleurs, probablement, seront réintroduits dans la loi sur la presse quelques dispositifs. J'espère qu'ils marcheront. C'est un vœu pieux, hélas ! (...) parce que cela n'a jamais marché en France... »

Interrogé par Albert du Roy sur la baisse de popularité de tous les hommes politiques, y compris M. Léotard, qui traduit le dernier sondage *Paris-Match-BVA*, ce der-

nier l'analyse ainsi : « Le sérieux de ce gouvernement, ce n'est pas le spectaculaire de Jodis, c'est vrai qu'il n'y a pas des effets d'annonce, tous les matins, il n'y a pas la volonté de faire d'esbrouffe, si vous voulez (...) c'est vrai que, malheureusement, cela a été le cas très souvent et que les gens travaillent. Ce n'est pas spectaculaire de travailler mais c'est en train de se faire. Et que les résultats, il faut attendre encore un moment, les résultats, ils ne sont pas là, demain matin, il y a déjà des bons résultats qui sont en train d'être obtenus, mais c'est long... »

M. Léotard a « toujours eu un immense respect pour la fonction et je dis bien « la fonction » du président de la République ». Lui arrivait-il de penser, pour lui, à la présidence de la République ? M. Léotard répond : « Eh bien ! Pourquoi pas ? (...) Il y a des gens qui me font confiance, j'ai des amis, j'ai actuellement la troisième force politique française, avec mes amis, qui s'appellent le Parti républicain, une belle famille politique, très ancienne et très renouvelée, avec des jeunes, qui ont envie de travailler, qui ont envie de gagner. Je dis « pourquoi pas ». Il y a des belles choses à faire. Et, en tout cas, je peux vous dire une chose très simple, c'est que, quand l'on a le troisième parti de France, on ne sera pas absent, on sera là, il faudra compter avec nous et compter, si vous voulez bien, avec moi... »

Les vertus de la privatisation

Étrange coïncidence de la télévision. Tandis que Léon Blum vantait sur TF1 les mérites de la nationalisation de l'Office des blés, M. François Léotard s'employait sur Antenne 2 à convaincre une opinion réticente des vertus de la privatisation audiovisuelle. S'il faut en croire les sondages instantanés de la SOFRES, le ministre de la culture et de la communication a fait mouche, au moins auprès de ses téléspectateurs : la vente de TF1 recueillait 52 % d'avis favorables au début de l'« heure de vérité » et 45 % à la fin du plaidoyer.

M. Léotard a pour lui la séduction de la passion et sans doute de la sincérité. Mais il avance aussi quelques arguments de poids. Sa description de la ligne Maginot du monopole public, enfoncée par la câble et le satellite, ne ressemble-t-elle pas, trait pour trait, à celle utilisée par le président de la République lui-même, pour justifier la création de la cinquième chaîne.

Volontiers marquant dans ses mémoires, M. Léotard appelle au sursaut de la France, à la mobilisation générale pour la guerre internationale de la communication. Libéral, il accorde à M. Edouard Balladur un peu de capitalisme populaire dans la vente de TF1 mais verrouille le contrôle majoritaire de la chaîne par son futur opérateur privé. Fin politique, il n'oublie pas le portefeuille du contribuable à qui il promet la suppression de la taxe sur magnétoscope et la baisse de la redevance. Homme de culture enfin, il souhaite faire de TF1 une chaîne de qualité et se sert habilement de la « 5 » comme repoussoir.

M. Léotard parvient à tirer avantage des questions les plus délicates. Pourquoi ne privatiser qu'une seule chaîne alors que la plateforme UDF-RPR voulait en vendre deux ? Parce que le ministre sait prendre ses distances avec le dogme libéral pour définir un équilibre public-privé sur le modèle, tant vanté, de la télévision britannique. Que pense-t-il des propos de M. Jac-

ques Chirac sur les journalistes de l'audiovisuel ? « Avec ma loi, affirme M. Léotard, un premier ministre ne pourra rien faire. » Et la chasse aux sorcières se transforme en « chasse au Dahu ».

Mais derrière la brio de la démonstration et l'humour des métaphores, les failles ne tardent pas à apparaître. Quelle sera la nouvelle vocation du service public et comment lui éviter un ghetto culturel ? Pourquoi une télévision commerciale réussirait-elle mieux qu'une chaîne publique, comment relever le défi économique de la production d'images ? A toutes ces questions M. Léotard ne répond pas et son projet de loi, non plus.

Catéchisme libéral

Quand Mme Françoise Giroud s'insurge de voir M. Robert Harsant régner un jour sur l'audiovisuel comme sur la presse écrite, le ministre s'étonne de voir préférer le monopole d'Etat au monopole de l'entreprise. M. Léotard promet bien des leçons futures lors de la presse et sur la communication quelques mesures anti-concentration, mais il ajoute aussitôt qu'il n'y croit guère (« Ça n'a jamais marché en France »).

Le catéchisme libéral revient au galop et pousse M. Léotard à la faute sur un terrain qu'il ne maîtrise pas encore très bien. Tous les monopoles sont mal gérés et l'Etat ne doit pas s'occuper de la création, affirme le ministre en oubliant que ce sont les téléspectateurs, et non l'Etat qui ont financé la télévision depuis sa création. Et quand M. Léotard cite en exemple de la meilleure qualité et du moindre coût de la fabrication privée, « L'ami Maupassant », de Claude Sarrailh, il tombe dans le panneau. La série coproduite par Hamstar a été entièrement fabriquée par la Société française de production, cette société publique que M. Léotard veut aussi privatiser.

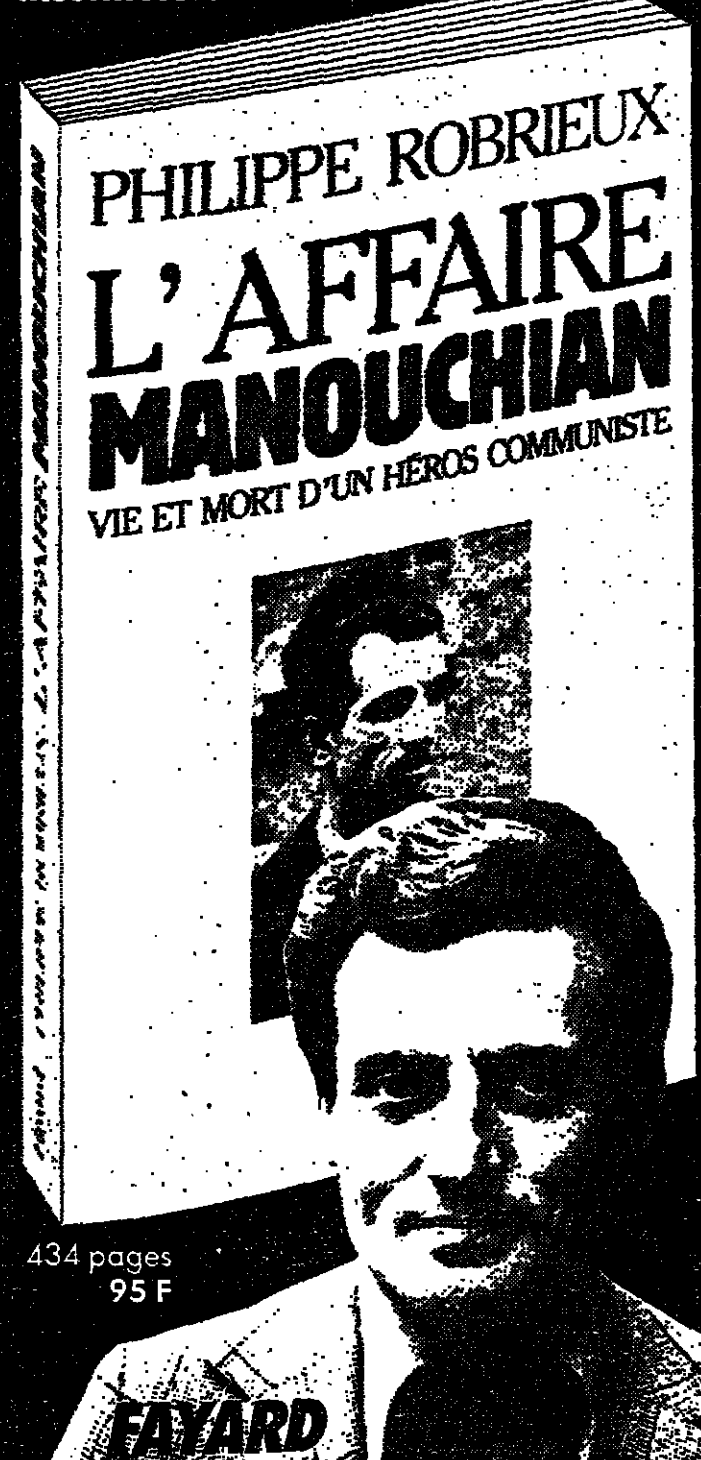
JEAN-FRANÇOIS LACAN.

C'ÉTAIENT DES RÉSISTANTS COMMUNISTES,

de jeunes combattants clandestins d'origine étrangère, juifs pour la plupart. A leur tête, l'Arménien Missak Manouchian.

A l'automne de 1943, leur réseau est décapité. Arrêtés, beaucoup sont fusillés. Avant de mourir, Manouchian accuse « celui qui nous a trahis pour racheter sa peau... », ceux qui nous ont vendus.

Dans ce livre élaboré à partir d'archives aussi révélatrices qu'explorées, Philippe Robrieux raconte la trajectoire de Manouchian, puis ce que la direction du P.C.F. a voulu dissimuler de « l'affaire », et met en scène les grands « inconnus » de cette histoire : « hommes de marbre », ombres aux multiples identités, aux doubles ou triples vies, rouages ou leviers de l'appareil secret stalinien. A l'aide de documents d'époque préservés de la destruction, l'auteur de la monumentale Histoire intérieure du Parti Communiste fait surgir maints réseaux et personnages ténébreux, les manipulations de militants idéalistes, les accusations et lâchages calculés, les trahisons sur ordre, les montages visant à les dissimuler.



صكنا من الاجل

COMMUNICATION

LE RAPPORT DU SÉNATEUR CLUZEL

Les handicaps du secteur public

Le poids des structures et le choc de la course à l'audience mettent à mal les finances des télévisions du service public et grèvent leur production. Tel est le sens du rapport sur « l'état des lieux en mai 1986 des sociétés du service public de la communication audiovisuelle » présenté le 28 mai au Sénat par M. Jean Cluzel, rapporteur du budget de la communication audiovisuelle.

La rigidité des conventions collectives a entraîné les chaînes à embaucher 563 « cashiers » en 1986, portant les effectifs de l'audiovisuel public à 18 374 salariés en 1986, alors qu'ils se stabilisaient autour de 17 770 les années précédentes. Et, pour faire face à l'accroissement de l'audience et à la nécessaire augmentation de la durée de la programmation (ainsi, entre 1981 et 1986, TF1 passe de 80 heures 25 minutes de programmes hebdomadaires à 100 heures 53 minutes), les télévisions publiques ont dû, en outre, massivement recourir aux heures supplémentaires, note M. Cluzel.

La course à l'audience entre chaînes publiques depuis 1974, et à partir de 1985 entre télévisions privées et secteur public, a aussi poussé ce dernier à lancer des émissions onéreuses, du fait de l'appel au vedettariat.

Or, remarque M. Cluzel, les ressources des télévisions « sont totalement déconnectées du marché au sein duquel elles opèrent ».

Elles ne peuvent en effet tabler sur une augmentation de la redevance (dont le recouvrement d'ailleurs, en 1985, ne s'est fait qu'à 70 %) ni sur l'accroissement de leurs tarifs de publicité ou sur le nombre

de leurs émissions publicitaires, fixés par l'Etat.

D'où, selon le sénateur de l'Allier, un « comportement de fuite en avant » ou de « castration ». Ainsi, TF1 enregistre un déficit cumulé de l'ordre de 160 millions de francs. Antenne 2 présente, en revanche, un bénéfice en 1985 de 31,9 millions de francs. Mais M. Cluzel note des « dérapages » : dans la gestion du personnel et dans une mauvaise appréciation du coût de son immo-ble. Quant à FR 3, en dépit d'une gestion budgétaire « mieux équilibrée », elle s'acheminerait vers « une impasse », dont seules des réformes de structures sur le plan régional et une refonte de la grille des programmes pourraient la sortir.

Enfin, note M. Cluzel, la dépendance des télévisions publiques à l'égard de la Société française de production (SFP) s'est accrue : en 1985, celle-ci réalise 95,5 % de son chiffre d'affaires avec les sociétés de programme. Mais l'augmentation de la production d'émissions par la SFP (1 264 heures 42 minutes en 1985 contre 1 019 heures 14 minutes en 1982) s'est faite en faveur des variétés (23 % de plus) et au détriment notamment des émissions pour la jeunesse (42 % de moins).

Tout en prenant acte du redressement financier récent de la SFP, le sénateur de l'Allier fait enfin remarquer que, « soustraite, pour une grande part, à son activité, aux conditions du marché », la « capacité de la SFP à se développer en situation de concurrence » appelle des réserves importantes. Et que l'obligation faite aux chaînes de recourir à la SFP « a empêché la naissance d'un puissant secteur de production privée ».

Y.-M. L.

« MON CENTRISME EXTRAVAGANT DEVENAIT INSUPPORTABLE »

écrit Jean-François Kahn dans « l'Evénement du jeudi »

« Lagardère aime que l'on soit à sa botte », écrit Jean-François Kahn dans l'éditorial de « l'Evénement du jeudi », publié ce jeudi 29 mai et consacré à son licenciement d'Europe 1.

« Mon job à Europe 1 — la station que j'aime — consistait, au nom du pluralisme justement (voir le Petit Robert), à porter la contradiction à Alain Duhamel. Et vice-versa. (...) Me voilà donc licencié pour crime de contradiction dans une émission contradictoire. C'est un peu comme si on sanctionnait un basketteur pour avoir touché le ballon avec la main : le triomphe absolu du baroque. Pendant cinq ans, Duhamel et moi avons justifié à nos mieux les erreurs du pouvoir socialiste. Le pouvoir a changé : par conséquent, plus besoin de justifier qui que ce soit. »

Et le directeur de « l'Evénement du jeudi » d'ironiser sur M. Jean-Luc Lagardère, président du groupe Hachette principal actionnaire de la station : « Mettez-vous à sa place, écrit-il. Il contrôle Europe 1 grâce à Mitterrand, il espère contrôler TF1 grâce à Chirac. Je suis par conséquent doublement sanctionnable : parce que je ne suis pas socialiste et parce que je ne suis pas RPR. (...) Mon centrisme extravagant devenait évidemment insupportable en ces temps de crispation idéologique. »

La Haute Autorité renonce à renouveler les autorisations Vide juridique pour la FM parisienne

La Haute Autorité renonce à remettre de l'ordre sur la FM parisienne. Réunie mardi 27 mai, en séance plénière, l'institution a décidé de renvoyer à une date indéterminée le réexamen de la situation des radios locales privées de la capitale, rendu nécessaire par l'expiration, ce jeudi 29 mai, de leurs autorisations. Une décision importante, officiellement motivée par des problèmes d'ordre technique — un supplément d'étude est demandé à Tédiffusion de France — et qui provoque un vide juridique dangereux.

Aucune des radios parisiennes ne bénéficie aujourd'hui d'une autorisation valable. La situation est nouvelle et le monde de la FM ne cache pas sa stupeur. Inconnue du grand public, l'échéance du 29 mai faisait depuis plusieurs mois l'objet de débats, de supputations et de craintes parmi les artisans et propriétaires de radios dans la capitale : les autorisations octroyées en mai 1983 pour une période de trois ans devaient à nouveau passer au filtre de la Haute Autorité, et celle-ci avait promis de saisir l'occasion pour décerner des points de bonne et de mauvaise conduite, et mettre un terme au désordre de la FM. L'entreprise était hasardeuse. Et l'on attendait au tournant une Haute Autorité affaiblie et dépourvue de moyens pour faire appliquer ses propres arbitrages.

On imaginait mal que l'institution se dérober à la tâche, l'ensemble de

ses discours manifestant jusqu'à présent une volonté très ferme de poursuivre jusqu'au bout « au nom de la continuité républicaine » le rôle pour lequel elle avait été nommée. On n'osait pas, non plus, envisager les conséquences d'un refus de statuer : le vide juridique, la suppression des frontières entre légalité et illégalité, le retour des pirates, la quasi-impossibilité de sanctions et les recours divers auprès du Conseil d'Etat. La Haute Autorité pourtant a choisi de baisser les bras.

Cette irresponsabilité ou attitude lucide ? « A situation insoluble, dit presque insoluble », confie l'un des neuf membres : « Il n'était pas normal de refuser les autorisations. Il n'était pas sérieux de les attribuer. » Pas sérieux ? Voilà bien la question.

La Haute Autorité litigieuse notamment un problème technique dû à l'insuffisance des études de TDF, incapable, sur Paris, de présenter un plan de fréquence cohérent. L'argument ne surprendra guère les radios parisiennes qui, toutes, ont eu maille à partir avec l'établissement, réfugié si longtemps derrière l'alibi technique pour justifier son refus du secret. Etat dans l'Etat, jaloux de son pouvoir, TDF n'a en effet jamais joué franc jeu avec la commission consultative, le ministère de la communication et la Haute Autorité. Mensonges, tergiversations, opportunistes... TDF porte sans doute une large responsabilité dans l'improvisation permanente qui a marqué la gestion de la FM depuis plusieurs années.

En l'impréparation du dossier. En proposant — avec quelque irrégularité — la suppression des radiodiffusions non conformes à la loi (NRJ, Skyrock...), la commission Jouvin avait jeté il y a plusieurs semaines un beau pavé dans la mare. La loi n'était pas appliquée et la Haute Autorité allait devoir en tirer les conséquences : retirer aux contrevenants leurs autorisations

malgré l'impopularité de la mesure, ou définir clairement une nouvelle doctrine. Quelle position adopter désormais sur la question de la puissance des radios, les relations rompues entre TDF et les leaders parisiens, les rachats de fréquences, les nouveaux critères pour départager les différents projets ?

« L'impopularité de la Haute Autorité à faire appliquer certaines de ses décisions. C'est l'héritage d'un libéralisme excessif de la loi de 1982 et 1984, et de l'absence de moyens pour les pouvoirs publics. » Nous avons le sens du ridicule », déclare un des sages.

Le contexte politique et les incertitudes sur la stratégie et la philosophie du nouveau gouvernement, visiblement décidés à transformer le régime juridique des radios.

Enfin, la situation interne de la Haute Autorité. Profondément divisée, les neuf membres bien de réduire leur réflexion à des querelles ou marchandages parisiens autour de l'équilibre politique de la bande FM.

Alors... Etais-ils plus raisonnables de s'abstenir, quitte à provoquer le vide juridique plutôt que de se décider et trancher au risque de bécoter un dossier mal parti ? Difficile de trancher. Certains avaient imaginé une position médiane en soumettant le renouvellement temporaire (six mois) des autorisations accordées en 1983, la Haute Autorité expliquant, dans un texte détaillé, les raisons de sa décision. Une position peu exaltante, mais plus réaliste sur le plan juridique. Car la situation actuelle est intenable. Et nombreuses sont les radios qui, menées si souvent en bateau, envisagent avec effroi de devoir, dans six mois, plaider à nouveau leur dossier, face à une nouvelle équipe qui ignorera tout de leur histoire et qui aura pour nom la Commission nationale communication et libertés.

ANNICK COJEAN.

UNE ENTREPRISE, PEUT-ELLE SE DÉVELOPPER EN TROIS JOURS ?

LES 3,4,5 JUIN 1986
"Le MONDE des AFFAIRES"
1^{er} SALON DE L'ENTREPRISE

DEBATS

13 h 00 - LES FINANCES MANQUENT-ILS ? RECHERCHONS-LES !
Président : Jean-Pierre AUBERT (Président Directeur Général - CERMA)
Membre : Michel LEBLANC (Président Directeur Général - Carrefour)
Membre : Jacques RAGO (Président - ANCE)
15 h 00 - LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
Président : Jean-Pierre AUBERT (Président Directeur Général - CERMA)
Membre : Michel LEBLANC (Président Directeur Général - Carrefour)
Membre : Jacques RAGO (Président - ANCE)
17 h 00 - CREATION ET INNOVATION avec l'intercession exceptionnelle de Monsieur René ACHARD, Ministre de l'Education
Animateur : Serge MARTI
Jean-Louis BEFFA (Président Directeur Général - Saint Gobain)
Christian MARBACH (Président Directeur Général - ANVAR)
David de ROTHCHILD (Président Directeur Général - P.O. Banque)
9 h 30 - L'AUDIT JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE
Cyrille BACROT (Conseil Juridique - Association Nationale des Conseils Juridiques)
Guy DANEY (Ancien Président de l'Ordre des Avocats de Paris)
Jacques DRAGNE (Président Directeur Général - Institut National de la Propriété Industrielle - INPI)
Pierre KILICHON (Avocat à la Cour)
11 h 00 - L'EVALUATION DE L'ENTREPRISE ET LA FISCALITE DE LA CESSATION D'ENTREPRISE
Christian GALTIER (Président Directeur - Galber Industrie)
Jean de MOURZICH (Avocat à la Cour)
Jean THIERRY (Conseil Juridique et Fiscal - Chef de Service Franco Lefebvre)
Jean-Marc TIRARD (Président - Ernst et Whinney-Fiscalité)

13 h 00 - L'ENTREPRISE ET SON ENVIRONNEMENT
Président : Jean-Pierre AUBERT (Président Directeur Général - CERMA)
Membre : Michel LEBLANC (Président Directeur Général - Carrefour)
Membre : Jacques RAGO (Président - ANCE)
15 h 00 - LES NOUVEAUX OUTILS DE TRESORERIE ET L'INGENIERIE FINANCIERE
Jean de la CHAUMIERE (Président - Société de Banque et d'Investissements - SBI)
Jean-Louis BEFFA (Président Directeur Général - Saint Gobain)
Jean THIERRY (Conseil Juridique et Fiscal - Chef de Service Franco Lefebvre)
17 h 00 - LES NOUVEAUX OUTILS DE FINANCEMENT
Animateur : François RENARD
Emmanuel HAU (Président des Services Financiers et Juridiques - EDF)
Jean-Louis BEFFA (Président Directeur Général - Saint Gobain)
Jacques MASSON (Président Directeur Général - BNP)
Yves RAPILLY (Président Directeur - Membre du Directoire - Peugeot)

En Nouvelle-Calédonie La mort paradoxale d'un quotidien à succès...

Correspondance

Nouméa. — Un jeune journaliste descend les marches de la grande maison coloniale située en plein centre de Nouméa. Sous son bras, quelques-uns des derniers numéros du Journal de Nouvelle-Calédonie. Il les range dans le coffre de sa voiture « pour au moins ramener les jeux de dernière page à mes enfants », dit-il.

Après un peu plus de trois mois d'existence, le premier numéro était sorti le 13 février — et après un succès de vente exceptionnel le « journal bleu », comme on l'appelle ici en raison de la couleur choisie pour encadrer ses titres, a fermé ses portes, mardi 27 mai, victime d'un boycottage publicitaire de nature politique. Les dirigeants de la majorité locale, par leurs pressions sur les sources potentielles de publicité, ont en raison de ce quotidien dont presque tout le monde louait pourtant le professionnalisme et la qualité, mais auquel il était reproché son soutien au plus socialiste des journaux de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance en association avec la France. « Nos vœux sont tout simplement écartés », souligne le directeur de la publication, M. Jean-François Bignon. « J'avais créé ce journal pour trois raisons : d'abord parce que je pensais qu'il y avait la place pour deux quotidiens sur ce territoire — comme à Tahiti. Ensuite, parce que je voulais offrir aux lecteurs une publication au ton calme et sans agressivité après la tension psychologique des dix-huit derniers mois ; enfin parce que la Nouvelle-Calédonie a besoin de se parler si elle veut rester un endroit où il fait bon vivre. »

Pour cela le Journal de Nouvelle-Calédonie avait choisi de frapper fort dès le début : une équipe rédactionnelle de douze journalistes pour une édition de vingt-quatre pages. La direction espérait ainsi concurrencer directement les Nouvelles Calédoniennes — véritable institution depuis dix ans sur le territoire — et s'implanter sur le marché publi-

taire. Cette entreprise a pleinement réussi sur le premier point : au bout de treize mois, le journal vendait six mille exemplaires contre dix mille aux Nouvelles. Mais elle a échoué sur le deuxième. M. Bignon affirme qu'il lui aurait fallu dix pages de publicité chaque jour : « Nous ne recevions de la matière que pour trois ou quatre pages, alors que les Nouvelles calédoniennes en publient entre dix-huit et vingt-cinq. Les gros annonceurs nous ont systématiquement boycotté, les petits n'ont pas résisté aux pressions de ceux qui ne se reconnaissent pas dans notre journal. »

Les « loyalistes », d'abord, qui ont toujours dénoncé la tendance du quotidien qu'ils jugeaient socialiste. Mais aussi certains indépendants. Certes, le « journal bleu » était très lu en brousse, mais il n'était pas systématiquement acheté. On se le passait plutôt de main en main. Cependant, les indépendants les plus durs lui reprochaient une certaine neutralité.

Est-ce pour cela que M. Bignon n'a pas pu trouver d'associés, même en leur offrant le contrôle de son journal ? Selon lui le groupe Hersant aurait estimé qu'il ne pourrait rien faire avec l'équipe en place. Le député RPR du territoire, M. Jacques Laheur, a tenté de racheter le quotidien, mais l'équipe de M. Bignon s'est élevée contre cette proposition. Lorsque la nouvelle de la cessation de la parution a été diffusée, le standard a été bloqué pendant deux heures par les appels des lecteurs. Le rédacteur en chef, M. Jean-Paul Besset, ancien collaborateur de M. Laurent Fabius, résumait cette mort : « Nous avons perdu notre pari à cause des mentalités rigides, crispées, repliées sur elles-mêmes d'une part et du territoire. C'est dur pour les quarante employés : techniques et rédactionnels, âgés en moyenne de vingt-cinq ans, mais c'est encore plus dur à plus grave pour la Nouvelle-Calédonie. La force des idées s'est heurtée à la force de l'économie de comptoir. »

Hannah Arendt

Textes et interviews de Hannah Arendt, Miguel Abensour, André Enegren, Mary McCarthy, Jacques Taminiaux, Paul Valadier...

ESPRIT

25 rue Jacob, 75006 Paris, France. Téléphone 1 56 54 71 71. Tél. (1) 46 32 25 49. En librairie et chez tous les kiosques.

HOTEL GEORGE V 9 h 30 - 19 h 00
31, av. George V - PARIS 8^e - Parking : Ch. Eysse - George V

PATRONNÉ par Le Monde

Organisation : WIN - 46, rue Sainte Anne - 75002 PARIS - Tél. : 42.96.64.50

société

L'ADOPTION AU CONSEIL DES MINISTRES DES PROJETS DE LOI SUR LA SÉCURITÉ

M. Chalandon : la justice n'est pas sous le contrôle de la police

« C'est une fausse information de dire que la justice est passée sous le contrôle de la police », a déclaré M. Alain Chalandon au cours d'une conférence de presse, mercredi 28 mai, après l'adoption par le conseil des ministres de quatre projets de loi sur la sécurité. Ainsi, bien qu'il « assume pleinement » la politique répressive menée par le gouvernement, le ministre de la justice entend faire sa propre partition : « Comme garde des sceaux, je dois toujours me demander si cette politique garantit les libertés ».

Les quatre projets de loi adoptés mercredi sont respectivement consacrés : « aux contrôles et vérifications d'identité » ; « à la lutte contre la criminalité et la délinquance » ; « à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat » ; « à l'application des peines ». Ils ont été débattus dans le *Monde* des 20 et 23 mai. Ces projets, a commenté M. Chalandon, constituent un « serrage de boudins » nécessaire pour « renforcer la sécurité des citoyens » et leur « donner confiance en la justice ».

Après ce commentaire, le garde des sceaux, répondant à des questions, a donné quelques précisions sur sa politique. Il a ainsi exprimé l'intention de mettre en œuvre un

« plan de cinq ans de rénovation de la justice », qui selon l'un de ses collaborateurs, pourrait prendre la forme d'une loi de programmation pluriannuelle analogue à celle que M. Pierre Joxe avait fait voter pour la police lorsque'il était ministre de l'Intérieur.

M. Chalandon a fait part de l'intention du gouvernement de mieux indemniser les victimes d'attentats terroristes. De ses propos, il résulte qu'un amendement en ce sens pourrait être mis aux voix au Parlement lors de l'adoption des quatre projets de loi sur la sécurité, d'ici au mois d'août.

A propos des quartiers de haute sécurité dans les prisons et de leur éventuel réaménagement, M. Chalandon a déclaré : « Le mot QRS est un mot que je ne veux pas prononcer car il est devenu un symbole et j'ai horreur des querelles de mots. Il faut éviter de reconstruire les conditions de vie qui y prévalaient mais il faudra prendre des précautions pour éviter des évasions », comme celle, récente, de Michel Vaujour de la prison de la Santé.

Interrogé sur la création éventuelle de centres fermés pour les mineurs délinquants, le garde des sceaux a eu cette réponse ambiguë :

« L'action à leur égard doit être essentiellement préventive, mais il doit aussi y avoir une sanction en cas d'échec qui évite de les mélanger aux autres délinquants ».

Interrogé mercredi à la sortie du conseil des ministres (nos dernières éditions), M. Chalandon avait déclaré que les projets adoptés « ont le souci de renforcer nos moyens de lutte [car] nous sommes agressés, particulièrement par le terrorisme, mais, malheureusement, n'est pas un phénomène qui risque de passer ». Il s'agit, a-t-il ajouté, « de donner à la justice et aux forces de l'ordre les moyens juridiques de résister et de faire face à cette agression ». M. Chalandon reconnaît qu'il y a des points où, effectivement, on rejoint certaines dispositions de la loi Peyrefitte, dite « sécurité et liberté », mais, ajoute-t-il, d'autres, « où l'on va dans des voies très différentes ». « J'ai le sentiment », a-t-il conclu, que ces dispositions ne situent dans l'ensemble toutes en dépit - et j'ai veillé à cela - des limites fixées par la Cour européenne des droits de l'homme. C'est une garantie suffisante ».

Officiellement, selon l'Elysée, le président de la République n'a pas jugé utile de réitérer les réserves qu'il avait exprimées au sujet des

projets adoptés mercredi lors d'un précédent conseil des ministres, le 23 avril. Mais, en réalité, M. Mitterrand est de nouveau intervenu pour souligner qu'il convient d'éviter en ce domaine tout « recul de l'Etat de droit ». Cette courte intervention du chef de l'Etat n'a suscité aucune réplique.

Toutefois, dans son compte rendu des délibérations, M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, a tenu à préciser : « Le président de la République nous a dit qu'il n'avait pas de considérations générales à faire sur ces textes qui étaient conformes aux engagements pris par le gouvernement ». M. Juppé a ajouté : « Ces quatre projets de loi constituent une suite logique aux engagements pris par le gouvernement et correspondent à la déclaration de politique générale faite par le premier ministre, ainsi qu'aux communications faites par M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, et Chalandon, ministre de la justice, au cours de précédents conseils. Ils marquent également la détermination du gouvernement de renforcer la protection des personnes et des biens, et tout en étant respectueux des droits de la défense, des libertés individuelles et des principes contenus dans la Déclaration européenne des droits de l'homme ».

M. PANDRAUD REND VISITE AUX POLICIERS DE PROVINCE

M. Robert Pandraud entame une série de rencontres avec les chefs des services de police en province. La première a lieu, jeudi 29 mai, à Metz (Moselle) où le ministre chargé de la sécurité rendra visite aux chefs de service des différents corps de la police nationale de la zone est, comprenant dix-huit départements.

M. Pandraud qui « entend développer les nouvelles conceptions et actions opérationnelles de la police nationale », a réuni, le lundi 26 mai, les directeurs départementaux des polices urbaines au centre de formation de la police nationale, à Gif-sur-Yvette (Essonne). Accompagné de MM. Pierre Verbrugge, directeur général de la police nationale, et Robert Broussard, nommé récemment directeur central des polices urbaines, M. Pandraud a rendu hommage aux policiers urbains qui « constituent l'infanterie et la médecine générale de la police dans sa lutte contre la petite et la moyenne criminalité ».

Au « Quotidien de Paris »

M. PASQUA : une affaire qui tourne

Dans une interview au *Quotidien de Paris* du 28 mai, M. Charles Pasqua assure qu'il a « trouvé un ministre politicien et caractérisé par la pagaille et la démoralisation des troupes. Maintenant, c'est une affaire qui tourne ». Le ministre de l'Intérieur commente notamment « le renforcement du dispositif législatif et réglementaire nécessaire à la police, prévu par le gouvernement afin d'en faire disparaître les dispositions qui entravent l'action des services de police et de gendarmerie ».

« Naturellement, ajoute M. Pasqua, on navigue toujours entre deux inconvénients : un excès de zèle et une police qui ne fait pas son travail. Nous ne regretons nullement d'avoir renforcé la police. Maintenant, il va falloir lui rappeler ses devoirs et ses responsabilités, par un véritable travail de formation et de perfectionnement des personnes. Nous avons également prévu à cet effet un mémorandum qui sera très prochainement distribué auprès de la population comme auprès des policiers ».

Trois nominations dans la police nationale

Le ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, a procédé à trois nominations dans la police nationale.

M. Alain Toure, coordonnateur des services de police au Pays basque auprès du commissaire de la République des Pyrénées-Atlantiques, devient directeur du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Versailles, en remplacement de M. Claude Bardon, nommé, avant le 16 mai, sous-directeur de la direction centrale des renseignements généraux. M. Toure est commissaire divisionnaire.

M. Toure est remplacé au Pays basque par M. Jean-Pierre Iracabal, jusqu'alors chef de la section centrale de recherches de la direction centrale des renseignements généraux. M. Iracabal est commissaire principal.

M. Rémy Halbwach, gardien de la paix, est affecté au Service de coopération internationale des polices (SCIP) en qualité d'inspecteur chargé de mission. Jusqu'à son départ de ce syndicat, M. Rémy Halbwach était secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN, proche de la droite). Révoqué après les manifestations policières de juin 1983, il avait été réintégré en avril par M. Pandraud.

1983, il avait été réintégré en avril par M. Pandraud.

M. Pandraud a d'autre part promu M. Claude Guérin au poste de contrôleur général de la police nationale ; M. Guérin reste conseiller technique au cabinet de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur.

« Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) - choqué - par la publicité faite à l'affaire des Halles - Le SIPN (proche de la droite) s'est déclaré, lundi 26 mai, « profondément choqué par la publicité faite autour d'une interpellation qui s'est déroulée à Paris dans le quartier des Halles, dans la nuit du 21 au 22 mai ». Dans un communiqué, il « s'interroge sur ce quartier de Paris qui est en train de devenir la transposition de l'ancien îlot Chalon. Il serait grand-temps que les pouvoirs publics réagissent fermement ». « La moindre des choses, conclut le SIPN, serait d'attendre les conclusions de l'enquête, confiée à l'IGS, avant de déclencher une polémique entre policiers et parents d'adolescents ».

Les Jeunes Avocats : de la réserve à l'hostilité

La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) exprime, sur l'ensemble des textes, une série de « réserves » allant jusqu'à des « raisons de franche hostilité ». Son président, M. Paul-Albert Iweins, s'inquiète, notamment, des dispositions sur les contrôles d'identité qui font d'un refus de se conformer un délit et « pourraient ainsi permettre de placer en garde à vue la personne en infraction ».

La FNUJA s'élève aussi contre l'extension des possibilités de « comparution immédiate » fondée sur la notion de « charges suffisantes » substituée à celle de la flagrante délinquance. Pour les Jeunes Avocats, qui sont souvent chargés d'assurer la défense des prévenus jugés en flagrant délit, cela « risque d'entraîner une augmentation importante de ce type de dossiers et de ne plus per-

mettre une défense personnelle ». Ils relèvent aussi que seul le parquet sera juge pour apprécier si les charges retenues par la police sont ou non suffisantes.

Au chapitre des « mesures de sûreté », la FNUJA regrette que le recours d'un condamné devant la chambre d'accusation pour bénéficier d'une réduction de peine ne puisse être exercé tant que l'intéressé n'aura pas accompli effectivement vingt ans de détention. Selon M. Iweins, c'est un retour à la notion du « sursis exceptionnel de réadmission » à laquelle avait été substitué après 1981 celle plus souple de « sursis sévère ».

Quant aux dispositions visant la répression du terrorisme, elles inquiètent la FNUJA pour deux raisons essentielles. La première concerne la possibilité d'extension

de la durée de la garde à vue de deux à quatre jours. Pour M. Iweins, cette disposition « n'est admissible que si la garde à vue est informée par remise d'une copie de procès-verbal, des droits que lui accorde le code de procédure pénale et qu'il ignore le plus souvent ».

Le FNUJA demande en second lieu que le juge du siège appelé à autoriser la prolongation de garde à vue « ne le fasse sans s'être rendu compte par lui-même de l'état moral et physique de la personne ».

Enfin, elle se déclare hostile à une juridiction de jugement composée uniquement de magistrats professionnels « alors que les cours d'assises traditionnelles avec neuf jurés populaires ont montré leur aptitude à juger des affaires de terrorisme telles que l'attentat d'Orly ».

LA CFTD : quels moyens ?

« Le gouvernement semble rechercher avant tout un effet médiatique cherchant à impressionner l'opinion publique », ont déclaré dans un communiqué commun les fédérations CFTD de la police et de la justice après l'adoption, le 28 mai, par le conseil des ministres, de quatre projets de loi sur la sécurité. Les deux organisations syndicales « s'inquiètent des conséquences que ne manqueront pas d'avoir ces mesures, si celles-ci étaient adoptées par le Parlement, sur les personnels qui auront la lourde charge de les mettre en application ». Elles « constatent, d'autre part, que, si les discours gouvernementaux sur la sécurité sont particulièrement prolixes, ils le sont, en revanche, beaucoup moins élogieux du volume et de la qualité des moyens nécessaires au bon fonctionnement des services publics de la justice et de la police ».

Après un triple meurtre dans les Landes

CINQ PERSONNES ONT ÉTÉ DÉFÉRÉES AU PARQUET

Cinq personnes, soupçonnées d'être impliquées directement ou indirectement dans le triple assassinat commis dans la nuit du 14 au 15 décembre 1985 à Belhade (Landes) (le *Monde* du 17 décembre 1985), ont été déférées, mercredi soir 28 mai, au parquet de Mont-de-Marsan.

Dans la nuit du 14 au 15 décembre dernier, dans un pavillon de chasse de Belhade, le gérant du club de la Leyre, Jean-Charles Bonfond, sa compagne, Lucienne Coues, et un employé, Michel Linder, avaient été abattus par armes à feu et le pavillon incendié.

Parmi les personnes dont l'audition devait se prolonger jeudi matin, deux auraient été les exécutants du crime : il s'agit de Jean-Bernard Barthélemy, trente-quatre ans, marié, futur bordelais déjà condamné pour vol, et Pascal Maillet, vingt ans. L'assassinat aurait été commandité par deux autres maîtres d'hôtels déjà poursuivis, notamment pour proxénétisme, Francis Ardany, trente-six ans, et Jean-Jacques Horvath, trente-huit ans. Une jeune Bordelaise de vingt ans, Linda Rouaux, est soupçonnée d'avoir caché les meurtriers.

Les mobiles supposés du triple assassinat n'ont pas été établis avec précision.

« La Réunion : six Mauriciens écroués pour trafic de drogue. - Six ressortissants mauriciens ont été écroués, à la fin de la semaine dernière, à la maison d'arrêt de Saint-Denis de la Réunion, dans le cours de l'enquête sur un trafic de drogue entre l'île Maurice et la Réunion. Ces mandats de dépôt portent à dix-huit le nombre de personnes impliquées dans l'affaire. Parmi les dernières personnes arrêtées figure un trafiquant mauricien notoire, Sédick Omar Sadi, recherché par la police de son pays depuis son évasion en 1984 d'une prison mauricienne où il avait été écroué pour une autre affaire de drogue. Ce repris de justice, qui séjournerait clandestinement à la Réunion, avait été arrêté, mercredi 21 mai au VVF (Village Vacances Famille) de Saint-Leu, où les gendarmes avaient saisi plusieurs centaines de grammes d'héroïne ».

Nouvelles brèves

« L'association Sécurité et paix publique : « Il reste beaucoup à faire. » - L'association nationale sécurité et paix publique, que préside M. Roger Chénier, préfet, ancien policier et haut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur jusqu'en 1981, a réuni récemment sa deuxième assemblée générale au conseil régional de l'Île-de-France.

Dans un communiqué, l'association estime, à propos des divers projets de loi sur la sécurité, que « les textes envisagés ne répondent pas toujours dans leur globalité à son attente » et qu'« il reste beaucoup à faire ». Elle précise que quatre personnalités ont démissionné de son conseil d'administration, tout en restant membres de l'association, en raison de leurs nouvelles fonctions : il s'agit de MM. Michel Aurillac et Robert Pandraud, respectivement ministre de la coopération et ministre de la sécurité, André Mousset et Jérôme Turot, conseillers techniques dans des cabinets.

« M. Bertrand Delanoë : « Sur le chemin des méthodes des pouvoirs dictatoriaux. » - Selon M. Bertrand Delanoë, membre du comité directeur du Parti socialiste et ancien porte-parole de ce parti, « M. Pasqua est sur le chemin des méthodes des pouvoirs dictatoriaux que nous combattons ». « Le ministre de l'Intérieur a couvert des pratiques illégales », a ajouté M. Delanoë, qui participait, samedi 24 mai, à un banquet républicain à Sommières (Gard).

« La CGT : des projets « ouvrant la voie à une répression tous azimuts ». - Par la voix de M. Gérard Gammé, secrétaire confédéral, la CGT exprime sa « plus vive réprobation » à l'encontre des projets de loi du gouvernement sur la sécurité.

« Bastia : trois nationalistes corses écroués. - Trois militants nationalistes corses interpellés à la suite de deux plasticides commis au cours du week-end à Bastia ont été inculpés, le mercredi 28 mai, de « destruction volontaire de bien immobilier par explosif » et de « tentative de destruction » par M. Frédéric Nguyen, juge d'instruction.

Pierre Simoncelli, vingt-deux ans, René Aquaviva, vingt ans, et Gilles Giordani, vingt ans, tous les trois membres de la CGNC (Consulte di a Giovventu Nazionaliste Corse) ont été écroués à la maison d'arrêt de Bastia.

« Cannes : un conseiller juridique écroué pour abus de confiance. - Un conseiller juridique de Cannes, M. Léopold Gazan, soixante-trois ans, vient d'être inculpé d'abus de confiance aggravés et écroué.

M. Gazan, très connu à Cannes, où il traitait de nombreuses affaires, se serait rendu complice de 20 millions de francs. Il s'est présenté lui-même au procureur de la République de Grasse.

M. Gazan est le père de Jean-Marie Gazan, un important syndic de la Côte d'Azur qui avait été assassiné devant sa villa à Mougins le 15 octobre 1985 par deux inconnus qui n'ont jamais été retrouvés.

L'ÎLE-DE-FRANCE A BESOIN DU TRAMWAY APPEL POUR SA RÉALISATION

L'avenir de la Seine Saint-Denis, de notre Région, se construit au présent et doit constituer la réponse la mieux adaptée aux besoins qui s'expriment aujourd'hui.

En voulant réduire les investissements des transports en commun, ce sont des projets comme celui du tramway Saint-Denis-Bobigny que le Gouvernement veut remettre en cause.

Le tramway Saint-Denis-Bobigny répond pourtant aux demandes des usagers de voir améliorer les liaisons de banlieue à banlieue par les transports en commun. Sa réalisation constituera la première étape de l'essor de lignes de transports interbanlieux et constituera un investissement présentant le bilan le plus économique pour la collectivité.

Première infrastructure qui sera accessible aux personnes à mobilité réduite, elle marquera la volonté des collectivités locales et de l'Etat de prendre en compte cette préoccupation.

Par le choix du tramway standard, respectueux de l'environnement, ce sont des projets d'urbanisme qui trouveront leur unité et leur cohérence permet-

tant de rendre plus humaine, plus sûre, plus belle notre agglomération.

La réalisation du tramway Saint-Denis-Bobigny c'est la possibilité, dès cette année, de donner des centaines de milliers d'heures de travail au secteur des Travaux Publics à l'Industrie Ferroviaire Française. C'est donner à cette dernière une vitrine de la technologie française en matière de transport à quelques minutes de Roissy-Charles de Gaulle.

Nous voulons que l'effort, le savoir-faire, l'intelligence de toutes celles et de tous ceux qui ont contribué pour concevoir ce projet ou qui demain vont le réaliser ne soient pas gâchés mais servent à rendre plus facile la vie des habitants de Seine Saint-Denis et de la Région, tout en contribuant à investir pour l'emploi.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui ont à cœur de voir aboutir ce projet, à agir pour exiger que le Gouvernement ne le remette pas en cause et que les travaux et la commande du matériel soient engagés dès cette année.

Georges VALSON
Président du Conseil Général
de la Seine Saint-Denis
Maire de Bobigny.

Martine BERTHELOT
Maire de Saint-Denis.

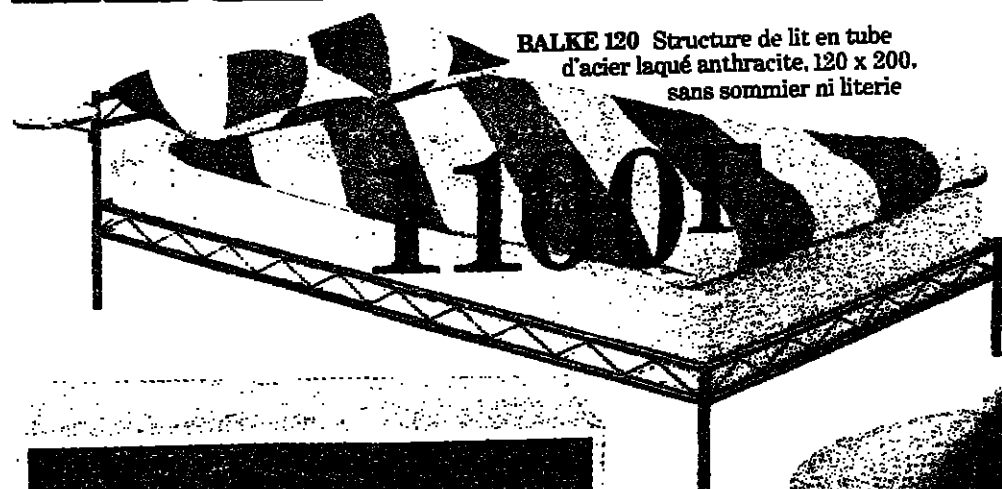
James MARSON
Sénateur
Maire de la Courneuve.

Maurice NILES
Maire de Drancy.

SI VOUS SOUHAITEZ VOUS ASSOCIER À CET APPEL, VOUS POUVEZ LE FAIRE EN ÉCRIVANT À :
ADRESSEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE SAINT-DENIS
MISE DU DÉPARTEMENT
124, RUE CASSINI
93000 BOBIGNY
OU EN TÉLÉPHONANT AU : 48.95.60.38

هكذا من الاصل

IKEA fait progresser

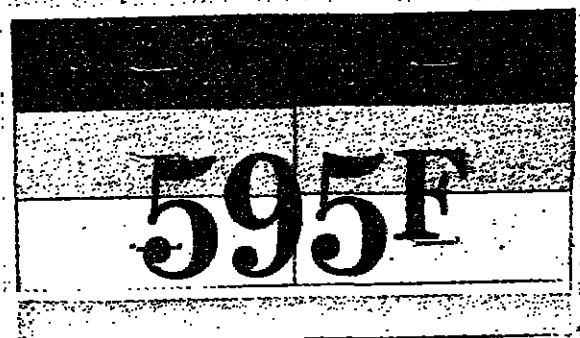


BALKE 120 Structure de lit en tube d'acier laqué anthracite, 120 x 200, sans sommier ni literie

SEMI 25 Suspension métal noir, cordon renforcé
225F



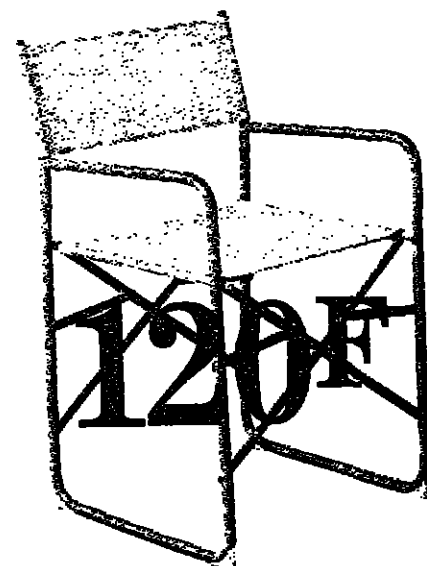
DEJE Canapé 2 places, structure bois massif. Coussins plume revêtus 100 % coton rouge et gris



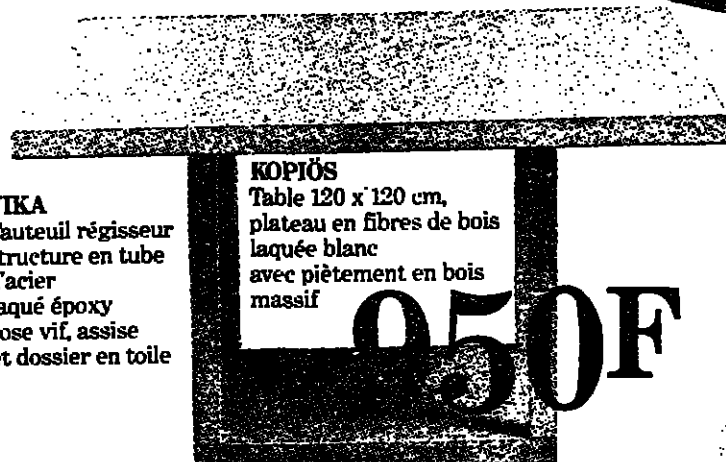
BALTSAR 49/6 Commode laquée anthracite/blanc en aggloméré L 80, H 49, P 40
595F



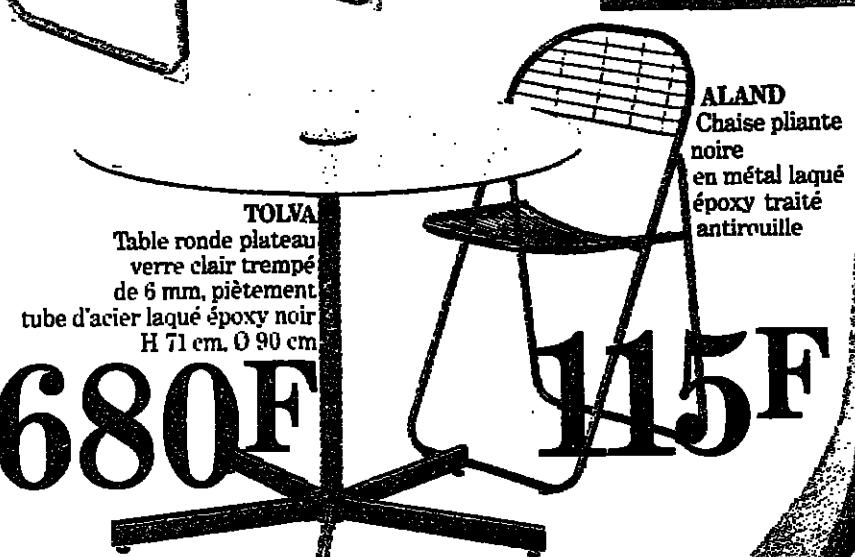
SUBLIM Plateau en plastique laqué noir
75F



VIKA Fauteuil régisieur structure en tube d'acier laqué époxy rose vif, assise et dossier en toile
120F



KOPJÖS Table 120 x 120 cm, plateau en fibres de bois laquée blanc avec piétement en bois massif
950F



TOLVA Table ronde plateau verre clair trempé de 6 mm, piétement tube d'acier laqué époxy noir H 71 cm, Ø 90 cm
680F

ALAND Chaise pliante noire en métal laqué époxy traité antirouille
115F



EXEN Fauteuil relax, tube acier laqué époxy noir, toile d'assise noire
570F



SUBLIM Saladier en plastique laqué noir
40F

EGVAD Tapis en 100 % laine 175 x 175
1498F

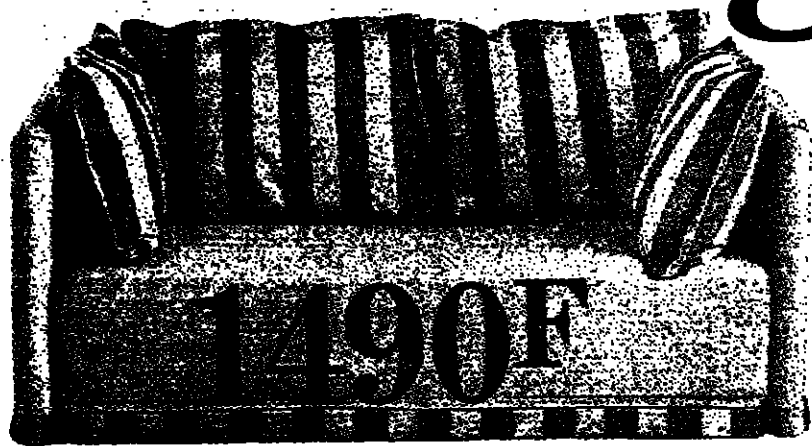
PRECIS Horloge à quartz sur panneau H 162 cm, Ø 45 cm
45F

Göran Ydstrand
Directeur du magasin Paris Nord II

- "Moi, avec IKEA Paris-Nord, j'ai le plus grand choix de meubles, d'accessoires et d'articles de décoration qu'on puisse trouver chez IKEA. En plus, on peut emporter ses meubles tout de suite, dans sa voiture. Et si tout ne rentre pas, on prête une galerie. Vous faites ça chez toi ?... Et le restaurant, hein le restaurant, c'est quand même sympa après

2 ou 3 heures de ballade de se refaire une petite santé avec des spécialités suédoises dont je ne te dis que ça... T'as ça, toi ?... Et le paradis des enfants, où on peut laisser les chers petits jouer tranquillement pendant qu'on fait le tour du magasin... Et le parking où on trouve toujours une place tellement il est grand, t'en as un comme ça là-bas ?..."

le dialogue Nord-Sud.



DEJE
Canapé 2 places,
structure bois massif.
Coussins plume revêtus
100 % coton rouge et gris

1490F

SEMI 25
Suspension métal noir
cordon renforcé

225F

BALKE 120 Structure de lit en tube
d'acier laqué anthracite, 120 x 200,
sans sommier ni literie

1400F

BALTSAR 49/6
Commode laquée
anthracite/blanc
en aggloméré
L 80, H 49, P 40

595F

à partir de

75F

SUBLIM Plateau en plastique
laqué noir

KOPIOS
Table 120 x 120 cm,
plateau en fibres de bois
laqué blanc
avec piètement en bois
massif

950F

VIKA
Fauteuil régisieur
structure en tube d'acier
laquée époxy
rose vif, assise
et dossier en toile

120F

ÅLAND
Chaise pliante
noire
en métal laqué
époxy traité
antirouille

115F

TOLVA
Table ronde plateau
verre clair trempé
de 6 mm, piètement
tube d'acier laqué époxy noir
H 71 cm, Ø 90 cm

680F

à partir de

40F

SUBLIM
Saladier en plastique laqué noir

1498F

EGVAD Tapis en 100 % laine 175 x 175

EXEN
Fauteuil relax,
tube acier laqué époxy noir
toile d'assise noire

570F

PHOS
Housses de canapé
à carreaux
suspension en bois,
H 120 cm

450F

Bernard Vinquant
Directeur du magasin d'Évry

- "Moi, avec IKEA Évry, j'ai le plus grand choix de meubles, d'accessoires et d'articles de décoration qu'on puisse trouver chez IKEA. En plus, on peut emporter ses meubles tout de suite, dans sa voiture. Et si tout ne rentre pas, on prête une galerie. Vous faites ça chez toi? ... Et le restaurant, hein le restaurant, c'est quand même sympa après 2 ou 3 heures de ballade de se refaire une petite santé

avec des spécialités suédoises dont je ne te dis que ça... T'as ça, toi? ... Et le paradis des enfants, où on peut laisser les chers petits jouer tranquillement pendant qu'on fait le tour du magasin... Et le parking où on trouve toujours une place tellement il est grand, t'en as un comme ça là-bas? ... Oh, c'est pas un peu fini? ... Au Nord comme au Sud, IKEA c'est IKEA. Avec le même choix, les mêmes

services, le même catalogue, les mêmes tous petits prix. Allez, faites comme tout ceux qui viennent chez IKEA. Souriez.

Ils sont fous ces Suédois



IKEA EVRY: 21, LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY-LISSES. TÉL. (1) 64.97.65.65. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H - JEU: 11-22 H - SAM: 10-20 H - DIM: 10-19 H. **RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS**
IKEA LYON: CTRE CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. 78.79.23.26. **IKEA VITROLLES**: RN 113 QUARTIER DU GRIFFON 13127 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. **RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS**.

هكذا من الأصل

RELIGION

Un pentecôtisme à la française

Le pape rend public, le vendredi 30 mai à Rome, la cinquième encyclique de son pontificat *Dominum et vivificantem*, consacrée à l'Esprit-Saint. En France comme dans d'autres pays, le courant charismatique qui teste de restaurer la place de la prière et de l'Esprit dans la vie de l'Eglise catholique... est en plein développement.

« L'Eglise, ce n'est quand même pas un syndicat de faillite ! » La réponse tombe drue sur celui qui s'étonne de tant de ferveur. Tous les mardis soir, à la chapelle des sœurs de l'Adoration réparatrice, près de la place Carnot, à Lyon, quelque trois cents personnes, de tous âges et de tous bords, à genoux ou jambes repliées, paupières closes et bras ouverts, prient.

Des invocations fusent. Spontanées, improvisées : « Seigneur, tu es vainqueur de mes ténèbres ! » ; « Fais-moi ressusciter avec toi ! » ; « Loin sois-tu pour le bois de la croix qui est l'arbre de ma vie ! » Puis monte, dans un simple remue-méninges, une longue rumeur de sons articulés : le « parler en langues »...

Nous ne sommes pas dans une secte, mais au *Chemin neuf*, dans la communauté charismatique réputée la plus sage de France. Le vent de pentecôtisme (1) qui souffle des Etats-Unis depuis une vingtaine d'années ne cesse de gagner, en nombre et en influence, chez les protestants, mais aussi chez les catholiques français.

Dans les années 1973-1975, véritable point de départ du mouvement, on disait en France des charismatiques : ou ils sont complètement fous ou il faut les prendre au sérieux. Les évêques catholiques restaient muets ou n'en parlaient qu'en termes gâtés. Aujourd'hui, 70 d'entre eux (sur 90 diocèses) ont désigné au moins un prêtre pour les suivre et les aider. Ils leur confient de plus en plus de responsabilités : paroisses, lieux de pèlerinage, aumôneries - certains avec enthousiasme, d'autres en disant, faute de mieux, longtemps réticents, le clergé, les laïcs engagés, s'étonnent, s'irritent encore, mais emboîtent le pas.

Des « cinglés »

Les charismatiques français - 15 000 groupés en communauté, de 50 000 à 200 000 dans la mouvance (2) - sont donc en position de conquête, mais il faut dire qu'ils reviennent de loin. Ancien avocat au barreau de Paris, converti à trente-trois ans, licencié en théologie, Hervé Catta est un responsable de l'*Emmanuel*, organisme de grands rassemblements à Paray-le-Monial et à Lourdes. « J'étais d'un naturel casanier, dit-il, mais après ma conversion, je me suis mis à parler de Dieu avec mes clients en prison. Je prenais l'avion pour évangéliser mes compagnons de voyage... Au début, c'est vrai, on nous prenait pour des cinglés. Mais que les chrétiens étaient tristes ! Ils ne parlaient

que d'engagement social, politique, et jamais de prière, de louange, de miracle et d'Évangile. »

Très tôt, en effet, les charismatiques sont apparus comme les concurrents des militants d'Action catholique, traditionnels enfants chéris de l'Eglise de France, et comme des donneurs de leçons. Le jargon (« effusion de l'Esprit », « expérience de Pentecôte », force

De plus en plus nombreux, les catholiques appartenant au courant charismatique se sont assagis. Feu de paille ou modèle pour l'Eglise de demain ?

d'en-Haut », la croyance aux guérisons, un certain exhibitionnisme de la foi et de la prière à forte dose émotionnelle et affective dérangeaient les habitudes et agaçaient.

Fallaient-ils les marginaliser ou les pousser à s'assagir ? C'est la deuxième attitude qui a prévalu. Une normalisation est en cours. Le *Renouveau charismatique* est à l'origine de la véritable explosion des « groupes de prière » (près de 2 000) dans l'Eglise de France, ainsi que d'une relative reprise des vocations. Le tiers des vocations sacerdotales ou religieuses est aujourd'hui issu de sa mouvance.

Les communautés charismatiques n'ont qu'un faible lien entre elles, et leurs responsables ne se rencontrent au complet, avec les évêques, qu'une fois par an. La typologie d'un « courant » encore rebelle à l'organisation et jaloux de son autonomie est difficile à établir.

Les communautés du troisième type

Une première catégorie est de style monastique, comme le *Lion de Juda*, né à Cordes dans le Gard, qui compte 300 membres répartis en 18 communautés (dont 6 à l'étranger) ou le *Pain de vie*, à Sommeriville dans le Calvados. Ces communautés ont des offices réguliers, un mode de vie patrilial, avec un « berger » à leur tête qui a toute autorité, comme un père abbé de monastère. Leurs maisons sont implantées à la campagne.

La deuxième catégorie est plus urbaine : l'*Emmanuel* (3 200 membres) à Paris, Munich, Rome ou Barcelone ; la *Fondation* (2 000) à Poitiers et Strasbourg ; le *Chemin neuf* (500) à Lyon et à Paris, etc. La vie communautaire y est plus souple et à taille plus restreinte ; les regroupements se font en « maisons », ou en « fraternités ». Les responsabilités y sont davantage partagées. Elles ont des relations régulières avec les Eglises locales et proposent aux fidèles de véritables services, comme des cycles de formation biblique ou doctrinale ou des sessions pour couples. L'*Emmanuel* a réuni l'été dernier à Paray-le-Monial 15 000 personnes.

(Publicité)

PITIÉ POUR LES BABOUINS

Grâce à un appel lancé par plusieurs associations et par de nombreuses personnalités, le CNRS a renoncé à reprendre les babouins pour les soumettre à de nouvelles expériences, alors qu'ils avaient été délivrés des électrodes implantées dans leur cerveau et que leurs plaies étaient entièrement cicatrisées, mais persiste à vouloir les remettre dans l'animalerie d'un laboratoire. Or, depuis un an, ces dix-sept singes vivent ensemble en semi-liberté et ont su constituer un groupe paisible et hiérarchisé.

Il serait cruel de briser cette vie en commun. Le CNRS doit avoir l'humanité de les laisser au refuge de Château-Gontier, dans la Mayenne.

Ligue française contre la vivisection
château de Liman, 84420 Mornas-Piolenc

Brigitte Bardot, Allain Bougrain-Dubourg, Christian Brincourt, Capucine, Carolyn Carlson, André Castelot, Cavanna, Catherine Ceylac, Nicole Croisille, Micheline Dax, Laure Delvolvé, Dorothee, Michel Drucker, Suzanne Flon, Remo Forlani, Brigitte Fossey, Michel Fugain, France Gall, Gédé, Paul Guth, P. Jacques Hepp, P. Georges Heuse, D. Bernard Heuvelmans, Rose Laurens, Scott et Alika Lindberg (Ligue internationale pour la protection des primates), Nicole Liss, Noël Mamère, Jean-Marc Maniatis, Mick Michey, Miou-Miou, P. Théodore Monod, Pierre Neursisse, Philippe Noiret, Pierre Pellerin (les journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie), Pierre Perret, Patrick Poivre d'Arvor, Catherine Poubeau, Jean-Marie Prossier, Jean-Paul Roulant, Dany Saval, Catherine Sellers, Linda de Suza, Pierre Tabard, Henri Tachan, Jack Thieuloy, D. V. Philippe de Wailly.

Liste non close...

C'est un autre type de vie religieuse que les charismatiques sont en train d'inventer, des communautés du troisième type, différentes à la fois des monastères de contemplatifs et des grands ordres apostoliques (jésuites, maristes, dominicains) aux structures plus lourdes.

Ce nouveau style tient aussi à la mixité vécue dans la plupart des communautés du *Renouveau*, réunissant des célibataires et des couples, avec ou sans enfants. Bruno Fabre, médecin lyonnais, sa femme Nicole et leurs enfants habitent avec un autre couple et des célibataires dans une fraternité (pas plus de dix) du *Chemin neuf* à Lyon. Des prières et des repas les réunissent, mais les salaires sont reversés à l'ensemble de la communauté.

« Nous voulons vivre à contre-courant, commente Nicole Fabre, dans la logique d'une foi qui est inverse de la logique d'un monde où règne le débrouille-toi-tout-seul et le sauve-tu-peu-d'abord ».

Réseaux parallèles

Le *Renouveau*, un feu de paille ou une chance nouvelle pour l'Eglise ? « Nous avons fixé des jeunes, dit Hervé Catta, qui, sans nous, auraient dû se réfugier dans des sectes. » Ce mouvement a réintroduit un goût de la prière, du merveilleux et des belles liturgies jusque dans des groupes qui étaient le plus allergiques à ce type de spiritualité.

Le procès qui est fait aux charismatiques d'être plus « priants » qu'actifs est injuste. L'effervescence spirituelle des débuts, à tendance anti-intellectuelle, fait de plus en plus place à des actions de formation longue, philosophique ou théologique, qui font tout à la fois un *Chemin neuf*, ainsi qu'à des formes d'engagement dans les services d'Eglise (catéchèse, aumôneries d'hôpitaux ou de lycées), auprès des plus défavorisés (handicapés, prisonniers, quart-monde) pour lesquels les volontaires ne sont plus légion, et dans les pays en voie de développement.

Même périphérique, un certain « folklore » continue cependant d'irriter. La croyance aux charismes (dons spirituels extraordinaires) de la guérison ou de la « délivrance » (de l'esprit du Mal) persiste encore dans beaucoup de communautés. Des groupuscules se livrent à des exorcismes ou à des séances de psychomotricité collective que ne dédaignerait pas certaines sectes.

ÉDUCATION

Des retraités pourraient remplacer les enseignants en stades

Réconcilier l'école et l'entreprise, telle est l'ambition que M. Nicole Catala, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, a défendue, mardi 27 mai, devant le Groupe parlementaire interprofessionnel lyonnais, section locale du CNPF, et qui devrait faire l'objet prochainement d'une communication au gouvernement.

Une première série de mesures prévoit une extension des stages en entreprise par le biais des conventions de jumelage, auxquelles M. Catala entend donner un contenu « concret et précis ». Ces conventions doivent permettre aux élèves et aux enseignants de se familiariser avec la vie des entreprises et les nouvelles technologies. Inversement, le secrétaire d'Etat souhaite que des professionnels interviennent de façon régulière dans la formation des jeunes. M. Catala fait étudier la possibilité pour des retraités et des préretraités de remplacer les enseignants partis en stage. Selon elle, ce serait le moyen de remédier « au gaspillage des ressources humaines » provoqué par la préretraite, en faisant profiter les jeunes de leur savoir-faire et de leur expérience.

En ce qui concerne les baccalauréats professionnels, leur multiplication se poursuivra « prudemment mais régulièrement », et une mission a été confiée à M. Garçon, ancien recteur, en vue d'étudier la possibilité d'obtenir ce type de baccalauréat par la voie de l'apprentissage, sans toutefois dévaloriser ce diplôme.

Le second train de mesures annoncées vise à favoriser l'insertion

Devant ces phénomènes, les évêques ont encore du mal à distinguer le bon grain de l'ivrie : « Le *Renouveau* apporte une force nouvelle à l'Eglise, dit Mgr Duchêne, qui dans l'épiscopat vient d'hériter de ce dossier brûlant. Il s'est discipliné, mais il reste des limites et des risques de déviation. »

Des formes autoritaires de « direction des consciences », un certain fondamentalisme biblique, la prime donnée aux manifestations émotionnelles et à l'annonce directe (jusque dans les rues) de l'Evangile, choquent ou font sourire. « Nous sommes naïfs ? interroge Jacqueline Conteller, du *Chemin neuf*. S'il s'agit de la naïveté de Jésus-Christ mort comme un imbécile sur une croix, ou de celle des non-violents qui pensent que la vérité et la miséricorde sont plus fortes que l'hypocrisie ou la haine, alors oui, nous sommes naïfs. »

Les charismatiques risquent-ils de constituer un courant dominant dans l'Eglise de France ? Certains font déjà l'analogie avec les mouvements de la Mission ouvrière (autour des prêtres-ouvriers), qui, dans les années 50, cultivaient par des réseaux parallèles un isolement plus ou moins volontaire dans l'Eglise.

La tendance naturelle de ces communautés, au moins pour certains, est de vouloir former, dans les séminaires de leur choix, leurs candidats au sacerdoce. L'*Emmanuel* compte déjà dix prêtres issus de ses rangs et une cinquantaine de séminaristes en formation à Paris, Paray-le-Monial et Rome. L'archevêque de Paris lui a confié l'animation de trois paroisses. Le *Chemin neuf* en a également une à Marseille. Des tensions apparaissent. Il est trop tôt pour savoir comment se fera - ou ne se fera pas - cette intégration.

HENRI TINCO.

(1) Le pentecôtisme est une branche du protestantisme américain apparue au début du siècle, qui se caractérise par un retour à l'étude fondamentale de la Bible et une évangélisation militante.

(2) Martine Cohen, qui, dans le numéro d'*Esprit* d'avril-mai 1986, consacre un article au *Renouveau*, parle de 50 000. Le chiffre de 200 000 est donné par le secrétariat général de l'épiscopat.

Le cardinal Decourtray rassure le pape. - Au cours d'une rencontre avec Jean-Paul II, le mercredi 28 mai à Rome, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, a démenti l'existence d'une contestation, parmi les prêtres de son diocèse, portant sur la prochaine visite du pape dans la région Rhône-Alpes (le *Monde* du 24 mai). Selon lui, les prêtres ont, au contraire, manifesté une véritable unité dans leur volonté d'accueillir l'évêque de Rome de cette visite sans précédent un grand événement spirituel.

SCIENCES

Le président-directeur général de la Société européenne de propulsion refuse sa révocation

Le président-directeur général de la Société européenne de propulsion (SEP), M. Roger Lesgards, a été démis de ses fonctions, mardi 27 mai, au cours d'un conseil d'administration de la société. Il est remplacé à ce poste par M. Jean Sollier, directeur général adjoint de la SNECMA, actionnaire principal avec 50,14 % des parts de la SEP (le *Monde* daté 25-26 mai).

M. Lesgards, que son personnel soutient dans sa grande majorité, a cependant refusé cette révocation et n'a pas assisté aux débats qui l'ont entérinée. Il estime, en effet, ne pouvoir être jugé sur son action à la SEP qu'aux termes d'un audit

interne - à faire, - qu'il a proposé à son conseil d'administration d'examiner le 23 décembre prochain à 10 heures. A cette date, M. Lesgards aura accompli la moitié de son mandat (cinq ans). « Si alors, dit-il, mon action est jugée négative, je démissionnerai. Mais pas avant, car « on ne change pas une équipe qui gère ».

Entre l'ancien président-directeur général de la SEP qui se dit « prêt à la bagarre » et son principal actionnaire, il y a tout lieu de penser que les échanges de papier bleu ne vont pas tarder. Une situation qui n'augure guère, M. Jean Sollier. « Elle est, a-t-il déclaré, claire, et l'attitude de M. Lesgards relève de la plaisanterie sur le plan du droit des sociétés », M. Lesgards, a-t-il ajouté, a perdu la confiance de ses actionnaires pour ne pas avoir su faire passer les méthodes industrielles de la SNECMA dans sa société.

MÉDECINE

VACCIN CONTRE LE SIDA : UN NOUVEL ESPOIR

Deux équipes américaines viennent peut-être de franchir une importante étape dans la mise au point d'un vaccin contre le SIDA en utilisant des anticorps dirigés contre une hormone du thymus (1). Le thymus est une glande qui joue un rôle-clé dans la maturation et le fonctionnement du système immunitaire. L'hormone concernée, la thymosine, agit sur les mêmes cellules que le virus du SIDA (les lymphocytes T).

Les chercheurs américains ont observé que certains jeunes enfants atteints d'un déficit immunitaire avaient de nombreux points communs avec les patients atteints du SIDA. De plus, des techniques de biologie moléculaire ont permis de montrer qu'il existe de façon tout à fait surprenante une certaine ressemblance entre la structure de la thymosine et celle de l'une des principales protéines du virus du SIDA. Cette homologie fait penser qu'une protéine étrangère à l'organisme (celle du virus) pourrait ne pas déclencher l'apparition d'anticorps.

En revanche, lorsqu'on met le virus en présence d'anticorps dirigés contre la thymosine, le virus est neutralisé, et sa multiplication bloquée. Ces résultats n'ont été obtenus qu'*in vitro* et demandent à être confirmés chez l'animal puis chez l'homme. Ils sont toutefois prometteurs et laissent pour la première fois entrevoir la possibilité de mettre au point un vaccin dirigé contre le centre du virus et non pas, comme on tentait de le faire jusqu'à présent, contre son enveloppe, dont la structure est très changeante.

F. N.

(1) Ces travaux sont publiés dans la revue *Science* (daté 20 mai) par deux équipes de chercheurs, l'une dirigée par Prem Sarin (National Cancer Institute) et l'autre par Allan Goldstein (université George-Washington, Washington).

Manifestation

contre la thèse de M. Roques

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et l'Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide appellent à manifester le 29 mai devant le mémorial du martyr juif inconnu, rue Geoffroy-l'Asnien à Paris, pour protester contre la thèse de M. Henri Roques tendant à nier l'existence des chambres à gaz (le *Monde* daté 25-26 mai). Le conseil municipal de Nantes a suspendu sa séance, lundi 26 mai après-midi, pour marquer sa « réprobation » à l'égard de cette thèse qui avait été soutenue dans l'université de cette ville.

M. Georges Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a déclaré que la thèse de M. Roques était « un défi à l'histoire, une provocation, une outrance ». D'autre part, M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, a exprimé mardi sa « profonde indignation » et a déploré « l'injure (...) faite à la mémoire de millions d'hommes et de femmes qui ont vécu l'immortelle dans leur cœur, dans leur esprit et dans leur chair ».

La nouvelle formation des instituteurs. - Deux arrêtés ministériels organisant le nouveau concours de recrutement des élèves-instituteurs et leur scolarité dans les écoles normales sont parus au *Journal officiel* les 15 et 28 mai. Ils mettent en œuvre la nouvelle formation des instituteurs en quatre ans (DEUG plus deux années d'école normale) décidée par M. Chevènement. Dans certaines académies (Nord par exemple), le nombre des candidats risque d'être très insuffisant. Le premier arrêté prévoit donc que 127 diplômes, équivalant au

Les deux cosmonautes sortent de la station *Saliout*. - Les deux cosmonautes soviétiques Leonid Kizim et Vladimir Soloviev, en orbite depuis le 13 mars, à bord, successivement, des stations Mir, puis *Saliout-7*, sont sortis mercredi 28 mai dans le vide. Ils ont fixé sur *Saliout-7* un long pylône métallique, qui portera ultérieurement des instruments scientifiques. La sortie a duré trois heures et cinquante minutes.

Les deux cosmonautes sont des spécialistes des sorties. Lors de leur séjour - record - de deux cent trente-sept jours à bord de *Saliout-7* en 1984, ils étaient sortis six fois de la station, pour une durée cumulée de vingt-deux heures et cinquante minutes.

La NASA veut réviser l'ensemble de la navette. - L'administrateur de la NASA, M. James Fletcher, a indiqué qu'une enquête interne à l'Agence spatiale américaine avait relevé des déficiences possibles dans quarante-quatre composants de la navette en plus des joints des fusées d'appoint à l'origine de la catastrophe de Challenger.

C'est l'ensemble de la navette, et non seulement ses propulseurs, qu'il faut réviser. - a-t-il affirmé dans une interview, mercredi 28 mai, au *Washington Post*, laissant entendre que cette opération pourrait reporter la reprise des vols spatiaux prévue pour juillet 1987.

CATASTROPHES

Appel à l'aide des îles Salomon. - Le premier ministre des îles Salomon a lancé un appel à l'aide : le 19 mai, en effet, le cyclone tropical Namu a balayé l'archipel faisant quatre-vingt-dix mille sans-abri (soit le tiers de la population) et tuant au moins cent personnes. Divers pays ont déjà envoyé des secours, mais des tentes et d'autres matériels font cruellement défaut. - (Reuters).

Le Monde DES LIVRES

La « reine noire » de Jean Orieux

1519-1589 : soixante-dix ans de vie pour Catherine de Médicis qui devint un « grand roi de France ».

« **P**OURQUOI suis-je biographe ? », demande Jean Orieux avec cet air d'amusement lointain qui ne le quitte pas. « Mais avant tout par curiosité. » Ce n'est pas d'abord par souci d'historien que Jean Orieux a successivement passé plusieurs années de sa vie avec Bussy-Rabutin, Voltaire, La Fontaine ou Talleyrand (1).

« Talleyrand, je n'y avais pas pensé, dit-il. Je voulais faire un Bonaparte. Le personnage, certes génial, mirobolant, m'a été si odieux que je l'ai abandonné. Mais, pendant le Directoire, Bonaparte se trouve en rapport avec le Boiteux, Talleyrand. Dans la rencontre de ces deux êtres, j'ai compris qu'il me fallait m'intéresser au Boiteux. La biographie, ce serait lui. Ma première biographie, c'était Bussy-Rabutin, en 1958. Ce n'était pas encore la mode de ce genre d'ouvrage. En faisant une conférence, j'avais évoqué Bussy et, soudain, je me suis dit : Ce que je raconte là n'est probablement pas vrai. Je veux savoir qui est Bussy. »

Pour Jean Orieux, Bussy, comme Catherine de Médicis, la dernière en date de ses « curiosités », sont « des personnages qui surgissent dans leur société et portent leur société ». « Pour Catherine, c'est d'abord l'époque qui a déclenché mon intérêt. Florence et la France, tout le seizième siècle ressuscité, le retour des lettres antiques, l'art italien, l'art antique ; la légende de

Catherine, aussi, m'agaçait. Cette façon qu'a eue tout le seizième siècle, en particulier, de peindre un personnage noir, sans une lueur de quoi que ce soit, c'est lamentable. J'étais sûr qu'on avait falsifié Catherine. »

Jean Orieux a découvert une femme « appauvrie » par sa légende, confinée dans un rôle de reine mère affamée d'autorité, boulimique — ce qu'Orieux confirme — empoisonneuse — ce qu'il nie —, jouissant des violences et des massacres qu'elle orchestrait. Avec la patience des vrais curieux et l'attention des guetteurs, Orieux est revenu sur toutes les traces de Madame Catherine et l'a vue apparaître dans sa subtilité et son intelligence, « pur produit du seizième siècle italien et français à la fois ».

Catherine de Médicis n'a jamais été enfant. Petite fille de Laurent le Magnifique — sa seule descendante directe et légitime —, elle fut, dès le berceau, objet politique, motif de convoitises, enjeu d'échanges, d'autant que ses parents étaient morts quelques semaines après sa naissance. A onze ans — ce qui, à son époque, n'était plus l'enfance —, son sort était réglé.

JOSYANE SAVIGNEAU.
(Lire la suite page 18.)

(1) Bussy-Rabutin, le libertin galant homme (1958) ; Voltaire ou la Loyauté de l'esprit (1968) ; Talleyrand ou le Sphinx inconnu (1971) et La Fontaine ou La vie est un conte (1977) (tous chez Flammarion).



La magnificence et la galanterie ont jamais été France avec tant d'éclat que dans les dernières années du règne de Henri second. C'est un air galant, bien fait et amoureux : on ne saurait pas pour être plus de vingt ans, elle n'en était pas moins violente, et il y avait pas des témoignages moins éclatants.

Comme il réussissait admirablement dans tous les corps, il en faisait une de ses plus grandes qualités. C'étaient tous les jours des parties de chasse, de balles, des courses de bague en de semblables divertissements. Les couleurs et les chiffres de M^{re} de Valentinois paraissaient partout. «... elle pouvait avoir M^{re} de la Roche avec tous les ajustements de M^{re} de la Roche, sa petite-fille, qui était alors à marier.

CAGNIAT

L'état de grâce

Samedi, la Coupe du monde commence au Mexique : l'occasion de comparer les artistes du stylo et ceux du ballon rond.

DANS sa préface aux *Trois Mousquetaires*, Roger Nimier transforme d'Artagnan, Porthos, Aramis et Athos en joueurs de rugby. Mais on pourrait aussi bien, dans cette jolie métaphore, remplacer le ballon ovale par le ballon rond. Que le football ait partie liée avec la littérature, ce n'est pas seulement parce que des champions se sont fait connaître sous les patronymes de Socrate, Nietzsche, Heidegger ou Evtouchenko, sans commettre la moindre usurpation d'identité... Ce n'est pas non plus du seul fait que divers auteurs — Camus, Perros entre autres — se sont passionnés pour la géométrie

que les meilleures équipes dessinent sur une pelouse.

C'est qu'aussi l'œuvre littéraire s'engage et s'accomplit, justement, comme une partie de football. L'adversaire n'a pas le même visage, voilà tout. Pour les uns, c'est le club qu'ils visitent ou reçoivent. Pour les autres (les écrivains), c'est le chagrin, la mort ou le temps qui s'enfuit. Mais les seconds comme les premiers se trouvent sur un terrain de jeu. Ils sont les acteurs d'un drame qui prend forme d'une façon mystérieusement capricieuse, et qui va vers son dénouement d'une manière inexorable.

Il n'est même pas sûr que les vingt-deux joueurs qui se rencontrent à l'intérieur d'un stade ne combattent pas, dans une secrète complicité, des ennemis semblables à ceux des écrivains. « Au milieu de l'assemblée immobile, disait Giraudoux (1), les équipes de rugby ou de football semblent exécuter une danse propitiatoire, salutaire à la nation. » Danse propitiatoire : le Robert nous rappelle, ou nous apprend, qu'elle cherche à « rendre propices » les divinités ; à faire en sorte d'attirer sur nous leur bienveillance. Voilà sans doute une des mille raisons d'écrire. Et non la moindre.

Dans l'*Amour foot*, le numéro spécial qu'*Autrement* vient de publier à l'occasion de la Coupe du monde, le poète Franck Venaille parle de « rituel » et de « culte ».

Cet homme, qui déteste les prières, avoue qu'au bord des pelouses, il a formulé de « bien naïves prières ». « J'y ai ri. Il m'est arrivé d'y pleurer, dit-il. Je m'y suis enfoncé dans un lourd silence intérieur dont il me fallait ensuite des heures pour m'extraire. »

FRANÇOIS BOTT.
(Lire la suite page 19.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Un pur espion, de John Le Carré

Nous sommes tous des agents doubles

Il se pourrait qu'un jour la division planétaire du travail s'applique à la littérature : aux « latinos », la baroque visionnaire sur fond de poussière rouge ; aux Américains du Nord, le grand doute violent sous les *highways* ; aux Asiatiques, un reste de sagesse tremblant comme une lame dans un repli de soie ; aux Européens, les nostalgies en trompe-l'œil derrière des arcades palladiennes... Aux Anglais, sans conteste possible, reviendraient les jeux d'espions écorchés, le flegme poussé jusqu'à l'absurde, la civilisation des bonnes manières craquant comme des muffins sous des dents de vieilles toquées ; et l'as du genre prendrait, pour le monde entier, le visage gentiment buriné de John Le Carré, champion du double jeu souriant, du suspense sans conséquence. A chacun de ses titres nouveaux, la Terre s'interrogerait : alors, le dernier Le Carré, c'est comment ? Et sans attendre la réponse, des millions de lecteurs emporteraient leur pavé sur les plages, un brin de paille dans la bouche, laissez-moi, tant pis si la tartine du gosse est tombée du mauvais côté, je veux savoir ce qu'est devenu le cher Pym, Magnus Pym, enfin, tout de même, une vie aussi remuante et gaie, ça ne se perd pas dans les sables comme ça...

Il faut déplorer le titre français de *A Perfect Spy*. L'équivalent tout bête, *Un parfait espion*, s'imposait. Je sais que l'époque est aux jeux de mots — ici, on croit deviner une allusion de voisinage sonore à l'expression « pur esprit », mais la pureté et la perfection, chez qui pêche en eau trouble, cela fait deux. S'il est vrai que Pym se révèle finalement sans tache, à quoi bon nous mettre si tôt sur la voie ? Ce titre est d'autant plus étonnant et regrettable que le texte français de Natalie Zimmermann évite avec élégance que les anglicismes qui signalent d'habitude les traductions besogneuses ou hâtives.

Magnus Pym a disparu. Il était en poste à Vienne, agent connu des services secrets de Sa Gracieuse Majesté, et pfuitt ! plus de traces. De Londres, où il était allé enterrer son père, le fantasque Rick, mort dans les bras replets de deux prostituées, Pym s'est envolé. Nous les lecteurs, nous savons pour où. Trompant les surveillances de routine, il a laissé partir l'avion de retour vers Vienne, et il a gagné tranquillement une petite

pension du Devonshire, avec l'idée d'écrire son autobiographie, laquelle fournira une bonne partie du roman.

A Vienne, sa femme et ses supérieurs, sans exclure l'hypothèse d'une retraite littéraire incognito, redoutent un passage à l'Est, comme il s'en est produit plusieurs depuis Burgess et Mac Lean. Cette piste est rendue plausible par le passé lointain de Pym, contacté dès Oxford par des agents communistes, bon germaniste, et lié, comme étudiant, à une personnalité éminente des services secrets tchèques.

AU-DELA de ces rencontres circonstanciées, la clef de son comportement doit être cherchée dans sa jeunesse. Là-dessus, l'intéressé et ses poursuivants sont d'accord. Et leurs enquêtes coïncident. Pym ne serait pas devenu espion et, apparemment, espion sans cause ni foi certaines, s'il n'avait été le fils de Rick, aventurier aux abois, toujours aux marges de la légalité, moins par défi anarchiste que par étourderie et esprit de panache.

Rick est de ces hors-la-loi qui n'ont de cesse de faire de leur rejeton un parfait gentleman. Rien de tel pour donner au fils le sens du simulacre, du dédoublement, de la ruse pour la ruse. Même lorsqu'il croira veiller sur la sécurité du monde libre, Pym restera fasciné par ce père collectionneur de chevaux, de femmes, de bouffons, et d'immenses à double sortie. Que ce maître de l'esbroufe ait expiré le rend enfin « complet », mais lui retire sa raison d'être espion. Il l'avoue joliment à son fils, pour qui il écrit ses Mémoires : il fallait ménager une passerelle entre Rick et la réalité. Au plus profond, c'est à cela qu'aura servi sa vie.

En pension, le fait que le père paie irrégulièrement les mensualités oblige le fils à des acrobaties dont les agents de tous les systèmes sont coutumiers : réparer les impairs d'une patrie gaffeuse et ingrate. La trahison rejoint, en beauté, l'exploit réussi : dans les deux cas, il s'agit de corriger une réalité décevante, et de lui conférer un sens que les sociétés échouent à lui donner.

(Lire la suite page 20.)

Les Cantos de Pound enfin traduits. C'est Noël pour les fous d'Ezra.

Traduits de l'américain par J. Darras, P. Mikriammos, Y. Di Manno, F. Souzey et D. Roche. 736 pages, 185 F.



هكذا من الاعمال

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● Lesley Blanch : *Pierre Loti*. Auteur à succès, Julien Viaud, plus connu sous le nom de Pierre Loti, fut un écrivain exotique, épris d'un Orient plus rêvé que réel. Lesley Blanch ne cache pas son admiration pour Loti, dont elle raconte la vie fantasque, toujours en quête d'évasion. Traduit de l'anglais par Jean Lambert. (Seghers, 318 p., 120 F.)

SOUVENIRS

● Jean Genet : *Un captif amoureux*. Genet corrigeait encore les épreuves de ce livre au moment de mourir. C'est l'ultime témoignage de son attachement amoureux à l'une des seules causes qui lui semblaient encore dignes de parole et d'écriture : celle des Palestiniens. (Gallimard, 504 p., 96 F.)

HISTOIRE

● Hugh Thomas : *Histoire inachevée du monde*. Histoire thématique plus qu'événementielle ou chronologique, le livre d'Hugh Thomas est paru pour la première fois en 1979. Des « fondements de l'histoire » aux « temps modernes », l'auteur s'attache à l'analyse de quelques thèmes — grands ou petits — significatifs du développement de l'humanité. Traduit de l'anglais par C. Maupas, J.-P. Simon, C. Vlérick. (Robert Laffont, 719 p., 145 F.)

● Erwin H. Ackermann : *La Médecine hospitalière à Paris, 1794-1848*. C'est l'histoire de l'Ecole clinique de Paris, cadre d'une véritable révolution médicale, qu'analyse l'auteur. Durant ces cinquante-cinq années, l'attention se porte sur l'examen physique, l'anatomie pathologique... L'ancienne « médecine de chevet » est délaissée. Traduit de l'anglais par Françoise Blateau. (Payot, 296 p., 150 F.)

● Philippe Wolff : *Automne du Moyen Age ou printemps des temps nouveaux ?* Période de

guerres, de famines et d'épidémies, les XIV^e et XV^e siècles européens furent aussi celle de mutations économiques importantes, des progrès de l'agriculture à l'invention de l'imprimerie, en passant par les grandes découvertes. P. Wolff, spécialiste de l'histoire économique, dresse le bilan de ce temps troublé et fertile. (Aubier, 339 p., 142 F.)

HUMOUR

● Cavanna : *Le con se surpasse*. La Genèse selon Cavanna. L'auteur des *Russkoffs* décrit « l'aurore de l'humanité » en vingt-cinq leçons et quelques dessins. Où l'on apprend comment le passage s'est fait entre le singe et l'homme, c'est-à-dire, le con... (Belfond, 262 p., 89 F.)

ROMAN

● Paul Pavlovitch : *La Peau de l'ours*. Le premier roman de Paul Pavlovitch, qui accepta d'incarner le rôle d'Emile Ajar, auteur de *La Vie devant soi* et de trois autres livres, dans une mystification littéraire célèbre, signée par Romain Gary. (Mazarine, 407 p., 95 F.)

POÉSIE

● Robert Mallet : *Presque des presque amours*. « Je chanterai/nos secrets dénués/dans la pueur/du noir. » Le dernier recueil d'un poète aux activités multiples mais « solidaires », aussi bien officiels et universitaires que littéraires (Gallimard, 120 p., 78 F.) Du même auteur, dans la collection de poche « Poésie/Gallimard », sont rééditées trois recueils anciens, sous le titre *Quand le miroir s'étonne*.

● Ligue des droits de l'homme : *Cent poèmes contre le racisme*. Choisis par Claire Etchegarai, Gilles Manceron et Bernard Wallon, cent poèmes — de Shakespeare à Brecht — pour dire, selon Elie Wiesel, « la souffrance, sans la transformer en colère et en haine ». (Le Cherche Midi éditeur, 191 p., 69 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

Le palmarès

de la Société

des gens de lettres

Le Grand Prix de la Société des gens de lettres a été décerné mardi 27 mai au poète Jean Tardieu pour l'ensemble de son œuvre (Gallimard). D'autres prix pour l'ensemble de l'œuvre ont également été attribués à Jean Bloch-Michel (Grand Prix Poncet), à Jacques Sternberg (Grand Prix Thyde Monnier) et à François Cavanna (Grand Prix Paul Féval de littérature populaire).

● Des auteurs ont été distingués pour un ouvrage : Baptiste-Marrey, Grand Prix du roman pour les *Cahiers de Walter Jones* (Actes Sud) ; Claude Hagège, Grand Prix de l'essai pour *L'Homme de paroles* (Fayard) ; Jean-Pierre Chabrol, Grand Prix de la nouvelle pour *Contes à mi-voix* (Grasset) ; Bruno de La Salle, Grand Prix du livre jeunesse pour sa collection *Contes de toujours* (Casterman) ; Jurgis Baltrušaitis, Grand Prix Madeleine Chazel pour *La Quête d'Isis* (Flammarion) ; Marie-Louise von Franz, Prix exceptionnel du comité pour l'interprétation des contes de fées (La Fontaine de Pierre).

● Des prix de traduction ont récompensé Alain van Cruyten, Grand Prix Hespéris-Kaminsky pour *le Chagrin des Belges*, de Hugo Claus (Julliard), traduit du néerlandais ; Mario Carelli, Prix Pierre-François Calixte pour *Chronique de la maison assassinée*, de Lucio Cardoso (Métailié/Mazarine), traduit du portugais ; Brice Matthieussent, Prix Maurice-Edgar Coindreau pour l'ensemble de son travail de traduction de l'année ; Jean-Luc Moreau, Prix Tristan Tzara pour la direction des travaux de traduction de *l'Œil de mer*, de Désiré Kosztolanyi (POF), traduit du hongrois ; Robert Davreu, Prix Baudelaire pour *le Pays des eaux*, de Graham Swift (Laffont), traduit de l'anglais.

● Les médailles ont été remises à Régis Couderc pour *On vous écrit...* (Mame) ; à Philippe de Saint-Robert pour *Lettre ouverte à ceux qui en perdent leur français* (Albin-Michel) et à Michel Schneider pour *Voleurs de mots* (Gallimard).

● Le Prix de la Fondation Thyde Monnier a été décerné à Jean-Pierre Abraham, Jean-Paul Chavent, Michel Friedman et à Pierre Vaillat.

● Le Prix de poésie Charles Vildrac est revenu à Michel Talon pour *Désir sans mémoire* (La Poésie), et le Prix Jacques Audbert à Jean-Luc Benoziglio pour *le Jour où naquit Kary Karinsky* (Seuil).

« Ecritures

transatlantiques »

à Aix

La Fête du livre d'Aix-en-Provence, qui a lieu les 30, 31 mai et 1^{er} juin, est consacrée cette année aux écrivains américains d'aujourd'hui.

Des rencontres, débats, entretiens auront lieu au Palais de Justice d'Aix et réuniront un impressionnant plateau de personnalités franco-américaines, notamment : James Baldwin avec Annie Cohen-Solal et Marc Chénier (samedi 31 à 10 h 30) ; Grace Paley avec Nancy Blake et Claude Richard (samedi à 14 h 30) ; Robert Coover avec Pierre Joris et Marc Chénier (samedi à 17 h 30) ; un débat intitulé « Quelle modernité ? » aura lieu avec John Ashbery, Jerome Charyn, Robert Coover, Michel Deguy, Pierre Joris, Harry Mathews (samedi à 21 h 30).

EN BREF

● La ville de La Chaux-de-Fonds et la revue suisse VWA créent un PRIX LITTÉRAIRE biennal, destiné à récompenser des textes d'auteurs francophones n'ayant jamais été publiés par une maison d'édition. Le concours sera clos le 16 juin. Pour tous renseignements, s'adresser à VWA, case postale 172, 2301 La Chaux-de-Fonds, Suisse.

● Les troisièmes RENCONTRES SUR LA POÉSIE MODERNE de l'Ecole normale supérieure (45, rue d'Ulm 75005 Paris) auront lieu du 12 au 14 juin.

SCIENCE-FICTION

L'humour au carré



S'il est vrai que l'humour est l'introduction d'une distance, la science-fiction (qui est elle-même par définition à distance), lorsqu'elle se met à prendre l'humour pour principe et fondement esthétique, devrait atteindre un degré de recul sans équivalent, mais peut-être difficile à appréhender. C'est cette hypothèse que corroborent ce mois-ci quatre livres à mi-chemin du fourre de la satire à la Swift.

On savait déjà que Philippe Curval n'était pas sérieux ; son goût du calembour, de la bonne chère et des extrêmes en tous genres l'avait déjà incité à commettre quelques savoureuses incartades à la fois représentatives d'une certaine « qualité française » de la science-fiction et rigoureusement hors-normes, d'un *souffron de néant* (Presses Pocket) à *Debout les morts, le train fantôme entre en gare* (Denoël), en passant par *Regarde, l'iston, s'il n'y a pas un extraterrestre derrière la bouteille de vin* (De-

noël). Son dernier recueil, *Comment jouer à l'homme invisible en trois leçons*, accentue pourtant très nettement, et avec un bonheur sans précédent dans l'œuvre de Curval, les tendances amorcées par ses dernières productions, entre autres *Habite-t-on réellement quelque part ?*, publié dans le numéro 4 de la revue *Science-fiction* des éditions Denoël. *Comment jouer à l'homme invisible...* rassemble trois longs textes improbables et fondés sur une certaine idée de la disparition et de l'effacement, idée doublement mise au loin par la mécanique de la science-fiction (transposition dans l'avenir, dans le lointain ou simplement dans les marges de la sémantique) et par un style inventif et pince-sans-rire. Curval revient en grande forme, prouvant, s'il en était besoin, que notre pataphysicien n'a pas fini d'étonner et de séduire en donnant d'allégresse coups de pied dans une fourmilière littéraire d'ordinaire bien inerte. (Philippe Curval, *Comment jouer à l'homme invisible en trois leçons*, Editions Denoël, n° 420, collection « Présence du Futur », 212 pages, 37 F.)

Le très britannique Brian Aldiss a, quant à lui, choisi de supprimer tout humour explicite dans la trilogie entamée avec *Le Printemps d'Helliconia*, dont le second volet, *Helliconia l'été*, vient de paraître ; le rapport d'analogie forme/fond utilisé par Aldiss dans le premier tome, où l'écriture et le style se dégelèrent à mesure que la planète Helliconia se réchauffait, acquiert ici une dimension supplémentaire : la description de l'été d'Helliconia intègre les clichés relatifs à la description stéréotypée de l'été — bien de chez nous — et les transpose. Plages, nuyades, bains de soleil, amours éphémères, rencontre d'amis de hasard, disputes lasses et un instant définitives... Plus écrasant, plus figé, plus délicieusement paroxysmique que l'instable et troublant *Printemps*, *Helliconia l'été* déforme et pervertit sans avoir l'air d'y toucher une intrigue politique et cosmique par ailleurs très habilement menée et captivante. Du très grand Aldiss. (Brian Aldiss, *Helliconia l'été*, traduit de l'anglais Jacques Chambon, Editions Robert Laffont, collection « Ailleurs et Demain », 466 pages, 98 francs).

L'excentrique Polonais Stanislas Lem, surtout connu en France pour son roman *Solaris*, porté à l'écran par Andrei Tarkovski, récidive enfin avec *les Nouvelles Aventures d'Ijon Tichy* ; comme les frères Strougaïski, Stanislas Lem cultive un sens de l'absurde raisonné qui prend peut-être une force plus grande une fois transporté dans notre culture d'Europe de l'Ouest. Ici, Ijon Tichy subit une opération qui disjoint ses deux hémisphères cérébraux, et chacun s'empresse de n'en faire qu'à sa demi-tête : son hémisphère droit, en particulier, qui détient des secrets vitaux pour l'équilibre d'un monde désormais démultiplié, et dont les diverses autorités scientifiques et politiques aimeraient beaucoup percer les ultimes défenses. Traité sur un ton léger, dans un style que, pour une fois, la traduction française ne rend pas indigeste, le Lem nouveau s'inscrit dans la tradition de cette inimitable plaisanterie sérieuse et parfois presque grave qu'aiment à développer certains auteurs slaves. (Stanislas Lem, *Nouvelles Aventures d'Ijon Tichy*, traduit du polonais par Laurence Deyve, Editions Calmann-Lévy, 278 pages, 95 francs).

Définitivement gringant, cette fois-ci, John Sladek, dont on a pu lire il y a longtemps les deux chefs-d'œuvre *Méchasme* et *l'Effet Müller-Fokker* (Ed. Opta), revient avec une histoire de robot défilant dans la droite lignée de son très voltairien *Roderick*, dont les aventures n'ont hélas pas été traduites en français. Tik-Tok, le personnage principal, n'est décidément pas un robot comme les autres : artiste, lucide, curieux de tout et... criminel sur les bords de ses circuits asinov [sic], il est le précurseur d'une génération de « boîtes en fer-blanc » émancipées. Ravageuse et salutaire, cette autobiographie pas comme les autres remet en cause aussi bien la lecture de certains classiques de la science-fiction que, plus généralement, la définition usuelle de l'humain. (John Sladek, *Tik-Tok*, traduit de l'américain par Jacques Chambon, Editions Denoël, collection « Présence du Futur », n° 419, 220 pages, 44 francs).

EMMANUEL JOUANNE

EN POCHE

● Dans la collection « Biblio-essais » du Livre de poche, Gilles Manceron présente l'essai sur *l'anthropologie*, texte posthume de Victor Segalen. Sous forme de notes, l'auteur des *Infiniment divers* y trace les grandes lignes de ce qu'il appelle une « esthétique du divers ». Dans le même volume, les textes de Segalen sur Gauguin et l'Océanie (n° 4042).

● Publié en 1936, le livre de Gregory Bateson, *le Céramonisme du Naven*, réactualise les conceptions fonctionnalistes de l'anthropologie, alors dominantes. A partir de l'étude des rituels de travestissement d'une tribu de Nouvelle-Guinée, Bateson faisait œuvre novatrice. Avec un texte de M. Houseman et C. Servari (« Biblio-essais », n° 4041).

● Le prix littéraire du Crazy Horse, destiné à récompenser une œuvre érotique, fut attribué pour la première fois, à la fin de l'année dernière, à Marc Chabrol pour son *Histoire de Vivant Lamon* (Le Folio-Gallimard, n° 1744).

● Dans la même collection, le beau roman de Maria Susini, *Je m'appelle Anna Livia* (n° 1737). Livre dépeint où le drame se noue, silencieux, solitaire, entre un père et sa fille, où s'enfile « la rumeur obscure, intime de la terre ». Du même auteur, en « Points-Seuil », les *Yeux fermés* (n° R225).

● Une fable historique avec une morale d'espoir dans *L'Auberge de l'abbaye*, roman d'André Chamson, publié en 1933 (Les « cahiers rouges », Grasset).

● *Le Cour froid*, de Jacques Sternberg, est aussi une fable, mais désespérée, muette et glacée : « Ce roman n'est rien d'autre que ma confession — la seule — de cette aventure presque sans avenir, sans liaison, sans aucun lien avec la logique du raisonnement », prévient l'auteur. La première édition de ce livre date de 1972 (UGE « 10/18 », n° 758).

● L'homme gros sel, les « restes d'automobiliste en fricassée » ou les « pieds de majorette aux cœurs durs »... quelques recettes illustrées de Roland Topor, dans une branche peu explorée de l'art culinaire : la Cuisine cannibale (Le Pointe-virgule, n° V44).

● Un livre de poche appelé à devenir une édition de référence est chose trop rare pour ne pas être signalée. La publication des textes de Baudelaire — *Fusées*, *Mon cœur mis à nu*, *la Belgique déshabillée* — indûment qualifiés de *Journaux intimes*, assurée par André Guyaux, est passionnante, exemplaire (Le Folio-Gallimard, n° 1727).

LIBRAIRIE
Compagnie

58 RUE DES ÉCOLES
75005 PARIS
Tél (1) 43 26 45 36

Sur 400 m², quatre librairies vous attendent depuis le 5 mai :

- Littérature - Beaux-Arts, architecture, photo et graphisme
- Philosophie, Sciences sociales et humaines
- Livres d'enfants, Bandes dessinées.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Un carnet retrouvé

Simone de Beauvoir élève du cours Désir

Un libraire de Caen s'est trouvé en 1981 en possession d'un carnet marqué en première page « S. de Beauvoir », rédigé entre 1922 et 1924, alors que la jeune fille était élève du cours Désir à Paris. Après le mort de Simone de Beauvoir, il est entré en contact avec Jean-Pierre Barou, écrivain et éditeur, qui commente ci-dessous le texte de ce carnet.

par JEAN-PIERRE BAROU (*)

On savait par ses *Mémoires* d'une jeune fille rangée qu'adolescente Simone de Beauvoir avait été catholique, mais jamais encore on n'avait pu saisir sur le vif les émois religieux du futur écrivain, la compagne athée de Sartre.

Un carnet tenu tandis qu'elle était au cours Désir, l'institution religieuse qu'elle fréquente, nous permet pour la première fois — au risque d'être impudique — de faire une incursion dans le cœur de cette adolescente.

Certes, les *Mémoires*, rédigés bien après — leur auteur approchait de la cinquantaine — témoignent parfaitement de l'évolution de la jeune fille : catholique tentée par le convent, très fervente ; « Je communiais trois fois par semaine », habituée par l'angoisse : « Je pensais qu'il n'y a pas de plus grand calvaire que de perdre la foi », puis sa découverte du vide du ciel : « Quel silence ! », découverte à laquelle le scepticisme de son propre père l'avait préparée. Celle qui avait cru avec tant d'application se détache de Dieu avec l'intransigeance des âmes bien nées : « Dès que la lumière se fit en moi, je tranchai net ».

Mais personne à l'époque ne fut au courant. Pas même ce père, pas même Zaza, l'amie préférée et tant chérie. Personne, sinon peut-être les pages d'un carnet qu'évoque l'écrivain dans ses *Mémoires* : « Chaque année, je faisais une retraite ; toute la journée, j'écoutais les instructions d'un prédicateur, j'assistais à des offices, j'égrenais des chapelets, je méditais (...). Je notais sur un carnet les effusions de mon âme et des résolutions de sainteté ».

De la foi à l'athéisme

Voici ce carnet retrouvé ! Il risquait de quitter la France pour les étagères de je ne sais quel collectionneur américain quand un libraire de Caen, M. Bernard Bodel, sut, il y a quelques années, s'en rendre acquiescent. L'ouvrage figurait au catalogue d'un libraire-antiquaire à Paris, « exporté près la cour d'Appel », M. Jacques-Henri Pinault, qui le mit ainsi en vente : « Carnet. Simone de Beauvoir en première page, rédigé entre le 3 et 7 avril 1922, pendant les retraites imposées aux jeunes filles du cours Désir où S. de Beauvoir a fait ses études secondaires. 74 p. 17x11 cm ».

1922, 1923, 1924 : quatorze, quinze ans et seize ans. Simone de Beauvoir quitte ensuite le cours Désir qu'elle fréquentait depuis l'âge de cinq ans et demi. Ces trois années sont aussi celles qui correspondent très exactement à ce passage crucial qui va de la foi à l'athéisme. C'est dire combien la lecture de ce carnet est aussi passionnante qu'étonnante.

La jeune catholique d'alors est censée sortir affermie de chaque retraite pascalle, à l'image du Christ ressuscitant. « Après la retraite, écrit-elle dans le carnet, il faut ressusciter (...). Nous devons paraître, c'est-à-dire que non contents de renfermer en nous les changements produits par la retraite, il faut les faire rayonner autour de nous, par notre exemple, notre conduite, nos prières, faire du bien à tous ceux qui pas-

sent sur notre chemin. On doit sentir la transformation qui s'est opérée dans notre âme et en profiter. En somme, il faut être apôtres dans la mesure du possible à notre âge ».

Mais le carnet est surtout le support de méditations dont les thèmes sont scrupuleusement notés : « la formation religieuse », « la mort », « nos devoirs sociaux », « le ciel », « comment tenir les résolutions que je prends », « la tiédeur »...

La tiédeur surtout éveille des mots ardents, des formules percutantes, dignes déjà de la moraliste : « C'est dangereux pour nous-mêmes : il faut faire plus que son devoir si l'on veut être sûr de faire toujours son devoir. La tiédeur est une pente glissante, on fait peu, on ne fera plus rien. L'accoutumance du péché veniel enlève à l'âme sa délicatesse, lui donne moins d'horreur pour le péché mortel ». La jeune fille combat la quêtude qui l'éloigne de Dieu : « Tiède, tiède à ne plus rien faire pour vous, à admettre le péché veniel couramment, n'est-ce pas l'état de mon âme ? Aidez-la à en sortir ! Donnez-moi la force de persévérer, le désir de commencer ». Plus rare est la certitude, malgré des pointes de ferveur étonnantes : « Seigneur, donnez-moi la paix, pour nous et pour les autres. J'ai placé ma confiance en Vous, Seigneur, elle ne sera pas ébranlée. J'ai crié vers Vous et Vous avez entendu ma voix ».

Sur la mort dont l'idée n'abandonnera jamais l'adulte : « Nous mourrons certainement, promptement, complètement. Horreur de la mort au point de vue humain, sa beauté au point de vue chrétien. Une réunion de l'âme à Dieu, la certitude du salut, la fin du péché. On meurt comme on a vécu. Ne comptons pas sur l'amendement final ; il faut à chaque minute être prêt à mourir. Savoir qu'on mourra, c'est se contraindre à bien vivre (...) Il faut penser à ces choses même si y penser nous oppresse. Nous nous accoutumerons et notre vie en gagnera d'autant ».

L'angoisse de gâcher sa vie est là plus souvent qu'à son tour. L'espérance d'agir aussi. L'adulte comblera cette exigence. Pour l'instant, l'adolescente se veut vigilante : « La vie nulle ne me menace guère, pour l'instant du moins », ou, plus encore, elle interpelle tout son jeune être : « Mon Dieu, pourquoi être si lâche et si dépourvu d'idéal ? Pourquoi suis-je créée ? Et comment est-ce que j'accomplis ma tâche ? Pourquoi espérer faire son salut et jouir à la fois ? L'idée du salut, du bonheur qui le suivra, n'est-elle pas assez forte pour suppléer aux jouissances qui passent ? Quelle imprudence de chercher à mener les deux de front ».

Cette gravité ne peut pas être entièrement étrangère à celle des prédications que l'adolescente écoute. Mais l'imprudence ? Elle s'accroît, fait boule de neige. On ne peut pas s'étonner en lisant : « Jouir, évidemment, c'est à cela que tend notre nature. Puisqu'elle n'est pas assez forte pour y résister, jouissons donc des biens permis ». Mais l'auteur du carnet va pousser sa réflexion jusqu'à noter : « J'ai peur au moment de commencer la lutte, non seulement d'avoir du mal à la poursuivre, mais encore de me voir privée de bien des avantages en abandonnant tel défaut ». Souvent une sincérité pointue, surgit sans crier gare et défait ce qui se construit dans la maison de Dieu.

Miracle que ces aveux si frais ! Car si, à l'époque, la jeune fille ne confie à personne son doute grandissant, allant jusqu'à adopter une conduite de dissimulation dans sa vie d'écolière ; dans son carnet, au contraire, elle se révèle incapable de tricher. C'est bien là

l'étonnant : que l'acte d'écrire ne puisse tolérer le mensonge chez cette adolescente qui, par ailleurs, veut faire croire, par affectation pour son entourage, qu'elle a gardé une foi intacte — elle communie toujours.

Déjà, on entrevoit la manière qui deviendra célèbre : pas d'émotions vaines ni de coquetteries, pas de relâchements, mais des notations scrupuleuses. L'écriture pour la jeune fille est comme un miroir où la vérité se reflète plus souvent que Dieu.

Dès lors, ces retraites pascals où l'écriture gouverne se trouvent détournées ; elles mettent à plat la déchirure, la rendent visible et bientôt possible. Le constat est bien là en 1922 : « L'année dernière, j'avais pris des résolutions sur trois points principaux : la piété, le travail, le caractère. Comment les ai-je tenues ? La piété n'a pas augmenté, au contraire. J'ai abandonné mes pratiques pieuses. J'ai rarement fait ma méditation, j'ai été tiède dans mes confessions, mes communions, mes prières. Je n'ai pas progressé. Pourtant, j'ai parfois fait des efforts quand la ferveur semblait m'abandonner et j'ai appris à prier sans en avoir envie lorsque je suis en état de sécheresse ».

L'année suivante — elle a quinze ans — la faille s'accroît encore certains jours : « Ma négligence a repris le dessus et, ayant beaucoup à faire, je n'ai plus pensé qu'à la terre au lieu de penser au ciel ».

Alors, une fois de plus, cet appel vers un ciel pas encore tout à fait vide : « Aidez-moi à lutter, mon Dieu ! ».

Une « vie utile »

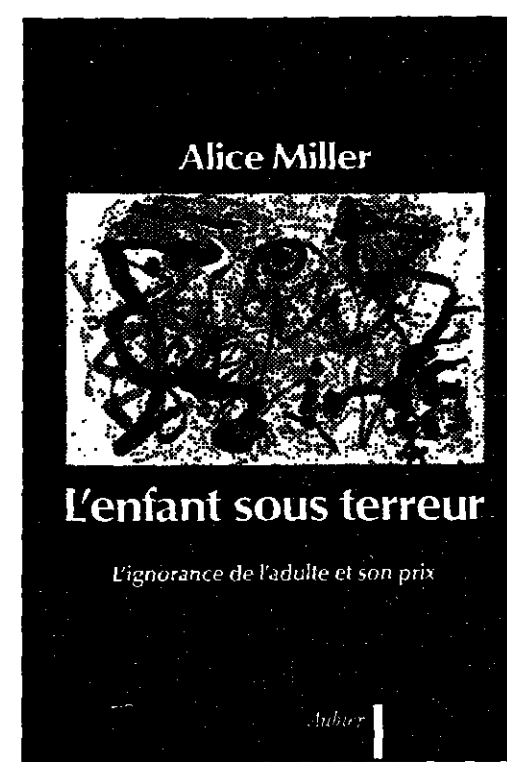
Lutter. La jeune Simone de Beauvoir s'y essaie vraiment. En période de vacances, elle se fixe un emploi du temps sévère et continue de tenir son carnet : « Lever 7 h à 7 h 30 - Déjeuner 8 h 30 - méditation et prière, 8 h 30 à 9 h - jeu, 9 h à 11 h ou 11 h 30 - 11 h 30 à 12 h, piano. Dans l'après-midi, une heure de travail, soit manuel, soit intellectuel et une demi-heure de prière ». Elle s'impose des résolutions : « Ne pas avoir de lectures

ou de conversations infructueuses, ne pas perdre son temps ». Elle lit de façon régulière l'*Imitation de Jésus Christ*, l'ouvrage par excellence de toute écolière d'une institution religieuse. C'est même à l'*Imitation* qu'elle emprunte la plupart de ses thèmes. Mais « des affections déréglées » l'amènent encore à cette constatation : « En face des tentations, on se dit souvent : je souffrirai tant d'y résister que mieux vaut céder. Quelle folie ! ».

Quelque trente ans plus tard, évoquant dans ses *Mémoires* les leçons qu'elle tira de ce passé fervent, Simone de Beauvoir écrit : « Mon enfance m'avait entraînée aux techniques de méditation. Je les utilisai... Elle ne triche pas : « Le catholicisme m'avait persuadé de ne tenir aucun individu, fût-ce le plus déshérité, pour négligeable. Tous avaient le droit de réaliser ce que j'appellais leur essence éternelle ». L'exigence est la même quant à l'emploi du temps : « Si je me permettais le moindre gaspillage, je trahissais ma mission et je léslais l'humanité ». Pas une « vie tiède » mais une « vie utile », voulait l'adolescente dans son carnet.

Alors que, en 1971, Simone de Beauvoir enquêtait sur place après l'incendie d'une usine employant des femmes, dans la région parisienne, nous nous souvenons qu'elle a demandé à voir les brûlures dont le membre souffrait. Elle observa avec soin, questionna tout un après-midi, solidaire de ce monde ouvrier. Elle prit très à cœur ensuite de faire un article qui parut dans *L'Accuse*, et dont la conclusion en surplut plus d'un : « En France, aujourd'hui, on peut tuer impunément ». Comme cette femme étonnante sut être fidèle ! A elle-même d'abord, c'est-à-dire à ses immenses possibilités et aux devoirs qui lui semblaient en découler. L'adolescente, dans son carnet, se reprochait d'en faire trop peu : « Trop peu quand on a reçu tous les dons spirituels que j'ai reçus ». L'écrivain écrira et agira jamais sans perdre de vue les découvertes de la jeune fille.

(*) Auteur de *Comme les travaux d'un même élevage*, Grasset, 1985.



Enfants humiliés, enfants maltraités, enfants ignorés, dans la vérité de leurs sentiments et de leurs besoins, par des adultes qui, trop souvent, ne s'en rendent même pas compte : notre société, en dépit des apparences, ne respecte pas les enfants.

Aubier

Marie-Louise Audiberti

Volcan sur l'île

Après « La peau et le sucre », Marie-Louise Audiberti poursuit sa quête du pays maternel, la Martinique, où elle cherche moins un contexte historique que des traces, pareilles à des signes de piste. Le roman procède par associations, convergences, jusqu'à l'explosion finale inscrite dans l'exubérance du paysage comme dans celle des hommes.

PLON

● VOYAGES

Quand la France, c'est le Pérou

Gilles Pudlowski raconte son « amour du pays »

« HEUREUX comme Dieu en France », répétait, amusée, la mère de Gilles Pudlowski. Elle reprenait ainsi, à son compte, un vieux proverbe allemand qui soutient qu'il suffit de franchir le Rhin pour être bien aise ; afin de trouver le Pérou, en quelque sorte ; ou le pays de cocagne.

L'attente a porté. Pudlowski n'a nul besoin de courir le monde pour amasser des trésors. Il sait que l'exotisme est sur le pas de la porte à qui veut observer.

Déjà, avec le *Devoir de français*, le lecteur comprenait vite qu'il avait affaire à un écrivain captivé par la singularité des autres, ce qui, hélas ! n'est pas toujours la moindre des choses. Pudlowski récidive aujourd'hui avec *L'Amour du pays*, où il nous promène de Rouergue en Bretagne, de Quercy en Lorraine, d'Alpilles en Haut-Pays nîçois, de Beaujolais en Corse, d'Alsace en Lyonnais... « Le hasard est le plus grand romancier du monde » : la constatation est de Balzac. Pudlowski, qui n'en finit jamais d'avoir tout vu, s'offre d'admirables hasards qui pourraient être le point de départ de sacrés romans, tant les personnages qu'il rencontre sont hauts en couleur ou d'une simplicité accordée à l'ordinaire des jours : la banalité, ce n'est pas rien !

Sur les sentiers du Mercantour, un homme se penche pour cueillir avec précaution une fleur : à

Ascain, dans le Pays basque, Joseph Ordoqui — que je connais bien — ne lâche pas des yeux le ou la (en euskadien l'article n'existe pas) chisterra qui naît de ses mains ; ailleurs, un artisan de bel aloï (à moins qu'il ne soit qu'un marchand de paroles) fabrique des couteaux dont le nom seul est garant de qualité : et l'on se passionne pour la délicatesse de l'un, le silence de l'autre, car il en fait excellent usage, le sens du théâtre du troisième...

Quant aux métiers qui nous sont montrés, on s'y intéresse d'autant plus, comme on se plaît à deviner sous la patine d'une façade, la patiente ferveur des générations qui se sont succédées. « Les maisons serrées autour des clochers ont l'air d'écouter de vieilles histoires » : Pudlowski les surprend, il nous les rapporte « en égrenant des noms qui chantent et parlent la langue du pays vrai, profond, secret ».

Pudlowski a beau se demander si le pays qu'il sillonne est réel ou imaginaire, s'il se force à « inventer des racines, une mémoire et des traces », un fait s'impose : ce pays, il l'aime. Qu'il s'y promène au pas du randonneur, en train, en voiture, il en sait le chant et les particularités.

LOUIS NUCERA.

* L'AMOUR DU PAYS, de Gilles Pudlowski, Flammarion, 85 F.

Marilyn

un document bouleversant



"Sensationnel par son sujet, d'une implacable objectivité dans la recherche de la vérité, et débusquant plus d'un mensonge, le livre de Summers nous laisse tremblants de colère, émus de compassion. Et la tentation nous vient de chercher dans le ciel, dans un coin perdu, une petite étoile à découvrir, appelée Marilyn." Jean David

Presses de la Renaissance

Florent GABORIAU

Philosophie

issue des sciences

215 p. 100 F

30, rue Madame 75006 Paris Diffusion TEQUI

مكتبة من الأصل

صكزا من الاموال

HISTOIRE

La vie extraordinaire de Léon l'Africain

Amin Maalouf ressuscite cet homme cosmopolite qui rencontra le pirate Barberousse, le sultan Sélim, le pape Léon X et François I^{er}.

A S'EN tenir aux seules sources textuelles, la vie de Hassan Al Wazzan, plus connu sous le nom de Léon l'Africain, remplirait à peine quelques pages. Les documents n'abondent pas sur ce personnage hors du commun, né à Grenade vers 1488, réfugié à Fez avec sa famille après la prise de sa ville natale par les chrétiens, en 1492, et mort à Tunis quelque soixante ou soixante-dix ans plus tard, après avoir visité Tombouctou, exploré l'Afrique, assisté à la prise du Caire par les Ottomans, puis au sac de Rome par les soldats de Charles Quint.

Mais voilà : Amin Maalouf, qui de toute évidence possède son sujet sur le bout des doigts, a, comme il le dit lui-même, comblé les lacunes du vrai par les promesses du vraisemblable. Et c'est un récit savoureux, passionnant, qu'il nous propose ici, une chronique inouïe qui nous mène au fil des ans de Grenade à Fez, de Fez à Tombouctou, puis à Alger, à Tunis, au Caire, à Constantinople, et enfin dans la Rome du pape Léon X, et surtout, - c'est cela l'intérêt majeur de ce livre - au cœur d'un homme qui fut lui-même au cœur de toutes les cultures de son temps.

Léon l'Africain est, en effet, connu - et fut baptisé de ce nom - pour avoir rédigé en italien, au temps de son séjour à Rome, un ouvrage publié à Venise en 1550, sous le titre *Description de l'Afrique*. C'est une des plus anciennes et des plus remarquables relations connues sur le continent noir, décrivant par le menu les villes, la

géographie, les mœurs et l'histoire du Maghreb et de l'Afrique noire au temps de la Renaissance. Mais l'intérêt du personnage ne s'arrête pas là : né à Grenade dans une famille musulmane (Al Wazzan, le nom de son père, signifie : le peseur), Léon, qui pour l'heure se nomme encore Hassan, est évidemment musulman. Tout jeune, il connaît l'andalou et l'arabe et récite par cœur le Coran. Par la suite, vers la trentaine semble-t-il, alors qu'il a déjà fondé deux familles, l'une à Tunis et l'autre au Caire, et qu'il revient d'une ambassade auprès du sultan Sélim, il est enlevé par des pirates siciliens, qui le livrent en cadeau au pape Léon X. Celui-ci se prend de sympathie pour ce prisonnier exceptionnel et charge trois évêques de l'instruire « intensivement » dans la foi chrétienne. Il y fait de tels progrès qu'en moins de trois ans il apprend l'italien, le latin et l'hébreu, et il sera solennellement baptisé par le pape en personne dans la basilique Saint-Pierre le jour de l'Épiphanie 1520 !

L'« anti-Babel »

Voici donc un homme parlant et enseignant l'arabe à Rome, musulman de naissance - et certainement de conviction - et chrétien par nécessité et par reconnaissance, un ex-ambassadeur auprès de la Sublime Porte qui deviendra conseiller personnel du pape, puis ambassadeur de celui-ci auprès de François I^{er} au moment de la bataille de Pavie. Quand Rome, après le fameux désastre de Pavie,

sera envahie, pillée par les lansquenets de Charles Quint, Léon de Médicis devra quitter clandestinement la ville pour regagner Tunis et y reprendre sa vie et sa foi d'autrefois.

Or ce qui paraît essentiel en cet itinéraire, c'est moins son aspect picaresque, ce sont moins les rencontres successives avec les grands personnages du temps - comme le pirate Arouj Barberousse, le sultan Sélim, le pape Léon X ou François I^{er} - que l'extraordinaire tolérance, le détachement et l'ouverture d'esprit qu'implique une telle destinée. Lire le Coran en arabe et la Bible en hébreu, parler le turc avec le sultan, le latin et l'italien avec le pape, ce n'est pas seulement être polyglotte (Léon l'Africain n'était pas le seul alors), c'est réunir, résumer en soi - en un temps où toutes ces cultures s'excluaient - les contradictions, les déchirements, les affrontements de cette époque.

Léon l'Africain est un de ces êtres précieux, presque uniques en chaque siècle, dont la vocation fut d'être un conciliateur, un réconciliateur entre les gens et les cultures. Comme le fut avant lui Frédéric II Hohenstauffen, par exemple. En des époques déchirées, ces êtres constituent le seul lien humain, ténace, entre des langues, des religions, des continents qui refusent de se connaître ou de se reconnaître. En veut-on une preuve supplémentaire ? Vers la fin de son séjour à Rome, il reçoit la visite d'un imprimeur saxon installé dans la ville depuis des années, qui lui propose une idée folle mais bien faite pour lui plaire : celle d'un gigantesque lexique où chaque mot figurerait dans une multitude de langues, parmi lesquelles le latin, l'arabe, l'hébreu, le grec, l'allemand, l'italien, le français, le castillan, le turc. Léon l'Africain devait, lui, traduire les mots latins en arabe et en hébreu. A cette œuvre, l'imprimeur avait donné un titre bien symbolique : *l'Anti-Babel*.

La Méditerranée de l'âme

Ce projet, hélas ! ne verra pas le jour, car Léon l'Africain sera contraint de quitter Rome après la prise de la ville par les hommes de Charles Quint. Mais il était bien, ce projet, à l'image et à la mesure de cet homme cosmopolite. Plus qu'un homme : un foyer de langues et d'énergies, une bibliothèque vivante en qui Bible et Coran coexistaient sans heurts.

A bien y réfléchir, ce n'est pas Léon l'Africain qui l'eût fallu le surnommer, car ce terme est bien trop restrictif. Hassan Al Wazzan - Léon de Médicis l'Africain était citoyen du monde, du monde de son temps, et même citoyen des contrées qu'il ne put parcourir et connaître. Il n'a jamais, en fait, appartenu qu'à une seule terre et à une seule mer, qu'il habita et qu'il connut de bout en bout : la Méditerranée de l'âme.

JACQUES LACARRIÈRE.

★ LÉON L'AFRICAIN, d'Amin Maalouf, Lattès, 380 p. *La Description de l'Afrique*, de Léon l'Africain, est éditée chez Adrien Maisonneuve, dans la traduction de A. Epaulard, d'après l'original italien (deux volumes).

Il faut signaler aussi, pour cette époque, l'ouvrage de Jean-Louis Bédaché, *Nous, les frères Barberousse, corsaires et rois d'Alger*, chez Fayard (1984).

Librairie GALLIMARD

15, bd Raspail, 75007 Paris
Tél. : 45-48-24-34/42-22-68-52
LIBRAIRIE GÉNÉRALE
ÉDITIONS ORIGINALES
ACHAT - VENTE - OCCASIONS
DU 1^{er} AU 30 JUIN
SOLDES
avant travaux

La « reine noire » de Jean Orieux

(Suite de la page 15.)

A douze ans, elle épousait Henri d'Orléans, le futur Henri II, et venait à la cour de France. Aux côtés de ce mari qu'elle aimait sans défaillance et qui lui préféra Diane de Poitiers, elle attendait son heure. A la mort d'Henri II, en 1559, elle avait quarante ans : une vieille dame pour son temps, mais une femme prête à gouverner.

Les années de sang

Elle prit le deuil et ne quitta plus jamais ses voiles noires. Régente, mère de trois rois - François II, Charles IX et Henri III - Madame Catherine régna sur la France pendant trente ans. Années d'explosion des guerres de religion, années de sang, culminant avec la Saint-

« Admirable bâtisseuse » - des Tuileries aux tombeaux de Saint-Denis, en passant par Châteauneuf, notamment. - Catherine de Médicis a soutenu les artistes les plus créateurs et changé les manières de vivre de son siècle. Montant en amazone, elle libéra les femmes de la « sabbat » (un siège placé sur le cheval) qui leur interdisait de suivre les hommes, trot et galop étant impossibles. Elle introduisit des raffinements dans la cuisine, ainsi que l'usage de la fourchette, puis celui du tabac. Magnifiquement racontée par Jean Orieux, sa vie devient la grande aventure de femme du seizième siècle. 1519-1589, ou soixante-dix ans « du côté de Catherine de Médicis ».

« Il ne s'agit pas pour autant d'une réhabilitation comme on me le dit ici ou là, tient à préciser Jean Orieux. J'ai un peu secoué

Médicis, la justifier ou l'absoudre, mais la faire apparaître dans sa complexité, l'annistier des jugements excessifs et des préjugés.

Tout l'art d'Orieux, dans ses biographies, est de changer la perspective, le regard sur son sujet, sans céder à une fascination complaisante pour son personnage. Ainsi offre-t-il à ses lecteurs huit cents pages de tension et de passion, huit cents pages pour devenir Catherine de Médicis, pour consentir à cette « imprégnation » qu'Orieux dit indispensable et fondatrice. Elle lui est nécessaire pour commencer à écrire, après des années de recherches.

« Comment reproduire ce choc avec ce personnage qui devient mon contemporain ? Comment le transmettre au lecteur ? C'est toute ma question. Aujourd'hui comme au premier jour - sans qu'il y paraisse, Orieux va avoir quatre-vingts ans, - l'écriture est une épreuve de mise au clair. Si je n'en passais pas par là, j'aurais loupé ma vie. S'il peut y avoir plusieurs interprétations de ce que je viens d'écrire, je rejais. Pour moi, une biographie c'est un roman établi sur des faits vrais et vécus. »

Après quatre grandes biographies déjà, Jean Orieux, pour la première fois, prend une femme pour sujet. « Mais Catherine est-elle vraiment une femme ? C'est un grand roi. Elle a été femme par l'amour ; cet amour pour son mari au nom duquel elle a tant subi. Cela m'a étonné, j'aurais préféré qu'elle se révoltât un peu. »

Non, Catherine de Médicis n'était pas un homme, mais une femme de pouvoir, comme l'histoire - sinon faite, du moins dite et conservée par les hommes, - ne les aime guère. Le long « roman » de la « reine noire » restitue son imprévisible aventure, celle d'une petite fille née italienne, une Médicis sans parents, vouée au troc des hommes de pouvoir, et morte « roi de France ». Une femme sur laquelle les femmes auraient dû s'interroger depuis longtemps. Une femme qui, grâce à Jean Orieux, est aujourd'hui « restaurée ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ CATHERINE DE MÉDICIS OU LA REINE NOIRE, de Jean Orieux, Flammarion, 826 p., 169 F.



BERENICE CLEVEA

Barthélemy, le 24 août 1572, et l'assassinat du duc de Guise par Henri III (fin 1588), qui précipita la mort de la reine mère. Grande négociatrice, ayant « la subtilité patience du joueur d'échecs », intelligente, cultivée, grande politique, « la mère des rois a régné sur les rois et sur la France, sous leur nom, pendant une période terrible et magnifique. Terrible parce qu'assombrie par les guerres de religion, magnifique parce qu'éclairée par la Renaissance ».

ses voiles noirs et sa légende noire. Mais je ne me cache pas l'aveuglement maternel de Catherine, qui n'est pas sentimental, mais dynastique. Catherine avait cet orgueil dynastique parce que ses fils étaient des enfants de roi, ce qu'elle n'était pas. Cette étrange eut la passion de la monarchie française et du trône. »

Les huit cents pages de Jean Orieux, qu'on lit sans jamais avoir envie de sauter une ligne, ne veulent pas faire aimer Catherine de

ESSAIS

Pour mieux lire la « Goutte d'or »

Ceux qui ont aimé la « Goutte d'or » de Michel Tournier - et à en juger par la longue présence du livre dans les succès de la semaine, ils sont plus nombreux que l'accueil très mitigé de la critique ne le laissait augurer, - mais aussi pourquoi pas les autres qui n'ont vu dans le bouquin que banalité, devraient bien lire l'original commentaire que vient d'en faire un écrivain marocain, exilé en France et écrivain lui-même, Salim Jay. Les conquis y prendront un plaisir renouvelé, l'auteur les entraînant sur des pistes inédites. Quant aux réfractaires, s'ils sont de bonne foi, ils pourraient se laisser convaincre. Les uns et les autres, en tout cas, y trouveront un genre de critique éclairée, en apparence vagabonde, qui, sans avoir l'air d'y toucher, sans grands mots, sans système, sans surcroît de fleurs, pénètre parfaitement l'ouvrage analysé.

Idriss, Michel Tournier et les autres se présente sous la forme d'un dictionnaire. Autour d'une vingtaine de mots-clés, dont les uns sont en rapport direct avec la Goutte d'or, ses thèmes, ses lieux, ses objets, ses figurants

maieurs, comme « blondes », « chameau », « calligraphie », « chameau-piqueur », « Om Kalsoum », « Tabetala », mais dont les autres reposent sur des notions qui paraissent lui être beaucoup plus étrangères : comme « alcool », « force de travail », « nu », « violard », Salim Jay déconstruit l'œuvre, la met au point par-dessus tête, puis la recompose à sa manière. Et rien n'y manque, ni de l'histoire, ni de son déroulement, ni des digressions, notamment les deux contes, qui s'intercalent dans le récit jusqu'à le rompre. Nous reconnaissons parfaitement la Goutte d'or, mais ses éléments, éparpillés, et de ce fait éclairés différemment, trouvent justification et sens sous cette autre lumière. Ce roman, déconcertant par sa simplicité, son réalisme allié à une magie habile à faire surgir sortilèges et malédictions, son optimisme appliqué à une situation tragique, déploie toute sa subtilité et sa charge de provocation.

Ajoutons à cela que Salim Jay nous apporte beaucoup d'informations qu'il jette en l'air comme négligemment. Il tient de l'auteur lui-même, de la

connaissance qu'il a de ses autres créateurs, du parallèle qu'il établit entre la Goutte d'or et la production contemporaine, tant française qu'étrangère. Michel Tournier est alternativement rapproché de l'écrivain allemand Ernst Junger, de l'écrivain américain Paul Bowles, de l'écrivain français J.-M. G. Le Clézio, de l'écrivain espagnol Juan Goytisolo et des sociologues, des arabistes, dont l'érudition a nourri une œuvre si longuement méditée qu'elle est déjà en germe dans *Vendredi ou les limbes du Pacifique*.

Ainsi est mise en évidence, et par un émigré qui connaît la question, la qualité d'un roman sur l'émigration, phénomène capital de notre époque. Idriss, Michel Tournier et les autres, ce petit livre inattendu dans sa forme, plein de justesse et d'ingéniosité, fait autant honneur à son auteur qu'à son modèle.

JACQUELINE PIATIER.

LITTÉRATURE ET FOOTBALL

« L'aillier est un enfant perdu »

DANS mon manuel de français de cinquième figurait un poème en vers libres de Montherlant. L'aillier est un enfant perdu. Il était d'une époque où l'aillier attendait, essuyait le long de la touche, le bon vouloir de ses partenaires. Notre professeur, une dame blonde à talons-aiguilles, nous l'expliquait en détail avec une rare sensibilité littéraire et une incompétence technique effrayante.

Les manuels changèrent, l'aillier se souleva à l'équipe, mais le poème tint bon. Passé de l'autre côté de la chaire, je m'attirai une admiration facile en mettant l'accent sur l'évolution des stratégies plutôt que sur le rythme du vers libre. Des années plus tard, l'aillier se mue plus souvent qu'à son tour en défenseur, mais on continue de réciter dans les collèges qu'il est un « enfant perdu ». Il faut moins l'imputer à la sclérose des programmes qu'à la rareté des odes sur le football.

Les hymnes de Montherlant

On théorise avec un clin d'œil sur les « effets stellaires » (Giraudoux) ou sur l'« univers des Nombres » (Jacques Réda) dessinés par la belle ronde, réduisant dans le pire des cas le football au jeu d'échecs : le titre métaphorique du roman de Peter Handke frise l'escroquerie vis-à-vis de soi-même, déjà déçu de ne pas trouver de photo sur la couverture du livre. A l'opposé, l'écrivain évoquera l'odeur du gazon mouillé, ses rantes d'amateur, ses rêves de gloire : les championnats d'il y a vingt ans étant par définition les plus beaux, le football donne visage à une nostalgie sans laquelle notre littérature serait orpheline.

Sur l'essentiel, j'entends le jeu, peu de choses. Les hymnes aux torses bombés de Montherlant y

sont pour beaucoup : on a appris à se méfier, en France, de l'exaltation lyrique des vertus corporelles. Si le Tour de France a mérité son Antoine Blondin, c'est qu'il met au jour le courage besogneux d'ouvriers spécialisés — nul n'ira qualifier de « forçats » nos ambassadeurs à Mexico. Le rugby, lui-même, a trouvé en Gaston Bonheur un théoricien dénué d'ironie : infanterie à l'avant, PC au niveau des demis, cavalerie aux trois-quarts, artillerie lourde à l'arrière, son jeu figure effectivement la guerre.

Le football est tiraillé entre sa nature collective et sa propension à valoriser l'individu. Élargissant son audience, cette tension nuit à sa mythologie. On éprouche de plus en plus, du reste, les sautes de ses dieux. Un tir victorieux assure-t-il en priorité le succès de l'équipe ou un transfert mirobolant à son auteur ? Les stratégies se rationalisent au fil des années, le football s'apparente désormais autant que le rugby à une bataille ; mais on soupçonne que son enjeu réside moins dans un triomphe collectif que dans les citations ou les rétributions personnelles. Le gardien de but de Peter Handke gardera toujours son aura. Mais du moment que l'exploit est voué à la valeur marchande, c'est que les temps homériques sont révolus. Témoin nostalgique d'une époque où l'entraîneur gâchait le rendement de l'équipe en consentant que l'aillier profite de sa solitude, l'« enfant perdu » de Montherlant a, dans les recueils littéraires, de beaux jours devant lui.

Les amateurs de football existent encore. Albert Camus les a fréquentés après avoir gardé les buts d'une équipe, le Racing universitaire d'Alger, qui, comme son homologue parisienne, perdait « scientifiquement » les matches qu'elle aurait dû gagner. Sur le terrain, racontera-t-il, « j'ai appris

tout de suite qu'une balle ne vous arrive jamais du côté où l'on croyait. Ça m'a servi dans l'existence et surtout dans la métropole où l'on n'est pas franc du collier » (discours prononcé en 1953, reproduit dans le journal du RUA).

Le FC Nantes de Perros

A cette époque, il prépare la Chute qui verra Clémence reconnaître aux tribunes des stades et aux théâtres le privilège de l'innocence. Le trait venimeux décoché aux gens du Nord y sera amplifié : exilé en Hollande dans la capitale du mensonge, Clémence y évoque avec nostalgie l'innocence virgine des îles de la Méditerranée. Manichéisme discutable (l'Ajex d'Amsterdam « trèque » moins que les équipes latines), mais indispensable au supporter.

L'esprit partisan est le plus souvent ludique : s'enchantant d'un match à la télévision, Georges Perros clôt une revue des grandes équipes européennes sur le « Nantes nouvelle cuvée » — de quoi rappeler malicieusement qu'il s'est naturalisé breton. Cet esprit peut être militant : interdit de roman, le Polonais Adolf Rudnicki trouve, grâce au reportage sportif, un biais pour s'exprimer et, grâce aux stades, des attroupe-

ments chaleureux qu'aucun tank n'a encore osé disperser. Et puis... Depuis le drame du Heysel, les propos de Camus sur le football paraissent (toutes proportions gardées) aussi ingénus que certaines pages qu'il écrivait sur l'Algérie avant 1954.

Consultez aujourd'hui le rayon « football » d'une grande librairie. Vous y verrez des monographies et des souvenirs de vadettes, des manuels techniques pour vous apprendre à tirer les coups francs ou surveiller votre alimentation, mais aussi, de plus en plus, des études sociologiques. On écrit moins, désormais, sur le football qu'autour du football. Depuis ce soir où la télévision a montré un combat de gradins, et en appendice un simulacre de finale, on redoute que le supporter ne soit devenu un « enfant perdu ». Un titre vous attirera l'œil, sur le rayon : On m'appelle le Sphinx, de Robert Herbin. Il s'agit sûrement écrit lui-même. Il s'achève du reste sur un poème, heureusement tourné. Enfin, de quoi remplacer Montherlant dans les « Morceaux choisis » ? Allons donc, si Herbin se fait poète, c'est pour parler de son jardin secret.

PIERRE-LOUIS REY (*)

(*) Pierre-Louis Rey a publié le Football, vérité et poésie, Hachette, 1979.

Sur le ballon rond

Henri de Montherlant : *les Olympiques*, Gallimard, 1924.
Jean Giraudoux : avant-propos à *Trente shoots au but*, recueil de contes primés par la Fédération française de football, Paris-Vendôme, 1949.
Albert Camus : *la Chute*, Gallimard, 1956.
Peter Handke : *l'Anglais du gardien de but au moment du penalty*, Gallimard, 1972.
Georges Perros : « Tété-Notes », dans la *Nouvelle Revue française*, 1^{er} septembre 1977.
Adolf Rudnicki : *Que le meilleur gagne*, Le Segretain, 1978.
Jacques Réda : « L'homme des bois », dans la *Nouvelle Revue française*, 1^{er} décembre 1982.
Robert Herbin : *On m'appelle le Sphinx*, Robert Laffont, 1982.

L'état de grâce

(Suite de la page 15.)

Lourd silence intérieur : n'est-ce pas l'état du champion lorsqu'il atteint la forme ? L'état, aussi, de l'écrivain quand il fait taire les paroles malencontreuses qui paralysaient son esprit ? Lourd silence, mais, en même temps, allégresse. Roger Vailland, qui « s'y connaissait », faisait, dans 325 000 F, la comparaison entre la forme de l'écrivain et celle du sportif. L'un comme l'autre accèdent parfois à une sorte d'état de grâce où se trouve dominé, conjuré, dépassé tout ce qui empêchait la performance. La matière — le corps, ou le langage — devient alors la servante, la plus docile, de ce qu'elle ralentissait auparavant.

Considérez le style de Platini : dans sa manière d'effacer un adversaire, il montre la même souveraineté que La Rochefoucauld dans sa façon de dissiper un mensonge : chez le joueur de la Juventus comme chez l'ami de M^{me} de La Fayette, le labeur n'apparaît plus. Le grand style rend invisible ce qu'il a coûté.



Albert Camus (avec la casquette) gardien de but du Racing universitaire d'Alger

Dans le numéro d'*Autrement*, Pelé, le fameux stratège du Brésil, est qualifié d'« artiste définitif ». La magie de ses feintes donnait la fièvre aux foules du Maracana, le stade de Rio-de-Janeiro. Onze au

Maracana, c'est précisément le titre qu'a choisi l'écrivain et journaliste brésilien Edilberto Coutinho pour son recueil de onze nouvelles sur le football. Cet auteur s'exprime dans un langage

musclé, rapide, efficace. Un peu le style de... Luis Fernandez.

La dernière nouvelle — la plus belle du recueil — dépeint la déchéance d'une star. Anselmo est sorti de la misère pour y retourner. « Le petit Noir malingre qui courait derrière [une] pelote de chiffon » dans les rues des quartiers pauvres est devenu un champion idolâtré. Hélas ! il s'est mis à boire, il a cessé de marquer des buts, et, comme il était doté, en outre, d'un fort mauvais caractère, sa réputation a vite décliné. Après avoir été tellement applaudi, il a subi les huées d'une foule sans mémoire ni compassion. Lui qui avait cédé à toutes les illusions de la gloire a fait ensuite l'expérience du déshonneur et de la solitude. A trente-six ans, la star, hospitalisée parmi des pauvres gens, s'est retrouvée devant le désastre de sa vie, éprouvant l'étonnement de ceux qui ne comprennent jamais les raisons de leur infortune.

A la fin du récit, Anselmo, échappé de sa clinique, revient au Maracana pour y faire ses adieux. Dans le grand stade désert, il se soûlera jusqu'à en mourir, et il entendra des applaudissements imaginaires avant de connaître le silence irrémédiable qu'il recherchait.

FRANÇOIS BOTT.

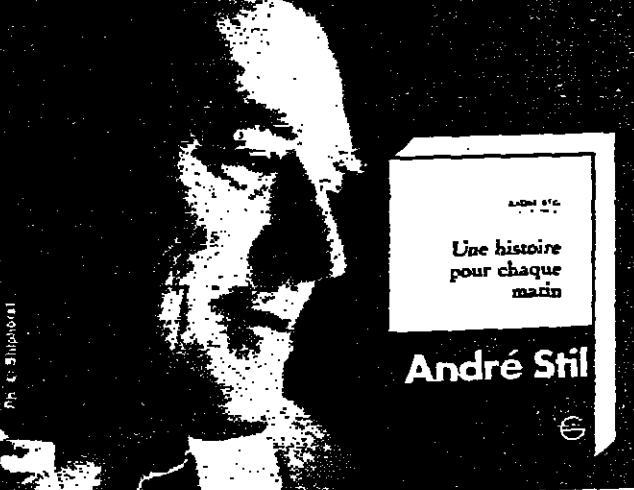
★ L'AMOUR FOOT, *Autrement*, n° 80, mai 1986, sous la direction de Jérôme Bureau, avec des contributions de Jean Baudrillard, Claude Klotz, Michel Sanson, etc. 197 p., 80 F.

★ ONZE AU MARACANA, d'Edilberto Coutinho, traduit du brésilien par Jacques Thieriot, éd. Lumeau Ascot, 155 p., 59 F.

★ ALLEZ ! c'est le titre d'un autre livre récemment paru, qui rassemble des récits ou des témoignages sur le sport. On y trouve notamment Louis Nucera pour le cyclisme, Raphaël Prividal et André Stil pour le football. L'Ecole des loisirs, 214 p., 80 F.

(1) In *le Sport*, chez Grasset.

ANDRÉ STIL
DE L'ACADÉMIE GONCOURT



Une histoire pour chaque matin

Des histoires imprévues mais véridiques, surprenantes mais familières, à déguster une à une, chaque matin d'été.

GRASSET

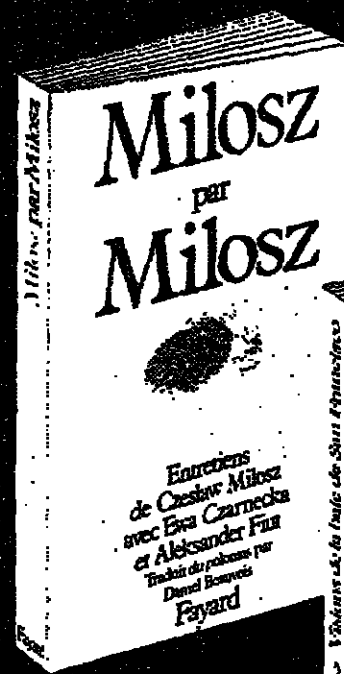
MILOSZ

Un des témoins les plus clairvoyants de notre temps.

Constantin Jelenki, *Le Monde*

Milosz, l'enfant de L'Europe.

Laurent Lemire, *La Croix*



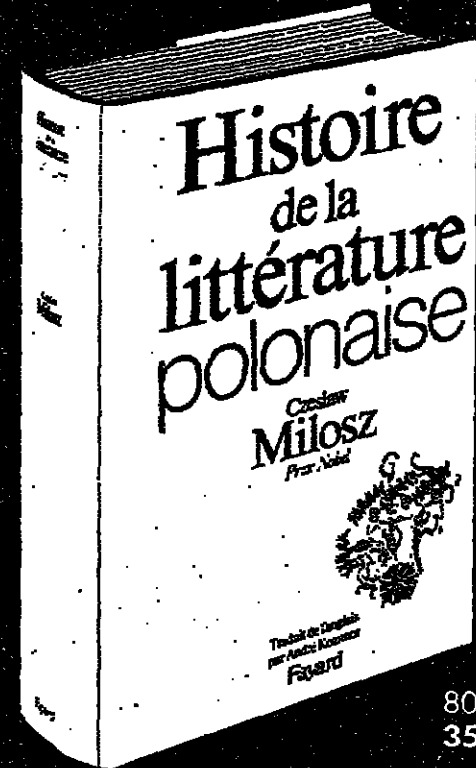
344 pages
98 F



240 pages
89 F

Livre doublement précieux, par le savoir d'une vie déjà longue et d'une curiosité vivante qui s'y sont déversés, par le talent et le goût de la véritable anthologie qui se mêle à l'étude historique et critique. Le choix de textes de Milosz est à la fois vaste et sûr. De la littérature latine du Moyen Age au Chamfort moderne de la Pologne, Stanislaw Jerzy Lec, Milosz, qui a tout lu, nous donne à respirer la fleur des écrits polonais.

Claude Roy, *Le Nouvel Observateur*



800 pages
350 F

FAYARD

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Libres enfants de Bloomsbury

La société « permissive » des derniers édouardiens autour de Virginia Woolf

« **E**N Angleterre, le monde intellectuel est plus incestueux que sur le continent, et un groupe comme celui de Bloomsbury — qui en France ou en Allemagne aurait publié un manifeste afin d'affirmer ses idées — n'avait besoin d'aucune étiquette pour assumer sa cohésion. Car ses membres étaient issus de familles similaires qui partageaient les mêmes valeurs, la même conception de la réussite professionnelle, le même sens de la famille et — c'est peut-être le plus important — le même sens de l'humour. Naître dans une telle société, où l'affection est tenue en haute estime, constitue un privilège dont je suis chaque jour plus consciente. »

Pesant privilège qu'évoque Angelica Garnett dans une préface à l'édition française de son livre autobiographique, une des confessions impudiques et réservées à la fois dont les Anglais ont le secret. *Trompeuse gentillesse*, ou plutôt, pour garder le mot-à-mot du titre original, *Trompée avec gentillesse*, avec bienveillance. A lire ce livre, on peut d'ailleurs se demander si la méchanceté n'est pas plus souhaitable, car elle rend plus libre, sinon plus heureux.

Nièce de Virginia Woolf, fille de Vanessa, l'aînée de la famille Stephen, Angelica est une « enfant de Bloomsbury », ce haut lieu de la vie intellectuelle anglaise et de l'anticonformisme qui réunit depuis le début du siècle une élite promise à la célébrité, mais que les Britanniques considèrent longtemps avec réticence : outre Leonard et Virginia, les Woolves (« les loups »), comme on les appelait dans la famille, qui se sont établis dans ce quartier de Londres, l'atelier de Vanessa à Bloomsbury accueille des peintres comme Duncan Grant, des écrivains comme Roger Fry ou David Garnett, un économiste comme John Maynard Keynes, l'auteur célèbre de *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

Née le 25 décembre 1918, la fillette a été élevée comme une sauvageonne par une mère qui méprise les convenances (« Qu'importait à la maison si j'avais les jambes nues ou des vêtements troués pourvu que je fusse active et heureuse », écrit-elle) mais qui accorde la plus haute importance aux apparences esthétiques, consacre des heures à choisir une teinte nouvelle pour les murs ou pour l'emplacement d'un tableau et enseigne à ses

enfants le mépris pour tout ce qui n'est pas admis par le clan. « Maintenant, j'en ai assez de Virginia Woolf », dit Angelica, qui, comme sa mère, est peintre — elle vient d'exposer aux États-Unis — et qui vit désormais dans le midi de la France. Cela ne l'empêche pas d'évoquer avec tendresse ses souvenirs sur sa tante, l'arrivée de Virginia à la campagne, à Charleston (1), à l'heure du thé, s'installant sur un tabouret bas et réclamant de sa nièce un baiser sur la nuque ou sur les joues. Mais avec son frère, Quentin Bell, auteur d'une biographie de Virginia Woolf qui fait autorité (2), Angelica a dû sans cesse, surtout à l'occasion du centenaire de l'écrivain, participer à des hommages, et ils étaient venus à la première à Beaumont de Freshwater, ce divertissement écrit par Virginia et représenté dans l'atelier de Vanessa pour le seizième anniversaire d'Angelica (3), qui jouait le rôle d'Ellen Terry.

« Je vois aujourd'hui mon enfance comme un paradis précaire, suspendu tel un pont au-dessus d'un nuage, mais néanmoins plein de délices », écrit-elle en conclusion de ce livre, où pour la première fois elle règle ses comptes avec Bloomsbury, avec sa mère et avec elle-même, blesmée pour toujours de n'avoir appris qu'à dix-huit ans que, dans le trio des adultes qui habitaient sa maison, son père n'était pas le mari de sa mère, mais l'autre, le peintre Duncan Grant... Étrange destin de cette « petite fille modèle » qui considère, sans en percevoir l'amoralité, le labyrinthe compliqué des relations amoureuses familiales : Vanessa mariée à Clive Bell, qui est aimé de Virginia, elle-même mariée à Leonard Woolf, et qui aime Vita Sackville-West, elle-même mariée à lord Nicholson, mais longtemps amoureuse de Violet Trefusis, comme l'a raconté dans *Histoire d'un mariage* Nigel Nicholson, le fils de Vita. Et Angelica voit se succéder près de sa mère Roger Fry, Maynard Keynes, Duncan Grant, avant d'apprendre qu'elle est en fait la fille de ce dernier et d'épouser David Garnett dit

« Bunny », l'auteur de *La Femme transformée en renard*, de trente-six ans plus âgé, et qui, à la naissance de la fille de son amant Duncan Grant, avait fait le serment de l'épouser un jour...

« J'ai été très heureuse avec lui », sourit Angelica septuagenaire, encore belle avec un regard clair empreint de mélancolie, un port de tête élégant, une silhouette fine, une élocution bien timbrée dans un français parfait. « Nous avons eu quatre filles ».

nia Woolf pour les années 1931-1933, quand elle vient de terminer les *Vagues*. « Mon Dieu ! comme je déteste l'idée que Hugh (Walpole) court partout dans Londres en annonçant que le dernier V.W. est bien décevant ; qu'il n'y est question de rien, mais qu'il est, bien sûr, écrit d'une manière exquise. » (Journal, 15 septembre 1931.)

En même temps viennent de paraître des écrits autobiographiques. *Instants de vie*, qui font

mière fois chez Pion en 1935). C'est une curiosité qui présente une version romancée de l'événement-clé de la jeunesse de Violet : sa liaison avec Vita, à travers les pensées d'une romancière intellectuelle anglaise, qui n'est autre que Virginia. Celle-ci d'ailleurs, dans *Orlando* — avait fait apparaître Violet sous le personnage d'une princesse russe, Sasha, à la « séduction extraordinaire ». Cette Anglaise excentrique, figure du Tout-Paris des années 20 et 30, amie de Proust, de Colette et de Giraudoux, à qui Max Jacob aurait proposé le mariage et qui est morte en 1972, fut également liée d'amitié avec François Mitterrand. Il évoque ainsi sa dernière visite à Violet Trefusis : « Quand la porte se referma sur l'Ombrellino », je savais qu'une époque s'achevait ou plutôt que s'effaçait la trace d'un temps partout ailleurs perdu et protégé ici par la main ferme de Violet. Dans la grande maison persistait la mémoire de passions singulières dont j'avais perçu les premiers cris (...). »

Les dames anglaises s'en sont allées. Heureusement, il nous reste aussi les *Vagues* et la *Promenade au phare*.

NICOLE ZAND.



Virginia Woolf, Angelica et Vita Sackville-West en 1932 à Charleston.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Tous des agents doubles

(Suite de la page 15.)

APRÈS son recrutement, à Oxford, pour le compte de l'Est, puis son ralliement secret à la « firme » de Londres, Pym a commis des imprudences à Prague, pour les beaux yeux d'une agent tchèque. Les traces de l'ancroche ont disparu de son dossier, mais les services de Prague ont conservé les moyens de l'utiliser. Arme à double tranchant : qui se sert de qui ? Dans ces affaires, on perd de vue le véritable manipulateur et la finalité des efforts consentis, du temps passé. L'idéal n'est qu'un instrument, parmi d'autres, d'une action qui devient à elle-même sa propre fin. Pym le note quelque part : « Nous ne sommes, nous les espions, que des escrocs légaux. Nous mettons notre nature de malfaiteurs au service de l'État. »

Pourquoi, à Oxford, s'être collé aux communistes qui l'exploitaient sans contrepartie, et à qui ne le liait aucune sympathie idéologique ? Pourquoi les avoir trahis en douceur ? Pour les convertir à la liberté ? Pym ne sait plus bien. Peut-être est-ce l'entre-deux qui l'attire : ou l'incertitude même. Il n'y a pas que les espions qui soient obligés d'accomplir certaines choses pour en trouver les motifs. Nos actes sont souvent des questions, non des réponses. Nous sommes tous des agents doubles : telle est la leçon du livre, si vraiment on en cherche une. Autre enseignement, que Pym tire de sa vocation flottante et que Proust avait déjà noté : dans la vie, on finit toujours par faire ce qu'on fait le moins bien !

C'EST parce qu'il ne sait plus pourquoi il agit que Pym devient le parfait espion. Il ne cherche plus à justifier moralement les entorses à l'honneur et à l'amitié que lui impose sa fonction. Accomplir du « sale boulot » pour que des « âmes pures » dorment sur leurs « deux oreilles » : ce type de raisonnement n'a plus cours à ses yeux. « Qui a deux maisons perd la raison », dit le proverbe ; mais qui n'a pas au moins deux maisons dans sa tête ! Sinon tout le monde, au moins les écrivains, exemples parfaits d'espions en train de trahir, et sans savoir pourquoi.

Pym est d'ailleurs écrivain avant tout et au bout du compte. Parce qu'il a toujours été une coquille creuse en qui les autres plaçaient leur volonté, vient un moment où il héberge trop de choses, où il éprouve le besoin d'en faire dépôt, comme les espions abandonnent leur trop-plein de secrets dans des boîtes à lettres mortes. Autant qu'on sache, Pym ne s'en trouvera pas libéré. Ayant revêtu le peignoir des samourais déchu, il s'apprête à se tirer une balle de Browning 38. On n'entendra pas la déflagration, mais le bilan est là. Un père et une société ont façonné un être à leur image, à leur solde. Dans les combats de l'ombre, il n'y a pas de vainqueurs et de vaincus : un peu comme dans les batailles avec soi-même.

CE résumé ne doit pas faire croire à un livre sombre. Le Carré n'est pas un auteur tragique, même s'il nous laisse sans beaucoup d'illusions. Comme dans la *Taupe*, les *Gens de Smiley* ou la *Petite Fille au tambour*, il manie l'humour avec allégresse et tous azimuts. Les continents que nous sommes mis dans le secret de certains regards vides où ils croient voir le comble de la circonspection britannique et qui ne seraient que les masques d'une autorité dépassée par les événements.

Une belle goulée d'aventures, ce *perfect spy*, mais aussi une façon de nous rappeler, sourires aux lèvres, qu'on est toujours autre chose que ce qu'on croit ou veut être.

★ UN PUR ESPION, de John Le Carré, texte français de Nathalie Zimmermann, R. Laffont éd., 536 p., 99 F.

MAISON DE LA POÉSIE
Associée au subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau (1^{er}) - M^o Halles, tél. : 42-36-27-53
Hommage à Alexandre VOISARD
en sa présence
Textes lus par Robert ETCHÉVERRY
LUNDI 2 JUIN, à 20 h 30.

Edna O'Brien
la romancière amoureuse

Vingt-neuf nouvelles, et une très belle leçon de style.

LORSQUE René Julliard publia son premier roman en français, elle fut surnommée « la Française Sagan irlandaise ». C'était en 1960. Edna O'Brien avait alors vingt-huit ans. Un peu à la manière de Sagan, il est vrai, elle racontait dans la *Jeune Irlandaise* (1) l'histoire d'une adolescente qui, petit à petit, se libère d'une certaine emprise familiale pour découvrir la vie, « sa » vie. Un récit mélancolique et gai, insolent et acide. Une sorte de manifeste de l'amour aussi.

Edna O'Brien n'a changé ni de cap ni de registre. La dizaine de romans qu'elle a écrits depuis sont largement consacrés à ce thème de l'amour, fut-il celui de la terre natale ou des autres. La nouvelle est également un genre dans lequel Edna O'Brien excelle. En témoigne *Un cœur fanatique*, livre qui propose un choix effectué à partir de quatre recueils de nouvelles, publiés entre 1968 et 1981.

Ces vingt-neuf récits illustrent les deux veines d'inspiration qu'a toujours suivies O'Brien. La première est de loin la plus autobio-

graphique : la romancière évoque le pays qui l'a vue naître, l'Irlande. L'enfance, « cette région lointaine où jamais rien ne meurt, pas même soi », semble pour O'Brien un inépuisable réservoir, une immense galerie peuplée de personnages toujours étonnants, telles ces *Demoiselles Connor*, petites aristocrates de province dont elle nous conte en quinze pages (mais quinze pages superbes) l'apogée puis le déclin. Ce n'est pas l'Irlande des larmes et du sang que nous raconte Edna O'Brien. Le pathétique n'est pas son affaire. L'intérêt réside davantage le jeu de la mémoire qui s'inscrit sur l'écran du temps.

La deuxième veine de cet écrivain, qui vit à Londres depuis plus de vingt-cinq ans, est plus « anglaise ». Bien qu'elle n'éprouve visiblement aucune attirance pour les histoires roses où le thé et les petits gateaux sont toujours servis à 4 heures, Edna O'Brien n'en reste pas moins une romancière de l'amour. Amour tragique (d'une fille pour sa mère, dans *Une rose à New York*), amour étrange (avec *Numéro 10*), amour retrouvé (peut-être, dans *M^{me} Reinhardt*). Une fois de plus, O'Brien emprunte des chemins où on ne l'attend pas. Ses héroïnes ne sont ni des grues ni des oies blanches. Ce sont des femmes pour qui l'amour est un mode de vie. Et s'il provoque des blessures, des déchirures, il est aussi un miroir dans lequel elles s'observent et observent les autres.

Edna O'Brien se révèle ici une merveilleuse stylist. Tout est

dans la phrase, son rythme, ses ellipses. On la lirait des jours entiers, on la lirait des nuits entières. Parce qu'elle ne cherche pas à nous tromper, elle nous convainc de sa vérité : celle des femmes, celle de la vie. Celle de l'amour. Oh ! encore l'amour ! Eh oui, toujours l'amour !

BERNARD GÉNÈS

★ UN CŒUR FANATIQUE, de Edna O'Brien, traduit de l'anglais par Léo Dillé, Fayard, 500 p., 150 F.

(1) La *Jeune Irlandaise*, n'a pas été rééditée depuis lors, de même que les deux titres publiés chez Gallimard, *Le Joli Mois d'août* (1968) et *Les Patens d'Irlande* (1973).

Claude GAIGNEBET

A plus haut sens

L'ésotérisme spirituel et charnel de RABELAIS

Deux volumes 21 x 27 totalisant 1.120 pages.
Parution : fin 1986

Il aura fallu plus de vingt années de recherches passionnées pour que Claude GAIGNEBET découvre enfin la clef de l'Enigme.

Non ! Rabelais ne s'est pas moqué en promettant une « substantifique moelle ». Elle est plus inattendue, plus maçonnique, plus traditionnelle, plus alchimique, plus kabbalistique, plus mystique que des générations de rabelaisiens ne l'avaient imaginé.

Nom Prénom

Adresse

désire recevoir, sans engagement, votre documentation « A plus haut sens ».

Editions MAISONNEUVE ET LAROSE

LIVRES
A VENDRE ?LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
42-88-88-06.

LETTRES

UNE NOUVELLE REVUE

« L'Aventure humaine » : la première coédition internationale

Des revues, il en fait et il en fait chaque semaine : c'est presque une loi du genre. La naissance de *L'Aventure humaine* est pourtant un événement éditorial et intellectuel qui va bien au-delà des modes d'un jour, des engagements d'un instant et des campagnes publicitaires soigneusement orchestrées.

C'est un événement éditorial : pour la première fois, une même revue paraît simultanément en Italie, en France et en Allemagne dans la langue de chacun des pays concernés. Dès la rentrée prochaine, l'expérience sera étendue aux États-Unis, avant de gagner le Japon et le Mexique. Ce qui signifie que la coédition internationale, qui, pour des raisons de coût et d'ampleur des marchés, fonctionnait déjà activement dans le domaine du livre d'art, par exemple, peut désormais intéresser ce lieu par excellence de la mobilité et de la recherche qu'est une revue. Peut-être l'initiative qu'ont pris Jaca Book à Milan, le Cercle d'art à Paris, Rizzoli à New-York et Belser à Stuttgart donnera-t-elle des idées demain à des éditeurs d'histoire, de science ou de recherches de pointe. Certes, des conditions existent dans certains domaines universitaires, mais il s'agit davantage de communications tirées à quelques dizaines d'exemplaires et qui demeurent inconnues du grand public. *L'Aventure humaine* sera, elle, distribuée dans les librairies à plusieurs milliers d'exemplaires.

C'est un événement intellectuel : le principe de la co-responsabilité appliquée dans le domaine de l'édition, est, en effet, également dans celui de la rédaction. Un comité scientifique international se réunit deux fois par an pour choisir les principaux thèmes qui seront traités dans la revue. Il est composé du philosophe brésilien Carlos Castaneda, du paléontologue français Yves Coppens, de l'historien d'art Jean Leymarie, du philosophe et archéologue italien Sebastiano Moscati, de l'historien d'art américain John Pope-Hennessy et de l'économiste hollandais Jan Tinbergen. Avant sa mort, Mircea Eliade avait accepté de faire partie de ce comité, et il a collaboré aux travaux de préparation des premiers numéros.

Une équipe pluridisciplinaire

Amour de cette équipe, un certain nombre de personnalités ont accepté de participer activement aux travaux de *L'Aventure humaine*, parmi lesquelles Paul Ricoeur, Octavio Paz, Wole Soyinka, Yves Bonnefoy, Enrique Krause, Anna Maria Battista, Adriano Alpagio Novello, Albert Jacquard, bien d'autres encore.

Internationale, la revue est, en effet, aussi interdisciplinaire, et la réunion du comité scientifique au début de ce mois de mai à Stress a permis, en présence de quelques journalistes, d'en préciser les objectifs et les ambitions. « Ce qui nous intéresse, ont affirmé les membres du comité, auxquels étaient joints le professeur Rie, de l'université de Louvain, spécialiste d'histoire des religions et disciple d'Eliade, et le poète brésilien Antonio Olinto, c'est l'homme dans sa totalité. Nous sommes tous des spécialistes dans un domaine très étroit et très « pointu », mais la spécialisation va à l'encontre de la communication. Or nous avons des problèmes qui nous sont communs à tous, et si nous n'informons pas le public du sens des plus grandes découvertes, nous ne servons à rien ».

Ce qui est vrai des sciences l'est aussi de la littérature, et notamment de la poésie, comme devait le souligner Antonio Olinto : « La vision poétique est également une appréhension de la totalité de l'homme, et il est nécessaire d'ajouter à la connaissance la vision immédiate de la poésie ».

Il est nécessaire, enfin, de mondialiser cette approche de la totalité humaine. « Il n'est plus possible aujourd'hui de parler de l'art, a soutenu, par exemple, Jean Leymarie, si l'on n'étudie pas l'ensemble des manifestations artistiques sur la totalité de la planète » : d'où le besoin d'une revue qui soit consacrée, à la confrontation de ces diverses

manifestations et aux « ponts » qui sont susceptibles d'être jetés entre les arts et les sciences les plus divers.

Un « collège des nations »

En fait, *L'Aventure humaine* ne veut et sera probablement davantage qu'une revue : Forgerie d'une sorte de « collège des nations » construit à la manière du Collège de France, mais qui aurait, davantage sans doute que son prestigieux confrère, le souci de communiquer. Et aussi celui de plaire : telle qu'elle se présente aujourd'hui, la revue est également un très bel objet, soigneusement mis en page, bénéficiant de toutes les qualités de la typographie et de la gravure italienne, abondamment et luxueusement illustrée. Au sommaire de ce numéro n°1, un ensemble somptueux sur le Mexique, celui d'Olinto, tel que nous le révélait les dernières découvertes de l'archéologie, mais encore celui d'aujourd'hui, qui subit une décadence qu'on ne saurait croire inexorable ; un article d'Emmanuel Anati sur les premiers peuples du monde ; une étude de Giuseppe Minelli sur la naissance et l'évolution de la vie ; une nouvelle d'Antonio Olinto, *Les Meubles de la danseuse*, et une enquête photographique passionnante sur la construction d'un quartier d'Evora, au Portugal, par l'architecte Alvaro Siza Vieira. Entre autres choses toujours belles, et souvent remarquables de science et d'intelligence.

PIERRE LEPAPE.

★ L'AVENTURE HUMAINE, 114 p., 115 F., revue trimestrielle.



Raise de température et chute de tension. Pas de coup de cœur, mercredi 28 mai, à Roland-Garros visité par les enfants. La logique des têtes de série a été implacable au deuxième tour du tournoi féminin. En revanche, beaucoup de fatigue encore pour Noah dans un tournoi masculin où seul Lendl se semble pas à la peine.

Tout flic de camp. Le respect en particulier. C'est l'avis des « M^s Michu » que Yannick Noah, champion de tennis, n'est pas loin de partager. Père, il veut bien. Et même plutôt deux fois qu'une. Mais châté, il ne supporte pas. Or il faut bien dire que mercredi, journée fatidique où Roland-Garros ouvre toutes grandes ses grilles à la maraude, Noah est en train de se battre avec lui. Un groupe en particulier. Installé au sommet des gradins de la tribune « B », cette petite bande mena sa version de la Guerre des boutons, l'après-midi durant. Pour Noah, c'est l'été de papier. La troupe s'en donne à cœur joie. Indifférent à ce qui se passe tout en bas sur le rectangle de brique brûlée. Les sermons répétés du juge de paix n'y changent rien. Ce fut dans ce brouhaha d'étude en folie que Noah et Giammalva jouèrent donc pendant plus de trois heures. On pourrait les plaindre. On ne le fera pas.

Ces garnements connaissent parfaitement bien le classement mondial que la chronologie des rois de France. Noah, c'est tout juste. Mais une idole n'a pas le droit de descendre de son piédestal. Le prodige est chez lui une obligation. Avec sa raquette magique, chacun de ses points doit être plus merveilleux que le précédent.

Or, la veille à la télé, ces petits diables avaient bien vu que Noah n'est pas un grand champion contre Patrick Benhabiles. Il attendait une réhabilitation et ils la souhaitaient éblouissante contre ce Sammy Giammalva à la démarche sautillante de kangourou.

En fait de réhabilitation c'est une mauvaise répétition du match de mardi qu'on leur a servie en guise de récré. Sans la tension de la partie de la veille, lourde d'émotion entre les deux Français. Sans tension du tout. Des échanges déçus. Une partie molle comme un chewing-gum ramolli. Sans aucun intérêt, quel que soit de savoir si finalement Noah arriverait à survivre à ce second tour des Internationaux. Alors elles eurent bien raison, ces chères têtes blondes, de s'annuler entre elles en attendant que cela passe, comme un mauvais cours de géométrie.

Iconoclastes

L'épreuve de ce match que traçaient les deux joueurs dans l'espace du court n'avait ni queue ni tête. Comment comprendre que, menant 6-3 et 4-1 Noah se soit retrouvé forcé à un tie-break qu'il perdit

(9-7) en dépit de trois balles de set. Pour entamer une course-poursuite désordonnée de deux manches où il céda trois fois son service et prit cinq fois celui de l'adversaire. Il en jura. Il s'en affola. Il s'en agenouilla pour quelques prières muettes aux dieux du tennis. Un masque de lassitude en alternance avec celui de l'exaspération figée sur le visage.

Curieuse impuissance intermittente. Était-elle la conséquence de la fatigue non effacée des quatre heures passées la veille sur le court, de l'inquiétude provoquée par une cheville gauche douloureuse, du manque enfin de résistance à la suite d'un entraînement écourté ? Noah le pensait après coup, estimant qu'avec une journée de repos, il retrouverait tout son tonus pour affronter, vendredi 30, en seizième de finale, Fernando Luna. Il en aura besoin. L'opposition de l'Espagnol devrait être autrement consistante que celle de l'Américain, car si

Giammalva est au moins aussi bagarreur que Benhabiles, il a une proposition suicidaire à sortir des balles que Noah lui servirait pourtant sur un plateau.

On se demandait même comment, avec une volée aussi catastrophique, ce Texan avait pu se maintenir dans les cent premiers mondiaux. Et l'on se demandait aussi comment Noah allait pouvoir réaliser son ambition, reconquérir le titre gagné ici en 1983. Parmi ceux qu'il pourra rencontrer sur sa route, Vilas a montré une nouvelle fois qu'il avait redonné une cadence infernale à son gros bras gauche. Kriek a déjoué les premiers pièges de la terre battue et Lendl n'a pas eu son pareil pour martyriser les balles. Autant d'iconoclastes professionnels qui n'ont cure du statut d'idole que Noah a eu tant de mal à préserver aux yeux sans pitié des enfants.

ALAIN GRAUDO.

Steffi Graf : la troisième femme

Mercredi matin, sur le court de Roland-Garros, battue en huitième de finale, elle devait abandonner la vedette à plus jeune qu'elle. Mais l'intermède fut de courte durée. Aujourd'hui, la brune Argentine Gabriela Sabatini, seize ans, demeure un grand espoir du tennis. Steffi Graf, elle, est devenue l'héritière de la couronne. Sa dernière défaite ? Elle remonte au mois d'avril dernier contre Martina Navratilova justement.

Raquette bricolée

Steffi n'est pas née avec une raquette à la main. Une malformation de naissance vite réparée : à l'âge de quatre ans elle faisait ses premiers pas sur un court de tennis avec une raquette bricolée sur son père. Pendant ce temps, Chris Evert jouait ses premiers matchs à Wimbledon, ignorant qu'elle serait un jour « intimidée » par le coup droit de cette gaminie inconnue ; qu'elle serait même battue par elle, comme ce fut le cas le mois dernier à Hilton Head.

Cette victoire a donné un nouveau coup d'accélérateur à la carrière de l'adolescente. Une carrière vécue en famille. A Brühl, dans le banlieue de Heidelberg, maman gère le carnet de rendez-vous, tandis que papa s'occupe de l'entraînement, accompagnant sa fille à travers le monde, répon-

dant à sa place aux interviews. « Personne dans la famille ne pensait qu'elle pourrait progresser si vite, dit-il. Son but était de terminer l'année 86 dans les dix premières ».

On dit Peter Graf ambitieux pour deux. Insinuation qu'il réfute : « Je n'ai pas besoin de pousser Steffi car elle aime passionnément jouer. Je dois au contraire parfois l'obliger à se reposer. » Il n'empêche que ce père envahissant a tout d'abord lui à l'image de sa fille. Le « clan Graf » s'est longtemps maintenu à l'écart du circuit, boudant ostensiblement en cas de défaite, accusant même les organisateurs de tournois de favoriser les joueuses américaines. Après une entrevue avec les responsables de la Women's Tennis Association (WTA), les Graf ont récemment senti la nécessité de « conserver une image positive » à Steffi. Les victoires ont fait le reste.

A Paris, Steffi la sauvegarde à la souris. Aussi à l'aise en dehors que sur le court. Son nouveau standing d'outsider numéro 1 - comme son compatriote Boris Becker l'an dernier à Wimbledon - ne semble pas la perturber. « Je joue chaque match à fond, dit-elle, et j'espère arriver un jour à me débarrasser de moi-même en tant que fille ». Où elle se retrouverait face à Chris Evert Lloyd pour une mémorable revanche.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice, Cédex, Jeudi 5 juin 1986, à 14 h 30
UN APPARTEMENT de 2 P. Prime.
au 2^e étage, b.t. A - Criv - Dans imm.
à MAISON-ALFORT (94)
17-19-21, rue Michel - rue Louis-Henri
sans p. et 42-48-50, avenue Joffre
Mise à prix : 40 000 F

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice, Cédex, Jeudi 12 juin 1986, à 14 h 30
UNE MAISON D'HABITATION
avec jardin - Cont. 1 A 49 CA
à VILLENEUVE-ST-GEORGES (94)
5, rue du St-Denis
Mise à prix : 75 000 F

S'adr. M^r LARROUYE-CUPILLARD, avocat, 46, avenue Albert-I^{er}, 92100, Neuilly-sur-Seine, Tél. : 42-33-12-73
M^r BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats, associés à Paris (1^{er}), 18, rue Duphot, Tél. : 42-60-39-13. Tél. avocats pr. Trib. Gde Inst. Cédex. Sur licit. voir visiter.

S'adr. M^r LARROUYE-CUPILLARD, avocat, 46, avenue Albert-I^{er}, 92100, Neuilly-sur-Seine, Tél. : 42-33-12-73
M^r BRUNO CHAÏN, avocat, 15, avenue Rapp à Paris (7^e), Tél. : 45-33-72-02. Tél. avocats pr. Trib. Gde Inst. de Cédex.

VENTE sur conversion de saisie immobilière en vente ordinaire au Palais de Justice de NANTERRE, 1^{er} étage, Cédex, le JEUDI 12 JUIN 1986, à 14 h - EN CINQ LOTS
Lot 1 et 2 : une CAVE CHAQUE M.A.P. : 5 000 F
Lot 3 : deux CAVES M.A.P. : 10 000 F
Lot 4 : LOCAL COMMERCIAL comp. BOUT. ARR. BOUT. M.A.P. : 100 000 F
Lot 5 : APPART comp. séj. 1 ch., cuis., b. WC M.A.P. : 100 000 F
2, RUE BERTHELOT à SURESNES (92)
S'adr. cabinet de M^r BARON-BONNET, BOUCHER-BOZONNET, MEYNAUD, notaires, 47 bis, rue de Valenciennes, à Nanterre (92) - Tél. : 47-21-49-45 et 47-25-21-13. Au greffe TGI Nanterre, où l'enchère est déposée. - Sur les lieux pour visiter, les 6 et 9 juin, de 14 h à 15 h.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'ÉVRY, rue des Mazères, le MARDI 10 JUIN 1986, à 14 h - UN LOT
MAISON INDIVIDUELLE à GIF-SUR-YVETTE (91)
97, allée de la Pointe-Centée
cont. sect. AD, n° 131, pour une CONT. SUP. de 6 a 74 ca, bndit « la Mare-Nathé », comp. rez-de-ch. : entrée, cuis., déj., 4 ch. inv. lavabo, salle à manger, s. de bain, bureau de rang., atelier, cuisine, garage, 4 ch. rangement, 2 a. de bain, WC, terrasse - Jardin arboré
Mise à prix : 500 000 F
S'adr. à M^r Yves de CHAILARD, avocat au barreau d'ÉVRY, demeurant rue des Mazères, imme. « le Mazère », à ÉVRY (91) - Tél. : 60-77-15-57.

VENTE APRÈS LIQUIDATION DES BIENS, au PALAIS DE JUSTICE À PARIS, le JEUDI 5 JUIN 1986, à 14 heures
DANS UN IMMEUBLE à PARIS (20^e)
3 et 3 bis, rue de l'Est
1^{er} LOT : un 3^e étage comp. cuis., 2 pièces, cuisine, salle bain, WC, dégagement, placard, terrasse, asc., empl. voit., cave
MISE À PRIX : 280 000 F
S'adresser à M^r B. MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, 75116 PARIS - Tél. : 47-33-73-70 ; M^r GOURDAIN, avocat, 174, bd Saint-Germain, 75006 PARIS : ou à tous avocats près le Trib. de PARIS.

VENTE APRÈS LIQUIDATION DES BIENS, au PALAIS DE JUSTICE À PARIS, le JEUDI 5 JUIN 1986, à 14 heures
UN TERRAIN sis COMMUNE de ROUBAIX (NORD)
36, rue du Brondeloire
cont. sect. LO, n° 3, pour 74 a 96 ca
LIBRE - MISE À PRIX : 1 000 000 de F
S'adresser pour tous renseignements à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, avocat, avocat, 182, rue de Rivoli, à PARIS (1^{er}) - Tél. : 42-60-20-49 ; M^r GUERIN, avocat, 60, bd Saint-Germain, à PARIS (5^e) : ou greffe du Tribunal de grande instance de PARIS, Palais de Justice, en la Cité, tel du Palais, où le cahier des charges est déposé.

Les résultats du mercredi 28 mai

SIMPLE MESSIEURS

(Trente-deuxièmes de finale)

PREMIER QUART. - Lendl (Tch., 1) b. Hasek (Sud., 26), 6-3, 6-3, 6-3 ; Minami (Arg., 251) b. Yoni (Aust., 103), 6-4, 5-7, 6-3, 6-2 ; Samund (Sud., 104) b. Cahill (Aust., 117), 6-3, 6-1, 6-0 ; Gomez (Eq., 12) b. Aerts (Bré., 130), 6-1, 6-4, 4-6, 6-3 ; Jarryd (Sud., 9) b. Ochoa (Yong., 136), 6-2, 6-4, 1-6, 7-5 ; Carlsone (Sud., 23) b. Sundström (Sud., 121), 6-3, 6-2, 6-3, 6-2 ; Kerec (RFA, 106) b. Perez (Ur., 41), 7-6 (7-1), 6-4, 7-6 (8-6) ; Smid (Tch., 35) b. Nelson (E-U, 88), 6-4, 6-2, 7-6 (7-4).

DEUXIÈME QUART. - Vilas (Arg., 18) b. Westenholme (Can., 84), 7-5, 6-2, 6-2 ; Luna (Esp., 68) b. Freeman (E-U, 109), 6-2, 6-1, 6-3 ; Kriek (E-U, 19) b. Sabatini (Tch., 34), 6-1, 6-3, 7-6 (7-1) ; Forger (Fr., 33) b. Muster (Aust., 76), 6-2, 6-3, 4-6, 7-5 (7-1) ; Noah (Fr., 6) b. Giammalva (E-U, 89), 6-3, 6-7 (8-10), 6-4, 6-4 ; Giammalva (Sud., 12) b. Cahill (E-U, 47), 7-6 (7-3), 6-4, 7-5 ; Mantar (Bré., 129) b. Fitzgibbon (Aust., 124), 6-7 (2-7), 7-5, 6-4, 3-3 ; Jelen (RFA, 40) b. McNamee (Aust., 30), 6-4, 6-4, 7-5.

SIMPLE DAMES

(Trente-deuxièmes de finale)

PREMIER QUART. - C. Forwick (RFA, 130) b. P. Tarabini (Arg., 179), 6-4, 6-2 ; L. Garro (Ital., 62) b. V. Nelson (E-U, 80), 6-3, 7-6 ; C. Lindqvist (Sud., 16) b. S. Meier (RFA, 161), 1-6, 6-2, 6-3 ; R. Fairbank (Afr., 32) b. S. Sloane (E-U, 112), 6-3, 6-2, 6-2 ; K. Rinaldi (E-U, 8) b. B. Burgin (E-U, 31), 7-6 (7-1), 6-2 ; L. Bonder (E-U, 28) b. A. Kanelopoulou (Grèce, 51), 6-2, 5-7, 6-2 ; M. Navratilova (E-U, 1) b. L. Savchenko (URSS, 55), 6-2, 6-2 ; Z. Garrison (E-U, 12) b. A. Dechambeau (Fr., 361), 6-2, 6-3.

DEUXIÈME QUART. - T. Phelps (E-U, 21) b. Mascarin (E-U, 34), 0-6, 6-2, 6-2 ; T. Schenker-Lamson (Afr., 47) b. L. Drexhner (Suisse, 73), 7-5, 6-2 ; A. Hobbs (G-B, 61) b. N. Sodape (Yong., 101), 6-3, 6-4 ; M. Jansovec (E-U, 114) b. A. Holikova (Tch., 79), 1-6, 7-4 (8-6), 7-5 ; K. Melova (Sud., 38) b. C. Fernandez (E-U, 141), 6-3, 6-2 ; C. Kohde-Kish (RFA, 4) b. R. Roggi (Ital., 40), 6-1, 7-6 (7-5) ; R. Sukova (Tch., 7) b. J.J. Fernandez (E-U, 103), 7-5, 6-1.

TROISIÈME QUART. - C. Benjamin (E-U, 66) b. M. Gurney (E-U, 75), 6-4, 4-6, 8-6 ; H. Mandlikova (Tch., 5) b. V. Pague (Fr., 399), 6-0, 6-1 ; S. Graf (RFA, 3) b. G. Ruzh (E-U, 247), 6-1, 6-1 ; K. Masnikova

(Tch., 84) b. N. Dias (Bré., 100), 2-6, 6-2, 6-1 ; M. Meiser (P-B, 46) b. B. Bunge (RFA, 27), 6-2, 2-6, 6-3 ; M. Torres (E-U, 61) b. E. Krapi (Suisse, 123), 4-6, 6-1, 6-1 ; L. Gildemeister (Pérou, 29) b. M. Yamagi (Jap., 125), 7-5, 6-7, 6-4 ; P. Casale (E-U, 30) b. A. Croft (G-B, 37), 6-3, 3-6, 6-3.

QUATRIÈME QUART. - C. Evert-Lloyd (E-U, 2) b. N. Herremans (Fr., 106), 6-2, 6-1 ; G. Sabatini (Arg., 11) b. P. Huber (Aust., 71), 6-1, 6-3 ; M. Maleeva (Bul., 10) b. C. Seire (Fr., 86), 6-0, 6-3 ; M. Paz (Arg., 80) b. F. Bonagiori (It., 174), 7-5, 6-0 ; J. Byrne (Aust., 124) b. L. Field (Aust., 128), 6-0, 6-4 ; C. Bassett (Suisse, 123), 4-6, 6-1, 6-1 ; L. Gildemeister (Pérou, 29) b. M. Yamagi (Jap., 125), 7-5, 6-7, 6-4 ; P. Casale (E-U, 30) b. A. Croft (G-B, 37), 6-3, 3-6, 6-3.

Match en retard du premier tour
DEUXIÈME QUART. - M. J. Fernandez (E-U, 69) b. H. Kafes (Can., 39), 7-6, 6-3.

DOUBLE MESSIEURS

Dowdell (G-B) - Ochoa (It.) b. Davis (E-U) - Drexhner (Aust.), 5-7, 6-2, 6-2 ; Lutz-Tiberti (Arg.) b. Emerson (Aust.) - Rittner-Schaper (RFA), 6-4, 6-3 ; Navratil (Tch.) - Schaper (P-B) b. Barbosa-Kley (Br.), 1-6, 6-4, 6-1 ; Tideman (Sud.) - Woodbridge (Aust.) b. P. Smith (Tch.) - Wilmberg (E-U), 6-3, 3-6, 6-3 ; Claver (Esp.) - Guerrero (Arg.) b. Edwards (Afr.) - Gonzalez (Pérou), 6-7, 6-4, 7-5 ; Nilsson (Sud.) - Vekemans (G-B) b. Derlin (Aust.) - Felgate (G-B), 6-3, 6-3 ; De Palmer-Domally (E-U) b. Eriksson-Svensson (Sud.), 6-3, 6-2 ; Lozano (Mex.) - Witsken (E-U) b. Graham (Aust.) - Peci (Par.), 7-5, 5-7, 6-3 ; Benhabiles - Flaminio (Fr.) b. Landgren-Perinforts (Sud.), 6-3, 6-3 ; 7-5 ; Lesorte (Fr.) - Stewart (E-U) b. Champion-Courant (Fr.), 6-3, 7-5 ; Colombo-Mazzadri (It.) b. Amrith (Ind.) - Richter (E-U), 3-6, 6-3, 7-5 ; Flach-Seguso (E-U) b. Bates-Slaw (G-B), 7-6, 6-4 ; Dyke-Masur (Aust.) b. Fink (Pol.) - Panatta (It.), 6-2, 6-3 ; Kriek (E-U) - Lloyd (G-B) b. Tulesko-Wladimirsky (Fr.), 6-7, 6-4, 6-4 ; Doolittle-Panam (Fr.) b. Carlsone-Ramazzo (Sud.), 6-3, 6-4 ; Acuna (Chili) - Laville (Mex.) b. Edmondson-Warwick (Aust.), 7-6, 7-6 ; Glickstein-Simon (Ir.) b. Errard-Patier (Fr.), 7-5, 6-3 ; Dillaur-Pugh (Arg.) b. Soares-Semeny (Br.), 7-5, 7-6.

M. PIERRE GUICHARD REND PUBLIC SON PLAN DE PRÉPARATION OLYMPIQUE.

Chargé de mission par le secrétariat d'État à la Jeunesse, aux sports et pour préparer les Jeux Olympiques d'hiver et d'été de 1988, M. Pierre Guichard a révélé, mercredi 28 mai, les grandes lignes de son plan de bataille. L'essentiel de l'effort sera concentré sur l'organisation de stages interdisciplinaires, l'officialisation des « camps d'entraînement olympiques » et la mise en place de structures communes pour la surveillance médicale des athlètes. Parallèlement, la priorité de la préparation olympique sera affirmée par une série d'actions de promotion (organisation d'événements nationaux et d'opérations de prestige, création d'un « comité de soutien des équipes olympiques », valorisation des exploits par l'attribution de « prix olympiques », etc.).

Le détail de ce programme sera discuté au cours d'assises nationales organisées le 3 juillet prochain. Approuvé par la commission du sport de haut niveau, le « Plan Guichard » a été doté de 4,5 millions de francs pour 1986.

● FOOTBALL : l'équipe de France décevante. Pour son troisième match de préparation à la Coupe du monde, la France a subi, mercredi 28 mai à Tlaxcala (Mexique), une surprenante défaite (2 à 0) face à l'équipe universitaire des Pumas de Mexico, pourtant privée de ses cinq internationaux.

● CYCLISME : le retour de Fignon. - Déjà vainqueur cette année de la Flèche wallonne, Laurent Fignon a fait sa réapparition au premier plan, après un Tour d'Espagne laborieux, en remportant, mercredi 28 mai, la deuxième étape Belleville-sur-Saône - Gueugnon du Critérium du Dauphiné libéré et en prenant la tête du classement général.

DANSE

« Salomé parabole du désir », à La Villette

Jeux de miroirs à l'infini

Entre le Japon et la France, entre le théâtre et la danse, Hideyuki Yano tente de capter l'ambiguïté de Salomé

Bien des chorégraphes ont rêvé sur le thème de Salomé. Mais aucun n'est allé aussi loin que Hideyuki Yano. Voici des années qu'il est habité par ce sujet. Il s'en délivre peu à peu.

L'an passé, il a présenté à Besançon (où il dirige des ateliers de danse) *Ciné-fiction*, un portrait éclaté à partir du texte d'Oscar Wilde où l'image de Salomé revivait à travers les fantasmes de trois hommes. Au Festival de Montpellier 1985, il a créé le spectacle que l'on peut voir actuellement à La Villette - un peu remanié - et, cet hiver, il a donné au Théâtre 14 un *Epilogue* qui rattache la légende biblique au mythe sumérien d'Ishtar et Tammuz. Cet ensemble ouvre une foule de perspectives, de jeux de miroirs à l'infini.

Le premier volet du triptyque traitait du mimétisme et du suicide ; le dernier de la violence et de la sexualité. La partie centrale met en situation le personnage de Salomé en évitant toutefois le récit au premier degré. Salomé, estime le chorégraphe, n'existe que dans notre imaginaire : « Ainsi on peut mettre derrière le mythe tout ce qu'on veut, aussi bien l'idée du travesti qu'un symbolisme à la Mallarmé ou l'hypothèse séduisante du poète Henri Heine, pour qui Salomé est un fantôme inventé par Hérodiade ». Lui se la représente plutôt comme une Antigone : « Enfant tourmentée, elle cherche à imiter sa mère. Sa mère a un amant ; elle en veut un aussi, et qui pourrait l'être hormis son beau-père - au demeurant assassin de son père ? »

« Ce n'est pas un hasard si elle choisit le prophète qu'elle ne connaît que par la voix. Salomé est suicidaire ; elle cherche la mort et, de son côté, inconsciemment, Jean-Baptiste la cherche aussi. »

Tout en s'efforçant de dépasser sa culture originelle, Yano a conçu un rituel théâtral un peu lent qui rappelle le nô dans son déroulement et le cinéma japonais (*l'Empire des sens* notamment) par son climat érotique et cruel.

Le ballet est construit sous la forme de trois épisodes de séduc-



Elsa Wollaston, danseuse noire.

tion : Hérode et Salomé - la danse du désir informulé, - Hérode et Hérodiade, - un rapport de force à l'intérieur d'un vieux couple, - Salomé et Saint-Jean-Baptiste, la danse de mort.

Au strip-tease traditionnel des sept voiles se substitue ici la danse des sept torches que Salomé allume successivement en les frottant sur son corps, « parce que la présence du feu symbolise l'interdit ».

Entre chaque épisode intervient Elsa Wollaston, danseuse noire aux formes amples et sensuelles. Ses improvisations soulignent et commentent l'action à la manière d'un chœur d'opéra.

Cette *Salomé* est dominée par les femmes, avec Elsa Wollaston et ses bras émoissants, Joëlle Léandre, engagée dans un furieux corps-à-corps avec son violoncelle, Michèle Bokanowski, autrice d'une musique électroacoustique toute en déflagrations et bruits de verre coucassé, ou Françoise Michel, qui invente des crépuscules sanglants et des piéges lumineux pour capter les désirs éphémères.

Côté danseuses, Renate Pook est une Hérodiade flamboyante au style assez proche du buto. Christine Burgos, qui remplace Karine Saporta (occupée de son propre spectacle à Angers) crée un person-

nage enfantin, touchant dans ses cambrures hiératiques mais beaucoup moins sulfureux.

Si le spectacle n'obtient qu'un accueil mitigé d'une partie du public, c'est peut-être en raison du manque de présence des hommes. Paolo Malvarosa est nonchalamment ailleurs, et Santa Leng (Jean-Baptiste) semble vaciller au bord de l'overdose.

Reste un spectacle d'une beauté altière, d'une mise en scène somptueuse à découvrir dans un lieu insolite et beau, la grande halle du parc de La Villette.

MARCELLE MICHEL

★ Théâtre contemporain de la danse, 21 heures, jusqu'au 1^{er} juin. A voir aussi : *Les Danes angéliques*, de l'Espace Kirov, avec cette semaine, deux chorégraphes belges, Inès Verheyen (18 h) et Nicole Mosoux (21 h) (10, rue de la Vauquerie).

EN BREF

■ FRANCIS FORD COPPOLA INTERROMPT LE TOURNAGE DE SON FILM. - A la suite de l'accident de navigation où son fils Gian Carlo a trouvé la mort, sur la South River, près d'Assanpelle (Maryland), Francis Ford Coppola a décidé d'interrompre le tournage de *Gardien de stons*, commencé la semaine dernière et conçu comme la suite d'*Apocalypse Now*. Gian Carlo Coppola, metteur en scène de la dernière des galeries d'une station de métro à proximité avait gravement endommagé l'hôtel Pashkov, datant de la fin du dix-huitième siècle, ainsi que le nouvel édifice érigé en 1939. En mars dernier l'hebdomadaire soviétique *Litersourav* Gazette avait dénoncé l'incursion des autorités dans cette affaire. Pendant les neuf ans de travaux, la bibliothèque restera cependant ouverte aux quelque huit mille personnes qui s'y rendent chaque jour.

■ RESTAURATION DE LA BIBLIOTHÈQUE LÉNINE DE MOSCOU. - La bibliothèque Lénine de Moscou, l'un des fleurons de l'architecture russe, va être restaurée d'ici à 1995, a annoncé le quotidien *Moskovskaja Pravda*. Le creusement à la dynamite des galeries d'une station de métro à proximité avait gravement endommagé l'hôtel Pashkov, datant de la fin du dix-huitième siècle, ainsi que le nouvel édifice érigé en 1939. En mars dernier l'hebdomadaire soviétique *Litersourav* Gazette avait dénoncé l'incursion des autorités dans cette affaire. Pendant les neuf ans de travaux, la bibliothèque restera cependant ouverte aux quelque huit mille personnes qui s'y rendent chaque jour.

■ CATALOGUE DES FESTIVALS ET DES EXPOSITIONS ESTIVALES. - Pour la troisième année consécutive, les éditions du Sorcier publient leur précieux guide. La France des festivals et des expositions 1986. On y trouve répertoriés plus de trois cents festivals de musique (classi-

que, lyrique, variétés, jazz...), de folklore, de danse, de théâtre ou de cinéma, à travers la France. Sont également recensées plus de six cents expositions, sur l'art mais aussi sur des thèmes aussi divers que l'apiculture, la photographie ou le costume de Coccolle.

★ La France des festivals et des expositions 1986, 312 pages, 49 F, éditions du Sorcier. (En vente dans les maisons de presse et dans les kiosques.)

■ FESTIVAL DU CONSEIL RÉGIONAL DU CENTRE. - Jusqu'au 1^{er} juin, le château de Chambord accueille le Festival régional du Centre. Alternant théâtre et musique, il a prévu « une soirée de créations en région Centre ». Au programme : concert Albin, Vivat, Telemus, Stanley, Mozart, par l'ensemble instrumental André Colson, *Pour d'Ane* par le Théâtre du Nouveau d'Or, deux pièces de Lablache par la Compagnie Gilles Rouillon, le *Nouveau de Rouillon* par la Compagnie de Touraine.

■ GROUPE DES SEPT. - Jeudi 5 juin à 20 h 30. HENRI DUTILLEUX présente ses enregistrements avec la participation de Daniel HUMBERT et Pierre VIDAL. HOTEL SORBONNE, 17, rue de la Harpe, Paris 5.

THÉÂTRE

« Ni chair ni poisson » de Franz Xaver Kroetz à Lyon

A la recherche du plaisir de vivre

Un pionnier du mouvement venu d'Allemagne, le « Théâtre au quotidien » redécouvert au théâtre des Ateliers

Depuis plusieurs années déjà, les auteurs contemporains de langue allemande - Botho Strauß, Thomas Bernhard, Peter Handke, Achim von Arnim - font partie du paysage théâtral français. Mais on avait presque oublié Franz Xaver Kroetz. Pourtant, au début des années 70, il a donné le ton à un mouvement important, le « Théâtre au quotidien ». Un ton sec, une construction saccadée, un langage économe pour dire l'appauvrissement culturel, la perte d'identité des déracinés, inadaptés à la société industrielle. Ses premières pièces se sont beaucoup jouées (*Concert à la carte*, *Travail à domicile*), les dernières n'ont pas été traduites. C'est par Michel Bataillon, germaniste et collaborateur de Roger Planchon au TNF, que Gilles Chavassieux a pris connaissance de *Ni chair ni poisson*, présenté dans son théâtre des Ateliers à Lyon.

Dans une suite de séquences ramassées, de moments de vie, il s'agit de deux couples. L'un, plus âgé, est sans enfant. La femme (Colette Dompétrid) n'en veut pas. Elle travaille, et son travail est son armure. L'autre (Nada Stuan-

car) se réfugie au contraire dans la maternité. Les deux hommes sont typographes dans la même boîte. Le plus ancien (Jean-Marie Winling) n'adonne pas les mutations technologiques, il démissionne. Ce que son copain (Aurélien Roccoing) ressent comme une trahison.

La pièce développe simultanément les affrontements de couple et les chocs, les problèmes professionnels. C'est toujours le déphasage entre l'évolution des individus et celle de la société. C'est toujours l'impossible quête d'un équilibre, d'un plaisir de vivre. C'est toujours l'écriture crispée de Kroetz, sa violence, sa vision caustique du monde. Un réalisme terre à terre qui dérape constamment dans une sorte de rage. Engagés dans un mécanisme d'échec, les personnages se défendent avec une âpre énergie, se cherchent, se contredisent, se récupèrent.

Le décor de Georges Baccamier-Berjot est simple, efficace. Les comédiens sont formidablement concrets, attachants, ils rendent leurs personnages complexes, amènent en surface des quantités de questions. Le spectacle sera repris à Lyon et la saison prochaine, on l'espère, à Paris.

COLETTE GODARD

★ Ateliers, 20 h 30, jusqu'au 31 mai.

MUSIQUE

Au Casino de Paris

Le flamenco nouveau look

On croyait le flamenco réfugié dans les boîtes à touristes. Il nous arrive d'Espagne dans une forme renouvelée, et plus vivante que jamais.

Pendant des siècles, les imams, interprètes infatigables du Coran, jouissant d'un pouvoir sans limite, avaient délibérément maintenu le Yémen replié sur lui-même. Aussi, depuis plus de mille ans, la musique, dans ce qu'il est devenu d'appeler le bercail du monde arabe, n'avait pas changé, avait conservé toute sa pureté. Il y avait ainsi à Sanaa, la capitale de la reine de Saba, un extraordinaire jour d'oed, Al Harithi, qui interprétait, au début des années 70, le flamenco tel que, sans doute, on l'aurait en Espagne quand les Maures y régnaient.

Après le départ des Arabes de la péninsule, le flamenco reçut l'apport des gitans, leur cri, leur génie. A la fin du siècle dernier, par exemple, au de ces gitans, Enrique El Molino, qui ne savait ni lire ni écrire, et qui adorait écouter dans les églises la musique religieuse, inventa une mélodie d'une tristesse infinie : la

malgueña del Molino. C'est par cette chanson que le chanteur Chaconet a ouvert le Festival de flamenco au Casino de Paris mercredi 28 mai. Pour Chaconet, commencer un concert par la *malgueña del Molino*, c'est une tradition : il faut une énergie sauvage pour la chanter.

Fils d'un autre célèbre chanteur de flamenco, El Flecha, Chaconet illustre parfaitement l'évolution d'un genre qui, ces dernières années, est passé des petits bars pouilleux d'Andalousie et de Madrid aux salles de théâtre et aux amphithéâtres universitaires. Le rigueur dans l'improvisation a amélioré la forme et donné une plus grande force à l'expression des sentiments.

Le Festival de flamenco est à l'affiche du Casino de Paris pendant quatre jours. Ce jeudi 29 mai, avec le pianiste Jose Romero, le guitariste Máximo Domínguez - El Rubio, la chanteuse Maria Vargas et les danseurs Matilde Coral et El Negro. Vendredi 30 mai, avec Paco de Lucía et son groupe. Samedi 31 mai et dimanche 1^{er} juin avec le chanteur Juan Peña Lebrizano.

CLAUDE FLÉOUTER

La semaine de la Bibliothèque nationale

André Miquel, professeur au Collège de France et administrateur général de la Bibliothèque nationale, a rendu, mercredi soir, en la galerie Colbert rénovée, un hommage à Charles Delaunay, qui a enrichi que son immense collection de disques soit mise à la disposition des chercheurs, des étudiants, ainsi qu'au plus grand nombre possible d'amateurs et conservés à la phonothèque.

Du 29 mai au 5 juin, chaque soir à 19 heures, à l'auditorium du 6, rue des Petits-Champs, des concerts seront donnés et des films projetés. On dévorera aussi des yeux la somptueuse exposition d'affiches de Paul Colin, dont celle de la Revue nègre de 1925 imprimée par Cachouin, où la danseuse déploie ses jambes de crotchet et ses bras flexueux comme des naja.

★ Galerie Colbert, de 10 heures à 18 heures, tél. : 47-03-81-77.

ORCHESTRE DE PARIS

Direction : Daniel BARENBOIM
AVIS DE CONCOURS

Recrutement de
UN TROISIÈME COR
pouvant jouer PREMIER COR
(2^e catégorie)
Mercredi 25 juin

DEUX ALTO DU RANG
(4^e catégorie)
Jeudi 26 et vendredi 27 juin 1986

Pour tous renseignements complés
montrés s'adresser à :
ORCHESTRE DE PARIS
Service des personnels
Services techniques
SALLE PLEYEL
252, rue du Fig-St-Honoré,
75006 Paris
Tél. : 45-61-88-38

GALERIE SCHMIT

396, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - (1) 42.60.36.36
MAITRES FRANÇAIS
XIX^e - XX^e SIECLÉS
Exposition : 7 mai - 19 juillet

Les « Nuits blanches »

Une grande fête pour tout le monde

Les 6, 7, 8 juin ont lieu les « Nuits blanches », une série de manifestations coordonnées par le chorégraphe Anne-Marie Reynaud. Le projet, dont l'initiative revient à Jack Lang, a été présenté par Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.

L'objectif est de populariser la danse sous toutes ses formes, de rapprocher professionnels et amateurs dans une grande fête comme il en existe une pour la musique. Huit villes participent à cette opération, qui devrait s'étendre par la suite dans tout le pays.

A Grenoble, Jean-Claude Gallotta invite à la Maison de la culture des écoles et des compagnies qui n'y sont jamais venues. A Tours, la maison des associations culturelles réunit au Grand Théâtre une dizaine de compagnies régionales. A Roubaix, vingt groupes, toutes tendances

confondues, envahiront le Colisée. Toulouse prépare avec Joseph Russillo et Jean-Marc Matos le rassemblement de quelque quatre cents amateurs, plus une dizaine de compagnies, sur le thème du bambou, seul végétal qui fleurit à la fois dans l'hémisphère nord et dans l'hémisphère sud. A Nevers, mille deux cents amateurs vont présenter leurs travaux à la Maison de la culture pendant tout le mois de juin, et les « Nuits blanches », avec le concours de la cinémathèque, seront flamencos. Clermont-Ferrand organise un parcours-spectacle dans les rues, Saint-Quentin-en-Yvelines annonce un carnaval des Ténébres, et Marne-la-Vallée centre ses activités sur la ferme du Buisson, avec un spectacle pour trapèzistes, danseurs et vaches normandes, animé par le groupe Lolita.

M. M.

SALLE PLEYEL

lundi 2 juin, 20 h 30

JOHN

WILLIAMS

guitare

Loc. 45-63-88-73

(Publicité)

LES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE
Les élèves du lycée Ricouy
sur le thème du groupe d'hiver
« LES ENSEMBLES COSMIQUES »
les 2 et 3 juin à 20 h 30
« ELADE »
les 6 et 7 juin à 20 h 30
Location : JMF - 42-70-10-64 - 3 FNAC
Prix des places : 60 F - les 2 spectacles 100 F

COMPAGNIE LAURENT TERZIEFF

témoignages sur ballybeg

de brian triel adaptation pol quentin

mise en scène laurent terzieff décors andré acquart

LE FIGARO Pierre Marcbabu Terzieff d'une qualité rare, surprenante, sensible, et qui fait honneur au théâtre.
LE MATIN Gilles Costaz Comme toujours l'émotion, la vérité, la perfection du jeu sont au rendez-vous.

LUCERNAIRE 20 H 45 53, RUE NOTRE-DAME-DE-SHANNON 45 44 37 34

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

Si C
reçois
que v
cet

4 700 chams
3 000
33 piég
Si
Centre de vœux
et 100 évènements
Carnet
la pèu
Direction de
Tél
C'est étonn

THÉÂTRE

Le 9^e Festival du théâtre français à Sarrebruck Nouveau départ, souffle nouveau

Crée il y a neuf ans le Festival du théâtre français à Sarrebruck est devenu un événement.

Sarrebruck. — Certains s'étonneront qu'une manifestation artistique baptisée « Perspectives 9^e Festival du théâtre français » célèbre avec ferveur les valeurs les plus sûres des planches que sont Eugène Ionesco, Madeleine Renaud et Denise Gence, venus en triomphateurs à Sarrebruck.

Peter Hahn, nouveau directeur artistique du Festival, ancien directeur du Theater am Turm de Francfort, qui fut, sous ses cinq ans de règne, l'un des temples allemands du théâtre expérimental, s'en explique très volontiers : « Afin de sortir de la crise actuelle du théâtre contemporain, la meilleure perspective semble passer par la recherche des racines authentiques du théâtre dit

danceurs. Si demeure le Ménage, un bistro sous chapiteau, l'essentiel des manifestations a retrouvé le chemin des salles de spectacles et des galeries d'art.

Le programme du Festival a, lui aussi, pris un grand coup de sérieux : hommage à Beckett avec Madeleine Renaud et Oh les beaux jours ; hommage à Ionesco, en présence du maître, avec la Cantatrice chauve et la Léopoldine, venues de la rue de la Huchette ; coup d'œil sur Radzinski avec Denise Gence dans Comédienne d'un certain âge pour jouer la femme de Dostoevski, sur Kafka avec le Théâtre des Quartiers d'Ivry et Philippe Adrien pour Rêves ; et puis encore, le Théâtre Charnière d'Amiens, le Gruppo Accion instrumental de Paris, des chanteuses, des danseurs et le formidable cirque tzigane français Zingaro.

De 16 au 24 mai, plus de quinze mille spectateurs auront pu assister

Fort mobilisation, on le voit, soigneusement animée par Jean-Jacques Victor, jeune et convaincant directeur adjoint de l'Institut d'études françaises, en liaison avec la Ville et le directeur artistique du Festival. Lui aussi a voulu donner ses lettres de noblesse à la manifestation, qui fêtera l'an prochain son dixième anniversaire.

« Notre nouvelle direction, dit Jean-Jacques Victor, pourra paraître trop ambitieuse pour un public qui ne comprend pas toujours le français. Peter Hahn et moi avons cherché de sélectionner au plus 50 % de spectacles qui nécessitent une très bonne connaissance de notre langue. » Ce pourcentage paraît raisonnable et propre à satisfaire toutes les viles de cette manifestation unique, dans les pays non francophones.

Peter Hahn, s'il est reconduit à la tête du Festival, a quelques bonnes idées pour appuyer cette



Madeleine Renaud, Jean-Jacques Victor et Peter Hahn. Les recettes d'un renouveau.

traditionnel, les retrouvailles avec l'émotion au travers des auteurs, des textes et des comédiens.

Infatigable travailleur, qui aura bien sûr fait tous les métiers de l'art dramatique, Peter Hahn, fort de ses convictions, a donc accepté de prendre la direction du Festival de Sarrebruck à la condition de le débarrasser de son étiquette « jeune théâtre » qu'il jugeait restrictive et dépassée : « Le théâtre expérimental ou alternatif, s'est épuisé de lui-même, se répétait. Ce qui naguère était rouge est devenu vert, mais c'est toujours la même chose. Jérôme Savary serait, selon moi, l'archétype de ce non-renouveau. On a beaucoup trop oublié le jeu de l'acteur et les relations des comédiens avec les textes. A tel point que le public, de plus en plus perdu, de plus en plus passif, ne suivait plus le mouvement. »

Les habitants de la capitale sarroise auront ainsi été surpris de ne plus voir les rues de leurs vieux quartiers envahies par toutes sortes de batteurs, mimes, comédiens et

à sobriété dix représentations simultanées dans une dizaine de lieux différents. En majorité allemands, les festivaliers comptent aussi beaucoup de Français dans leurs rangs, venus des villes voisines de la région de Forbach, Sarrebruck étant située sur la frontière franco-allemande.

C'est d'ailleurs pour sceller l'amitié des deux peuples que la municipalité sarroise a décidé, il y a neuf ans, de créer ce Festival du théâtre français. Il est devenu aujourd'hui une vaste entreprise au chiffre d'affaires de 1,5 million de francs, qui provient pour un quart de la ville, pour un quart du mécène (Michelin et Savary, filiale locale des AGF, en tête), pour un quart encore des recettes propres et pour le dernier quart de l'Institut d'études françaises de Sarrebruck, sur ses fonds propres ou au travers de subventions des ministères français de la culture et des affaires étrangères, de l'Ambassade de France à Bonn et de la Maison franco-allemande de Sarre.

démarche : « Je voudrais inviter, l'an prochain, un metteur en scène français à monter la pièce d'un auteur français contemporain en allemand, en coproduction avec le Théâtre national de Sarre ; ce pourrait être, par exemple, un spectacle de Marguerite Duras. Nous envisageons aussi des coproductions avec le Festival d'Avignon, une coopération avec le Musée national de Sarre pour exposer des artistes français et organiser des performances, un ou des défilés de mode. Nous voudrions aussi trouver un spectacle plus proche des préoccupations du public populaire, Labiche ou Feydeau par exemple, pour apporter un peu de légèreté et d'amusement à notre festival, qui en a un peu manqué cette année. »

Préprogramme en forme de profession de foi.

OLIVIER SCHMITT.

* Renseignements auprès de l'Institut d'études françaises de Sarrebruck, Université de la Sarre, 6600 Sarrebruck. Tél. : 19 (49) 68-13-61-75.

CINÉMA

A propos de l'« Otello », de Zeffirelli

Les ambiguïtés du film-opéra

Le but des films d'opéra est-il vraiment de démocratiser l'art lyrique ?

« Il faut faire des films pour les gens qui vont au cinéma, pas pour ceux qui vont à l'opéra. Pour une raison très simple : très peu de gens vont à l'opéra. Le marché des films d'opéra, c'est le cinéma », déclarait en novembre 1982 Daniel Toscani Plantier (1). Le producteur de Don Giovanni, Lesop, alors directeur général de la Gaumont, définissait alors clairement le cahier des charges d'un genre auquel il avait été le premier, en France, à s'intéresser : le film d'opéra n'est pas de l'opéra filmé. Il coûte à la production environ trois fois plus qu'un film classique ; il nécessite en priorité la collaboration d'un cinéaste qui — la clause est remarquable — ne connaît pas une note de l'opéra qu'il devra réaliser ; il impose de placer au pupitre un chef d'orchestre docile, assez souple pour accepter que le metteur en scène ne soit pas lui (l'espoir de voir un Karajan diriger un film-opéra est ainsi à tout jamais condamné) ; il ne se conçoit qu'avec, dans la distribution, une tête d'affiche photogéniquement acceptable. Cette condition soumet d'ailleurs les producteurs à un vrai travail de limier, et leurs recherches ne les amènent pas forcément, comme on pourrait le croire, sur les scènes lyriques de France et de Navarre. Carmen, de Rosi, n'aurait pas eu le succès que l'on sait sans le « physique » de Julia Migenes-Johnson. Or cette Américaine d'origine portoricaine, qui a fait ses débuts comme danseuse de variété, n'était jamais montée sur une scène de théâtre avant de chanter Salomé à Genève, en janvier 1983, et la suite a montré que son avenir était surtout dans le cinéma.

Qu'est-ce que ça prouve ? Que « le marché du film-opéra, c'est le cinéma ». Mais aussi, ce qui est en un sens plus lourd de conséquences, qu'économiquement et techniquement, c'est le cinéma qui commande.

« Une vraie trahison »

La musique est-elle pour autant sacrifiée ? Oui, toujours. Et qu'on ne s'abîme pas derrière les fameux équipements défectueux de nos salles obscures. Sur les boulevards, les Champs-Élysées à Paris, dans les grands complexes de province, ne manquent ni le stéréo ni la Dolby (meilleure dynamique, meilleure stéréophonisation) nécessaires à une écoute plus que convenable de Verdi ou de Bizet.

Encore faudrait-il que la bande-son soit à la hauteur du matériel. Et ce n'est pas ce qui se passe le plus souvent. En particulier pour le film d'opéra qui a fait à ce jour le plus d'erreurs, la Traviata, de Zeffirelli. Encore moins chez son frère cadet : l'Otello du même, présenté à Cannes.

Techniquement, où est la difficulté ? Dans les particularités de l'écriture lyrique avec laquelle, tout de même, il faut bien compter. Un orchestre. Des chanteurs. Où et comment les faire chanter ? La solution logique, celle qui permet de faire correspondre au mieux l'image au souffle, au geste, à l'énergie vocale, c'est le direct. L'option a été retenue par Jean-Marie Straub et Danièle Huillet dans leur Moïse et Aaron. Elle suppose des micros placés suffisamment à proximité pour capter les voix des chanteurs et un « retour » de l'accompagnement orchestral leur permettant de se repérer. Ce qui explique que, dans Moïse et Aaron, les gros plans de visages soient toujours cadrés au ras du front (afin de dissimuler les capteurs placés au-dessus des têtes) et que les chanteurs aient les cheveux longs (le « retour » étant dissimulé dans le creux de l'oreille)...

« Les interprètes auxquels je fais appel ne se plient jamais aux conditions du direct », dit fièrement M. Toscani du Plantier. C'est vrai. Mais cela même aux aberrations techniques du dernier film de Zeffirelli. L'œuvre de Verdi a, semble-t-il, banalement été enregistrée à la Scala. Sans doute en stéréo. Mais les deux micros ont été placés si loin de la scène que le résultat est à peu près monophonique. Le tournage s'est fait en play-back, comme celui d'une vulgaire émission de télé. Et, comme à la télé, avec une synchronisation plus qu'approximative : les

chanteurs soufflent dans le vide et ouvrent la bouche quand ils devraient la fermer.

« Des copies ! Une vraie trahison ! », dit Michel Redolfi. Ce compositeur doublé d'un chercheur, responsable d'un nouveau centre de design sonore pour le cinéma à Nice, a été chargé par le Centre national du cinéma d'un rapport sur la qualité du son des films projetés à Cannes. « Il faut surtout éviter de voir cet Otello dans une salle équipée en Dolby », conseille-t-il. Car si la musique est en mono, les bruits sont en stéréo, et superbes : un cheval qui passe de la gauche à la droite de l'écran couvre la voix — immobile — de Plácido Domingo. Quant aux chœurs, compressés par la mono, troublés par des bruits d'ambiance encore multipliés, ils sont réduits à de la pureté.

Était-ce obligatoire ? Techniquement insoluble ? Pas du tout. Il aurait été possible (comme cela a été fait, par exemple, pour la Carmen de Saura) de créer une illusion de volume et de mouvement en adaptant la position des micros à l'architecture de chaque plan visuel (jusqu'à quatre positions de micros différentes pour un seul plan dans cette Carmen). La synchronisation — toujours défectueuse dans les films italiens mais qui, par ailleurs, a aussi été faite pour n'importe quel film « normal », par un préposé au lippping. Tout cela prouve assez que le soin apporté à la partie musicale d'un film-opéra peut être infé-

rieur — c'est un comble — aux conditions d'un tournage classique.

Que s'est-il passé d'ailleurs avec la Traviata ? Les jeunes gens, les adolescents, les profanes, les mélomanes du dimanche se sont précipités. Puis ils sont allés acheter le coffret de disques. Soit une mise de fonds totale d'environ 300 F. On peut, pour cette somme, voir la Traviata dans une loge de face non pas au Palais Garnier qui, comme on le sait, est inaccessible faite de places mais à Lyon, à Toulouse ou à Lille. La mise de fonds, il faut le reconnaître, n'est qu'un aspect des choses : on peut être assez aisé pour se payer l'Opéra de Paris une fois par semaine et ne pas oser passer le pas culturel et social que cela, indéfiniment, représente, mais que l'on ne dise pas que le film — pas plus que le disque — remplace l'opéra, ni même qu'il en est le succédané. De la vocalise réussie au contre-ut raté, de la scène à la fosse, l'opéra constitue le spectacle le plus riche en suspenses, le plus frémissant de vie qui soit. Il faut qu'il soit incarné.

Le film-opéra est-il donc la bonne façon de « démocratiser » l'art lyrique ? La méthode employée pour l'art dramatique avec une émission comme « Au théâtre ce soir » est peut-être finalement préférable. Là, au moins, on ne dissimule pas au spectateur la moitié du spectacle. Et c'est gratuit.

ANNE REY.

(1) Le Monde de la musique, n° 50.

Grandes manœuvres et défaites

Le succès d'un film d'opéra n'est jamais acquis d'avance. Simon Sirel, le nouveau propriétaire du Bataclan, une salle parisienne en principe spécialisée, comme le Vendôme, dans l'art lyrique) en a fait cruellement les frais. Après une série Mozart tout juste rentable et un Barbier de Séville, mis en scène par Ponnelle, aux entrées décevantes (11.000 en dix semaines), il a reçu de la firme Beta-Film, société munichoise dont Karajan est en partie propriétaire, une copie sous-titrée de la Clémence de Titus inaudible. Il a donc annulé un contrat qui aurait dû nous permettre de découvrir Salomé kitsch dirigée par Karl Böhm, et une légendaire Bohème montée par Zeffirelli et dirigée par Karajan.

On dit que MM. Golan et Globus se sont assés, pour un bon bout de temps, l'exclusivité de Plácido Domingo. On ignore le nom du réalisateur des Comtes d'Hoffmann (Daniel Toscani du Plantier pensait à Bergman pour

la même œuvre) qu'enregistre actuellement l'Orchestre national, et dont le tournage débute pour eux en septembre. On sait que les disques Decca ont déjà enregistré leur intention en Italie cette Machbeth dont le contrat a, paraît-il, été signé avec Claude d'Anna à Cannes sur un coin de table. On constate que, pour Cannon-France, le film-opéra n'est pas forcément conçu comme un produit démocrate : la sortie d'Otello, qui coïncidera le 8 septembre avec l'ouverture d'un nouveau complexe au Forum des Halles, sera suivie, le 10, d'un gala de bienfaisance au palais Garnier et accompagnée de l'édition luxueuse du livret. Projeter sur pellicule, dans le temple du beau chant et de l'art bourgeois, cet Otello presque inaudible, et ceci pour le prix d'au moins dix opéras de Verdi en salle ou sur disque, voilà tout de même plus qu'une ambiguïté.

A. R.

Si Cannes reçoit Maurice Béjart,* que verra-t-on à l'Opéra cet été ?

4.700 chambres d'hôtels.
3.000 appartements.
Gastronomie.
33 plages de sable fin.
Sports nautiques.
Centre de voile pour les jeunes.
Tennis.
et 100 événements spectaculaires.

Cannes ose être la ville la plus égoïste de l'été.
Direction du Tourisme de Cannes.
Tél. 93.39.24.53.



CANNES
CÔTE D'AZUR

C'est étonnant, c'est Cannes.

« États d'âme », de Jacques Fansten

Cinq hommes et un tonton

Dix ans après son premier long métrage, le Petit Marcel, Jacques Fansten se penche sur les « années Mitterrand ».

Ils sont cinq amis, qui ont fait la couverture du Nouvel Observateur en 1972, en robes assez érotiques, une pancarte à la main : « Election trahison ». Au soir du 10 mai 1981, ils chantent à la Bastille comme des milliers d'autres qui ne croyaient plus aux lendemains qui chantent par les urnes. Avec eux, il y a Marie, vingt ans, qui accouche en ce jour historique d'un petit garçon, qu'elle nomme Martin quand ils la conjurent de l'appeler François, comme l'élin. On fait le film, on s'est payé la tête d'Elisabeth annonçant la « fourchette » des estimations à 20 heures, et celle de Giscard faisant ses adieux au pays en quittant spectaculairement son office par la petite porte du fond. Il pleut, on réclame « Mitterrand, du soleil ! », tandis que le nouveau président se promène, rose à la main, entre les tombes du Panthéon.

Le temps passe. Martin grandit sans que jamais Marie ne consente à révéler l'identité de son père. Un des cinq de la bande, on le présume, Robin Remucci, le fils à maman, entre au cabinet d'un ministre et décoré de la Légion d'honneur ? Jean-Pierre Bacri, inspecteur de l'enseignement désabusé ? François Cluzet, inspecteur du fisc désarmé ? Tcheky Karyo, directeur d'un centre culturel baptisé État d'âme en 1981, puis État des lieux en 1986 ? Xavier

Deluc reporter à la télé, beau gosse un peu jeune ?

En fait, Marie ne partage pas leurs blagues, leur idéalisme un peu mou, leur naïveté : elle ne leur fait pas confiance. Comme on la comprend ! Ils sont restés désespérément gamins, irréalistes ; déjà « vieux » en 1981, ils n'ont pas été mûris par l'épreuve, même brève, du pouvoir. Au mieux elle met au jour leur impuissance, leur vulgarité, sinon plus. Marie, qui a bon cœur, s'inspire de ces cinq plus ou moins braves garçons pour en tirer une bande dessinée douce-amère. Ce n'est pas si mal, après tout Fansten n'a pas su en tirer un film, lui. Les cinq comédiens masculins pouvaient rêver de tenir là leur chance d'un vrai départ, l'équivalent d'un éléphant, ça trompe énormément, une comédie française à l'italienne. Hélas ! on ne peut rien contre le manque d'inspiration au sommet, la faiblesse des dialogues — un gag, à répétition, sur les questions absurdes des tests pour hebdomadaires ; un moment d'émotion, la mort de Brasseur, — la pesanteur sans gravité.

Jacques Fansten a dû croire qu'il ferait du Soixante sur les années Mitterrand. Trop tôt. Elles ne sont pas finies, à ce jour. Et ce qui pouvait, avant le retour de la droite, paraître amusant, l'est beaucoup moins à présent. Car où est-elle, dans ce vandeille courtois, la droite ?

Tout simplement derrière la caméra. Si on voulait une caricature — à peine sympathique au bout du compte — de la « gauche » au pouvoir, on ne pouvait mieux s'y prendre.

MICHEL BRAUDEAU.

مكتبة من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS « SERVICES »

Jeudi 29 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 **Infovision**.
Magazine de A. Desvres, R. Pic, M. Albert, J. Decourcy et B. Laine.
Du sommaire : chapeaux de prime en Allemagne ; Basques : un peuple entre deux États ; vivre avec l'hémophilie ; le mystère du Rio.
21 h 50 **Tennis**.
Résumé de la journée aux Internationaux de Roland-Garros.
22 h 5 **Feuilleton : La Citadelle**.
D'après le roman de A.-J. Cronin, adapt. A.-J. Cronin, réal. P. Joffroy et M. Vardy. Avec G. Thomas.
Après des débuts difficiles, Manson, jeune médecin laïque, perd ses illusions pour devenir un professionnel à la mode. Tous deux vont aller pour le mieux, mais sa femme lui reproche d'abandonner ses idéaux premiers.
23 h 20 **Journal**.
23 h 35 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Cinéma : L'Empire du Grac**.
Film américain de Jack Lee Thompson (1977). Avec A. Quinn, J. Bisset, R. Vallone, E. Albert, M. Tolo.
Un riche armateur grec a des ennuis avec sa famille, une liaison avec une actrice. Il épouse en secondes nocces la veuve d'un président des États-Unis assassiné. Toute ressemblance avec des personnes réelles n'est évidemment pas fortuite. On voit bien dans quel potage ce film est croustillant.
22 h 20 **Magazine : Actions**.
Présenté par G. Morin et F.-H. de Virieu, réal. M. Harman.
Donnant-donnant : l'accord d'entreprise du mois ; titres en jeu ; parlons d'argent : les gages du cacao, et les autres rubriques habituelles.
23 h 35 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 **Cinéma : Un soir, un train**.
Film belge d'André Delvaux (1968), avec A. Aime, Y. Montand, F. Bessières, A. Bogdan, H. Camenych.
Un professeur de linguistique exerce dans une ville flamande, et en pleine crise sentimentale, prend le train pour aller donner une conférence. Au cours du voyage, il découvre dans un univers fantastique, où règne la mort, l'influence étonnante des grands peintres belges du surréalisme. Ce film est l'œuvre d'un homme de la condition humaine reflète aussi le déchirement culturel que connaît, alors, la Belgique.

22 h 5 **Journal**.
22 h 30 **Théâtre : Savannah Bay**.
Pièce de Marguerite Duras, mise en scène M. Duras et Y. André, Avec M. Renaud et B. Ogier.
Deux comédiennes évoquent des souvenirs dont l'émotion est Savannah Bay ; elles vont s'identifier à ce couple idéal, le faisant vivre et s'envolant de fantasmes. Une pièce écrite spécialement pour Madeleine Renaud.
23 h 40 **La clef des nombres et des tarots**.
23 h 45 **Préface à la nuit**.
Sonate en si mineur, de Liszt, par E. Heldstock, au piano.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h, Thalassa (rediff.) ; 17 h 30, Feuilleton : Dominique ; 18 h, Rendez-vous avec votre région ; 18 h 35, Quel de nous ? ; 18 h 55, Croquis de la nuit ; 19 h, Le 19-20 heures.

CANAL PLUS

20 h 35, Un assassin qui passe, film de M. Vianey ; 22 h 25, Supergirl, film de J. Szwarc ; 0 h 10, Hurllements, film de J. Dante ; 1 h 35, Série : Le tueur secret.

LA « 5 »

19 h 30, Série : Chien (et à 23 h 15) ; 20 h 30, Fantômes, jeu et variétés (et à 0 h 15) ; 22 h 15, Mode, etc., magazine sur la mode (et à 2 h).

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 ; 23 h, Profil 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Extrait pour la radio : « Second rayon »** de J.-J. Pasca.
21 h 30 **Mise en scène** imaginée, avec Henri Colpi, metteur en scène.
22 h 30 **Musique** : Les solistes de France-Musique ; 0 h 10 **De jour au lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Les Noces de F. Poulenc, ouverture en ré mineur, Concerto pour deux pianos et orchestre n° 10 en mi bémol majeur, Symphonie n° 40 en sol mineur, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine, sol. C. Eschenbach, piano ; J. Franck, piano ; Les solistes de France-Musique ; Eduardo Mata et l'Orchestre symphonique de Dallas ; à 1 h, Bing Crosby et les crooners.

Vendredi 30 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 **Le jeu de la vérité**.
Émission de P. Sébastien et R. Grumbach.
Il est parfois difficile de jouer son propre rôle. Qui se voit répondre aux questions des téléspectateurs ? Alice Sapritch, la grande comédienne, ou Marie Bernard, qu'elle incarne avec un tel talent qu'on la croyait resuscitée ?
22 h 15 **Tennis** à Roland-Garros.
Résumé de la journée aux Internationaux de France.
22 h 30 **Série Arrière Lupa : l'Aiguille du Midi**.
D'après le livre de M. Leblanc, réal. J.-P. Desgats, dialogues A. Simonin. Avec G. Desbrières (rediff.).
Le face-à-face de deux vedettes mythiques, Arrière Lupa, gentleman cambrioleur, et Herlock Sholmes, détective. Il s'agit cette fois d'un parchemin à la valeur incalculable, lié à la trépassée de la Couronne.
23 h 35 **Journal**.
23 h 40 **Télévision sans frontières**.
Nuit de la Corée.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2



20 h 35 **Feuilleton : Médecins de nuit**.
De R. Grégoire, réal. N. Ribowski. Avec R. Carpentier, C. Allagret, L. de Saza.
« Hop tout ! » un chauffeur de taxi toxicomane entraîne une petite fille malade dans une drôle d'aventure...
21 h 35 **Apostrophes**.
Magazine littéraire de R. Pivo.
Sur le thème « La terre et l'eau », sont invités : Georges Delbard (Jardinier du monde), Jean-Pierre Goubert (Le Compagnon de l'eau), Jacques Lemalle (l'Empereur de la taine), et Sylvie Giono (pour Manon des plaines, suivi de : Poèmes de l'olive, de Jean Giono), Yves Montand (pour Jean de Florette, de Marcel Pagnol).
22 h 50 **Journal**.
23 h **Club-club** (cycle cinéma d'aujourd'hui) : le Pont du Nord.
Film français de J. Rivette (1980). Avec B. Ogier, P. Ogier, P. Clément, J.-F. Savignin, B. Baltimore.
Une jeune sortie de prison veut retrouver son ami complice dans des histoires touchées. Elle rencontre une jeune marginale qui se met en tête de la protéger. Thèmes de la conspiration et du pouvoir caché, opposition du réel qui on effraie et de la mythologie gélomane. Erreur film de déambulation, de conversations, double subjectivité des acteurs.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 **Histoires singulières : Téhéque et mart**.
Scénario de R. Ruzé, réal. J. Hough. Avec S. George, P. Owez, R. Heffer.
John Duncan se réconcilie avec sa femme Vicky. Ils partent à Prague. John disparaît tandis que Vicky va être mêlée malgré elle à un réseau d'espionnage.
21 h 35 **Taxi**.
Un magazine de Philippe Alloué, réal. M. Dugowson.

COURS

PALEOGRAPHIE. — Les Archives nationales organisent, pour les chercheurs amateurs, des cours d'initiation à la lecture et à la compréhension des documents anciens. Le prochain cycle se déroulera de novembre 1986 à mai 1987. Les cours ont lieu soit le mercredi de 18 heures à 19 heures, soit le samedi de 11 heures à midi. Les inscriptions seront ouvertes à partir du 2 juin sur présentation personnelle à la

Boutique des archives, 60, rue des Francs-Bourgeois de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, du lundi au vendredi. Il faut se munir de deux enveloppes timbrées et d'une photo d'identité. Une somme de 200 francs pour participation aux frais est demandée à l'inscription.
* Renseignements complémentaires : Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris Cedex 03. Tél. : 42-77-11-36, (poste 2334) ou 42-57-78-88.

LOTTERIE NATIONALE

SUSPENSE. — La Loterie nationale a lancé le 28 mai une nouvelle tranche spéciale : la Tranche de suspense, qui permet avec un seul billet (82 F le billet entier, 10 F le décimale), de participer pendant une semaine à un tirage quotidien, et donc de cumuler les gains. Il y a au total 22 200 000 francs à gagner. Les billets sont mis en vente la semaine qui précède le premier jour de tirage qui a lieu la première semaine de chaque mois. La première Tranche de Suspense sera tirée du 2 au 8 juin.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 29 MAI

— M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, est invité à l'émission « Découvertes », sur Europe 1, à 18 h 20.

EN BREF

COLLOQUE

LA SÉCURITÉ PAR LA PRÉVENTION. — Les journées nationales de réflexion et d'information de l'association Plan de cinq ans délinquance et société ont lieu les 28, 29 et 31 mai. A Paris, des débats ont lieu 17-21, rue Léopold-Sellan, dans le 21^e arrondissement, sur les thèmes suivants : jeudi 29, à 17 heures : Prévenir la délinquance et aider les victimes, avec Gilbert Bonnemaison ; vendredi 30, à 17 heures : Éviter la prison, avec Casamayor et M. Paul Languevin ; samedi 31, à 14 h 30 : Entrée en scène des jeunes, et, à 17 heures : En sortir autrement.
* Plan de cinq ans, 5, impasse Bas-Secours, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-48-62-64.

EXPOSITIONS

CLAUDE PRÉMON CAMILLE. — Grâce aux dons qu'elle reçoit d'adhérents ou de mécènes, la fondation Camille — en hommage à Camille Claudel — achète des œuvres d'art et s'emploie à faire connaître leurs auteurs (des femmes uniquement) par des expositions nationales ou internationales et des prêts aux musées. Elle organise du 30 mai au 22 juin une exposition de ses acquisitions 1985, au Trianon de Bagatelle, conjointement avec l'association des amis du parc et du château de Bagatelle et la Mairie de Paris.
* Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, 75016 Paris. Tous les jours de 11 heures à 18 heures. Renseignements : 42-76-41-35.

RENCONTRE

MÉMOIRE AJUSTE. — Les Auberges de jeunesse ont été créées en 1936 avec les premiers congés payés. Pour fêter le cinquantenaire du développement du tourisme social, l'Union régionale des auberges de jeunesse Provence-Alpes-Côte d'Azur organise, les 30 mai et 1^{er} juin à Manosque (Haute-Provence), une rencontre entre anciens et nouveaux adhérents des quelque cinq mille auberges qui existent dans le monde, pour échanger des souvenirs et visionner des films et des photos.
* Renseignements et inscriptions : la Boutique des auberges de jeunesse, 126, rue d'Antagne, 13006 Marseille. Tél. : 91-42-94-29.

SALONS

BRADERIE DE PARIS. — En treize ans d'existence, la Braderie de Paris a accueilli six millions de visiteurs. Cette année, ce vingt-troisième salon des soldes propose avec ses cinq cents exposants sur 25 000 mètres carrés les produits les plus divers : mode et prêt-à-porter, ameublement, linges de maison, artisanat, électroménager, outillage, hifi et, pour la première fois, des produits de beauté, des livres (BD, romans ou livres d'art) et du prêt-à-porter pour enfants (de 0 à 16 ans).
* Du 30 mai au 8 juin, de 11 à 21 h, tous les jours (les mardis et vendredis jusqu'à 20 h). Prix d'entrée 20 F, tarif réduit 13 F, gratuit pour les enfants de moins de quatorze ans accompagnés.

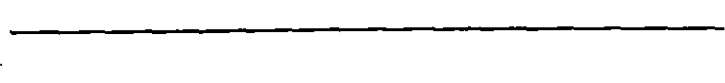
Recherche médicale

DE L'ART POUR DES VIES

Le nouveau centre de recherche et de soins de l'Institut Curie qui se consacre à la lutte contre le cancer comportera soixante et une chambres à un lit, soixante-dix chambres à deux lits. Le nouveau bâtiment aura une surface de 31 000 mètres carrés sur 9 niveaux et sera entouré de 850 mètres carrés d'espaces verts. La construction de ce nouvel ensemble hospitalier était devenue indispensable, les locaux occupés depuis 1920 n'étant plus adaptés aux techniques actuelles de soins et de recherche. Sur un budget total de 300 millions de francs, 100 millions doivent être trouvés auprès du public. C'est pourquoi une vente-exposition d'œuvres d'art est organisée les 2 et 3 juin dans trois galeries parisiennes, de 10 heures à 23 heures sans interruption. Cent tableaux, photos d'art, levés et sculptures seront proposés aux visiteurs. Le produit de la vente sera intégralement versé à l'Institut Curie.
* Galerie Adrien Maeght, 42, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 45-48-45-15.
* Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, 75004 Paris. Tél. : 42-74-38-00.
* Galerie Montanary Delo, 31, rue Mazarine, 75006 Paris. Tél. : 43-54-85-30.
* Un catalogue est disponible à l'Institut Curie, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris. Tél. : 43-29-44-44.

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER		
TOTAL	FINALES	SOMMES	TOTAL	FINALES	SOMMES
NUMÉROS	NUMÉROS	GAGNÉES	NUMÉROS	NUMÉROS	GAGNÉES
1	5 211	50 000	5	04 328	50 000
	0 102	10 000		23 575	50 000
	4 312	10 000		28 228	50 000
2	2 872	10 000	6	02 105	200
	4 842	10 000		2 246	10 000
	16 712	10 000		0 436	12 000
	20 842	5 000		8 708	12 000
		5 000		13 838	12 000
		5 000		20 288	12 000
3	0 872	10 000		27 188	4 000 000
	0 383	1 000	7	1 027	10 000
	0 823	1 000		1 537	10 000
	0 418	1 000		07 127	10 000
	28 403	5 000		14 147	5 000
		5 000			5 000
4	104	10 000	8	1 699	10 000
	0 804	10 000		5 748	10 000
	10 104	10 000		0 808	10 000
	20 704	10 000		9 328	10 000
		5 000			10 000
5	5 315	10 000	9	0 383	10 000
	0 285	1 000		0 383	10 000
	0 285	1 000	0	0 383	10 000
	0 285	1 000			10 000

TOUS LES BILLETS NE BENEFICANT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGNES SUIVANTS :



POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 4 ET SAMEDI 7 JUIN 1986

VALIDATION JUSQU'AU MARDI 4 JUIN 1986

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

TIRAGE DU MERCREDI 28 MAI 1986

Le règlement du TACO-TAC se trouve sur le site de la Loterie Nationale

Le numéro 649620 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

049620 449620 549620 649620

149620 249620 349620 449620

549620 649620 749620 849620

949620 049620 149620 249620

349620 449620 549620 649620

749620 849620 949620 049620

149620 249620 349620 449620

549620 649620 749620 849620

949620 049620 149620 249620

349620 449620 549620 649620

749620 849620 949620 049620

149620 249620 349620 449620

549620 649620 749620 849620

949620 049620 149620 249620

349620 449620 549620 649620

749620 849620 949620 049620

149620 249620 349620 449620

549620 649620 749620 849620

949620 049620 149620 249620

349620 449620 549620 649620

749620 849620 949620 049620

149620 249620 349620 449620

549620 649620 749620 849620

949620 049620 149620 249620

349620 449620 549620 649620

749620 849620 949620 049620

149620 249620 349620 449620

549620 649620 749620 849620

949620 049620 149620 249620

349620 449620 549620 649620

749620 849620 949620 049620

149620 249620 349620 449620

549620 649620 749620 849620

949620 049620 149620 249620

349620 449620 549620 649620

749620 849620 949620 049620

149620 249620 349620 449620

549620 649620 749620 849620

949620 049620 149620 249620

349620 449620 549620 649620

749620 849620 949620 049620

Merci les Stars.

Michel Denisot et Béatrice Esposito remercient toutes les stars du cinéma qui ont participé au spécial Zénith en direct du festival de Cannes.

Merci à :
Michel Blanc,
Michel Boujenah,
Coluche
et son scaphandre,
Étienne Daho,
Béatrice Dalle,
Catherine Deneuve,
Maruschka Detmers,
Sophie Duez,
Jean-Michel Jarre,
Véronique Jannot,
Valérie Kaprisky,
Christophe Lambert,
SAS le Prince
Albert de Monaco,
Charlotte Rampling,
Wadeck Stanczak
et tous ceux et
celles que l'on
a pu voir monter
les marches du
palais du festival.

Zénith,
c'est du lundi au
vendredi sur
Canal + en clair
de 19 h à 19 h 40.

CANAL+

La télé pas comme les autres.

مركز من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : nette reprise à 7,30 F

Après son repli du mercredi 28 mai, le dollar s'est, à nouveau, orienté à la hausse, s'élevant, jeudi 29 mai, de 7,24 F à 7,30 F, et de 2,2750 DM à plus de 2,29 DM. L'impulsion est venue de New-York, où le Banque du Japon aurait échoué du dollar par l'intermédiaire de la Réserve fédérale, initiative qui a surpris les opérateurs. Ces derniers, par ailleurs, commencent à anticiper une accélération de la croissance aux Etats-Unis et se portent à nouveau sur le dollar.

Europe : diminution du chômage en avril

Les statistiques publiées le mardi 27 mai par l'Institut Eurostat à Bruxelles font apparaître une baisse du chômage, en avril, pour les douze pays de la CEE. On comptait, à la fin du mois, 16 millions de demandeurs d'emploi, soit 360 000 de moins qu'en mars, en raison d'une diminution saisonnière. Sur un an, le nombre des chômeurs est toutefois en hausse de 2 %. Si l'on ne retient que neuf pays — l'Espagne, le Portugal et la Grèce ayant des méthodes de calcul différentes — le nombre des chômeurs est passé de 13,1 millions, en mars, à 12,8 millions en avril, représentant 13,2 % de la population active (11,5 % en mars). Quant à l'évolution, elle est très contrastée selon les pays. Le Danemark (- 14,8 %) et la Belgique (- 10,2 %) enregistrent les baisses les plus fortes, sur un an. La Grèce (+ 37,8 %), le Portugal (+ 11 %) et l'Italie (+ 9 %) ont connu les hausses les plus importantes.

Prix : accentuation de la baisse en RFA

La baisse des prix à la consommation en RFA s'est accentuée en mai : - 0,3 % en rythme annuel, selon les chiffres provisoires publiés par l'Office fédéral des statistiques. Au mois d'avril, ces prix avaient baissé — en rythme annuel — pour la première fois depuis vingt-sept ans (- 0,2 %). Se fondant sur les données des quatre principaux Etats fédérés de RFA, l'Office des statistiques a calculé que les prix en mai étaient restés inchangés par rapport au mois précédent. En avril, ils avaient diminué de 0,1 % par rapport à mars. Les chiffres définitifs seront publiés dans une dizaine de jours. — (AFP.)

Le président de la RATP en ballottage défavorable devant son conseil d'administration

La fin de la semaine s'annonce difficile pour M. Claude Quin, président de la RATP et dernier communiste à la tête d'une entreprise publique. Son conseil d'administration se prononce, le vendredi 30 mai, sur son différend avec M. Jacques Douffaigne, ministre chargé des transports, et les derniers pourparlers font apparaître une majorité pour repousser les propositions de M. Quin.

Le ministre de l'économie et son collègue des transports avaient soulevé, le 24 avril, le président de la RATP de réaliser 80 millions de francs d'économie dans son budget d'exploitation — notamment en réduisant les effectifs de deux cents emplois et 200 millions de francs dans son budget d'investissement. M. Quin répond qu'il ne lui est pas possible, sans porter atteinte au service public des transports, d'aller au-delà de 40 millions de francs de sacrifices dans le budget d'exploitation et de 100 millions de francs dans le budget d'investissement.

Les scénarii possibles, vendredi, sont, en principe, les suivants : soit M. Quin convainc son conseil d'administration d'adopter son propre plan d'économies, qui sera, de toutes les façons, repoussé par le Syndicat des transports parisiens (STP), et le gouvernement aura alors intérêt à dissoudre le conseil d'administration tout entier, dont le vote aura mis, selon lui, en péril la gestion de l'entreprise ; soit M. Quin est battu, ce qui permettrait au gouvernement de lui trouver un successeur.

En fait, les jeux sont pratiquement faits. Le conseil d'administration de la RATP compte vingt-sept membres ; neuf représentants de l'Etat votent contre M. Quin, ainsi que quatre personnalités qualifiées proches de la majorité. La voix du représentant salarié CGC, qui s'est tou-

jours opposé au président, devrait assurer la défaite de celui-ci.

L'inconnue tient à l'attitude des quatre représentants salariés CGC. D'un côté, ils souhaiteraient ne pas nuire à quelqu'un qui leur est idéologiquement proche et surtout ne pas mêler leurs voix à celles des « représentants de la droite et du patron ». De l'autre, il leur est impossible d'accepter le plan d'économies arrêté par M. Quin, car il aggrave un budget qu'ils ont condamné.

Largement battu par une coalition hétéroclite, le président de la RATP pourrait décider de démissionner, contrairement à ce qu'il avait annoncé, pour mettre en face de leurs responsabilités les artisans de sa chute.

La partie ne sera pas non plus de tout repos pour son successeur, qu'il vienne du cabinet de M. Douffaigne ou des rangs du RPR. En effet, les majorités au sein du conseil d'administration tiendront pratiquement à une voix, et la CGC se trouvera en permanence en position d'arbitre pour apporter la quarantaine voix décisive au nouveau président ou à son opposant de gauche, qui promet d'être vigoureux.

Sans compter que le moral de la Régie n'est pas excellent. Les agents et les cadres s'inquiètent des conséquences de la bataille politico-budgétaire entre la RATP et le gouvernement. Ils ont l'impression que les transports en commun ne sont plus une priorité pour la nouvelle majorité.

Se profile à l'horizon le douloureux problème du financement des transports collectifs, que le déficit croissant du Syndicat des transports parisiens posera, en 1987, avec acuité. Qui doit payer le ticket de métro : l'usager ? Mais l'indice des prix et la popularité du gouvernement s'en ressentiront ; le contribuable ? Dans ce cas, la majorité contre-droit ses pétitions en faveur d'un allègement de la charge fiscale ; les entreprises ? Ceci annulerait en partie les mesures socio-économiques en leur faveur.

La voie sera très étroite pour le nouveau président de la RATP, pour le gouvernement, et, évidemment, pour le maire de Paris.

ALAIN FAUJAS.

DE NOUVEAUX AGENTS DISTRIBUENT 15 000 PROCÈS-VERBAUX PAR MOIS

La RATP protège ses bus

On voit peu à peu apparaître, depuis le début de l'année, dans les rues de Paris, de nouveaux agents verbalisateurs qui défendent, carnet à la main, la circulation des autobus : ce sont les agents chargés de la surveillance des itinéraires de bus (ACSI).

La RATP vient d'en recruter une cinquantaine et s'apprête à doubler leurs effectifs afin de surveiller les treize lignes de son réseau menacées par le stationnement anarchique. Ce sont des volontaires recrutés parmi les machinistes ayant plus de trois ans d'ancienneté. Ils sont assermentés, revêtus de l'uniforme et de la casquette de la RATP et ils arborent un badge « RATP circulation ». On insiste beaucoup à la Régie sur le fait qu'ils ne perçoivent pas de salaire, mais qu'ils ont droit à une indemnité forfaitaire sur les amendes qu'ils infligent. « Ils sont formés pour agir avec discernement, notent leurs

supérieurs hiérarchiques, c'est-à-dire que nous leur demandons de sensibiliser les automobilistes en informant ceux de réprimer, mais aussi d'informer les usagers sur les services de la RATP. »

Le but de l'opération est d'améliorer la vitesse des autobus, tombée à 10 km/heure en moyenne. Les ACSI ont le droit de verbaliser toutes les voitures en stationnement illicite, même celles qui se trouvent hors des couloirs de bus, sur d'autres endroits de la voirie. Ils n'ont pas la possibilité d'intercepter les automobilistes qui circulent dans les couloirs réservés. Il en résulte 75 F pour un stationnement interdit simple, 230 F pour un stationnement gênant, notamment à un arrêt de bus, et 900 F pour un stationnement dans un couloir de bus. Les premiers résultats font apparaître que les

12 000 à 15 000 contraventions établies chaque mois ont eu pour effet de dégager sensiblement les lignes surveillées par les agents.

A terme, la RATP espère un gain de productivité, qu'elle évalue à 120 millions de francs par an. En effet, des bus qui circulent à 12 km/h au lieu de 10 km/h accélèrent la régularité de la desserte, et il est possible de diminuer le nombre des véhicules mis en service. C'est une centaine de bus que la Régie espère « économiser » sur les 1 400 que compte son réseau.

Les ACSI sont devenus le fer de lance des actions lancées par la RATP pour accroître la productivité et, au moment où le gouvernement lui demande des comptes très serrés, elle les cite volontiers en exemple pour prouver sa bonne volonté et sa bonne gestion.

AL F.

AGRICULTURE

CORRESPONDANCE

La FNCA : opposition totale à tout prélèvement de l'Etat sur les fonds propres du Crédit agricole

A la suite de l'article consacré au Crédit agricole (le Monde du 28 mai), nous avons reçu la lettre suivante de M. Yves Baralou, président de la Fédération nationale du crédit agricole (FNCA), et Lucien Douroux, secrétaire général :

Dans votre article publié dans le Monde du 28 mai sous le titre « Combien vaut la Caisse nationale du crédit agricole ? », vous écrivez : « Les dirigeants de la FNCA veulent d'un bon œil ce « hold-up » qui les arrache dans les domaines politiques et financiers. Ils veulent ainsi l'ascenseur à M. Guillaume qui les aide à prendre le pouvoir, et ils diminuent d'autant la facture et les appels de fonds auprès des caisses régionales. »

Nous regrettons que vous ayez cru nous prêter de telles intentions sans même nous interroger à aucun moment sur ce point. Avec la plus grande fermeté, nous réaffirmons notre position constante, à savoir une opposition totale à tout prélèvement de l'Etat sur les fonds propres de la FNCA. Telle a été la position de la Fédération nationale du crédit agricole en 1979, lors du premier prélèvement de 900 millions, et en 1981, du deuxième prélèvement de 2,7 milliards, et ce alors même que le crédit agricole était, à l'époque, en dehors du droit commun en matière fiscale. Telle serait notre position demain si cette éventualité se présentait à nouveau.

Comment pourrions-nous soutenir, comme nous le faisons depuis toujours, que les résultats conservés

de la Caisse nationale du crédit agricole sont, pour partie, le fruit du travail des caisses régionales et accepter dans le même temps que l'Etat en prélève une part à son profit ? Nous y sommes fermement opposés et il nous paraît souhaitable que vos lecteurs en soient informés, même si la nature de la FNCA, qui est un établissement public, permet en droit à son propriétaire qu'est l'Etat d'effectuer un tel prélèvement.

Cette situation est d'ailleurs l'une des raisons qui nous conduisent à souhaiter une évolution du statut juridique de la FNCA, sujet sur lequel nous serions heureux de pouvoir vous exprimer notre position.

A ce propos, nous tenons à vous dire que les négociations avec les pouvoirs publics sur les conditions de la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole ne sont pas commencées à ce jour. C'est seulement au terme de discussions à venir avec l'Etat que nous pourrions juger des modalités et des contreparties éventuelles et que les caisses régionales pourraient alors se prononcer comme nous l'avons toujours indiqué.

D'autre part, M. Jean Barad, président de la Fédération des caisses régionales de crédit agricole de la région Pays de Loire, indique que, contrairement à ce que nous avons écrit, ces caisses n'ont pas fait savoir à M. Chirac et à M. Guillaume qu'elles étaient opposées à la nomination de M. Douroux à la direction générale de la FNCA. La Fédération, précise M. Barad, est solidaire des positions de la FNCA.

Pas de nomination au conseil des ministres

M. Bernard Anberger n'a pas été nommé directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole au conseil des ministres du mercredi 28 mai, bien que la décision de remplacer M. Jean-Paul Huchon à la tête de la banque verte soit effectivement prise. Deux raisons à ce report de nomination : le président de la République, qui est maître de l'ordre du jour, n'apprecie pas plus aujourd'hui qu'avant le 16 mars les fuites qui ont pour objet de lui forcer la main.

De plus, comme il en a déjà manifesté le souci pour d'autres postes et d'autres hauts fonctionnaires, il souhaite que le gouvernement retrouve un directeur général de la banque verte un poste convenable. Du coup, M. Guillaume, ministre de l'Agriculture, qui souhaitait aller vite dans ce changement, préfère la désattribution de la Caisse nationale, se trouve en mauvaise posture. La décision devrait finalement intervenir rapidement, certainement avant l'Assemblée générale de la Caisse nationale prévue le 10 juin.

CONJONCTURE

« L'action menée depuis deux mois va dans le bon sens »

déclare M. Guy Brana

« L'action menée depuis deux mois va exactement dans le bon sens », a déclaré jeudi 29 mai M. Guy Brana, vice-président du CNPF (Conseil national du patronat français) et président de sa commission économique au cours d'une conférence de presse.

« Il n'est pas réaliste de vouloir toutes les réformes tout de suite, a ajouté M. Brana. Il n'est pas non plus réaliste d'attendre tous les résultats tout de suite. Des délais sont indispensables pour permettre aux réformes d'entrer dans les faits. Il faut tout faire pour les réduire. Rappelons-nous enfin que l'adaptation des mentalités et des comportements aux nouvelles règles du jeu économique sera progressive. »

Le vice-président du CNPF a poursuivi : « La France est en train de négocier un grand virage. Ce n'est pas un virage brusque et catégorique, mais une large courbe que nous devons parcourir à allure soutenue et progressive. Les chefs d'entreprise sont fermement décidés à assumer toutes leurs responsabilités. »

Après avoir souligné que « les structures de l'économie avaient été profondément affaiblies depuis 1980 (...) mais qu'il n'y avait pas de fatalité de la crise et du chômage », M. Brana a présenté un « état des lieux » de l'économie française, faisant l'accent sur l'insuffisante adaptation de notre appareil productif, en prenant comme référence 1979 « car notre pays n'a pas surmonté les effets du deuxième choc pétrolier et a décroché du peloton de tête des grands pays industriels. »

M. Brana a dressé son constat en onze points : grave retard des investissements productifs ; insuffisance des investissements directs à l'étranger ; perte de parts de marché ; médiocrité de la croissance (1 % ou 1,5 % par an contre 1980 et 1985) ; pertes d'emplois alors que les pays étrangers en créent ; mauvaise per-

formance sur les marchés de haute technologie ; inadéquation de notre système de formation, qui explique en grande partie la montée du chômage des jeunes ; redressement insuffisant de la balance des paiements courants ; affaiblissement de la rentabilité des entreprises ; bilans des firmes profondément détériorés.

« Depuis deux ans, a souligné M. Brana, l'amélioration des résultats des entreprises françaises a été plus modeste que prévu : en 1985, leur autofinancement n'a toujours pas suffi à couvrir leurs amortissements. Pour investir, elles ont été contraintes de puiser dans les réserves et à l'emprunt : 200 milliards de

francs par an entre 1982 et 1984 pour les sociétés du secteur concurrentiel, dont l'encours total de l'endettement a dépassé 2 000 milliards de francs. Ceci explique l'alourdissement des frais financiers, qui sont passés de 20 % à 25 % de la marge brute entre 1979 et 1984. »

Dans ses propositions, M. Brana demande notamment que la croissance des dépenses sociales soit ramenée « à un point de moins que celle du PIB », que soit « facilitée la création et la transmission des entreprises », que soit « mobilisée la recherche publique en fonction de l'activité des entreprises. »

EN BOURSE

Daniel Houard : la laine fantaisie du second marché lyonnais

La société Daniel Houard, leader mondial des laines à tricoter main « haut de gamme », de style fantaisie, a été introduite le 29 mai au second marché de la Bourse de Lyon. Il s'agit là d'une étape capitale — au sens plein du terme — pour cette entreprise familiale créée en 1920 par Maurice Houard, père de l'actuel PDG, M. Daniel Houard. A l'origine et jusqu'aux années 60, la filature, installée à La Bastide-Roussière (Tarn), au pied de la Montagne Noire, travaillait exclusivement pour l'industrie textile régionale, spécialisée dans la laine cardée. Mais, en 1955, celle-ci subit de plein fouet le mode... de la mini-jupe. Malgré une diversification dans les tissus d'ameublement puis dans les fils pour tapis, Houard entre dans une période de vaches maigres. Les efforts de modernisation ne permettant pas de lutter à armes égales avec la concurrence étrangère, et, en 1980, la survie de la société est menacée. Daniel Houard joue alors son va-tout et jette son dévolu sur la filature et le retordage de laines à tricoter haut de gamme. Un changement de cap qui lui a permis d'obtenir un succès international. Pariant sur sa créativité, il présente ses échantillons aux Salons de Florence, Paris, Tokyo. Les commandes affluent, et les plus grands noms de la confection plébiscitent le « look » Houard. Ses fils aux formes les plus inattendues (plume, perle ou flammé), les matériaux insolites utilisés (fils de cuivre, acoustique, éponge), font un tabac, assurent les dirigeants de la firme. Dès 1981, la part des

exportations dans le chiffre d'affaires atteint 68 %, pour se maintenir à 55 % en 1985. Entre-temps, l'activité de Daniel Houard a doublé, passant de 33 millions de francs (1982) à 67,7 millions de francs (1984).

L'an passé, elle s'est légèrement tassée, à 70,5 millions de francs, en raison notamment du repli du dollar. Mais, pour 1986, Houard ne craint pas de subir la crise que traverse actuellement la laine à tricoter. Au cours des quatre premiers mois de l'année, son chiffre d'affaires a progressé de 26,5 %. Il compte sur le lancement de nouveaux produits (fils pour tricotage mécanique, tissage pour ameublement) pour faire coïncider son entrée à la Bourse de Lyon avec la franchisation d'une nouvelle étape de son développement. Les facultés d'innovation et les gains sensibles de productivité en 1982 et 1985 (qui ont permis un maintien des marges au-dessus de 6 %) sont les atouts majeurs que Daniel Houard dépose au pied de la corbeille, avec une perspective de bénéfices net pour 1986 de 5 millions de francs (soit 18,5 francs par action). Pour piloter l'opération boursière, la BNP, la Société lyonnaise de banque, la SODLER (Société de développement régional du Languedoc-Roussillon) et la charge d'agents de change Michaux feront office d'introductions. 27 000 titres doivent être offerts, suivant la procédure de l'offre publique de vente, à 150 francs par action.

E. F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou - hier	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
S.E.-U.	7,298	7,299	+ 15	+ 38
S. can.	5,207	5,204	- 78	- 120
Yen (100)	4,286	4,279	+ 87	+ 180
DM	3,183	3,182	+ 65	+ 80
Flarin	2,833	2,843	+ 18	+ 26
F.R. (100)	15,987	15,982	- 51	- 31
F.S.	3,945	3,941	- 78	- 97
L. (1 000)	4,647	4,646	- 174	- 136
F. franc	16,914	16,924	- 255	- 218

TAUX DES EUROMONNAIES

	6/78	7/78	6/15/78	7/1/78	6/15/78	7/1/78	6/15/78	7/1/78
S.E.-U.	4 3/8	4 5/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8
DM	4 3/8	4 5/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8
Flarin	3 1/4	3 3/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
F.R. (100)	25	27	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
F.S.	10	11	10 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8
L. (1 000)	18	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4
F. franc	7 3/8	7 5/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8

Ces cours précisés sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● Actions de la CGT dans les arsenaux et à EDF. — La Fédération CGT des travailleurs de l'Etat a annoncé plusieurs initiatives pour protester contre l'éventualité d'une « privatisation » des arsenaux, établissements d'Etat de fabrication d'armements et poudreries : une journée d'explications et d'actions le 5 juin et une « journée temps fort avec dépôt de pétrole de grève » le 12 juin. A EDF-GDF, la CGT a également annoncé un « temps fort » le 12 juin, dans le cadre de la semaine d'action confédérale. M. François Dureil, secrétaire général de la fédération de l'énergie, a précisé que

cette journée pourrait être marquée par « des manifestations, des arrêts de travail sans coupures de courant ».

● FO lance une « opération silence » aux finances le 17 juin. — Dans le cadre de la journée nationale d'action de FO dans la fonction publique, le 17 juin, la fédération des finances lance une « opération silence » contre la suppression de huit cents emplois supplémentaires aux finances et l'institution du gel des salaires. FO appelle les personnels à fermer les bureaux au public, à ne pas répondre au téléphone et à porter des motions aux préfets, sans excuser des « actions de plus grande ampleur (grèves par exemple) ».

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

Société japonaise électronique
recherche INGENIEUR D'APPAREILS
domaine transmissions radioélectriques
mini 5 ans expérience.
Ecrire c.v. à : HIRATA 06072, Nice
Cedex 5, 06100, tél. 0471.

OFFRES D'EMPLOIS

Le Centre d'Informations
financières organise un stage
pour recruter des futurs
CADRES COSEAUX, c.v. et
Gott des contacts à très
haut niveau.
Tél. 01 46-53-20-00, p. 201.

HEBDOMADAIRE recherche JOURNALISTE ECONOMIQUE

Une bonne connaissance de
l'Afrique serait appréciée, an-
glais courant indispensable.
Envoyer c.v. et portrait à
MARCHES TROPICAUX
190, bd Hausmann, Paris-8.

DEMANDES D'EMPLOIS

Ingenieur mécanicien
Docteur Thermodynamique
Anden Directeur Achat
Transport Gestion Production
cherche emploi temporaire aux INDES
contrat 3 à 5 ans - âge 52 ans -
parlant anglais
M. Jacques VEREZ -
63, rue du Poteau - 75018 PARIS
42.52.00.74

DIRECTEUR AFFAIRES SOCIALES

40 ans, formation supérieure
Expérience diversifiée (ensemble de la fonction dans
importantes sociétés tertiaire et industrielle, respon-
sabilités développement ressources humaines dans très
grand groupe international) aide sur dynamisation et
ouverture au changement.

Cherche responsabilités motivantes Paris-R.P.
Ecrire sous le n° 6900
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montmarty, Paris-7.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR DU MARKETING et DES VENTES,
directeur de filiale 15 ans d'expérience dans le
commerce et de service, licenciement d'un
produit qui a connu 50 % du marché en 3 ans et
est devenu leader, animation d'un service
commercial de 60 personnes et d'une filiale de
300.

RECHERCHE poste similaire toutes sociétés ou
direction générale PME - BCO/VJ 846.

COMPTABLE D'ENTREPRISE, 43 ans, bilingue
anglais, connaissance comptabilité analytique et
micro-informatique, 14 exp. dans secteur de
personnel service commercial export et gestion
administrative.

RECHERCHE poste à responsabilité - BCO/CAD.
IV 847.

DIRECTEUR DES VENTES, DES clients, 13 ans
exp. vente produits chimiques et matières plas-
tiques, anglais courant.

RECHERCHE poste commercial ventes ou
achats dans l'industrie chimique - SOUHAITE
déplacement France étranger - BCO/VJ 848.

SOCIO-ECONOMISTE, 38 ans, maîtrise sociologie,
DEA Histoire, 13 ans exp. dans les do-
maines de l'aménagement du territoire, de l'em-
ploi et de la formation prof. (Europe et Afrique).

RECHERCHE poste de chargée d'études (éta-
blissement public, bureau d'études), de pré-
vision, régulation, planification - BCO/VJ
849.

J.F. 29 ans, études supérieures + formation
6 mois export/import, anglais, allemand,
exp. 2 mois dans services export.

CHECHERCHER poste assistante export évolutive,
dynamique, BCO/CAD 850.

H. 37 ans, dynamique, sens de l'organisation
et de la rigueur macro-économique (3 cycle),
exp. pédagogique et de l'entreprise, bilingue
anglais, diplômé de la chambre de commerce
britannique (advanced Level).

PROPOSE son service à tout organisme et
auxiliaire financier, banques assurances,
B.C.O. CA 851.

SECRETAIRE GENERAL/DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET FINANCIER,
44 ans, formation supérieure, anglais courant,
connaissance outil informatique, 15 ans exp.
relations bancaires, comptabilité, gestion, tré-
sorerie, procédure export, négociations
contratuelles, création et suivi filiales
France/étranger. Libre déplacements.

RECHERCHE fonctions similaires Paris/RP
ou Centre, BCO/MS 852.

ARCHITECTE DPLG et monuments histo-
riques, 47 ans, 24 ans exp. diversifiées,
conceptions architecture, études techniques,
perspectives décoration intérieure, réhabilita-
tion, concours, stands, séminaires rétros.

ETUDE toutes propositions sur Paris,
BCO/JV 853.

propositions diverses

Les emplois offerts par la Fon-
ction publique dans toutes les
France sont nombreux et variés.
Demandez une docu-
mentation sur la revue sociale-
tisée MIGRATIONS (LM) -
BP 291-08 Paris Cedex 08.

automobiles

Les possibilités d'emploi à
l'étranger sont nombreuses et
variées. Demandez une docu-
mentation sur la revue sociale-
tisée MIGRATIONS (LM) -
BP 291-08 Paris Cedex 08.

divers

Vente Alfa Romeo Sprint GT
3 CV, coupé Bertone, gris mé-
tal. Int. cuir bordeaux.
19 500 F, 42-61-05-64, dom.

de 8 à 11 CV.

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt
BOULEVARD SAINT-MICHEL
pet. studio caract., 189 000 F.
Imm. Mercedes 42-52-01-82.

LUXEMBOURG 3 pièces
85 m², plain sud, vue dégagée,
soleil, grand cabinet, verrière,
chambre. Agence d'habitat.
Tél. 42-26-87-40.

MONGE sur belle cour pavée
2 pièces à rénover, poss. car-
rière, poutres, 46-34-13-15.

CENSIER-GOUELIN
3 p. ch., 60 m², 5^e ét., asc.,
solaire, 43-36-17-36.

7^e arrdt

YANEAU
BEAU STUDIO, TT, CONFORT
CALME, BON ETAT.
GARBI 45-67-22-88.

MAISONNETTE JARDIN
Saint-Dominique 47-03-32-44

11^e arrdt
Boulevard Beaumarchais,
6 pièces, 80 m², soleil,
880 000 F, privil. travaux.
Tél. 43-26-73-14.

REPUBLIQUE/SAINT-MAUR
(angle), dans imm. récent, 11,
2 ch., 60 m², double parking.
Tél. 46-34-13-15.

12^e arrdt
PRIX TRÈS INTÉRESSANT
MP PORTE-DE-VINCENNES
Imm. récent, 2 ch., 50 m²,
solaire, 3 ch., entrée, cuisine
équipée, bain, 2 p., coin cuisine,
salle d'eau, w.-c., double parking.
86, RUE DE LA PLAINE
jeudi, vendredi 14 h/17 h.

17^e arrdt
PENTHOUSE 5 pièces, 2 bains,
900 m² de terrasse.
Tél. 43-55-60-70.

18^e arrdt

18 m² A RÉNOVER
88 000 F
2 pièces, confort, 188 000 F.
Imm. Mercedes 42-52-01-82.

Meuble 18^e arrdt
propr. indiv. 150 m, pour prof.
318 000 F. Imm. pierre de
taille, revêt. 2 p., coin cuisine,
salle d'eau, w.-c., double parking.
Tél. 43-43-40-40. Crédit possi-
ble. plain soleil. 171 000 F.
Imm. Mercedes 42-52-01-82.

20^e arrdt

Paris, vend STUDIO, apt. équ.
148 000 F. 10 m², 12 m², 15 m²,
17 m², 18 m², 20 m², 22 m²,
24 m², 26 m², 28 m², 30 m²,
32 m², 34 m², 36 m², 38 m²,
40 m², 42 m², 44 m², 46 m²,
48 m², 50 m², 52 m², 54 m²,
56 m², 58 m², 60 m², 62 m²,
64 m², 66 m², 68 m², 70 m²,
72 m², 74 m², 76 m², 78 m²,
80 m², 82 m², 84 m², 86 m²,
88 m², 90 m², 92 m², 94 m²,
96 m², 98 m², 100 m², 102 m²,
104 m², 106 m², 108 m², 110 m²,
112 m², 114 m², 116 m², 118 m²,
120 m², 122 m², 124 m², 126 m²,
128 m², 130 m², 132 m², 134 m²,
136 m², 138 m², 140 m², 142 m²,
144 m², 146 m², 148 m², 150 m²,
152 m², 154 m², 156 m², 158 m²,
160 m², 162 m², 164 m², 166 m²,
168 m², 170 m², 172 m², 174 m²,
176 m², 178 m², 180 m², 182 m²,
184 m², 186 m², 188 m², 190 m²,
192 m², 194 m², 196 m², 198 m²,
200 m², 202 m², 204 m², 206 m²,
208 m², 210 m², 212 m², 214 m²,
216 m², 218 m², 220 m², 222 m²,
224 m², 226 m², 228 m², 230 m²,
232 m², 234 m², 236 m², 238 m²,
240 m², 242 m², 244 m², 246 m²,
248 m², 250 m², 252 m², 254 m²,
256 m², 258 m², 260 m², 262 m²,
264 m², 266 m², 268 m², 270 m²,
272 m², 274 m², 276 m², 278 m²,
280 m², 282 m², 284 m², 286 m²,
288 m², 290 m², 292 m², 294 m²,
296 m², 298 m², 300 m², 302 m²,
304 m², 306 m², 308 m², 310 m²,
312 m², 314 m², 316 m², 318 m²,
320 m², 322 m², 324 m², 326 m²,
328 m², 330 m², 332 m², 334 m²,
336 m², 338 m², 340 m², 342 m²,
344 m², 346 m², 348 m², 350 m²,
352 m², 354 m², 356 m², 358 m²,
360 m², 362 m², 364 m², 366 m²,
368 m², 370 m², 372 m², 374 m²,
376 m², 378 m², 380 m², 382 m²,
384 m², 386 m², 388 m², 390 m²,
392 m², 394 m², 396 m², 398 m²,
400 m², 402 m², 404 m², 406 m²,
408 m², 410 m², 412 m², 414 m²,
416 m², 418 m², 420 m², 422 m²,
424 m², 426 m², 428 m², 430 m²,
432 m², 434 m², 436 m², 438 m²,
440 m², 442 m², 444 m², 446 m²,
448 m², 450 m², 452 m², 454 m²,
456 m², 458 m², 460 m², 462 m²,
464 m², 466 m², 468 m², 470 m²,
472 m², 474 m², 476 m², 478 m²,
480 m², 482 m², 484 m², 486 m²,
488 m², 490 m², 492 m², 494 m²,
496 m², 498 m², 500 m², 502 m²,
504 m², 506 m², 508 m², 510 m²,
512 m², 514 m², 516 m², 518 m²,
520 m², 522 m², 524 m², 526 m²,
528 m², 530 m², 532 m², 534 m²,
536 m², 538 m², 540 m², 542 m²,
544 m², 546 m², 548 m², 550 m²,
552 m², 554 m², 556 m², 558 m²,
560 m², 562 m², 564 m², 566 m²,
568 m², 570 m², 572 m², 574 m²,
576 m², 578 m², 580 m², 582 m²,
584 m², 586 m², 588 m², 590 m²,
592 m², 594 m², 596 m², 598 m²,
600 m², 602 m², 604 m², 606 m²,
608 m², 610 m², 612 m², 614 m²,
616 m², 618 m², 620 m², 622 m²,
624 m², 626 m², 628 m², 630 m²,
632 m², 634 m², 636 m², 638 m²,
640 m², 642 m², 644 m², 646 m²,
648 m², 650 m², 652 m², 654 m²,
656 m², 658 m², 660 m², 662 m²,
664 m², 666 m², 668 m², 670 m²,
672 m², 674 m², 676 m², 678 m²,
680 m², 682 m², 684 m², 686 m²,
688 m², 690 m², 692 m², 694 m²,
696 m², 698 m², 700 m², 702 m²,
704 m², 706 m², 708 m², 710 m²,
712 m², 714 m², 716 m², 718 m²,
720 m², 722 m², 724 m², 726 m²,
728 m², 730 m², 732 m², 734 m²,
736 m², 738 m², 740 m², 742 m²,
744 m², 746 m², 748 m², 750 m²,
752 m², 754 m², 756 m², 758 m²,
760 m², 762 m², 764 m², 766 m²,
768 m², 770 m², 772 m², 774 m²,
776 m², 778 m², 780 m², 782 m²,
784 m², 786 m², 788 m², 790 m²,
792 m², 794 m², 796 m², 798 m²,
800 m², 802 m², 804 m², 806 m²,
808 m², 810 m², 812 m², 814 m²,
816 m², 818 m², 820 m², 822 m²,
824 m², 826 m², 828 m², 830 m²,
832 m², 834 m², 836 m², 838 m²,
840 m², 842 m², 844 m², 846 m²,
848 m², 850 m², 852 m², 854 m²,
856 m², 858 m², 860 m², 862 m²,
864 m², 866 m², 868 m², 870 m²,
872 m², 874 m², 876 m², 878 m²,
880 m², 882 m², 884 m², 886 m²,
888 m², 890 m², 892 m², 894 m²,
896 m², 898 m², 900 m², 902 m²,
904 m², 906 m², 908 m², 910 m²,
912 m², 914 m², 916 m², 918 m²,
920 m², 922 m², 924 m², 926 m²,
928 m², 930 m², 932 m², 934 m²,
936 m², 938 m², 940 m², 942 m²,
944 m², 946 m², 948 m², 950 m²,
952 m², 954 m², 956 m², 958 m²,
960 m², 962 m², 964 m², 966 m²,
968 m², 970 m², 972 m², 974 m²,
976 m², 978 m², 980 m², 982 m²,
984 m², 986 m², 988 m², 990 m²,
992 m², 994 m², 996 m², 998 m²,
1000 m², 1002 m², 1004 m², 1006 m²,
1008 m², 1010 m², 1012 m², 1014 m²,
1016 m², 1018 m², 1020 m², 1022 m²,
1024 m², 1026 m², 1028 m², 1030 m²,
1032 m², 1034 m², 1036 m², 1038 m²,
1040 m², 1042 m², 1044 m², 1046 m²,
1048 m², 1050 m², 1052 m², 1054 m²,
1056 m², 1058 m², 1060 m², 1062 m²,
1064 m², 1066 m², 1068 m², 1070 m²,
1072 m², 1074 m², 1076 m², 1078 m²,
1080 m², 1082 m², 1084 m², 1086 m²,
1088 m², 1090 m², 1092 m², 1094 m²,
1096 m², 1098 m², 1100 m², 1102 m²,
1104 m², 1106 m², 1108 m², 1110 m²,
1112 m², 1114 m², 1116 m², 1118 m²,
1120 m², 1122 m², 1124 m², 1126 m²,
1128 m², 1130 m², 1132 m², 1134 m²,
1136 m², 1138 m², 1140 m², 1142 m²,
1144 m², 1146 m², 1148 m², 1150 m²,
1152 m², 1154 m², 1156 m², 1158 m²,
1160 m², 1162 m², 1164 m², 1166 m²,
1168 m², 1170 m², 1172 m², 1174 m²,
1176 m², 1178 m², 1180 m², 1182 m²,
1184 m², 1186 m², 1188 m², 1190 m²,
1192 m², 1194 m², 1196 m², 1198 m²,
1200 m², 1202 m², 1204 m², 1206 m²,
1208 m², 1210 m², 1212 m², 1214 m²,
1216 m², 1218 m², 1220 m², 1222 m²,
1224 m², 1226 m², 1228 m², 1230 m²,
1232 m², 1234 m², 1236 m², 12

AFFAIRES

P E T T : MOBILISATION SYNDICALE CONTRE LES MENACES DE PRIVATISATION

Les organisations syndicales se mobilisent pour protester contre les menaces de privatisation des PTT. La CGT a déposé un préavis de grève pour la journée du 3 juin et prévoit avec FO des journées d'action au cours du mois. La fédération des CPDT des PTT appelle à un front commun de tous les syndicats et propose une grève pour le 17 juin prochain. Ces syndicats s'inquiètent des conséquences du libéralisme sur le service public des PTT : il pourrait conduire à sa dégradation et à une « régression sociale » déplorable tant pour les usagers que pour le personnel.

La préparation du budget 1987 prévoit une réduction de 1,5 % des effectifs du service public, situation qui pourrait s'aggraver avec le projet de loi sur la communication. Celui-ci propose de privatiser le réseau des câbles téléphoniques, déjà convoité par un consortium CSE-Schulberger-Decaux, et d'ouvrir à la concurrence les nouveaux services. Minitel doit à valeur ajoutée. Un groupe IBM-SEMA, associé à Paris, est prêt à organiser un réseau de télé-informatique concurrent de Transpac.

Craignant une extension de ces mesures à tout le service des PTT, la CFDT rappelle ses conséquences dans d'autres pays : 24 000 licenciements aux Etats-Unis et 16 000 en Grande-Bretagne, ainsi qu'une hausse des tarifs de 20 %. Pour la CFDT, le problème est plus idéologique qu'économique : contrairement aux télécommunications britanniques, le service public français est l'un des plus modernes du monde, et rien ne justifie sa privatisation.

Le Monde
LOISIRS

ENTREPRISES

Chrysler augmente sa participation chez l'italien Maserati

L'intérêt de Ford pour l'italien Alfa-Romeo a inspiré un autre américain. Chrysler a annoncé, le mercredi 28 mai, qu'il avait signé un accord lui permettant d'augmenter sa participation dans le capital de Maserati et de devenir, d'ici à 1988, l'actionnaire majoritaire du constructeur italien de voitures de sport. Dans un premier temps, la filiale italienne de Chrysler portera sa participation de 3,47 % à 15,6 % lors de l'augmentation de capital (70 milliards de lire) qui aura lieu cet été. Les participations des autres actionnaires se répartiront alors ainsi : 51,35 % pour American Finance (société financière de De Tommaso Industries), 0,65 % pour British Leyland et 32,4 % pour la GEPI (société financière du groupe public IRI).

L'américain acquiert en outre une option sur les 32,4 % détenus par la GEPI utilisable avant le 31 juillet 1988. Ultérieurement, et jusqu'en 1995, Chrysler pourra acquérir 3 % supplémentaires, devenant ainsi actionnaire à 51 % de Maserati. Cette prise de contrôle impliquerait une mise de fonds d'environ 70 millions de dollars de la part de Chrysler.

Aux termes de l'accord, Chrysler et Maserati développeront également ensemble deux véhicules et un moteur six cylindres.

Guerre des « puces » : conflit en voie de développement

Le Japon et les Etats-Unis ont conclu, le mercredi 28 mai à Tokyo, un accord-cadre sur le commerce des semi-conducteurs, l'accord final devant être signé d'ici à fin juin. Selon des sources bien informées, ce compromis couvre aujourd'hui à la fois la part des semi-conducteurs américains devant être signés d'ici à fin juin. Selon des sources bien informées, ce compromis couvre aujourd'hui à la fois la part des semi-conducteurs américains devant être signés d'ici à fin juin.

L'accord a été obtenu au terme d'une journée de négociations entre le représentant spécial américain pour le commerce, M. Clayton Yentzer, et le ministre japonais du MITI, M. Watanabe, vingt-quatre heures après que la commission américaine du commerce international ait décidé d'imposer des taxes supplémentaires sur les importations de certaines

« puces » (semi-conducteurs), accusées d'être vendues à perte sur le marché américain.

Privatisation partielle du groupe ouest-allemand VIAG

La privatisation partielle du groupe VIAG (aluminium et énergie), l'une des quatre sociétés publiques dont le gouvernement ouest-allemand a prévu la cession au secteur privé cette année, entrera dans les faits le 3 juin prochain. Une émission de 4,64 millions d'actions, soit 40 % du capital, au prix de 185 DM chacune, rapportera aux caisses de l'Etat 865,6 millions de deutschemarks (2,37 milliards de francs). Elle abaissera la participation directe de l'Etat de 87,44 % actuellement à 47,44 % du capital, le solde (12,56 %) restant entre les mains de la banque KfW, qui appartient au secteur public. L'Etat fédéral gardera donc le contrôle de fait du groupe, qui emploie 22 000 salariés et a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 12 milliards de deutschemarks (37,2 milliards de francs).

ACCOR

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale d'ACCOR a entériné les résultats du groupe en 1985 : 178,2 millions de francs hors éléments exceptionnels, soit une progression de 25,5 % par rapport à 1984, et de près de 100 % par rapport à 1983, année de création d'ACCOR.

Le bénéfice net courant par action a, lui, progressé de 18,2 % par rapport à 1984. Le dividende a été fixé à 5,80 francs par action (assort d'un avoir fiscal de 2,90 francs, soit un revenu global de 8,70 francs) en augmentation de 18,4 % sur celui payé au titre de 1984.

Ces résultats traduisent la volonté de croissance développée depuis de nombreuses années en France et à l'étranger dans les quatre domaines où ACCOR entend être parmi les leaders mondiaux : l'hôtellerie, la restauration commerciale, la restauration de collectivités, le tertiaire.

OBJETIF N° 1 : LA CROISSANCE EN EUROPE

ACCOR, aujourd'hui présent dans soixante-quatre pays, concrétise d'année en année son développement européen, et récolte en 1986 le fruit de ses investissements en Allemagne, Grande-Bretagne et Benelux.

OBJETIF N° 2 : LA QUALITÉ DES PRODUITS ET DES SERVICES

ACCOR développe une politique de produits forts dans laquelle qualité et productivité contribuent largement à la progression des résultats. Le programme ambitieux de formation, développé dans le groupe en est un des points d'appui.

Outre l'Europe, 1986 verra la poursuite de l'expansion d'ACCOR dans ses quatre métiers de base :

- En France, où la réussite de l'OPA sur le CNIT va dans ce sens ;
- En Afrique et surtout en Amérique du Nord, où la consolidation des activités en cours est prévue ;
- En Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient, où le travail de pionnier continue, comme l'illustre la récente association avec SHUI-ON.

Le volume d'activité et les résultats des quatre premiers mois de 1986 consolident une progression satisfaisante, supérieure aux objectifs annoncés dans un contexte où la libération des prix de l'hôtellerie en France donnera enfin la flexibilité indispensable pour répondre à l'évolution des marchés.

La prévision de croissance du bénéfice net consolidé du groupe en 1986 s'établit à nouveau à plus de 25 %.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SOGEROC

Société d'investissement à capital variable - SICAV -

Le groupe de la Société Générale vient de décider la création d'une nouvelle SICAV sous le nom de SOGEROC avec la participation de sociétés du groupe, d'investisseurs institutionnels et d'entreprises.

Le capital initial sera de 290 millions de francs, divisé en 5 800 actions de 50 000 F.

SOGEROC aura pour objectif la valorisation à moyen et à long terme de ses actifs ; elle gèrera à cet effet un portefeuille diversifié qui comprendra toutes les formes de 50 % d'obligations françaises.

Cette SICAV sera placée sous la présidence de M. Pierre Agorger, directeur de département de la Société Générale.

L'ouverture au public devrait intervenir au cours des prochaines semaines.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOFICOMI

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale ordinaire de la société pour le financement d'immobiliers commerciaux et industriels - Soficomi -, réunie le 27 mai 1986, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 115 350 933,75 F.

Elle a décidé la mise en paiement, à compter du 30 juin 1986, d'un dividende net par action de 44,32 F assorti d'un avoir fiscal de 0,80 F. Le dividende net, global ressort ainsi à 45,12 F, contre 42,04 F pour l'exercice précédent (+ 7,33 %).

L'assemblée générale a renouvelé les mandats d'administrateur de M. Marcel Lair et du Crédit du Nord.

Au cours de la séance qui s'est tenue le même jour, le conseil d'administration a reconduit M. Marcel Lair dans ses fonctions de président, et, sur proposition de celui-ci, M. Jean-Louis Cardon dans celles de directeur général. Il a été d'autre part informé de l'évolution favorable de l'activité de la société au cours des cinq premiers mois de l'année 1986. Durant cette période les engagements nouveaux, portant pour l'essentiel sur des opérations de crédit-bail, ont atteint un total un montant de 197 MF, contre 290 MF, pour l'ensemble de l'année 1985.

locaexpansion

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 22 mai 1986 sous la présidence de M. Jean-François Lacroix, a approuvé les comptes de l'exercice 1985 et décidé la mise en paiement d'un dividende de 22,70 F, contre 21,62 F pour l'exercice 1984.

Le dividende sera mis en paiement le 10 juillet prochain.

Les actionnaires pourront, avant cette date, opter pour le paiement du dividende sous forme d'actions nouvelles de la société, créées par anticipation le 1er janvier 1986, au prix de 336,53 F par titre.

baill

investissement

L'assemblée générale annuelle s'est réunie le 27 mai 1986 sous la présidence de M. Maurice Goutier.

Au cours de cette assemblée, M. Goutier a prononcé l'allocation suivante :

Mesdames, Messieurs,

Votre conseil vient de vous présenter l'activité de Baill Investissement au cours de l'année 1985 et vous a fait connaître les résultats obtenus : les engagements bruts atteignent, en fin d'exercice, plus de 3,2 milliards de francs, et le bénéfice net, après amortissements et provisions, plus de 160 millions de francs.

Le conseil a pu, en conséquence, proposer la mise en distribution d'un dividende par action de 52 F, en augmentation de 8,30 % sur celui de l'année précédente.

En 1986, Baill Investissement poursuit son développement en maintenant son effort commercial dans un environnement toujours difficile. La reprise économique n'est pas encore très sensible, la concurrence devient plus vive, et le marché demeure dans l'attente de nouvelles réductions tarifaires.

Les quatre premiers mois d'activité n'en ont pas moins été satisfaisants, tant par une sensible progression des engagements nouveaux que par une amélioration des marges obtenues. Du 1er janvier au 30 avril 1986, 125 millions de francs ont été affectés à de nouvelles opérations, dont 100 millions de francs dans le cadre de contrats de crédit-bail.

Les prévisions de résultats sont satisfaisantes, et le dividende devrait connaître, comme de coutume, une croissance au moins égale à celle de l'inflation.

La Bourse apprécie favorablement le titre Baill Investissement, dont les derniers cours traduisent une augmentation de près de 40 % sur ceux enregistrés à la fin de l'année 1985. Il ne nous semble pas que cette appréciation soit surévaluée, et nous pensons que l'avenir justifiera la confiance des actionnaires.

CALCIPHOS S.A.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 5 MAI 1986

L'assemblée générale mixte de Calciphos S.A., réunie le 5 mai 1986, au siège social, 48, rue La Pérouse, 75116 Paris, sous la présidence de M. Henri Darmas, a approuvé les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 1985.

Le bénéfice net s'élève à 22,11 millions de francs contre 3,4 millions de francs en 1984, soit une progression de 550 %. Hors une plus-value exceptionnelle de 15,09 millions de francs, ce bénéfice ressort à 7,02 millions de francs, soit une progression de 112 % par rapport à 1984.

L'assemblée générale mixte a décidé la distribution, au titre de l'exercice clos, d'un dividende net de 8 F - auquel s'ajoute l'avoir fiscal de 4 F - formant un revenu global de 12 F. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 3 juin 1986 au guichet :

de la Banque financière parisienne-BAFIP

48, rue La Pérouse, 75116 Paris.

L'assemblée a accepté avec regret la démission de M. Marc Hamotin.

Elle a procédé à la nomination de deux nouveaux administrateurs :

- M. Jean-Paul Benoit, directeur général de l'organisme commun des institutions de rentes et de prévoyance (OCIRP) ;

- M. Pierre Vincent, directeur à la direction générale de la Banque financière parisienne-BAFIP.

Un commissaire aux comptes suppléant a été désigné :

- M. Jean-Pierre Vincent, du cabinet Frinault-fiduciaire.

L'assemblée a institué un droit de vote double au profit de tout actionnaire dont les actions sont entièrement libérées et figurent à son nom sur le registre des actionnaires nominatifs depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. En outre, l'assemblée a autorisé le conseil d'administration à porter le capital social actuel de 54 390 000 F à 100 000 000 F.

Le rapport annuel est à la disposition de toute personne qui en ferait la demande auprès du secrétariat général de la société.

RECTIFICATIF

de l'annonce parue le 27-5-1986.



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Siège social : 87, rue de Richelieu, 75002 Paris.

Il convenait de lire sous le troisième tableau le texte ci-après :

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de fixer le dividende à 90 F par action (plus 45 F d'avoir fiscal) contre 61,40 F en 1984 (soit une augmentation de 46 %).

Dirigeants d'Entreprises,

CARDIF un des leaders de l'assurance vie et de la capitalisation.

CARDIF leader des régimes de retraite d'entreprise.

ENTREPRISES

seront à votre disposition les 3, 4 et 5 juin,

au premier Salon de l'Entreprise "Le Monde des Affaires"

qui se tiendra à Paris à l'Hôtel George-V.

Groupe Compagnie Bancaire

CARDIF

ENTREPRISES

Assurance financière

56 av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly 7 Seine Cedex. Tél. 16 (1) 47 38 83 00

Avis d'appel d'offres international pour installation de tuyauteries

Les Industries chimiques du Sénégal (ICS) réalisent sur financement de la Banque mondiale une usine de valorisation de résidus fins de phosphate au Sénégal.

La présente annonce concerne le montage de tuyauteries acier, de diamètres 300 à 700 millimètres et de longueur totale 6 000 mètres environ. Ces travaux sont à effectuer à l'usine des ICS de Darou-Khroussos (Sénégal).

Les sociétés intéressées par cet appel d'offres pourront retirer le dossier correspondant contre remise d'une participation de 500 F ou 25 000 F CFA, à l'une des adresses ci-dessous, à partir du 26 mai 1986.

Elles auront à remettre leur offre dans les conditions indiquées dans le dossier d'appel d'offres avant le 27 juin 1986, 12 heures.

INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL

M'BAO (Sénégal) - Tél. 287

INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL

62, rue Jeanne-d'Arc, 75646 PARIS Cedex 13 - Tél. 200191

La sous-préfecture de Roanne communique :

Amenagement de la RN 7 à 2x2 voies entre l'échangeur de Perreux et la déviation de l'hôpital-sur-Rhône (commune de Saint-Cyr-de-Favières)

Par arrêté du 24 avril 1986, M. le préfet, commissaire de la République du département de la Loire, a ouvert une enquête publique portant à la fois :

- sur l'utilité du projet d'aménagement en site propre de la RN 7 à 2x2 voies entre l'échangeur de Perreux (point de repère n° 33 + 400 m) (commune de Perreux) et l'hôpital-sur-Rhône (PR 40 + 670) (commune de Saint-Cyr-de-Favières) et concernant les communes de Perreux, Saint-Vincent-de-Boisset, Le Coteau, Notre-Dame-de-Boisset, Parigny et Saint-Cyr-de-Favières ;
- sur l'attribution du caractère de route express à la section comprise entre l'échangeur de Perreux (PR 33 + 400) et l'extrémité de la déviation de l'hôpital-sur-Rhône (PR 41 + 200) ;
- sur la modification des plans d'occupation des sols de Perreux, Le Coteau, Saint-Vincent-de-Boisset et Notre-Dame-de-Boisset.

Par arrêté du 9 mai 1986, M. le préfet, commissaire de la République du département de la Loire a modifié comme suit la commission d'enquête :

- M. Bernard Demont, expert judiciaire, président de la commission ;
- M. René Favre, colonel de gendarmerie en retraite ;
- M. Paul Laboure, directeur de l'office public d'HLM en retraite.

Les autres dispositions de l'arrêté restent inchangées.

Industrie pharmaceutique

LES PRIX DES MÉDICAMENTS

VONT AUGMENTER DE 2 %

Mise au régime sec depuis deux ans, l'industrie pharmaceutique vient d'obtenir du gouvernement l'autorisation de relever de 2 % le niveau du prix des médicaments remboursables par la Sécurité sociale à compter du 15 juillet prochain. Cette hausse sera modulable, les entreprises concernées pourront l'élever à l'intérieur de leurs gammes de produits.

Toute une série de mesures ont aussi été arrêtées en comité interministériel afin de donner partiellement satisfaction aux revendications des firmes pharmaceutiques. Tous jours à partir du 15 juillet, la liberté totale leur est rendue pour la fixation de leur prix des médicaments non remboursables (3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires). En outre le seuil du chiffre d'affaires à partir duquel les sociétés étaient passibles de la taxe sur les dépenses d'information (visite médicale) et de publicité (5 % du montant total de ces dépenses, fiscalement non déductibles) a été relevé pour être porté de 50 à 100 millions de francs. Enfin pour alléger les tracasseries administratives, le décret du 24 août 1976 sur le contrôle a priori par les pouvoirs publics de la publicité pharmaceutiques est abrogé.

Par ailleurs, un groupe de travail composé de représentants de l'administration et du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) vient d'être créé. A la lumière des mesures qui viennent d'être arrêtées, il étudiera les moyens de rendre par étapes la liberté complète des prix aux firmes pharmaceutiques. Anné par le docteur Michèle Barzac, ministre délégué au ministre des affaires sociales, ce groupe de travail devra rendre ses conclusions le 1er septembre prochain au premier ministre.

Bien que la majoration des prix n'atteigne pas les 7 % que réclamait la profession (le Monde du 30 avril), celle-ci semble satisfaite des mesures qu'elle considère être un premier pas vers la libéralisation complète.

A. D.

مكتبة من الأصل

ROME

1580F.

ALLER
RETOUR

Air France innove en Europe. Air France vous propose pour vos vacances d'été des tarifs aller-retour exceptionnels vers les plus grandes villes européennes :

Copenhague : 1300 F Stockholm : 1795 F Oslo : 1660 F Rome : 1580 F Naples : 1780 F Londres : 595 F.

Comme vers toutes les destinations européennes vous bénéficiez en Classe Economique d'un confort accru : de nouveaux fauteuils plus spacieux, des boissons gratuites, même le champagne !

Autant de preuves de la volonté d'Air France d'innover sans cesse, pour mieux satisfaire ses passagers.

Conditions particulières de vente et de transport.
Prix susceptibles de modifications sans préavis.

CHE BELLO!

DPE

AIR FRANCE INNOVE EN EUROPE

AIR

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

28 mai

Nouvelle baisse : - 0,93 %

La Bourse de Paris a de nouveau enregistré le 28 mai une séance de baisse sensible. L'indice CAC 40 perdait 0,93 % en clôture, après avoir gagné 2,04 % la veille. Parmi les valeurs en forte baisse figurent la Compagnie Générale (CN) et la Navigation Maritime. En revanche, Eurochem et Union Crédit ont gagné.

Autour de la corbeille et des groupes de cotation, une certaine perplexité se fait sentir. On mesure que le marché continue de dégrader ses gains. Près des piliers, les observateurs expliquent cette nouvelle chute par la reprise du mouvement de vente des étrangers (anglais notamment), amorcé dès vendredi dernier et stoppé ces deux derniers jours. De nombreux petits porteurs de titres ont dû débourser de certains titres, avant la date limite de règlement du 30 mai. Quelques professionnels ont également été contraints de vendre de lundi, le marché montrant cependant une réelle sélectivité. Les valeurs « sûres » de la cotation faisant montre d'une meilleure tenue. Quand aux investisseurs institutionnels, ils attendent peu de leur soutien à la hausse, mais la plupart d'entre eux préfèrent attendre encore avant de procéder à des achats plus importants. « Il y a en ce moment une certaine hésitation », entend-on dans les travaux, au sujet de l'allure négative de la Bourse.

Un étau au-dessus, le marché obéissant cependant à une certaine discipline, mais le repli des actions exerce une influence défavorable sur l'activité.

Le MATIF cédait lui aussi du terrain, le contrat à échéance mars terminant à 111,85, soit une baisse de 0,26 % - 5,52 contrats étaient échangés. Napoléon : 379 francs (- 20 F).

NEW-YORK

Nouveau record

Wall Street a connu une séance très animée le 28 mai. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles battait un nouveau record, à 1878,25, en hausse de 25,25 points. Le volume des échanges a porté sur 160 millions de titres, contre 121 millions la veille. Le marché a eu plus de succès que de revers, avec 1.200 valeurs en hausse et 1.000 en baisse. Parmi les valeurs en forte hausse figurent les actions de la General Electric, de la IBM et de la Xerox.

Autour du « Big Board », le climat s'est considérablement amélioré devant le rebond du IBM (+ 4 1/2 %) de dix millions de ses propres actions (1 % du capital). Cette opération, qui va être imitée par Philip Morris, a eu pour effet immédiat de restaurer la confiance des investisseurs, quelque peu ébranlée ces derniers temps.

Une déclaration de M. Henry Kaufman à Laguna, évoquant une baisse probable du taux d'escompte fédéral, a de même influencé favorablement le marché. D'un autre côté, les investisseurs américains anticipent une accélération de la croissance de l'économie aux Etats-Unis pour le second trimestre 1986 et l'année 1987.

Cette accélération serait provoquée par un redressement des exportations, à la faveur de la baisse du dollar, par la hausse des prix du pétrole et celui des taux d'intérêt. Parmi les valeurs les plus traitées figuraient IBM (3,3 millions de transactions) et Xerox Corp. (qui a accusé l'offre d'achat de Burroughs, avec 2,1 millions de titres échangés).

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS	Cours de clôture 28 mai
Alcoa	38 3/4
Amstar	38 1/2
Boeing	58 1/2
Chrysler	44 1/2
Du Pont de Nemours	58 1/2
Eastman Kodak	58 1/2
Exxon	58 1/2
Ford	58 1/2
General Electric	58 1/2
General Motors	58 1/2
IBM	58 1/2
Johnson & Johnson	58 1/2
McDonald	58 1/2
Pfizer	58 1/2
Schering	58 1/2
Union Carbide	58 1/2
Westinghouse	58 1/2
Xerox Corp.	58 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

COTATION DU CERTIFICAT D'INVESTISSEMENT DE LA BNP

Le certificat d'investissement de la Banque nationale de Paris a été coté pour la première fois le 28 mai 1986 à 522 F (contre un prix d'émission de 485 F), un total de 216 000 certificats ayant trouvé preneur à ce prix.

REGHIN-SAY VA ETUDIER DEMANDE D'EMMISSION DE CERTIFICAT D'INVESTISSEMENT

Le conseil d'administration de la société Reghin-Say a étudié la demande d'émission de certificats d'investissement. Le conseil d'administration est favorable à cette proposition, qui permettra, selon lui, au groupe Reghin-Say de poursuivre son expansion, tant en France qu'à l'étranger.

INDICES QUOTIDIENS

(NDI, base 100 le 31 déc. 1985)

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

27 mai, 28 mai

BOURSE DE PARIS Comptant

28 MAI

Cours relevés à 17 h 32

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

VALEURS Cours de clôture 28 mai

SECONDE MARCHÉ

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

Cours de clôture 28 mai

5021510101

Le Monde

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Des cartouches à ne pas gaspiller

« Une chance à saisir » : en ouvrant sous ce titre son dernier rapport sur les perspectives économiques des dix-huit mois à venir, l'OCDE confirme l'espoir né de la conjonction de facteurs exceptionnels - chute des cours du pétrole, baisse du dollar, détente sur les taux d'intérêt - mais introduit une discrète mise en garde. Si « chance » il y a, il est nécessaire de ne pas la gaspiller par une euphorie jugée prématurée.

Pour les vingt-quatre membres de l'OCDE, la conjoncture prend incontestablement des allures prémonitoires. Depuis leur rapport de décembre, les experts de l'Organisation ont pu réviser leurs prévisions de croissance à 3 % pour cette année et 3,2 % en 1987, une amélioration de trois quarts de point, et ramener à 3,5 % en 1986 et 3 % l'année suivante un taux d'inflation estimé à un point de plus il y a six mois. Entre-temps, la chute du prix du baril conjuguée à l'affaiblissement du dollar s'est traduite au Japon et pour les membres du système monétaire européen (SME) par une baisse des coûts du pétrole de quelque 50 % dont le plein effet se fera sentir durant le second semestre.

La facture pétrolière provoquera une redistribution des revenus entre producteurs et consommateurs dont la portée est difficile à évaluer, les premiers étant appelés à réduire leurs dépenses plus vite que les seconds n'augmentent leurs achats. À titre indicatif, l'OCDE estime que le transfert des revenus peut être estimé (en rythme annuel et durant le second semestre) à 63 milliards de dollars pour les pays de la zone et à 2 milliards pour les importateurs de pétrole du tiers-monde, la perte pouvant se monter à 59 milliards pour l'OPEP et à 4 milliards pour les pays de l'Est.

Outre l'avantage tiré du faible coût des matières premières, la hausse des salaires reste dans les pays industrialisés suffisamment modérée pour ne pas peser sur les

benefices des entreprises. Et, si les experts du château de la Muette sont moins optimistes que l'administration américaine concernant le déficit budgétaire (160 milliards au lieu de 144 milliards de dollars en 1987), ils reconnaissent que la loi Gramm-Rudman, visant à revenir à l'équilibre en 1990 constitue un élément encourageant pour la désescalade des taux d'intérêt, considérée comme la « clé » d'une politique de croissance stable.

La persistance d'un chômage très élevé en est la confirmation la plus préoccupante. La légère accélération de l'expansion, durant la seconde moitié de 1985 aura stimulé la productivité plus que l'emploi, le taux de chômage atteignant encore 8,3 % en moyenne à la fin de l'année, contre 8,8 % en 1983, un maigre résultat si l'on tient compte de la création de 7,5 millions d'emplois aux États-Unis durant cette période. L'amélioration de la conjoncture au cours des douze mois à venir ne renversera pas cette tendance. Au total, ce sont trente et un millions de sans-emploi que comptent les pays de la zone, soit un taux de 8,2 %, pratiquement inchangé par rapport aux 8,3 % enregistrés en 1983.

FRANÇOISE CROUQUENAU.

La croissance en France : + 2,5 %

Pour la France, l'OCDE prévoit une croissance de 2,5 % du PIB et de 2 % de la production industrielle cette année. La consommation des ménages augmenterait de 3 % (+ 2,4 % en 1985) et l'investissement total de 4 % (2,5 % en 1985). L'investissement productif croîtrait de 5,5 %, contre 4,5 % l'année dernière. Le commerce extérieur se déséquilibrerait en volume, les exportations progressant de 1,7 % contre + 4,5 % pour les importations. Les prix de détail augmenteraient de 2,7 %, après 5,5 % en 1985. Le taux de chômage resterait à 10,2 % de la population active.

LE PROJET SUR LES ORDONNANCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

La gauche ralentit le débat au Sénat

L'examen du projet de loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances en matière économique et sociale s'est poursuivi mercredi 28 mai au Sénat. Le gouvernement a décidé de recourir au « vote bloqué » sur les deux premiers articles (les 2 et 3) venus en discussion. Ainsi, si les sénateurs auteurs d'amendements peuvent présenter leurs propositions de modifications, ce que socialistes et communistes ne manquent pas de faire, en revanche les sénateurs seront conduits à se prononcer par un seul vote sur l'ensemble de chaque article sans que préalablement ils aient eu à le faire sur chaque amendement.

Cette décision du gouvernement, souhaitée et attendue par la majorité, a été vivement critiquée sur les bancs de la gauche. Dès l'ouverture de la séance, MM. Marcel Lucotte, Daniel Hoeffel et Roger Romuald, respectivement président des groupes RLI, Union centriste et RPR, appuyés par M. Jean-Pierre Cantegrit, au nom de la Gauche démocratique, ont protesté contre la multiplication des « manœuvres procédurières » témoignant de « la volonté de bloquer le débat » de l'opposition.

Pour les responsables de la majorité, il n'est pas admissible que le gouvernement ne puisse mettre en

application rapidement le programme sur lequel il a été élu. Ils ont d'ailleurs apporté la preuve puisqu'ils ne proposent aucun amendement à ce texte de manière que, voté conforme, il ne revienne pas à l'Assemblée nationale et devienne ainsi définitif.

Reste que la course est longue. Pour le seul article 2 qui permet au gouvernement de mettre en place un plan en faveur de l'emploi et plus spécifiquement celui des jeunes, ont été discutés, mercredi, cinquante-trois amendements communistes et vingt socialistes. Soixante-sept doivent encore être présentés.

Se relayant pour apporter la contradiction aux orateurs de gauche, MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, et Jean Arthuis, secrétaire d'État, ont répété tout ce qu'ils attendaient des mesures qui seront prises par ordonnances. Ils ont également voulu une nouvelle fois rassurer sur l'avenir de l'ANPE : pas question que soient licenciés les onze mille cinq cents employés de l'Agence nationale pour l'emploi, a affirmé M. Arthuis, pour qui il faut accroître l'efficacité de tous les organismes qui concourent au service public de placement.

A. Ch.

Sur le vif

Marteau piqueur

J'ai une copine, une belle fille un peu forte, la quarantaine, elle s'est dégotée un mec, un type vraiment super, plus vieux, plus riche, plus prospère. Mais, bon, marié. Ils se voyaient de 5 à 7, vite fait, mal fait. Ils se brouillaient. Ils se réconciliaient. Et puis, là, ô bonheur, à j'ose, il a plié sa femme et il est venu s'installer chez Cora. Hier, je le rencontre au café du coin. Elle a un job dans le quartier. Ça n'avait pas l'air d'aller.

— T'es une petite mine. Qu'est-ce qui se passe ?
— Je suis crevée. Je dors plus de la nuit. Il me tue, Roger.
— Tu m'en diras tant ! Allez, te plains pas, c'est une saine fatigue ça.

— C'est pas du tout ce que tu crois.

— C'est quoi ?
— Il ronfle. A un point ! J'ai jamais rien vu de pareil. Ça vomit, ça bouillonne, ça siffle, ça renverse, ça vibre, ça hoquette. Ça fait tellement de bruit que ça te réveille.

— Tu devrais l'inscrire dans le Guinness. A l'heure actuelle, le record du ronflement le plus sonore atteint 97,5 décibels. 97 les décibels...

— C'est pas drôle, je te jure. L'as-tu impressionné de coucher avec un marteau piqueur ?

— Il prend des tranquillisants, des somnifères ?

— Souvent, oui.

— Il est gros ? Il pique pas mal ? Statistiquement, l'aveu soboite dix chances sur cent de tomber sur un ronfleur. Tu sais à quel ça tient ? Quand il est couché sur le dos, sa langue se détache et se bloque à la gorge. L'arrivée d'air, là, doit manquer de sous musculaire dans le pharynx. Il paraît que ça s'opère. C'est très dangereux pour la santé. Tu bloques ta respiration des centaines de fois pendant des heures secondes d'effort. Les gens qui claquent dans leur lit, c'est ça.

— Arrête, c'est ce qu'il m'a dit cette nuit. J'avais mis des boules Quies et j'avais fini par m'endormir. A 3 heures du matin, 3 fois secoué : écho, chère, j'en peux plus, je suis mort d'inquiétude. De l'asthme ronfleur comme ça, j'ai peur que tu expires entre mes bras, ma petite poitrineuse à percussion à moi.

CLAUDE SARRAUTE.

LE GRAND LOUVRE VU D'ORSAY

Visite privée de M. Mitterrand sur le chantier du musée d'Orsay

Le président de la République a visité le mercredi 28 mai dans l'après-midi le chantier du musée d'Orsay, qui Ansole-France, dont l'aménagement est pratiquement terminé et où les premières œuvres (sculptures, grandes toiles de Courbet) arriveront à la mi-juin. L'ouverture au public est annoncée pour le 9 décembre prochain après une inauguration prévue le 2.

Sous la conduite de M. Jacques Rigaud, président de l'établissement public, M. Mitterrand a suivi l'itinéraire qui sera celui des visiteurs et qui sera expliqué par Madeleine Ribéroux, historienne du dix-neuvième siècle, de Michel Lacroix, conservateur en chef au musée du Louvre, et de Françoise Cachin, qui vient d'être nommée directrice du futur musée (le Monde du 21 mars).

Le petit groupe est entré rue de Belloc par l'ancien hall des guichets de la gare. (« C'était notre gare », a dit M. Mitterrand, qui se rendait fréquemment à Angoulême, jusqu'à ce que l'on nous arrête à Jussieu. ») Les structures métalliques du bâtiment ont été peintes en bleu soudain tandis que les nouveaux éléments destinés par l'architecte italien Gae Aulenti sont en brun. Le souci de distinguer le nouveau de l'ancien est présent dans tout l'édifice. En fait, un musée a été construit à l'intérieur de la gare, dont l'immense nef vitrée (30 mètres sous la voûte) abrite désormais des cimaises de pierre

traverse de beige et de vert. Intrigué par des plans inclinés posés au sol à l'entrée de la nef, M. Mitterrand a demandé si « le contenu ne risquait pas de l'emporter sur le contenu », un contenu qui est pour l'instant totalement absent, comme il lui a été plaisamment répondu. Mais le chef de l'État semblait plutôt satisfait. « Ça a de la gueule », a-t-il murmuré sur le seuil de la nef principale.

L'un des espaces les plus spectaculaires est la galerie sous des hauteurs où seront accrochées les impressions du Jeu de penne et qui offre, de la terrasse, une vue jusqu'alors inconnue sur le Louvre et la rive droite.

Un Grand Louvre qui donne bien des soucis au chef de l'État, puisque le ministre des finances a obtenu de s'y réinstaller pendant six mois avec son cabinet, ainsi que M. Juppé qui devait être logé provisoirement rue du Bac. Ce réaménagement risque de perturber le calendrier initial des travaux d'aménagement de l'aile Richelieu, nécessaires à l'ouverture de la pyramide. Pourtant, M. Mitterrand se déclare confiant : « J'ai beaucoup aimé M. Balladur quand il s'agissait de terminer le Centre Pompidou (un début de septembre, de M. Girard d'Estaing) et il s'est souvenu certainement à l'égard du président de la République. Ce projet est trop grand et trop beau pour que nul ne songe à l'annuler. »

M. Ch.

LA PRIVATISATION DE TF1

La valse-hésitation

En un mois, la privatisation du secteur public de la télévision aura connu au moins une dizaine de versions contradictoires. Le gouvernement est d'abord divisé sur le nombre de chaînes à céder au privé : une pour Maitron, deux pour la Rue de Valois. Ensuite, il s'oppose sur l'identité de la chaîne privatisable : Antenne 2 pour le ministère de la culture et de la communication, FR3 pour le cabinet du premier ministre.

Le compromis se fait sur TF1 (le Monde du 15 mai). Reste à fixer les modalités de la cession des actifs. Le 16 mai, on indique à Maitron que les candidats devront se regrouper et laisser un peu de place à l'actionnaire du public.

Le 18 mai, on précise de même source que au sein des consortiums aucun partenaire ne pourra avoir plus de 25 %. Le texte de loi déposé au Conseil d'État, quelques jours plus tard, fixe le plafond des participations à 30 %, mais introduit une innovation : la mise aux enchères de la chaîne. Le 27 mai, le ministre des finances fait savoir qu'il est opposé à la mise aux enchères et réitère toute la copie : 45 % au public, 10 % au personnel et 45 % seulement à un opérateur. Aujourd'hui, M. Léotard présente une nouvelle formule : le contrôle majoritaire à l'opérateur (50 %), 40 % pour le public et 10 % pour le personnel. La mise aux enchères est oubliée. (Lire nos informations p. 9.)

LA RADIO PARISIENNE RFM S'ASSOCIE AU RÉSEAU CFM

M. Frank Tenot, le nouveau PDG d'Europe 1, ayant décidé de mettre fin aux accords d'association liant son groupe à la radio CFM (pour laquelle le Monde assurait certaines prestations), cette dernière, organisée en réseau, a signé un nouvel accord, jeudi 29 mai, avec la radio parisienne RFM. Désormais, la « radio couleur » - en troisième position sur l'écoute de la FM en Ile-de-France - bénéficiera de la structure du réseau CFM, lequel, diffusé par satellite, regroupe déjà plus d'une vingtaine de stations locales. L'accord prendra effet le 1er juin, RFM devenant la tête du réseau rebaptisé à son nom. RFM assurera la régie nationale, tandis que son partenaire assurera la gestion de la structure et s'occupera, avec les radios affiliées, de la publicité locale. « L'association d'une bonne radio avec un bon réseau », déclarent les nouveaux associés, soutient tous deux de développer un réseau cohérent sur les premières villes de France et attachés au principe de la coproduction et des décrochages locaux, notamment en matière d'information.

Cette redistribution des cartes sur la FM se fait au détriment de l'équipe de CFM-Paris, qui disparaît. Quant à Europe 1, qui se livre déjà à des essais techniques pour diffuser sur la FM parisienne ses programmes grandes ondes, et pourrait rapidement se désengager de 95,2, elle élabore déjà de nouveaux plans pour construire un second réseau de type musical.

A. Co.

« Troisième essai nucléaire français de l'année ». La France a fait procéder, mercredi 28 mai, à Mururoa (dans le Pacifique sud) à son troisième essai nucléaire depuis le début de l'année, ont annoncé les experts gouvernementaux néo-zélandais. L'explosion était de faible puissance, de l'ordre de 2 kilotonnes. Les deux explosions précédentes, qui ont eu lieu depuis six semaines, avaient respectivement une puissance de 4 et de 3 kilotonnes. (AFP.)

Les droits d'inscription dans les universités passeront de 330 A 450 F

M. Alain Devaquet, ministre de la recherche et des universités, vient de soumettre au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) un arrêté fixant les droits d'inscription dans les universités à 450 francs pour l'année 1986-1987, contre 330 francs cette année.

Cette décision coupe court aux rumeurs qui circulaient depuis quelques semaines sur une libéralisation totale des droits d'inscription souhaitée par certaines universités et conforme à l'esprit de la proposition de loi déposée par des parlementaires de la majorité (le Monde du 12 avril 1986). Le cas d'une flambée des droits d'inscription explique pour une bonne part les manifestations étudiantes qui se sont déroulées ces dernières semaines en province et constituait l'un des thèmes de mobilisation de la journée nationale d'action organisée le 28 mai par l'UNEF (Solidarité étudiante).

Le numéro du « Monde » daté 29 mai 1986 a été tiré à 510 057 exemplaires

Le nouveau tarif fixé pour la rentrée 1986 ne préjuge pas des modalités et du niveau définitifs de fixation des droits d'inscription qui résulteront de la loi sur les universités préparée par le ministre. Mais M. Devaquet s'est prononcé à plusieurs reprises contre une libéralisation totale. « L'argent ne doit pas être un mode de sélection à l'entrée à l'université. Si tel avait été le cas, je n'aurais pas pu faire d'Études », nous a-t-il déclaré. S'il estime nécessaire une augmentation des droits, celle-ci doit donc rester « modeste ».

En revanche, son choix n'est pas définitivement fait entre un taux uniforme, comme c'est le cas aujourd'hui, et un système plus souple instituant une fourchette de 400 francs à 800 francs. Cette solution, qui semble avoir le favori du ministre, avait été envisagée au début de l'année par son prédécesseur, M. Jean-Pierre Chevènement. La réponse devrait être fournie rapidement puisque M. Devaquet présentera son projet de réforme des universités le 3 juin prochain en conseil interministériel et espère toujours qu'il sera examiné à l'Assemblée nationale avant l'été.

Sur CFM

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,5 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,5 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Étienne (99,8 MHz)
à Montpellier (99,8 MHz)
à Strasbourg (100,3 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

VENDREDI 30 MAI
De 19 heures à 19 h 30
MICHEL DELPECH

Face au « Monde »
avec LAURENCE PIVOT
et CATHERINE HUMBLLOT

Chaque mardi et chaque vendredi, à 8 h 27, le chroniqueur plume de CFM, rejoint avec la Cité lyonnaise.

A B C D E F G H

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 29 MAI

Indicateur de séance (%) : + 0 10

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	389	394 50	390
Agropar	1820	1820	1818
Alcatel	720	722	720
Alstom	488	488	489
Banque Paribas	1100	1130	1123
Bouygues	1750	1750	1800
Bouygues	1050	1050	1050
B.S.N.	2450	2480	2470
Comptoir	3410	3430	3409
Chargers S.A.	1050	1080	1050
Club Méditerranée	480	480	480
Dunlop	1315	1302	1305
E.I.F.	288	293 50	291 50
Escalier	2460	2460	2485
Européenne	1210	1230	1220
L. Vuitton S.A.	1012	1020	1020
Michelin	2700	2698	2680
Michelin	5680	5750	5710
Michelin	2230	2230	2225
Navig. Méditerranée	570	569	558
Oréal L.	3340	3310	3300
Pernod-Roulet	1010	1010	1000
Pugnot S.A.	920	918	920
Santel	702	725	713
Source Paribas	690	710	700
Télécom	3150	3190	3190
Thomson C.S.F.	1190	1195	1200
Toutef.C.F.	358	369	369
T.S.T.	2800	2800	2800
Veolia	451	453	453

LOGICIELS POUR PROFESSIONS JURIDIQUES JUDICIAIRES ET COMPTABLES

88-36-75-44 pour information

Le Monde

PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

CONTRE COURANT

«Kephren»
lampe de bureau
50 W, halogène
2 intensités

740 Fr

22, rue de la Harpe 75001 Paris - Tél. 01 42 39 36 04

Meyrowitz
OPTICIEN

LES COLLECTIONS DE LUNETTES
NINA RICCI
YVES SAINT LAURENT
Christian Dior
mut de Cartier
MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR
5, RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS, TEL. 42.61.40.67